

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

BANQUE D'ALGERIE

BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

ECOLE SUPERIEURE DE BANQUE

Mémoire de fin d'études
En vue de l'obtention du
Brevet Supérieur de "Banque"

**CARACTERISTIQUES ET MODALITES
D'OCTROI DES CREDITS BANCAIRES**

Agence BDL Bir Mourad Raïs

Elaboré par : **Encadré**
M. BELLAL Djamel

_____ par
Melle NEDIR Amel

9^{ème} Promotion
Février 2006

~~DEDICACE~~

A TOUTE MA FAMILLE.

REMERCIEMENTS

NOUS TENONS À ADRESSER NOS VIFS REMERCIEMENTS A TOUS CEUX QUI, DE PRES OU DE LOIN, ONT CONTRIBUE A L'ELABORATION DE CE PRESENT TRAVAIL ET AU BON DEROULEMENT DE NOTRE STAGE PRATIQUE.

NOS REMERCIEMENTS SONT ADRESSES TOUT PARTICULIEREMENT A LA FAMILLE AIT MOKHTAR QUI NOUS A BEAUCOUP AIDE.

NOUS TENONS EGALEMENT À REMERCIER NOTRE ENCADREUSE Melle NEDIR AMEL QUI, PAR SES CONSEILS PRECIEUX, SES REMARQUES PERTINENTES ET PAR SA SENSIBILITE MEME, A SU NOUS TRANSMETTRE SON EXPERIENCE ET NOUS INCULQUER LES RUDIMENTS DE LA PRATIQUE BANCAIRE.

ENFIN, NOS VIFS REMERCIEMENTS ET NOTRE PROFONDE GRATITUDE SONT ADRESSES A TOUS NOS AMIS QUI NOUS ONT BEAUCOUP AIDES DURANT NOTRE STAGE PAR LEURS CONSEILS ET LEURS ENCOURAGEMENTS.

SOMMAIRE

CHAPITRE INTRODUCTIF GENERALITES.....	1
Section I RAPPEL DE NOTION DE BASE.....	2
I.1.1. Notion de l'entreprise.....	2
I.1.2. Notion de la banque.....	2
I.1.3. Notion du crédit.....	3
I.1.3.1. Définition.....	3
I.1.3.2. Objectif du crédit.....	3
I.1.4. Notion de profil ou de rentabilité.....	3
I.2. Section II HISTORIQUE DU SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN.....	4
I.2.1. Le système bancaire algérien de l'indépendance jusqu'à la période de planification « De 1963 à 1987 ».....	4
I.2.2. Le Système bancaire algérien et des réformes économiques et les Réformes Economiques « de 1988 à 2001 ».....	5
I.3. Section III PRESENTATION DE LA BDL ET LA STRUCTURE D'ACCEUIL.....	8
I.3.1. Présentation de la Banque de Développement Local.....	8
I.3.1.1. Présentation générale de la BDL.....	8
I.3.1.2. Structure et organisation de la BDL.....	9
I.3.1.3. Données statistiques sur la BDL.....	11
I.3.2. Présentation de la structure d'accueil (agence BDL Bir Mourad Raïs « 111 »).....	12
I.3.2.1. Missions de l'agence :.....	12
I.3.2.2. Relations entre les agences et les directions:.....	13
I.3.2.3. Fonctions de l'agence :.....	13
I.3.2.4. Organigramme de l'agence B.D.L 111 Mourad Rais :.....	13
I.3.3. Présentation de la cellule crédit :.....	14
PREMIERE PARTIE.....	17
I. CHAPITRE I LE FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION.....	18
I.1. Section I LES CRÉDITS D'EXPLOITATION PAR CAISSE (DIRECTS).....	18
I.1.1. Les crédits d'exploitation globaux.....	18
I.1.1.1. La Facilité De Caisse.....	19
I.1.1.2. Le Découvert.....	20
I.1.1.3. Le Crédit de Campagne.....	21
I.1.1.4. Le Crédit Relais.....	22
I.1.2. Les crédits d'exploitation spécifiques.....	22
I.1.2.1. Crédits de Financement des Stocks.....	22
I.1.2.2. L'Escompte Commercial.....	23

I.1.2.3.	Avances Sur Factures.....	25
I.1.2.4.	Avances Sur Titres.....	25
I.1.2.5.	L’Affacturage ou le Factoring.....	26
I.1.2.6.	Crédits de Financement des Marchés Publics.....	26
I.2.	Section II LES CRÉDITS D’EXPLOITATION PAR SIGNATURE (INDIRECTS).....	28
I.2.1.	Les engagements cambiaire.....	28
I.2.1.1.	L’aval.....	28
I.2.1.2.	Le crédit par acceptation.....	29
I.2.1.3.	Le crédit documentaire.....	31
II.	CHAPITRE II LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	33
II.1.	SECTION I : LES CREDITS A MOYEN ET LONG TERME.....	33
II.1.1.	LE CRÉDIT A MOYEN TERME (CMT).....	33
II.1.1.1.	CMT réescomptable.....	34
II.1.1.2.	CMT mobilisable.....	34
II.1.1.3.	CMT direct.....	34
II.1.2.	LE CRÉDIT A LONG TERME (CLT).....	34
II.2.	SECTION II : LE CRÉDIT-BAIL (OU LEASING).....	35
II.2.1.	Définition du crédit bail :.....	35
II.2.2.	Formes du crédit bail.....	35
II.2.2.1.	La cession-bail (lease-back).....	35
II.2.2.2.	Le crédit-bail adossé.....	36
II.2.2.3.	Le reeting.....	36
II.2.3.	Avantages du leasing.....	36
II.2.4.	Inconvénients du leasing.....	36
II.3.	Cas particuliers : LES CRÉDITS A L’EMPLOI DE JEUNES.....	37
III.	CHAPITRE III LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR.....	38
III.1.	Section I : LE FINANCEMENT DES IMPORTATIONS « credit documentaire ».....	39
III.1.1.	Définition :.....	39
III.1.2.	Les types du crédit documentaire :.....	40
III.1.2.1.	Le crédit documentaire révocable :.....	40
III.1.2.2.	Le crédit documentaire irrévocable :.....	40
III.1.2.3.	Le crédit documentaire irrévocable et confirmé :.....	40
III.1.3.	Quelques modalités du crédit documentaire.....	40
III.1.3.1.	Le crédit documentaire à vue :.....	40
III.1.3.2.	Le crédit documentaire contre acceptation :.....	40
III.1.3.3.	Le crédit documentaire à différé de paiement :.....	41

III.1.4.	Les crédits documentaires spéciaux.....	41
III.1.4.1.	Le crédit documentaire transférable :.....	41
III.1.4.2.	Le crédit documentaire à « clause rouge » (Red clause) :.....	41
III.1.4.3.	Le crédit documentaire « renouvelable » (revolving) :.....	41
III.1.4.4.	Le crédit documentaire « back to back » (le crédit documentaire adossé) :.....	41
III.2.	Section II LE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS.....	42
III.2.1.	Techniques de financement à court terme.....	42
III.2.1.1.	Le crédit de préfinancement.....	42
III.2.1.2.	La mobilisation des créances nées sur l'étranger.....	42
III.2.1.3.	Les avances en devises.....	42
III.2.2.	Techniques de financement a moyen et long terme.....	42
III.2.2.1.	Le crédit fournisseur.....	42
III.2.2.2.	Le crédit acheteur.....	43
IV.	CHAPITRE IV LE FINANCEMENT DES PARTICULIERS.....	44
IV.1.	Section 1 : LE CREDIT A LA CONSOMMATION (la vente a temperament).....	44
IV.1.1.	Définition.....	44
IV.1.2.	Avantages du crédit à la consommation :.....	44
IV.1.2.1.	Avantages pour la banque :.....	45
IV.1.2.2.	Avantages pour l'acheteur :.....	45
IV.1.2.3.	Avantages pour le vendeur :.....	45
IV.2.	Section 2 LES CREDITS IMMOBILIERS.....	46
IV.2.1.	Définition du crédit hypothécaire :.....	46
IV.3.	Section 3 AUTRES FORMES DE CREDITS AUX PARTICULIERS.....	47
IV.3.1.	Les avances en comptes :.....	47
IV.3.2.	Les avances sur titres :.....	47
IV.3.3.	Les prêts personnels :.....	47
V.	CHAPITRE V LES RISQUES DU CREDIT ET LES MOYENS DE PREVENTION.....	48
V.1.	Section I LES RISQUES LIES À L'OPÉRATION DE CREDIT.....	48
V.1.1.	Le risque d'insolvabilité :.....	48
V.1.1.1.	Le risque particulier :.....	49
V.1.1.2.	Le risque sectoriel :.....	49
V.1.1.3.	Le risque global ou général :.....	49
V.1.2.	Le risque d'immobilisation.....	49
V.1.3.	Le risque de taux.....	50
V.1.4.	Le risque de change :.....	50
V.2.	Section II MOYENS DE PREVENTION DU RISQUE DE CREDIT.....	50

V.2.1.	Application et respect des règles prudentielles :.....	51
V.2.1.1.	La couverture des risques.....	51
V.2.1.2.	La division des risques.....	51
V.2.2.	Le suivi des engagements :.....	52
V.2.3.	Mise en place de procédures internes :.....	52
V.2.4.	Les garanties :.....	52
V.2.4.1.	Les Garanties Personnelles :.....	53
V.2.4.2.	Les garanties réelles :.....	54
V.2.4.3.	Les Garanties Complémentaires :.....	57
DEUXIEME PARTIE.....		60
I. CHAPITRE I MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'EXPLOITATION		61
I.1.Section I LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE CREDIT D'EXPLOITATION.....		61
I.1.1.	Une demande écrite de l'entreprise.....	62
I.1.2.	Les documents juridiques et administratifs :.....	62
I.1.3.	Les documents comptables et financiers : ils comprennent :.....	62
I.1.4.	Les documents économiques : ils comprennent :.....	62
I.1.5.	Les documents commerciaux : ils comprennent :.....	62
I.1.6.	Les documents fiscaux et parafiscaux :.....	63
I.1.7.	Le compte rendu de visite :.....	63
I.2.Section II L'identification Du Demandeur De Credit Et Son Environnement.....		63
I.2.1.	Historique de l'entreprise.....	63
I.2.2.	L'entreprise : Entité Juridique.....	64
I.2.2.1.	Entreprise individuelle (EURL).....	64
I.2.2.2.	La société.....	64
I.2.3.	L'entreprise : Entité Economique.....	64
I.2.3.1.	les moyens mis en œuvre.....	64
I.2.3.2.	Les moyens humains.....	65
I.2.3.3.	Les moyens matériels.....	65
I.2.3.4.	Les moyens financiers.....	65
I.2.3.5.	Le produit.....	65
I.2.4.	L'entreprise et son environnement.....	65
I.2.4.1.	L'environnement économique.....	66
I.2.4.2.	L'environnement social.....	66
I.2.4.3.	Le marché.....	66
I.2.4.4.	Les partenaires.....	67
I.2.4.5.	Les concurrents.....	67
I.2.4.6.	Les perspectives du développement.....	67
I.3.Section III LA CLASSIFICATION DE LA CLIENTELE.....		68
I.3.1.	L'historique de la relation.....	68
I.3.2.	Les mouvements d'affaires confiés.....	68

I.3.3.	Le Niveau d'utilisation des concours autorisés.....	69
I.3.4.	Les incidents de paiements.....	69
I.3.4.1.	L'Avis à Tiers Détenteur (ATD).....	69
I.3.4.2.	La Saisie Arrêt.....	69
I.4.	Section IV LE DIAGNOSTIC ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ENTREPRISE POSTULANTE.....	70
I.4.1.	Analyse rétrospective :.....	70
I.4.2.	Analyse statique de l'entreprise :.....	71
I.4.2.1.	Elaboration et apprésentation du bilan financier :.....	71
I.4.2.2.	Retraitement du tableau de compte de résultat et diagnostic des soldes intermédiaires de gestion (SIG):.....	83
I.4.3.	L'analyse dynamique :.....	100
I.4.3.1.	Le tableau de financement :.....	101
I.4.3.2.	Le tableau pluriannuel des flux financiers (TPFF) :.....	105
I.4.4.	Analyse Prospective (Previsionnelle) :.....	111
I.4.4.1.	Les Budgets D'exploitation Prévisionnels.....	111
I.4.4.2.	Le Budget De Trésorerie.....	111
I.4.4.3.	Le Plan De Financement.....	112
I.4.4.4.	Les documents de synthèse prévisionnels.....	112
I.4.4.5.	Le Chiffre D'affaires Prévisionnel Et Le Point Mort.....	113
II.	CHAPITRE II MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'INVESTISSEMENT	114
II.1.	Section I LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE CREDIT D'INVESTISSEMENT.....	114
II.1.1.	Documents administratifs :.....	115
II.1.1.1.	Documents comptables, fiscaux et parafiscaux :.....	115
II.1.1.2.	Documents économiques et financiers :.....	115
II.1.1.3.	Documents techniques :.....	115
II.2.	Section II L'ETUDE DE LA VIABILITE DU PROJET.....	116
II.2.1.	L'analyse commerciale :.....	116
II.2.1.1.	Le produit.....	116
II.2.1.2.	Le prix.....	117
II.2.1.3.	La distribution.....	117
II.2.1.4.	La promotion.....	117
II.2.2.	L'analyse du secteur d'activité.....	117
II.2.2.1.	Le marché.....	117
II.2.2.2.	Les partenaires.....	118
II.2.2.3.	Les concurrents.....	118
II.2.3.	L'analyse technique.....	119
II.2.3.1.	Le processus de production.....	119
II.2.3.2.	Les caractéristiques des moyens de production.....	119
II.2.3.3.	Les besoins de l'entreprise.....	119
II.2.3.4.	La localisation de l'unité de production.....	119

II.3.Section III L'ANALYSE DE LA RENTABILITE AVANT FINANCEMENT DU PROJET.....	121
II.3.1. Analyse de la rentabilité avant financement :.....	121
II.3.1.1. La durée de vie de l'investissement et le niveau de production :.....	121
II.3.1.2. La Nature des Flux :.....	122
II.3.1.3. La Comparaison des Flux de Trésorerie :.....	122
II.4.Section IV L'ANALYSE DE LA RENTABILITE DU PROJET APRES FINANCEMENT.....	128
II.4.1. Détermination des flux de trésorerie après financement :.....	129
Les flux de trésorerie après schéma de financement se déterminent suivant les étapes suivantes :.....	129
II.4.1.1. Elaboration de l'échéancier d'investissement :.....	129
II.4.1.2. Elaboration de l'échéancier d'amortissement :.....	129
II.4.1.3. Elaboration du TCR prévisionnels après financement :.....	129
II.4.1.4. Elaboration de l'échéancier de remboursement :.....	129
II.4.1.5. Elaboration du plan de mobilisation :.....	129
II.4.1.6. Elaboration du plan de financement :.....	129
II.4.2. Analyse de la rentabilité des capitaux engagés :.....	131
II.4.2.1. Analyse de la rentabilité des fonds propres :.....	131
II.4.2.2. Analyse de la Rentabilité de l'emprunt :.....	131
 III. CHAPITRE III MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CREDIT AUX PARTICULIERS.....	 134
III.1.Section I MONTAGE D'UN DOSSIER DE CREDIT IMMOBILIER.....	134
III.1.1. Cadre juridique et procédural.....	135
III.1.1.1. Le cadre juridique :.....	135
III.1.1.2. Le cadre procédural :.....	135
III.1.2. La gestion du portefeuille :.....	140
III.2.Section II.....	140
III.2.1. Cadre juridique et procédural :.....	141
III.2.1.1. Cadre juridique :.....	141
III.2.1.2. Cadre procédural :.....	142
III.2.2. La gestion du portefeuille :.....	144
 IV. CHAPITRE IV LA MISE EN PLACE DU CREDIT.....	 146
IV.1.Section I LA DECISION FINALE.....	146
IV.1.1. Au niveau de l'agence.....	146
IV.1.2. Au niveau du groupe d'exploitation.....	146
IV.1.3. L'autorisation de crédit.....	147

IV.2.Section II	MISE EN PLACE DES CRÉDITS.....	147
IV.2.1.	Mise en place des crédits à court terme :.....	147
IV.2.1.1.	Les crédits à court terme non mobilisables.....	147
IV.2.1.2.	Les crédits à court terme mobilisables.....	148
IV.2.2.	Mise en place des crédits par signature.....	148
IV.2.3.	Mise en place des crédits d'investissement (CMT).....	148
V.	CHAPITRE V LA GESTION DU CONTENTIEUX.....	150
V.1.Section I	LA PHASE PRECONTENTIEUSE.....	150
V.2.Section II	LA PHASE CONTENTIEUSE.....	151
V.2.1.	La saisie arrêt.....	151
V.2.2.	La saisie conservatoire.....	152
V.2.2.1.	Le commandement de payer.....	152
V.2.2.2.	La saisie des biens.....	152
V.2.2.3.	La vente.....	152
V.2.3.	La mise en jeu des garanties :.....	152
	TROISIEME PARTIE ETUDE DE CAS PRATIQUES.....	155
I.	CHAPITRE I ÉTUDE DE CAS D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'EXPLOITATION.....	157
I.1.Section 1	:.....	157
	PRESENTATION GENERALE DE L'AFFAIRE.....	157
I.1.1.	Identification de la relation :.....	157
I.1.1.1.	Présentation de l'historique de la relation :.....	157
I.1.2.	Les moyens mis en oeuvre :.....	161
I.1.2.1.	Les ressources humaines :.....	161
I.1.2.2.	Les ressources matérielles :.....	161
I.1.2.3.	Le marché :.....	162
I.1.2.4.	Le produit :.....	162
I.1.2.5.	Les partenaires :.....	162
I.1.3.	La relation Banque - Entreprise :.....	162
I.1.3.1.	Historique de la relation :.....	162
I.1.3.2.	Mouvement d'affaire confié :.....	163
I.1.3.3.	Niveau d'utilisation crédits :.....	163
I.2.Section 2	ANALYSE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE.....	163
I.2.1.	Analyse rétrospective :.....	164
I.2.1.1.	Analyse statique :.....	164
I.2.1.2.	Analyse dynamique :.....	174

I.2.2.	Analyse prospective (prévisionnelle) :.....	180
I.2.3.	Analyse du risque :.....	183
I.2.3.1.	Conclusion finale de l'étude :.....	183
I.2.3.2.	Décision du chargé d'étude de la banque :.....	184
I.2.3.3.	Critiques :.....	184
II.	CHAPITRE II ÉTUDE DE CAS D'UN DOSSIER D'INVESTISSEMENT.....	184
II.1.	Section I IDENTIFICATION DES PROMOTEURS ET DE LEUR ACTIVITÉ.....	184
II.1.1.	Constitution du dossier.....	184
II.1.2.	Présentation des promoteurs.....	185
II.2.	Section II ÉTUDE DE LA VIABILITÉ DU PROJET.....	186
II.2.1.	Identification du projet.....	186
II.2.2.	L'analyse du marché.....	187
II.2.3.	L'analyse commerciale :.....	187
II.2.4.	L'analyse technique :.....	189
II.2.5.	L'analyse des coûts:.....	196
II.3.	Section III ETUDE DE LA RENTABILITE DU PROJET.....	202
II.3.1.	L'analyse financière de l'entreprise FROYAM.....	202
II.3.2.	L'analyse de la rentabilité de l'entreprise FROYAM.....	205
II.3.3.	Etude de la rentabilité après financement :.....	212
II.4.	Section IV.....	222
II.4.1.	Conclusion de l'étude et avis personnel.....	223
II.4.2.	Comparaison avec la décision de la Banque.....	223
	Conclusion générale	
	Bibliographie	
	Annexes	

INTRODUCTION GENERALE

Au cours de cette dernière décennie, l'économie algérienne a connu de grands bouleversements : transition économique, ouverture des marchés, accord et association avec des organismes de l'Union Européenne, négociations pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), adhésion à la zone arabe de libre échange,... etc. Ces événements se traduisent par le passage de notre pays d'une économie dirigiste vers une économie de marché.

Devant ces changements du contexte économique, les banques algériennes de par leurs prérogatives, ont confronté dans leur prise en considération les aléas en vue d'assurer leur croissance, voire leur survie.

De ce fait, le système bancaire algérien a connu de nouvelles réformes se traduisant par une ouverture au secteur privé national et international, un nouveau cadre réglementaire et juridique facilitant l'installation d'établissements financiers en Algérie, création de sociétés de leasing, le refinancement hypothécaire, le capital risque, l'assurance à l'exportation, les crédits aux particuliers, ainsi, donnant aux banques la possibilité de mettre en place de nouveaux produits et de nouvelles prestations demandées par un marché en pleine expansion.

Outres les grands réaménagements introduits dans le secteur par les pouvoirs publics, les établissements bancaires eux-mêmes se sont lancés dans l'application d'un programme de mesures avec pour finalité de mieux se professionnaliser en jouant le rôle de levier à la relance économique, tout en se préparant à mieux affronter la concurrence des banques privées et à répondre aux exigences du nouveau marché.

Par ailleurs, le nouveau paysage financier algérien a engendré des besoins de financement croissants et multiformes ce qui a entraîné les banques commerciales algériennes à une réflexion plus approfondie sur le montage financier et le coût du capital prêté.

Devant cette situation, les banques devront se transformer en partenaire financier dynamique et efficace dans les opérations économiques et ce par l'assouplissement du taux d'intérêts de crédits et la diminution des délais de traitement des dossiers de crédits.

Dans cet ordre d'idées, le thème du présent mémoire portera sur le financement des entreprises et des particuliers. Ainsi, à travers ce dernier nous évoquerons les différentes formes de crédits proposées par la banque, les modalités d'examen des différentes demandes de crédit, les risques qu'encourt le banquier dans toute opération de crédit et la gestion de ceux-ci.

Tout au long de notre travail de recherche, nous allons tenter de répondre aux interrogations suivantes :

- ☐ Quels sont les types de financement que propose la Banque à sa clientèle?
- ☐ Quel est le fondement du financement affecté ?
- ☐ Comment le banquier arrive t-il à cerner les besoins de l'entreprise et du particulier ?
- ☐ Quelles sont les risques auxquels doit faire face le banquier et comment fait-il pour se prémunir contre le risque du crédit ?
- ☐ Comment gérer les incidents une fois survenus ?

Pour tenter de répondre à ses questions nous avons jugé important de partager notre travail en trois parties distinctes.

Dans une première partie intitulée « Typologie et gestion du risque crédit », nous déterminerons les principales formes de crédits proposées par la banque à sa clientèle ainsi que les risques inhérents de l'opération de crédit et la gestion de ceux-ci.

La deuxième partie intitulée « Montage et étude d'un dossier de crédit » portera essentiellement sur la collecte des informations et l'application des méthodes d'analyse financière et d'évaluation de projet dans le traitement d'un dossier de crédit. A cet effet, nous développerons les différentes étapes de montage d'un dossier de crédit, basées principalement sur l'étude économique et financière d'un dossier de crédit d'exploitation, d'investissement et celle relative aux crédits aux particuliers.

Nous traiterons aussi, dans cette présente partie, les modalités de mise en place de ces crédits et la gestion des éventuels contentieux.

La troisième partie intitulée « Etude de cas pratiques », consistera en l'examen de deux cas pratiques illustrant les différentes étapes à suivre par le banquier afin d'octroyer un crédit d'exploitation, et celles à conduire pour la mise en place d'un crédit d'investissement.

Ce développement sera précédé par un chapitre introductif où seront présentées les principales phases du développement du système bancaire algérien d'une part, et une présentation de l'organisme d'accueil, d'autre part.

CHAPITRE INTRODUCTIF GENERALITES

L'activité bancaire n'est pas une activité isolée, indépendante de toute influence. Elle s'inscrit au contraire dans le cadre d'une politique économique réalisée par tous les agents économiques.

Par conséquent, les banques sont appelées d'abord, à être bien structurée, ensuite à bien délimiter les différentes tâches incombant à chacun de ses services.

Une des principales cellules de toute agences bancaire est la cellule crédit : c'est le moteur de fonctionnement de toutes les banques. Cette cellule traite essentiellement les opérations de crédit qui, quant à lui constitue pour le banquier, *l'essence même de son métier*.

Cependant, l'existence seule de cette cellule (ce service) ne saurait donner à la notion de crédit sa véritable dimension en l'absence d'une organisation permettant d'accomplir les tâches lui incombant en un minimum de temps et avec le minimum d'effort.

Ainsi, le présent chapitre traite les principales fonctions et attributions de la cellule crédit. Mais avant d'arriver à cela, nous avons jugé plus rationnel de présenter en premier lieu quelques notions de base relatives à l'activité bancaire et en second lieu un petit historique sur le système bancaire algérien.

En effet, notre chapitre sera présenté en trois sections en l'occurrence :

- Section I : Rappel de notions de base ;
- Section II : Historique du système bancaire algérien ;
- Section III : Présentation de la Banque de Développement Local et de la structure d'accueil.

Section I

RAPPEL DE NOTION DE BASE

La compréhension des techniques de financement qui seront abordées ultérieurement repose essentiellement sur un prè̀s acquis.

En effet, ce prè̀s acquis représente un ensemble de dogmes qui doivent impérativement être compris et bien assimilés par toute personne voulant se lancer dans cette aventure très fascinante qui est le crédit.

Pour ce faire, nous aborderons dans cette section quatre principales notions en l'occurrence *la notion d'entreprise, la notion de banque, la notion de crédit et la notion de profit.*

I.1.1. Notion de l'entreprise

Pierre LAUZEL (*Comptabilité analytique et gestion- Editions SIREY*) définit l'entreprise « *un groupement humain hiérarchisé qui met en œuvre des moyens intellectuels, physiques pour extraire, transformer, transporter, distribuer des richesses ou produire des services d'objectifs définis par une Direction, personnelle ou collégiale, en faisant intervenir, à divers, les motivations de profit et d'utilité sociale* »

En effet, ce groupement de différents éléments oblige l'entreprise à entretenir plusieurs relations avec son environnement qui peut être :

- un environnement commercial lorsqu'il s'agit des relations avec les clients et les fournisseurs ;
- un environnement socio-culturel dans le cadre de ses relations avec son personnel ;
- un environnement administratif : c'est l'Etat ;
- un environnement financier : lorsqu'il s'agit de ses relations avec les banques ;
- un environnement sociétal et politique : relations avec les actionnaires.

Ainsi, nous pouvons affirmer que le développement économique et social et la prospérité d'un pays dépendent essentiellement du niveau de croissance de l'entreprise et l'accomplissement de ses relations par ces dernières.

I.1.2. Notion de la banque

Aux termes des articles 66, 67, 68 et 69 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003, complétant et modifiant la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, sont considérées comme Banque toute personne morale qui a pour profession habituelle les opérations de banques qui sont :

- La collecte des fonds du public ;
- L'octroi des crédits ;
- La mise à disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.

¹ Farouk BOUYACOU, « l'entreprise est le financement bancaire », Casba Edition, Alger, 2000.

En plus de ces opérations, les banques doivent financer l'économie par l'exécution des opérations connexes à condition que cette opération auxiliaire ne dépasse pas le principal. Ces opérations connexes portent essentiellement sur des *titres, de l'or et des devises étrangères*.

I.1.3. Notion du crédit

I.1.3.1 Définition

« Faire crédit c'est donner librement la disposition effective et immédiate d'un bien ou pouvoir d'achat contre la promesse que le même bien, ou bien équivalent sera restitué dans un délai le plus souvent avec la rémunération du service rendu et du danger encouru, danger partiel ou totale que comporte la nature même de¹ ce service. ».

C'est à la lumière de cette définition que l'on peut mettre en exergue les principaux éléments constitutifs de la notion de crédit, à savoir *la confiance, le temps, et la promesse de remboursement*.

Sur l'aspect économique, le crédit est défini par l'article 68 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit comme étant :

« ...tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des biens à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par lequel elle s'oblige à garantir, qu'un aval, un cautionnement ou une garantie.

Sont assimilés à des opérations de crédits les opérations de location assorties d'obligations de restitution, notamment le crédit-bail ».

Le crédit est également une expression de confiance qui vient du mot latin « Credere ». Ainsi le mot crédit s'est constitué autour des facteurs confiance, temps, promesse et risque.

Partant de ce postulat, on peut affirmer que l'art du banquier consiste à acheter et vendre la « confiance » à sa clientèle, autrement dit, à faire confiance à ses débiteurs et inspirer confiance à ses déposants.

I.1.3.2. Objectif du crédit

Le domaine du crédit est extrêmement vaste. Il s'étale dans le temps et l'espace, s'étend à toutes sortes d'activités et répond à de multiples besoins économiques.

Il peut donc avoir pour objet aussi bien le financement des investissements des entreprises et des particuliers que les besoins temporaires de trésorerie. Il permet de faire face à tous les décalages, entre recettes et les dépenses quelle que soit l'origine des unes et des autres.

I.1.4. Notion de profil ou de rentabilité

« L'entreprise est une fonction essentielle des sociétés modernes industrielles. Le développement économique et social en dépend. L'entreprise est par excellence, un agent de progrès ; sa vitalité et son dynamisme déterminent la prospérité générale ; sa création et son progrès technique. La vigueur et la santé des entreprises est de toute évidence un objectif essentiel des sociétés modernes »

¹ G. Petit-Dutaillis, « Le risque du crédit bancaire ».

Tout système économique ne survie et ne se développe que par la création de valeur ajoutée génératrice de profit et donc de richesse.

Le partage de la richesse n'enrichit pas, c'est le partage de l'accroissement de la richesse qui confère la prospérité à tout agent économique.

La source la plus importante de la plus value des richesses vient des entreprises dispensatrices de la majorité des revenus privés et des impôts.

Section II **HISTORIQUE DU SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN**

Au plan institutionnel, le système est passé, dans son évolution par différentes phases qui ont eu pour effet de le dépouiller de son attribution primaire.

Sans revenir dans les détails sur l'état des lieux ayant affectés le système bancaire, nous allons mettre en relief les principales phases qui ont marqué l'évolution du système bancaire algérien.

De ce fait, l'analyse du système bancaire algérien couvre la période allant de l'indépendance jusqu'à fin 2001 (trois ans après l'achèvement du programme d'ajustement structurel).

Cette analyse sera décomposée en deux phases distinctes selon les principales étapes traversées par le système bancaire algérien. Elles correspondent, aux grandes phases du développement économique et social de l'Algérie :

- 1ère phase : Couvre la période allant de 1963 à 1987 ;
- 2ème phases : concernant la période de 1988 jusqu'à fin 2001.

I.2.1. La Première Phase : Le système bancaire algérien de l'indépendance jusqu'à la fin de la planification « De 1963 à 1987 »

Durant cette phase, il a été constaté l'émergence d'un système bancaire authentiquement algérien grâce à une « volonté d'indépendance » due aux attributions de la souveraineté de l'Etat algérien.

L'Algérie s'est dotée, dès le 12 décembre 1962, de l'institution d'émission au plein sens du terme, celui-ci avait pour mission de « créer et de maintenir dans le domaine de la monnaie, du crédit et du change, les conditions les plus favorables à un développement ordonné de l'économie nationale. »¹

Dés 1963 l'Algérie dispose de la Caisse algérienne de Développement (CAD) devenue par la suite (BAD), en tant qu'institution de financement de l'effort de développement. Elle servira jusqu'au 1970 d'instrument d'exécution du budget de l'état et accessoirement de quelques projets d'investissement.

Le système de collecte de l'épargne populaire aux fins de financement du logement a été organisé en 1964 ; géré par la CNEP, il est resté inchangé dans ses fondements.

Créées à l'origine (1966-1967) en tant que banque à vocation générale, la BNA, le CPA et la BEA ont été édifiées sur le réseau, limitées aux principaux centres urbains, des filiales et succursales, ces trois institutions nationales fonctionnent conformément aux règles universellement admises et telles que reconduites dans la loi de décembre 1962, portant création de la Banque Centrale d'Algérie.

¹Le système Bancaire Algérien, Textes et Réalité, AMMOUR BENHALIMA ,2ème édition 2001.

C'est entre la période 1970-1971 que les banques sont appelées à vivre l'évolution décisive de leur histoire par la mise en place d'un système de planification fondait sur l'allocation centralisée des ressources.

Pour consolider l'action de planification, deux organes techniques à caractère consultatif ont été mis en place dès 1973, et bien plus loin, la création de nouvelles banques.

1. Les Organes Consultatifs :

a. Le conseil de crédit : qui a pour rôle de formuler des avis, recommandations et observations en matière de monnaie et de crédit.

b. Le comité technique des institutions bancaires : est chargé de rechercher la rationalisation et l'uniformisation de la gestion des institutions financières.

2. La création des Banques spécialisées :

a. La BADR pour l'agriculture (en 1982) ;

b. La BDL pour les unités économiques régionales et locales (en 1985).

1.2.2. Deuxième Phase : Le Système bancaire algérien et des réformes économiques « de 1988 à 2001 »

Depuis 1988, l'économie algérienne va connaître plusieurs réformes. La première est axée sur l'autonomie de l'entreprise publique et la création des fonds de participation. Les banques commerciales sont considérées comme des entreprises publiques économiques.

Un nouveau cadre de réformes est mis en place en 1990 par la loi relative à la monnaie et au crédit ¹. Cette loi apporte des aménagements importants dans l'organisation et le fonctionnement du système bancaire.

La loi relative à la monnaie et au crédit a été élaborée sur la base du principe de l'indépendance de la banque centrale par rapport au pouvoir exécutif et ce par la création d'un nouvel organe qui joue à la fois le rôle d'autorité monétaire et de conseil d'administration de la banque centrale.

Ce nouveau cadre remplace celui prévu par la loi n°86-12 du 19 août 1986 modifiée par la loi n°88-06 du 12 janvier 1988 relative au régime des banques et du crédit dénommée communément « loi bancaire ».

Bien que cette loi n'ait pas été mise en œuvre, il est utile d'analyser les principales dispositions relatives au système bancaire national. Cette loi prévoit :

- élaboration d'un plan national de crédit ;
- participation du système bancaire dans le processus du financement de l'économie.

La loi bancaire donne une classification de différentes composantes du système bancaire. Celui-ci est composé de la banque centrale ; des établissements de crédits. Ces derniers sont eux-mêmes répartis en deux catégories d'établissements :

- les établissements de crédit à vocation générale ou banques, qui sont habilités à effectuer toutes les opérations de banque ;
- les établissements de crédit spécialisés qui ne peuvent collecter que les catégories de ressources et n'octroyer que les catégories de crédits relevant de leur objet.

¹ Loi N° 90-10 du 10 avril 90 relative à la monnaie et au crédit.

- La loi relative à la monnaie et au crédit de 1990 va abroger la loi bancaire et instaurer un nouveau cadre pour le système bancaire national. Des changements profonds dans l'organisation de l'activité bancaire et dont les objectifs peuvent être résumés comme suit :
- La mise en place d'un système bancaire efficace capable de mobiliser des ressources et les orienter vers des emplois productifs ;
- La lutte contre l'inflation et les fuites de capitaux ;
- Non-discrimination entre les opérateurs économiques publics ou privés ;
- La promotion des investissements étrangers utiles ;
- La réduction des services de la dette.

Durant la période 1994-1998, couverte par le programme d'ajustement structurel, le système bancaire algérien a connu des changements suite aux accords avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

L'ouverture du système bancaire algérien en direction du secteur privé national et étranger a été accélérée en 1998, à l'achèvement du programme d'ajustement structurel.

A fin 2001, le système bancaire algérien est composé de 26 banques et établissements financiers publics, privés et mixtes agréés par le conseil de la monnaie et du crédit.

A coté de cet ensemble d'intermédiaires financiers, il est à rappeler l'existence :

- De l'institution d'émission, la Banque d'Algérie qui a pris la place relevé de la Banque Centrale d'Algérie ;
- Du Trésor avec ses services décentralisés, les trésoreries de wilaya qui relèvent du ministère des finances et qui font des opérations de banque (Collecte des ressources)

Les Banques Publiques : n'ont été agréées par le conseil de la monnaie et du crédit (le CMC) qu'à partir 1997. En d'autres termes, depuis 1990 et jusqu'à leur agrément, le conseil de la monnaie et du crédit a permis à ces banques publiques d'exercer en toute illégalité. La date de leur agrément par le conseil de la monnaie et du crédit est reprise ci-dessous :

- ☐ La **CNEP** agréée le **06/04/1997** ;
- ☐ Le **CPA** agrément du **06/04/1997** ;
- ☐ La **BNA** agrément du **25/09/1997** ;
- ☐ La **BEA** agrément du **17/02/2002** ;
- ☐ La **BADR** agrément du **17/02/2002** ;
- ☐ La **BDL** agrément du **17/02/2002**.

A côté de ces six (06) banques publiques, il est à relever l'existence :

- ☐ De la CNMA, qui a été agréée par le CMC le 06/04/1997 pour effectuer des opérations de banque alors que le ministère des finances a agréé ce même établissement pour effectuer des opérations d'assurance ;
- ☐ De la BAD.

Les Banques Privées Algériennes : A fin 2001, les banques privées algériennes sont les suivantes :

- ☐ El Khalifa bank : **27/07/1998** (actuellement dissoute) ;
- ☐ BCIA : **24/90/1998** (actuellement dissoute);
- ☐ La CAB : **28/10/1999** (en voie de dissolution);
- ☐ La Banque algérienne Méditerranéenne : **30/04/2000** ;

Les Banques Etrangères : Sept (07) banques privées étrangères et une (01) banque mixte sont portées sur la liste des intermédiaires financiers agréés :

- ☐ Citi Bank : **18/05/1998** ;
- ☐ Arab Banking Corporation: **24/09/1999**;
- ☐ Natexis Amana Banque: **27/10/1999**;
- ☐ Société Générale Bank : **14/11/1999**;
- ☐ Al Rayan Algérien Bank : **08/10/2000**;
- ☐ Arab Bank : **15/10/2001**;
- ☐ BNP- Paribas: **31/01/2002**;
- ☐ El Baraka Bank: banque mixte, dont le capital est détenu par la BADR ainsi qu'une autre banque islamique privée étrangère, a été agréé le **3/11/1990**.

Les Etablissements Financiers : Aux nombres de sept (07) établissements financiers ont obtenu l'agrément du CMC :

- ☐ Union Bank: 07/05/1995 (actuellement dissoute);
- ☐ Salem : 28/06/1997 ;
- ☐ Finalep: 06/04/1998;
- ☐ Mouna BANK : 08/08/1998;
- ☐ Algerian International Bank: 21/02/2000;
- ☐ Sofianance: 09/01/2001;
- ☐ Arab Leasing Corporation: 20/02/2002.

Le système bancaire algérien, tout en étant largement ouvert depuis 1998, est dominé par les six banques publiques nationales qui collectent 90% des ressources avec les quelles elles procèdent à la distribution de crédit. Les parts de marché des banques privées sont faibles ce qui s'explique par :

- ☐ Le fait que le secteur bancaire privé soit de création récente ;
- ☐ Les banques et les établissements financiers étrangers sont dans une situation d'attente et d'observation de la politique algérienne en matière de réformes économiques, en général, et de réforme du système bancaire, en particulier ;
- ☐ Le secteur bancaire privé national oriente son action beaucoup plus sur les financements d'opérations spéculatives dont la rentabilité est immédiate (financement des importations) que sur le financement du développement des entreprises.

Section III

PRESENTATION DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE LA STRUCTURE D'ACCEUIL

1.3.1. Présentation de la Banque de Développement Local

1.3.1.1 Présentation générale de la BDL

La banque de développement local (BDL), a été créée par décret n°85/84 du 30 avril 1985, suite à la restructuration du Crédit Populaire qui lui a cédé 39 agences.

Société Nationale, la BDL avait pour mission essentielle, à sa naissance, la prise en charge du portefeuille des entreprises publiques locales, EPL.

Jusqu'en 1995, ces entreprises ont participé pour 90% des emplois de la BDL, le reste étant constitué d'une clientèle très diversifiée, formée de petites entreprises privées et des prêts sur gage.

Avec l'avènement de l'autonomie des entreprises, la BDL a été transformée, le 20 février 1989 en Société Par Actions, dotée d'un capital social de 1440 millions de dinars.

Le processus d'assainissement/restructuration du secteur public économique local initié par les pouvoirs publics depuis 1994 et qui s'est soldé par la dissolution de 1360 entreprises publiques locales EPL, a eu de grandes incidences d'abord dans la composition du portefeuille de la BDL et ensuite dans ses résultats :

- Les entreprises publiques ne représentent plus aujourd'hui que 32% du portefeuille de la BDL ;
- La transformation des créances sur les entreprises publiques dissoutes, en obligations du trésor rémunérées, ainsi que la mise à niveau des fonds propres de la banque, qui ont été prises en charge par les pouvoirs publics d'une part et les actions d'assainissement et de développement engagés par la banque d'autre part, ont permis à la BDL de rétablir ses équilibres financiers et de renouer, depuis 2001, avec la rentabilité.

Guidé par le souci de renforcer les capacités financières de la BDL, conforter sa stratégie de développement et sa faculté à assurer le financement et la stimulation de l'activité économique, le Conseil de la Monnaie et du Crédit (CMC) ¹ a autorisé en mars 2004, l'augmentation du capital de la BDL, qui passe ainsi de 7 140 millions de dinars à 13 390 millions de dinars.

Sur le plan de l'activité, l'accroissement et la diversification de son portefeuille clientèle privée, industrielle et commerciale constitue désormais pour la BDL, un impératif de développement.

Elle compte y parvenir en fidélisant sa clientèle des PME actuelle et en s'employant à en démarcher de nouvelles. La BDL continuera à développer ses efforts vers le financement de cette clientèle tous secteurs confondus.

En ce qui concerne le financement des gros projets d'investissement nécessitant la mobilisation de ressources importantes, la BDL reste disponible à participer avec d'autres banques à des financements de type consortiaux lorsque l'opportunité se présente.

¹ CMC : Autorité de supervision du secteur financier national.

En parallèle, la BDL à l'instar des autres banques publiques s'est impliquée dans le financement des micros entreprises (dispositifs ANSEJ).

Le financement des professions libérales (médecins, pharmaciens, cliniques, avocats...) est un autre créneau financé par la BDL, du fait qu'il s'agit d'une clientèle dont les besoins en financement sont à sa portée et qu'elle constitue, en même temps, une clientèle pourvoyeuse de ressources stables.

Le financement des particuliers et des ménages qui présentent des perspectives prometteuses de rentabilités à moyen terme est un autre créneau que la BDL vient d'investir, à travers le Crédit Hypothécaire (financement de l'achat d'équipements domestiques) qui est également, par extension, un produit au service des entreprises algériennes puisqu'il est exclusivement destiné aux équipements domestiques qui sont montées et/ou fabriqués localement.

Par ailleurs la BDL compte mettre en place incessamment le Crédit aux Promoteurs Immobiliers.

Nous rappelons également que la BDL est la seule institution financière accordant des prêts sur gages. Cette activité à caractère social héritée des ex-Caisses du Crédit Municipal consiste à financer une frange de la population "non bancable" (ménage et particuliers) qui y trouve un palliatif attrayant pour répondre à ses besoins conjoncturels de trésorerie, en contrepartie du gage d'objets en or.

En fait la BDL entend se distinguer, par rapport à la concurrence, en se définissant comme étant la banque des PME, des professions libérales et des particuliers (crédit immobiliers...).

1.3.1.2 Structure et organisation de la BDL

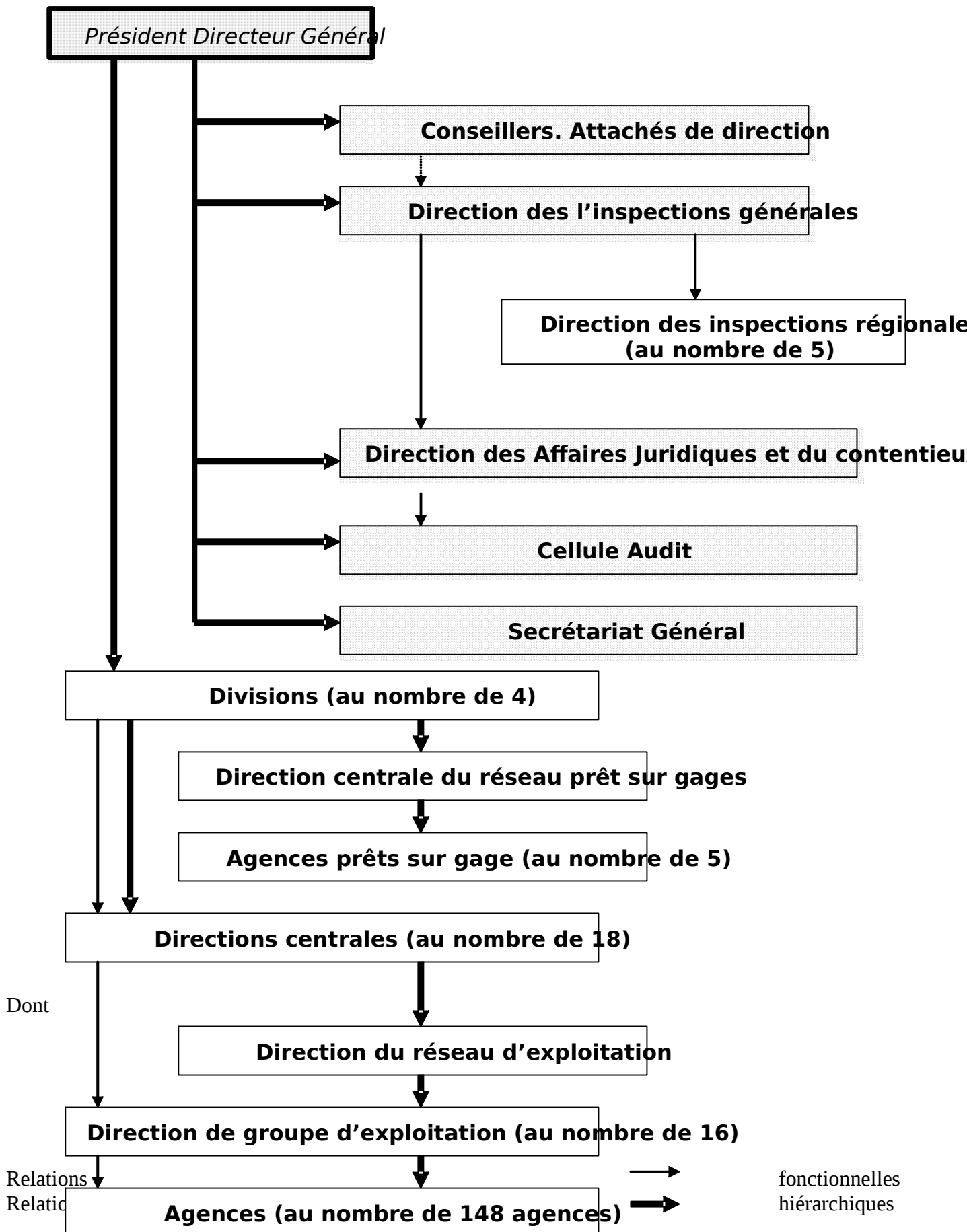
À l'instar des autres banques, la BDL est composée d'un réseau implanté sur la quasi-totalité du territoire national.

Ce réseau est constitué :

- d'une *Direction Générale* qui trace la politique globale de la banque ;
- d'une liste de quinze 18 directions centrales qui ont pour attributions le contrôle et l'assistance des directions régionales.
Il est à noter que parmi les 18 directions centrales dont dispose la banque, une direction est dite direction des prêts sur gage prend place dans la hiérarchie de la BDL qui a comme fonction le contrôle des différentes agences (05) spécialisées dans le prêt sur gage.
- d'un nombre de 16 directions régionales dirigées par la direction du groupe d'exploitation dont la principale fonction est l'animation et le contrôle des différentes activités effectuées par les agences qui leur sont rattachées.
- d'un réseau bancaire constitué de 152 agences (dont cinq (05) agences de prêts sur gage) réparties sur l'échelle nationale

Ces dernières ont pour missions de mettre en exécution la stratégie édictée par la direction générale. Parmi ces structures de base, existe celle sise à Alger (agence BDL 111) ; le lieu de déroulement de notre stage pratique.

Le schéma synoptique suivant permet de visualiser de pré l'organigramme de la BDL :



I.3.1.3 Données statistiques sur la BDL¹

A. L'activité :

Les trois tableaux suivants permettent de visualiser clairement l'état de l'activité de la BDL pendant les années : 2001, 2002 et 2003.

L'activité

U : Million

Rubriques	2001	2002	2003	% variation (03/02)
Total bilan	143 813	143 359	159 427	10
Fonds propres nets	4 244	5 099	5 464	7
Total hors bilan (engagements donnés)	8 493	11 794	14 116	20
Dépôts de la clientèle	93 576	104 448	112 203	7
Ressources en Dinars	9 012	11 019	13 029	18
Ressources en Devise	49 358	58 746	73 537	25

Les comptes de résultat

U : Millia

Rubriques	2001	2002	2003	% variation (03/02)
Produits bancaires	6 875	7 595	8 361	10
Charges bancaires	5 136	4 649	4 280	-8
Marge bancaire	1 739	2 946	4 081	39
Résultat de l'exercice	453	503	759	51

Autres indicateurs

U : Millia

Rubriques	2001	2002	2003	% variation (03/02)
Nombre de comptes clients	804 639	769 295	799 297	4
Total effectif	3 434	3 590	3953	10
Total agence	152	154	152	-1
Ratio de solvabilité	14 %	14 %	10 %	-29

B. Les ressources de la BDL :

Généralités

Rubriques	2001	% 2002	% 2003	%		
A vue non rémunérés	32 517	35	46 546	45	46 894	42
A vue rémunérés	30 112	32	37 396	36	47 131	42
A terme	30 947	33	20 506	20	18 178	16
Total	93 576	100	104 448	100	112 203	100

La structure des ressources :

Les ressources des entreprises privés et des particuliers ont poursuivi leur ascension. Elles sont passées de 88.6 milliards de dinars en 2002 à 104.2 milliards en 2003, représentant ainsi un accroissement de 18 %, en hausse sensible par rapport à l'évolution en 2002 qui n'était que de 5 %, démontrant le dynamisme de l'action commerciale dans le drainage de l'épargne et la situation confortable du secteur privé qui prend une place de plus en plus importante dans la structure des ressources de la banque.

¹ Ce présent volet a été réalisé à partir des trois rapports d'activité de la BDL des années 2001, 2002 et 2003. A cet effet, nous précisons que c'est la seule source d'information qui nous a été remise (rapports 2004 et 2005 n'ont pas encore été établis).

En 2002 : 77 % des ressources sont auprès du secteur privé alors qu'en 2003 nous enregistrons une augmentation à l'ordre de 6 %. Le reste des ressources est détenu par des entreprises du secteur public.

La structure des emplois :

Le tableau suivant illustre les différents emplois effectués par la BDL.

Rubriques	2001	2002	2003	Var(02/01)	Var(03/02)
Entreprises privées	20 815	26 428	35 306	27 34	
Entreprises publiques et administrations	15 177	18 027	19 442	19 8	
Micro-entreprises	4 706	4 956	4 623	5 -7	
particuliers	834	4 329	8 779	419 103	
Prêts sur gage	4617	4 192	4 095	-9 -2	
Autres	3 209	812	1 292	-75 59	

Les crédits consentis à la clientèle connaissent une augmentation de 25 %. Ce montant est ainsi passé de 59.7 milliards de dinars en 2002 à 73.5 milliards de dinars au 31/12/2003. Cette augmentation vient conforter celle qui a eu en 2002. Dans ce montant global des crédits consentis à la clientèle il est enregistré également une augmentation de 26 % des engagements par signature qui passent de 10.1 milliards de dinars en 2002 à 12.7 milliards de dinars en 2003.

En ce qui concerne les crédits destinés aux entreprises privées, ils ont connu une importante progression de 34 % par rapport à l'année précédente. Ainsi en 2003, les crédits aux entreprises privées se chiffrent à 35.3 milliards contre 26.4 milliards de dinars en 2002.

1.3.2. Présentation de la structure d'accueil (agence BDL Bir Mourad Raïs « 1

L'Agence est la structure de base d'exploitation, de traitement et de suivi des différentes opérations de banque, de dépôts et de crédit. Elle constitue en elle-même un fonds de commerce dont elle assure le développement en fonction des orientations qui lui sont données.

L'agence BDL Bir Mourad Raïs est une agence principale qui fonctionne avec un seul directeur adjoint. Cette dernière a été créée en Mai 2002 et compte parmi son effectif 30 agents de catégories confondues.

1.3.2.1.Missions de l'agence :

En se référant à la circulaire 027/2001 de la BDL, l'agence BDL 111 est une agence principale pouvant, sous réserve du respect de la réglementation bancaire en vigueur, effectuer toute opération de banque, au sens de la Loi de la Monnaie et du crédit.

Les objectifs prioritaires qui lui sont assignés par la Direction Générale visent :

- Le développement de son fonds de commerce par l'amélioration des parts de marché de la banque dans la région et le lieu d'implantation de l'agence ;
- La contribution à l'amélioration des performances économiques de la banque en terme de résultat et de qualité de gestion.

Dans ce cadre, notre agence est investie des principales missions suivantes :

- Traiter les opérations bancaires confiées par la clientèle, entretenir et développer des relations commerciales suivies avec celle-ci ;
- Réaliser le plan d'action commercial ;
- Recevoir, étudier, décider et mettre en place les crédits dans la limite des prérogatives qui lui sont conférées par voie réglementaire, conformément aux règles et procédures internes (satisfaction des conditions préalables exigées et le recueil des garanties...) ;
- Assurer la gestion et le suivi des crédits décidés et des garanties exigées ;
- Traiter les opérations du commerce extérieur dans la limite des prérogatives conférées.

I.3.2.2.Relations entre les agences et les directions:

L'agence est dirigée par un Directeur nommé par le Président Directeur Général sur proposition du Directeur du Groupe d'Exploitation (D.G.E) et après avis du Directeur de la Direction du Réseau d'Exploitation (D.R.E), de la Direction des Ressources Humaines (D.R.H) et de la Direction de l'Inspection Générale (D.I.G).

L'agence est rattachée hiérarchiquement à la Direction du Groupe d'Exploitation de sa circonscription géographique, à laquelle elle doit rendre compte.

Elle entretient des relations fonctionnelles avec les agences de son Groupe d'Exploitation et l'ensemble des structures de la banque.

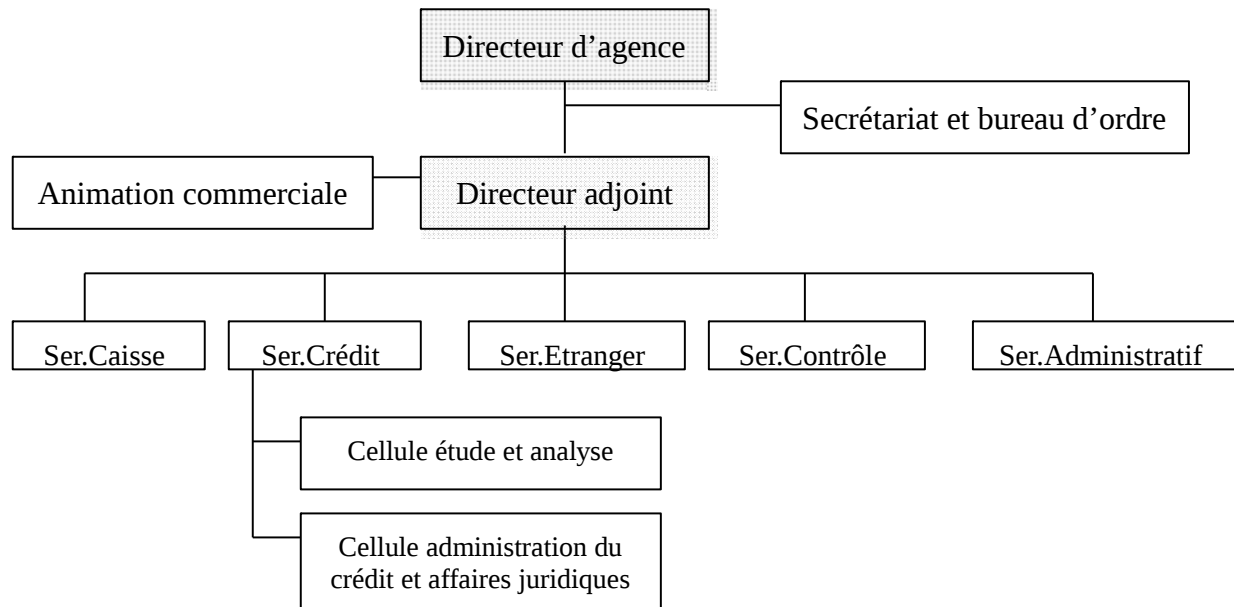
I.3.2.3Fonctions de l'agence :

L'agence B.D.L 111 est organisée en six (06) principales fonctions qui sont :

- La caisse ;
- Le crédit ;
- Le commerce extérieur ;
- L'administratif ;
- Le contrôle ;
- L'animation commerciale.

I.3.2.4Organigramme de l'agence B.D.L 111 Mourad Rais :

Selon la circulaire n° 027/2001, l'organigramme de l'agence se présente comme suit le montre l'organigramme suivant (voir page suivante) :



1.3.3. Présentation de la cellule crédit :

L'activité principale des banques consiste à exercer, à leur propre risque, le rôle d'intermédiaire entre les agents économiques qui disposent d'un surplus financier et ceux qui ont besoin d'un financement.

Les premiers prêtent leur argent à la banque qui s'en sert pour financer les seconds.

Les banques récoltent l'argent sous forme de dépôts de leurs clients.

Elles transforment ces dépôts en crédits pour le financement des besoins des particuliers/ménages, des entreprises et des pouvoirs publics.

L'intervention des banques a pour effet d'optimiser l'utilisation des ressources en rapprochant l'offre et la demande et d'augmenter ainsi l'efficacité de l'économie.

La vocation essentielle de la banque prise dans sa globalité est donc sa fonction de pourvoyeur de fonds. D'où l'intérêt que revêt la fonction crédit et l'importance du rôle que joue le compartiment chargé d'assurer cette fonction.

Au niveau de l'agence, la fonction crédit est prise en charge par le service crédit dont les missions principales:

- Entretien et développement des relations commerciales suivies avec la clientèle ;
- Assistance et conseil à la clientèle en matière de financement ;
- Etude des dossiers de demande de crédits et transmission des conclusions à la hiérarchie pour les crédits dépassant la délégation de l'agence ;
- Mise en place des crédits autorisés, exigences des garanties et assurance du suivi des réalisations ;
- Suivi en permanence de l'évolution des entreprises financées ;
- Confection et exploitation des statistiques engagements ;
- Recouvrement des créances ;
- Formalisation et présentation des dossiers de crédit à la Banque d'Algérie dans le cadre du contrôle à posteriori.

Au niveau de chaque agence, est constitué un comité de crédit présidé par le directeur d'agence et regroupant les chargés d'étude et éventuellement le chef du service exploitation.

Ce comité est chargé de se prononcer sur les demandes de crédits introduites par la clientèle. En principe, le directeur d'agence, directeur de ce comité, est doté d'un certain pouvoir de décision en matière de financement qui lui est attribué par la direction générale de la Banque sous forme de délégation.

Au niveau de la BDL, les agences ne bénéficient d'aucune délégation et les dossiers sont systématiquement transmis, après étude, à la hiérarchie ayant les prérogatives dont relèvent les dossiers.

Pour son fonctionnement, le service crédit entretient des relations directes avec les autres compartiments de l'agence et des relations indirectes, par le biais du directeur d'agence, avec les autres structures de la banque, notamment la succursale et les différentes directions centrales telles que :

□ La Direction du Crédit au Secteur Privé (**D.C.S.P**) :

Assurant le traitement des dossiers de crédit en vue de leur présentation au comité de crédit Direction Générale, la participation à l'élaboration de la politique de crédit et à la vulgarisation des procédures et règles d'octroi et de mise en place des crédits ainsi que l'assistance et conseil aux agences et succursales dans le domaine de la distribution du crédit.

□ La Direction du Crédit aux Entreprises Publiques (**D.C.E.P**) :

Elle est structurée en départements régionaux et assure les mêmes missions que la DCSP dans son domaine d'intervention qui concerne les entreprises du secteur public.

□ La Direction du Contrôle des Engagements (**D.C.E**) : Son rôle est :

Le contrôle et le suivi à distance des engagements en relation avec le réseau d'exploitation, la gestion des centrales risques et impayés, le classement des créances dans le cadre des règles prudentielles, et la mise à jour du fichier clientèle à engagements.

□ La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (**D.A.J.C**) :

Pour s'assurer une assistance en matière juridique et la prise en charge des affaires contentieuses.

Le service crédit occupe une place privilégiée dans une agence bancaire car il constitue l'organe qui contribue le plus à la formation du produit de la banque en général et de l'agence en particulier de par son rôle prépondérant qui consiste à développer le portefeuille clientèle et fructifier les ressources de la banque en ayant un volume satisfaisant d'engagements sains.

Il est, de même, un centre très sensible dans l'organisation de la banque puisqu'il est chargé de gérer les risques liés aux opérations de crédit dans toute leur variété.

*PREMIERE PARTIE :
TYPOLOGIE ET GESTION DU
RISQUE CREDIT*

INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE

Dans toutes les économies du monde, les entreprises éprouvent continuellement des besoins de capitaux pour financer leurs différentes activités et assurer leur présence sur les marchés et leur développement. Parmi les choix qui se présentent à l'entreprise, la banque est, par excellence, la première source de financement à laquelle peut recourir. Ce choix est motivé par la panoplie de services offerts par les banques qui peuvent couvrir aussi bien les besoins de fonctionnement que ceux d'investissement.

Cependant, le rôle de la banque ne se limite pas uniquement dans le soutien de l'entreprise. Cette dernière touche aussi à une autre clientèle aussi importante que celle déjà citée ; c'est les particuliers qui prennent de l'ampleur d'année en année et ce avec la croissance de leurs besoins de financement (besoins de consommation, d'habitat, etc.)

Dans cette perspective de multiplicité et de diversité de la clientèle de la banque et de leurs besoins, les produits bancaires en matière de crédit connaissent un développement extraordinaire. Le rôle essentiel du banquier étant d'adapter ses méthodes de financement aux besoins exprimés.

Selon leurs durées, les crédits peuvent être accordés à court, à moyen ou à long terme. Dans cet ordre d'idée, le court terme est inférieur à deux (02) ans, le moyen terme varie entre deux (02) et sept (07) ans et long terme au delà de sept (07) ans. Il peut atteindre les vingt (20) ans.

Selon leurs destinations, on peut distinguer entre les crédits d'exploitation destinés au financement des besoins de fonctionnement des entreprises, c'est-à-dire le bas du bilan (financement des stocks, des créances...) et les crédits d'investissement destinés au financement des biens d'équipement et/ou de réalisation, c'est-à-dire le haut du bilan.

Ainsi, pour mieux cerner les points cités ci-dessus, nous allons essayer tout au long de cette partie de développer les chapitres suivants :

- ☐ Le financement de l'exploitation ;
- ☐ Le financement de l'investissement ;
- ☐ Le financement du commerce extérieur ;
- ☐ Les crédits aux particuliers.

CHAPITRE I

LE FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION

Les entreprises, quelque soit leur nature, n'ont pas la capacité d'équilibrer entre les encaissements et les décaissements. La trésorerie fluctue tous les jours et enregistre des hauts et des bas au gré des flux générés par les opérations d'exploitation, mais aussi par les investissements et désinvestissements matériels ou financiers.

Dans ce cadre, le recours au crédit bancaire s'impose dans la majorité des cas. En effet, la banque propose aux entreprises des crédits d'exploitation dont la durée est inférieure ou égale à une année.

A cet effet, le présent chapitre traitera les différents modes de financement de l'exploitation à savoir :

- Les crédits par caisse ; qui seront présentés en deux volets :
 - ☐ Les crédits globaux : découvert, facilité de caisse,...etc.
 - ☐ Les crédits spécifiques : avances sur titres, sur factures, sur marché public...etc.
- Les crédits par signature tels que les cautions et crédits documentaires.

Section I

LES CRÉDITS D'EXPLOITATION PAR CAISSE (DIRECTS)

Ce sont des crédits qui donnent lieu à des décaissements certains de la part du banquier. Lorsque l'objet de ces crédits n'est pas précisé par l'entreprise, on parle de crédits « *globaux* ». Par contre, quand leur objet est clairement avancé par l'entreprise, et qu'il porte sur des postes précis de l'actif circulant, les crédits d'exploitations sont dits « *spécifiques* ».

I.1.1. Les crédits d'exploitation globaux

Ces crédits sont destinés à financer globalement les actifs cycliques du bilan sans être affectés à un objet précis.

Ils sont généralement appelés *crédits par caisse* ou *crédits en blanc* car, d'une part, ils sont utilisables par le débit d'un compte, et d'autre part, ils ne sont assortis d'aucune garantie sauf la promesse de remboursement du débiteur. Ce sont donc, des concours à risque très élevé.

De ce qui suit, on peut distinguer parmi les crédits d'exploitation globaux :

- ☐ La facilité de caisse ;
- ☐ Le découvert ;
- ☐ Le crédit de campagne ;
- ☐ Le crédit relais.

1.1.1.1 La Facilité De Caisse

A. Définition

La facilité de caisse est un concours bancaire consenti à l'entreprise, destiné à faire face à une insuffisance momentanée de trésorerie due à un décalage de courte durée entre les dépenses et les recettes. Cette situation se produit généralement vers la fin de chaque mois, à l'occasion des échéances fournisseurs, des paies du personnel, règlement de la TVA...etc.

B. Modalités pratique

En accordant une facilité de caisse, le banquier autorise le compte de son client à évoluer en position débitrice à concurrence d'un plafond préalablement déterminé et cela pendant une période très courte (quelques jours par mois). Les agios ne sont décomptés que sur les montants réellement utilisés et pendant les périodes débitrices.

La facilité de caisse ne doit pas être permanente, et le banquier ne doit pas perdre de vue que ce genre de concours intervient à la même période pour l'ensemble de la clientèle, il peut donc mettre en péril sa propre trésorerie, car la facilité de caisse ne peut pas faire l'objet d'un réescompte¹ auprès de la Banque d'Algérie. De ce fait, ce genre de concours doit être suivi de très près, et ce, de manière à éviter qu'il ne se transforme en découvert.

C. Avantages et inconvénients

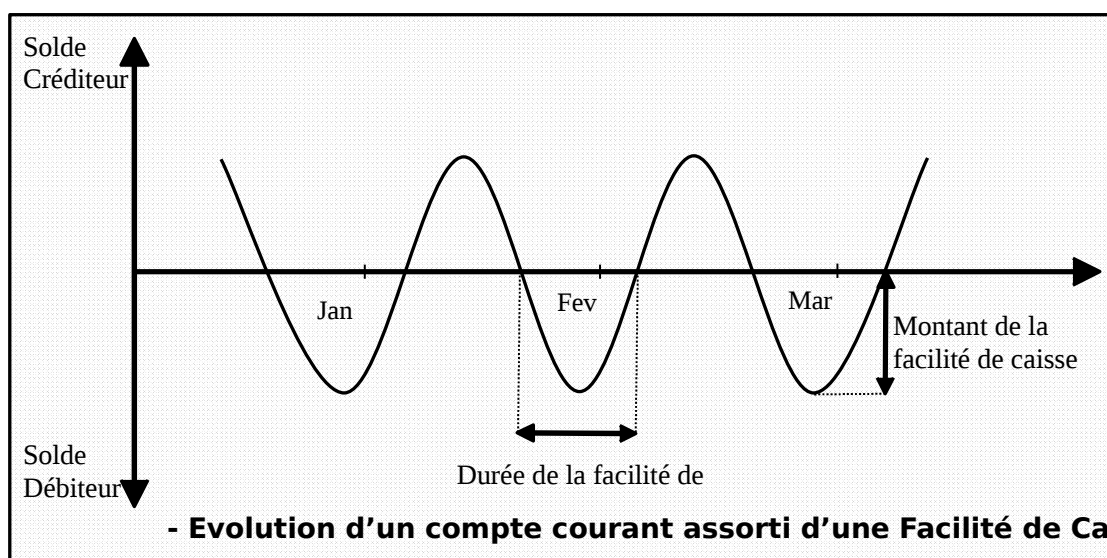
Avantages

- Domiciliation des flux de recette de l'emprunteur dans nos guichets.
- Crédit recouvrable à très court terme et donc le risque d'illiquidité est minimisé.

Inconvénients

- Il pèse directement sur la trésorerie de la banque (crédit non réescompté).
- Aucune sûreté réelle ou personnelle (crédit à blanc).

Le graphique suivant représente l'évolution d'un compte courant assorti d'une Facilité de Caisse :



¹ Le réescompte : c'est l'opération qui consiste pour une banque primaire à mobiliser sa créance commerciale au près de la banque centrale.

Remarque : Les grandes entreprises qui gèrent des mouvements de trésorerie considérables peuvent utiliser ces facilités de caisse pour une seule journée et pour des montants souvent importants. Ces opérations spécifiques sont désignées sous le nom de « crédit spot ».

1.1.1.2. Le Découvert

« Le découvert consiste pour le banquier, à laisser le compte de son client devenir débiteur dans la limite d'un maximum qui, le plus souvent, est fixé à titre indicatif sans qu'il y ait engagement d'assurer le concours pendant une période déterminée. Le découvert prolonge, en quelque sorte le service caisse rendu par le banquier et a pour objet de compléter un fonds de roulement »¹

De cette définition, nous concluons que le découvert est un crédit à court terme destiné au financement des besoins de trésorerie résultants des différents encaissements non couverts en totalité.

Autrement dit, le découvert pallie temporairement un besoin en fonds de roulement dépassant les possibilités du fonds de roulement.

En accordant ce type de concours, le banquier autorise son client à faire fonctionner son compte en position débitrice pendant une période allant de quelques semaines à quelques mois selon les besoins à satisfaire. Cependant, à la BDL, le découvert est accordé sur une durée d'une année sans pour autant dépasser le plafond préalablement fixé.

Le découvert peut revêtir les deux formes suivantes :

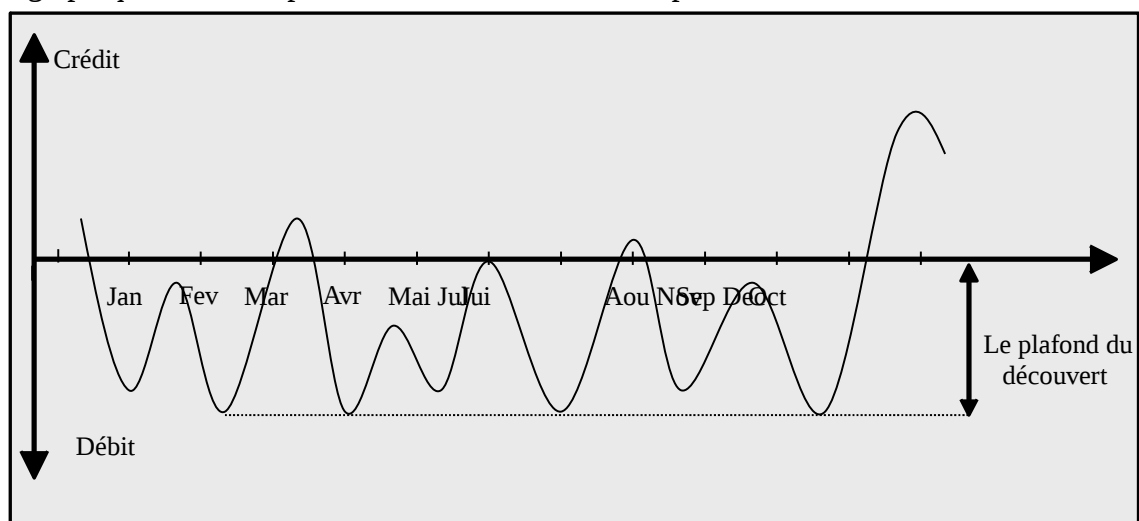
□ **Le découvert non mobilisable** : se réalise en autorisant le client à rendre son compte débiteur, et ce, dans la limite du plafond autorisé. Les intérêts débiteurs à payer, sont calculés sur la base des montants utilisés en fonction de la période où le compte affiche un solde débiteur.

□ **Le découvert mobilisable** : est mis en place par le crédit du compte du client à hauteur du montant accordé. Les intérêts à payer sont calculés sur le montant total accordé et sur toute la durée de validité du crédit qui est pratiquement de 90 jours.

Ce type de découvert est dit mobilisable du fait qu'il se matérialise par des billets souscrit par le client à l'ordre de la banque, ce qui donne la possibilité à cette dernière de recourir au réescompte auprès de la Banque d'Algérie.

En raison des nombreux risques qu'il présente, le découvert ne doit être réservé que pour une clientèle de choix dont les bonnes qualités morales et la bonne santé financière ne sont pas à démontrer.

Le graphique suivant représente l'évolution d'un compte courant assorti d'un découvert



¹ BRANGER J., Traité d'économie bancaire, 2. Instruments juridiques - techniques fondamentales, Presses Universitaires de France, Paris, 1975

I.1.1.3 Le Crédit de Campagne

Le crédit de campagne est un concours accordé aux entreprises qui ont une activité saisonnière pour financer leurs charges d'exploitation liées à un cycle de production. Ce type de concours est généralement utile pour les entreprises qui, dans leur activité, sont soumises à une distorsion entre leurs productions et leurs ventes.

L'entreprise qui sollicite un tel crédit, doit soumettre obligatoirement à sa banque un plan de financement de la campagne, qui fera apparaître, mois par mois, les dépenses et les recettes prévisionnelles de la campagne.

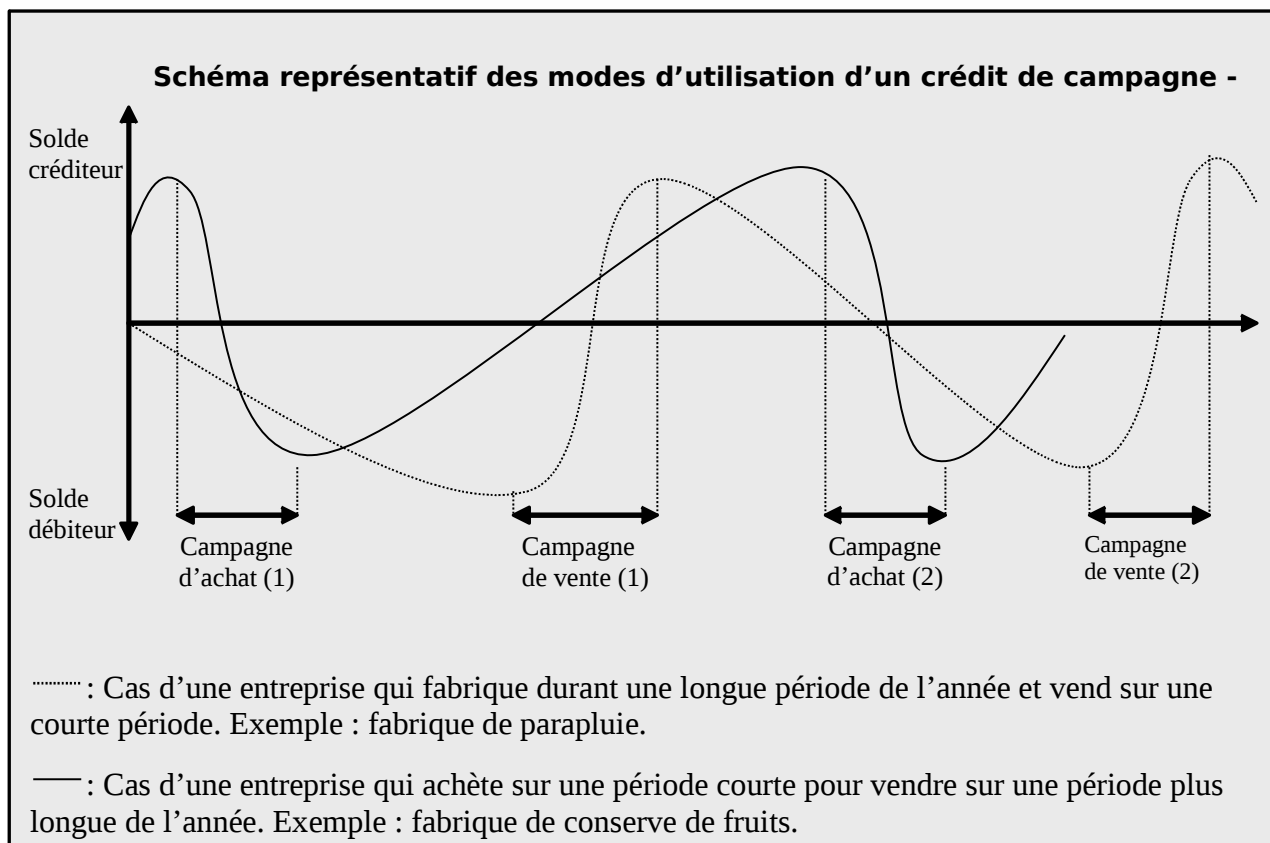
Ce crédit est consenti par la banque sur la base du besoin le plus élevé en montant déterminé à partir du plan de financement de la campagne. La durée d'utilisation du crédit s'étale généralement sur plusieurs mois, en fonction de la durée de la campagne.

Le remboursement du crédit se fera au fur et à mesure des ventes, l'entreprise doit donc parvenir à vendre sa production pour pouvoir rembourser le crédit, mais elle peut rencontrer des difficultés si la concurrence est importante ou si les produits sont tributaires du climat, de la mode...etc.

De ce fait, le banquier court trois principaux risques :

- $\frac{3}{4}$ Un risque d'immobilisation du crédit due à la mévente de la marchandise non périssable. Dans ce cas le remboursement sera retardé.
- $\frac{3}{4}$ Un risque de non remboursement engendré par la mévente d'une marchandise périssable, provoquant une perte qui compromettrait le remboursement du crédit.
- $\frac{3}{4}$ Avec la péremption de la marchandise, la seule garantie apparente de l'entreprise se volatiliserait.

Cas particulier : il existe un crédit de campagne particulier appelé *crédit d'embauche*. Il est accordé aux entreprises agricoles pour financer l'achat de bêtes maigres et leur nourriture jusqu'à engraissement et revente.



1.1.1.4 Le Crédit Relais

Le crédit relais est un concours qui permet à l'entreprise d'anticiper une rentrée de fonds qui doit se produire dans un délai déterminé et pour un montant précis résultant d'une opération ponctuelle hors exploitation (augmentation du capital, vente d'un terrain, un immeuble, un fonds de commerce ou le déblocage d'un emprunt).

En accordant ce type de crédit, le banquier s'expose à deux risques :

- ^a L'opération devant assurer le remboursement du crédit ne se réalise pas ;
- ^a Les fonds provenant de l'opération sont détournés du remboursement du crédit.

Pour cela, le banquier ne doit accorder ce type de crédit que si la réalisation de l'opération est certaine ou quasi-certaine. En outre, le montant du crédit à accorder doit être inférieur aux sommes à recevoir pour se prémunir contre une éventuelle surestimation du prix de cession lors des prévisions.

1.1.2. Les crédits d'exploitation spécifiques

Ce sont des crédits destinés à financer un poste bien déterminé de l'actif circulant d'une entreprise. Autrement dit, ils ont un objet bien précis et particulier qui constitue en lui-même une garantie de remboursement.

Les risques que prend le banquier lors de ces opérations sont d'ordre commercial ; le dénouement du crédit est tributaire de la capacité de l'entreprise à mener à bien les opérations traitées avec les tiers, d'une part, et des qualités morales et financières des mêmes clients de l'entreprise, d'autre part.

Les crédits par caisse peuvent revêtir les formes suivantes :

- ^a Crédits de financement des stocks ;
- ^a Crédits de mobilisation de créances ;
- ^a Crédits de financement des marchés publics.

1.1.2.1 Crédits de Financement des Stocks

A. Avance Sur Marchandise

« L'avance sur marchandises consiste à financer un stock et à appréhender, en contrepartie, le financement, des marchandises qui sont remises en gage au créancier »

L'avance sur marchandise est une forme de crédit classique pour des entreprises qui nourrissent des stocks important de matières premières ou autres, et qui souffrent d'un manque de trésorerie pour, les revaloriser, ou relancer le cycle de production interrompu ou ralenti en raison d'une insuffisance de moyen financier.

Ces marchandises doivent être affectées en gage soit dans les locaux de l'entreprise ou ce qui est plus sûr dans des locaux appartenant à des tiers (dépositaire ou magasin général).

B. Escompte du Warrant

C'est une variété d'avance sur marchandises. Dans ce cas, la marchandise est entreposée dans un magasin général.

Les magasins généraux sont des établissements agréés par l'Etat dont les entrepôts permettent de recevoir en dépôt et de conserver les biens que leur confient les industriels ou les commerçants.

¹ BENHALIMA A. Pratique des techniques bancaires - Référence à l'Algérie, Editions Dahleb, Alger, 1997

En contrepartie des marchandises déposées, les magasins généraux émettent des titres extraits d'un registre à souche appelés "récépissés-warrants" comportant deux parties dissociables :

- *Le récépissé* : Ce papier constate le droit de propriété sur la marchandise au profit du porteur ; c'est le titre de propriété ;
- *Le warrant* : Ce titre constate au profit du porteur le droit de gage sur les marchandises entreposées ; c'est le titre de gage.

Lorsqu'une entreprise dépose des marchandises dans un magasin général, elle peut demander à son banquier une avance garantie par les marchandises déposées. Pour obtenir cette avance, l'entreprise endossera le warrant à l'ordre du banquier et s'engage à rembourser la somme empruntée à l'échéance du warrant. Le montant de l'avance doit être inférieur à la valeur des marchandises déposées.

Si le crédit ne serait pas remboursé à l'échéance, la banque pourrait faire vendre les marchandises et se retourner contre les différents signataires de l'effet pour le reliquat, si le produit de la vente est inférieur au montant prêté.

Remarque : la pratique du warrant en Algérie est tributaire de la reprise de l'activité des magasins généraux.

1.1.2.2 L'Escompte Commercial

« L'escompte est une opération dans laquelle une banque (l'escompteur), en contrepartie d'une créance le plus souvent représentée par un titre cambiaire, consent à un client (le créancier) une avance de fonds remboursée grâce au recouvrement de la créance.... Le banquier retient une rémunération, sur le montant de la créance un intérêt et des commissions¹ dénommées agios ».

Autrement dit, l'escompte commercial est une opération de crédit à court terme par laquelle le banquier se rend cessionnaire, sous « bonne fin », d'un effet de commerce matérialisant une créance commerciale sur un débiteur, appelé « cédé », en versant le montant de l'effet avant échéance au crédit du compte de l'entreprise bénéficiaire de l'escompte, appelé « cédant », déduction faite des agios calculés au prorata temporis de l'échéance à courir.

a) Aspects juridiques de l'escompte

Contrairement à une opération d'encaissement, le banquier en escomptant un appoint, devient plus qu'un mandataire puisqu'il consent un crédit à son client. De ce fait, il est considéré comme *créancier cambiaire* qui bénéficie de certains droits particuliers inscrits dans *le droit cambiaire*.

1- *la propriété de la provision* : la provision représentant la créance du fournisseur (cédant) sur l'acheteur (cédé) est transmise de plein droit au banquier escompteur.

2- *la solidarité des signataires* : le banquier peut réclamer le paiement de l'effet escompté à toutes les personnes y ont apposé leurs signatures (cédé, cédant et les éventuels avalistes).

3- *l'inopposabilité des exceptions* : le débiteur accepteur ne peut pas opposer au porteur de l'effet les litiges éventuels qu'il a avec le cédant (créancier).

Remarque :

Dans la pratique, seuls les effets acceptés par le tiré peuvent faire l'objet d'un escompte.

¹ GAVALDA C., STOUFFLET J., Droit Bancaire, 4ème édition, Editions Litec, Paris, 1999.

² Droit cambiaire : Branche du droit commercial relative aux effets de commerce.

b) Modalité de calcul d'un encours d'escompte

Le calcul du montant autorisé est effectué sur la base du chiffre d'affaire, l'exemple suivant illustre le mode calcul du plafond d'escompte :

Exemple de calcul d'un plafond d'escompte

- Une entreprise réalise une moyenne de chiffre d'affaires mensuelle TTC de 250 000 DA répartie comme suit :

- 40% au comptant ;
- 35% à 30 jours
- 15% à 60 jours
- 10% à 90 jours

- On aura alors 3 parties d'encours maximum :

- $250\,000 \times 40\% \times 0 \text{ mois} = 00000$
- $250\,000 \times 35\% \times 1 \text{ mois} = 87\,500$
- $250\,000 \times 15\% \times 2 \text{ mois} = 75\,000$
- $250\,000 \times 10\% \times 3 \text{ mois} = 75\,000$

Plafond d'escompte = 237 500

c) Les avantages de l'escompte

Pour l'entreprise

L'escompte assure à l'entreprise la liquidité de ses créances. Son coût est, en principe, inférieur au coût du découvert en raison du risque moins élevé qu'il fait courir au banquier.

Pour la banque

- Elle bénéficie de la sécurité qu'offre l'opération d'escompte en vertu des règles du droit cambiaire ;
- L'escompte matérialisé par des effets éligibles au réescompte, offre à la banque la possibilité de se refinancer auprès de la Banque d'Algérie et du marché financier.

d) les risques de l'escompte

Malgré les apparences favorables, les risques du banquier sont importants :

Les risques liés au tiré

Dans le cas de l'escompte, le banquier accorde son concours à son client (cédant), mais il serait remboursé par un tiers à l'échéance (cédé). Il doit donc, s'assurer de la qualité de son client, mais aussi de celle du débiteur. Pour ce faire, le banquier doit consulter les fichiers de la centrale des impayés de la Banque d'Algérie.

Deux conditions doivent être remplies par le tiré pour une bonne issue de l'opération :

- Avoir signé un avis de domiciliation ;
- Avoir provisionné son compte à hauteur du montant de l'effet.

Les risques liés au tireur

Lorsque l'effet revient impayé, le banquier cessionnaire se retournera alors contre le cédant. Si le compte de ce dernier est suffisamment provisionné, il recouvrera la somme avancée en contre-passant l'effet au débit dudit compte. Le cas contraire, le recouvrement peut s'avérer plus délicat.

Les risques liés au papier

En outre, le banquier doit surveiller le déroulement de toutes les phases de l'opération pour se prémunir contre les tentatives de fraude qui peuvent revêtir plusieurs formes :

- Ⓐ ***Papier de complaisance*** : le tirage est fait sans qu'il y ait relation commerciale entre le cédant et le cédé.
- Ⓐ ***Papier creux*** : l'effet est tiré sur une entreprise imaginaire ou qui ne doit rien.
- Ⓐ ***Papier de famille*** : c'est un tirage de complaisance entre des unités du même groupe d'affaires pour se procurer de la trésorerie en escomptant les effets.
- Ⓐ ***Papier brûlant*** : c'est un effet dont l'échéance est très proche (moins de 15 jours). Dans ce cas le banquier ne peut pas procéder à la collecte de renseignements.

Remarques :

L'usage restreint de la lettre de change en Algérie, fait du chèque le principal papier de l'escompte aux guichets des banques.

La rémunération ne se fait plus, dans ce cas, au prorata temporis de l'échéance - plus question d'échéance- mais sur la base d'un certain nombre de jours qui varie selon le chèque doit être payé (7, 15, 21 jours).

Le plafond de l'escompte est fixé sur la base des montant les plus élevés des chèques de l'entreprise à l'encaissement.

I.1.2.3 Avances Sur Factures

Les avances sur factures permettent aux entreprises de mobiliser leurs créances détenues sur les administrations publiques ou les collectivités locales.

En effet, les administrations payent leurs achats par virements ordonnés sur leurs comptes au trésor. Ce mode de paiement est, en général, long en raison des procédures lourdes régissant la comptabilité publique.

La facture, remise par l'entreprise à la banque pour obtenir l'avance, doit être visée par l'administration attestant le service fait ou la réception effective de la commande et doit mentionner l'engagement ferme de l'administration de payer irrévocablement ladite facture au compte de l'entreprise ouvert sur les livres de la banque qui consent l'avance. La valeur de cette avance peut aller jusqu'à 70% du montant de la facture.

I.1.2.4. Avances Sur Titres

L'avance sur titres est un crédit par caisse qui permet au détenteur de titres de placement (bons de caisse) ou de titres de négociation (action, obligation,...) d'obtenir auprès de sa banque une avance pour une durée inférieure à celle leur restant à courir et dans la limite des 90 % du montant des titres nantis. La réalisation de l'avance se fait par notification d'une autorisation de découvert et le client ne paie alors les intérêts que sur les sommes effectivement utilisés.

Par ailleurs, le client peut solliciter de son banquier un prêt sur titres, qui consiste à créditer son compte à un certain pourcentage de la valeur des titres remis en gage, et le client paie alors des intérêts sur la totalité de la somme avancée, même si celle-ci est utilisée partiellement.

1.1.2.5. L'Affecturation ou le Factoring

Le code de commerce dans son article 543, définit le factoring comme suit : « *le factoring est un acte au terme duquel une société spécialisée appelée "Factor" devient subrogée aux droits de l'adhérent, en payant à ce dernier le montant intégral d'une facture à échéance f d'un contrat et en prenant à sa charge, moyennant une rémunération, les risques de non remboursement* ».

Avantages pour l'entreprise

- ☐ L'entreprise mobilise son poste client et accélère ainsi la rotation de son actif circulant ;
- ☐ Le Factor dispense l'entreprise de la gestion du compte « créances sur clients » et de l'encaissement des sommes dues par l'acheteur ;
- ☐ Elle est assurée contre le risque de non-paiement, du fait de la renonciation du Factor au recours contre l'adhérent en cas de défaillance du débiteur ;
- ☐ En cédant ses créances au Factor, elle allège l'utilisation de ses crédits chez ses bailleurs de fonds.

Toutefois, nous noterons que le Factor a le droit d'imposer un plafond de cession de créance à l'adhérent, et se réserve le droit de refuser les factures jugées à risque.

Remarque : ce mode de financement est une technique anglo-saxonne qui n'existe pas en Algérie, en raison de l'absence de sociétés de factoring.

1.1.2.6 Crédits de Financement des Marchés Publics

Le marché public est un contrat écrit passé selon les conditions prévues par le code des marchés, entre les administrations publiques et les entrepreneurs ou les fournisseurs, en vue d'exécuter des travaux, de procéder à des livraisons ou fournitures de marchandises ou encore pour des prestations de services.

Les administrations publiques ayant l'habitude de régler leurs fournisseurs après de longues périodes durant lesquelles les charges de trésorerie de l'entreprise deviennent très lourdes, les titulaires de marchés se sont vu proposer par le banquier des concours bancaires en contrepartie d'une garantie. Cette garantie est obtenue par le nantissement des créances détenues sur l'administration publique matérialisé par le nantissement du marché unique.

1. Modes de Passation des Marchés

- *L'adjudication générale* : elle consiste à mettre en concurrence les entrepreneurs ou les fournisseurs intéressés par le marché. Chacun d'entre eux propose ses conditions (Prix, délais de réalisation...) dans un document appelé « *soumission* ». C'est celui qui présentera les meilleures conditions qui se verra attribuer le marché, notamment en matière de prix ;

- *L'adjudication restreinte* : elle est utilisée lorsque les prestations à réaliser sont restreintes à certains fournisseurs ayant des qualifications techniques poussées et des capacités financières bien spécifiques ;

- *Le marché de gré à gré* : c'est un marché passé directement avec un offreur bien précis, choisi comme étant l'unique à être en mesure de réaliser le marché. Il s'agit généralement d'offres jouissant d'une position monopolistique dans le domaine.

2. Le contrat et son contenu :

Le contrat d'un marché public doit obligatoirement contenir :

- ^{3/4} tous les détails et conditions d'exécution des travaux (montant, délais, clauses diverses) ;
- ^{3/4} les différentes garanties proposées ;
- ^{3/4} le nom du comptable assignataire (le fonctionnaire chargé de mandater le paiement correspondant au marché) ;
- ^{3/4} les délais ouverts aux constatations ouvrant droit à paiement.

La procédure de Nantissement d'un marché public est faite comme suit :

a) Délivrance du titre unique : il s'agit de l'apposition de la mention « *titre unique* » sur l'un des exemplaires des contrats relatifs au marché ou alors un extrait signé de ce marché, pour lequel le soumissionnaire a été déclaré cocontractant.

Cet exemplaire unique revêt une importance capitale pour le banquier car :

- ☐ Comme son nom l'indique le titre unique ne peut être dupliqué, ce qui permet de prévenir le financement multiple d'un même marché ;
- ☐ Le titre unique porte la mention du comptable assignataire, et du fonctionnaire chargé de fournir le décompte des droits constatés sur l'administration et l'estimatif des travaux réalisés. Le banquier saura donc à qui signifier l'acte de nantissement pour faire prévaloir ses droits de créancier gagiste.

b) Etablissement de l'acte de nantissement : le banquier vérifie la régularité du titre unique présenté par le client, et fait signer à ce dernier un acte de nantissement qui donnera au banquier la qualité de créancier gagiste.

c) Signification au comptable assignataire : le titre unique et l'acte de nantissement seront envoyés au comptable assignataire par lettre recommandée avec accusé de réception. Une fois en possession de ces documents, le comptable assignataire devient tiers détenteur des sommes représentatives des créances sur l'administration et se verra obligé d'exécuter le paiement de ces sommes directement au profit du banquier.

3. Formes d'Avances sur Marchés

A. Crédit de Préfinancement

Ce crédit est mis en place pour financer les approvisionnements nécessaires pour engager les divers travaux ou effectuer les livraisons liées à l'exécution du marché. Il intervient durant la période où le titulaire du marché ne possède aucune créance sur l'administration, c'est la phase dite de « créances à naître » qui correspond à la phase de démarrage.

Ce crédit s'apparente à un découvert en blanc du moment que la garantie qu'est le nantissement du marché est sans effet puisque l'administration ne doit encore rien au client.

A. Crédits de Mobilisation

A ce stade, le titulaire du marché a effectué les travaux prévus dans le contrat ou livré les marchandises générant des créances sur l'administration publique. C'est la phase *créances nées*. L'entreprise peut obtenir des avances sur les sommes qui lui sont dues. Ces avances peuvent revêtir deux formes :

~~Avances sur créances nées non constatées~~

Ces avances sont consenties sur production par le client d'une attestation de travaux faits ou fournitures effectuées mais non confirmés par un certificat de droit à paiement. Dans ce cas, l'avance ne saurait en aucun cas dépasser 70 % des créances non constatées.

~~Avances sur créances nées constatées~~

Le titulaire du marché produit un certificat de droit à paiement visé par le comptable assignataire. Il s'agit d'une « mobilisation des droits à paiement ». L'avance dans ce cas peut atteindre 80 % des créances.

Ce type d'avances est le plus utilisé dans nos banques en raison du niveau de sécurité élevé qu'il procure.

Section II

LES CRÉDITS D'EXPLOITATION PAR SIGNATURE (INDIRECTS)

Mis à part les crédits comportant des décaissements ou bien des mobilisations de fonds, le banquier peut aider ses clients en leur permettant vis-à-vis de leurs créanciers de décaler leur paiement dans le temps ou bien de leur éviter les sorties de fonds.

En effet, cette aide se pratique par le moyen des engagements par signature (c'est-à-dire garantir l'insolvabilité du client).

Dans cette hypothèse, la banque prête seulement sa signature. Ce prêt peut intervenir sous forme de caution, aval, acceptation ou crédit documentaire.

Pour une bonne assimilation de ce volet, nous avons jugé important de le subdiviser en deux sous-sections, à savoir :

- Les engagements cambiaux ;
- Le cautionnement bancaire.

I.2.1. Les engagements cambiaux

Il est fréquent qu'un banquier appose sa signature sur un effet de commerce, comme avaliste, ou comme accepteur.

I.2.1.1. L'aval

Au terme de l'article 409 du code de commerce, l'aval est défini comme étant :

« Un engagement fourni par un tiers qui se porte garant de payer tout ou partie du montant d'une créance, généralement, un effet de commerce. L'aval peut être donné sur un titre ou sur un effet de commerce ».

L'aval résulte d'une signature apposée au recto d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, il s'analyse en un cautionnement solidaire soumis, de surcroît aux règles cambiales. Ainsi, l'avaliseur ne peut-il pas apposer l'absence de provision au porteur de bonne foi.

L'aval doit figurer en faveur de qui il est donné. Sinon il est réputé garantir le tireur de la lettre de change.

1.2.1.2 Le crédit par acceptation

L'acceptation de banque, veut tout simplement dire que la banque accepte à titre de débiteur principal, une lettre de change. Elle perçoit pour ce faire une commission, variable avec le crédit accordé et le risque, et compte sur la provision que lui fournira le tireur pour payer à l'échéance. Ici encore elle n'engage que sa signature et c'est bien un crédit puisque le tireur pourra très facilement escompter une traite acceptée par une banque.

Cette acceptation ne présente au regard d'une acceptation ordinaire d'effets de commerce aucune originalité, mais c'est son contexte économique qui en fait une opération propre. La lettre peut être tirée par le client de la banque « crédit direct » mais aussi par un tiers à la demande de ce client « crédit indirect » ou « garanti », ce qui implique alors nécessairement un accord préalable du client et de la banque pour autoriser cette intervention d'un tiers.

A. Le cautionnement bancaire

Le cautionnement bancaire est très utilisé : la solvabilité de la banque, son obligation de s'exécuter en cas de défaillance du débiteur, en font une garantie très précieuse des créanciers. Tout créancier peut demander à son débiteur la fourniture d'une caution bancaire, elle sont accordées en faveur de l'administration, soit pour faire bénéficier le client de délais de paiement accordés par l'administration fiscale ou douanières, soit pour lui permettre d'obtenir des avances ou des dispenses de retenue de garanties, dans le cadre de marchés publics.

Les cautions accordées par les banques peuvent être divisées en trois :

- $\frac{3}{4}$ cautions fiscales;
- $\frac{3}{4}$ cautions douanières ;
- $\frac{3}{4}$ cautions de marchés.

a) *les cautions fiscales*

i. *Obligation cautionnée TVA :*

L'administration fiscale admet que le versement de la TVA soit différé de quelques mois étant donné que la majorité des entreprises accordent des délais de paiement à leurs clients avec toutefois pour condition que ce différé de paiement soit cautionné par une banque. Au cas où l'entreprise serait défaillante, le trésor public se tournerait contre la banque.

ii. *La caution pour imposition contestée :*

Tout redevable qui conteste tout ou partie des impôts et taxes qui lui sont réclamés peut être, par dérogation de l'administration fiscale, autorisé à surseoir aux versements, à condition de fournir une caution bancaire. Cette caution est appelée « caution pour imposition contentieuse ».

b) *Les cautions douanières*

i. *Les obligations cautionnées douane :*

Cette forme de caution permet aux entreprises de retarder jusqu'à 4 mois le paiement des droits de douane qui sont en principe exigibles à 15 ou à 30 jours. L'administration des douanes admet que ces droits soient acquittés au moyen d'obligations cautionnées accordant ainsi un délai de paiement garanti par la banque.

Dans la pratique, une obligation cautionnée se matérialise sous la forme d'un billet à ordre établi par la Direction des Douanes et avalisé par la banque.

ii. *La soumission de crédit à l'enlèvement :*

La liquidation des droits de douane est souvent une procédure assez longue. L'administration des douanes peut permettre aux importateurs de prendre possession des marchandises, après leur vérification mais avant liquidation et paiement des droits de douane. En contrepartie, les importateurs doivent fournir une caution bancaire garantissant le paiement desdits droits quand ils deviendront exigibles. Cette caution est appelée «caution d'enlèvement ».

iii. *La caution d'admission temporaire*

Les marchandises et les équipements qui sont importés en vue d'une réexportation le sont en suspension de droits de douane, dans la mesure où ils sont effectivement réexportés. Pour ce type d'importation, les douanes exigent une caution d'admission temporaire. Cette caution garantit le paiement des droits si la réexportation n'est pas effectuée.

iv. *La caution d'exportation temporaire*

Elle permet au client de la banque d'exporter des produits avec l'engagement de les réimporter après la réalisation de prestations à l'étranger. Cette caution est utilisée par exemple pour exporter des équipements en vue de leur répartition.

v. *La caution d'entrepôt fictif*

Cette caution est exigée lorsque les marchandises non encore dédouanées sont appelées à être emmagasinées dans des entrepôts qui ne sont pas gérés par les douanes. Ces entrepôts, qui appartiennent en générale à des privés, sont appelés «entrepôts fictifs ».

La caution ainsi exigée servira à couvrir :

- la conservation des marchandises et leur gardiennage ;
- le paiement des droits et des pénalités qui seront exigées si les marchandises sont livrées à la consommation sans être dédouanée.

vi. *La soumission contentieuse*

C'est une caution délivrée à un client en litige avec les services des douanes, suite à une fausse déclaration sur des marchandises importées. Le client s'engage à s'en remettre à la décision de l'administration et cet engagement est cautionné par la banque.

c) *Les cautions de marché*

i. *Les cautions délivrées dans le cadre de marché public*

Dans ce domaine particulier d'engagement par signature. L'état n'intervient plus comme créancier fiscale, mais comme fournisseur de travaux ou demandeur de services, au travers de marchés que l'administration passe avec l'entreprise.

La caution bancaire permet alors d'obtenir des avances ou des acomptes sur marchés. Elle garantit à l'administration publique la restitution de ces avances ou acomptes dans le cas d'inexécution du marché par le client cautionné ou bien de résiliation de contrat.

Le banquier subordonne la délivrance d'une telle caution à une excellente connaissance de la situation financière du client et à une juste estimation de ses capacités techniques et aptitudes à mener à terme le marché. La durée de la caution est tributaire du délai fixé pour l'exécution du marché et de la date de réception définitive. C'est le procès verbal de réception définitive qui porte automatiquement libération de la caution.

ii. *Caution d'adjudication :*

Cette caution permet à l'entreprise de participer à une adjudication de marché.

La délivrance d'une telle caution amène généralement la banque à consentir d'autres caution de marché telle : la caution de bonne exécution, si l'entreprise est retenue pour le marché.

Dès qu'elle est saisie d'une demande de caution d'adjudication, la banque doit envisager le financement de l'ensemble du marché. Elle doit déjà apprécier la solvabilité de l'entreprise et s'assurer que celle-ci dispose de tous les moyens techniques, matériels et humains pour la réalisation du marché.

iii. *Caution de restitution d'acompte :*

Dans le cadre d'un marché toujours, la caution d'acompte permet à l'entreprise de percevoir des acomptes selon les conditions propres au marché considéré.

iv. *Caution de bonne exécution :*

Cette caution a pour but de garantir la bonne exécution du marché, elle est destinée à assurer le recouvrement par l'administration des sommes dont le client serait éventuellement redevable en cas de malfaçons ou de réfection.

La validité de cette caution cours jusqu'à réception définitive du marché (en générale un an après la réception définitive), quant à son montant, il est de 3 à 5% du montant du marché augmenté des avenants éventuels.

v. *Caution de dispense de retenue de garantie :*

Les marchés prévoient en général qu'à titre de garantie un certain pourcentage du contrat ne soit versé qu'après la réception définitive des travaux.

Pour ne pas grever sa trésorerie l'entreprise demande à sa banque de se porter caution à hauteur du montant de la retenue de garantie. La durée d'un tel engagement, si elle n'est pas fixé dans le texte du marché et réduite à 1 an.

B) Le crédit documentaire

Le crédit documentaire est un engagement par signature qui joue, à la fois, le rôle d'instrument de crédit et celui de moyen de paiement garanti dans les transactions internationales. Ce type de crédit sera développé dans le chapitre : Financement du commerce international.

A travers ce chapitre, nous avons essayé de présenter les principaux crédits d'exploitation que peut proposer la banque à sa clientèle. Nous rappelons que ces crédits sont destinés à financer le bas du bilan de l'entreprise.

Ces crédits présentent un moindre risque par rapport aux crédits d'investissement que nous aborderons dans le chapitre suivant.

Cependant, le banquier est amené à effectuer une bonne étude du dossier fourni par le client afin d'octroyer la bonne forme de crédit et au montant exact

En effet, il est à signaler que l'octroi d'un crédit qui n'est pas adéquat au besoin de financement qu'éprouve l'entreprise risque de la mettre en péril, et par conséquent la banque ne pourra pas récupérer sa créance et ou du moins après une longue période d'attente.

CHAPITRE II

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Tout au long de son cycle de vie, l'entreprise éprouve des besoins d'investissement parfois liés au renouvellement de ses équipements, parfois à une expansion ou innovation dans ses capacités de production. Ces besoins sont souvent très importants, pour les satisfaire, l'entreprise fait appel à :

- ^{3/4} l'autofinancement (l'entreprise se finance par ses propres capitaux).
- ^{3/4} le recours au marché financier (qui est à sa phase embryonnaire en Algérie) ou l'appel à l'épargne publique.
- ^{3/4} le crédit bancaire.

Les crédits d'investissement peuvent être définis comme étant des crédits destinés à financer la partie haute du bilan, c'est-à-dire les immobilisations. Ils sont remboursés par les bénéfices générés par les éléments qu'ils financent.

Le présent chapitre fait ressortir les différents types de crédits d'investissement proposés par nos banques. Pour ce faire, nous l'avons divisé en trois sections à savoir :

- ☐ une première traitant les crédits à moyen et long terme ;
- ☐ une deuxième section présentant le crédit bail et ses différentes particularités ;
- ☐ une dernière section dans laquelle nous avons présenter un cas particulier de crédit d'investissement intitulé le crédit à l'emploi de jeunes.

SECTION I

LES CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Les crédits d'investissement classiques sont destinés à financer l'actif immobilisé du bilan. Ils peuvent être accordés à moyen ou à long terme.

I.1.1. LE CRÉDIT A MOYEN TERME (CMT)

Le crédit d'investissement à moyen et long terme est destiné à financer la partie haute du bilan, c'est-à-dire les immobilisations qui représentent l'outil de travail.

La durée de ce crédit varie entre deux (02) et sept (07) ans, soit une durée approximativement équivalente à la durée comptable de l'équipement à financer, avec un éventuel différé de paiement allant de six (06) mois jusqu'à deux (02) ans.

Compte tenu de ces durées, le banquier doit étudier de manière encore plus poussée le dossier de l'entreprise, en complétant l'analyse par des éléments supplémentaires.

Il y'a lieu de signaler qu'un financement par un crédit à moyen terme ne doit pas couvrir la totalité de l'investissement, mais un certain pourcentage compris généralement entre 50 % et 70% du montant de l'investissement global.

La réalisation de ce type de crédit se fait sous forme d'avances en comptes courants avec certification d'un chèque de Banque établit en faveur du fournisseur. Le montant du crédit, au fur et à mesure de son utilisation, est sanctionné par la souscription périodique de billets de mobilisation.

Conformément à l'article 71 de la loi 90-10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et le crédit, les crédits à moyen terme sont réescomptables auprès de la Banque d'Algérie, qui peut prendre en pension les effets créés en représentation de CMT, pour une période n'excédant pas trois (03) ans.

Il existe trois types de crédits à moyen terme, selon que ce dernier permet à la banque de reconstituer sa trésorerie ou non, et qui sont :

I.1.1.1.CMT réescomptable

C'est la forme de crédit la plus utilisée au sein des banques algériennes, car elle leur permet de reconstituer la trésorerie décaissée à l'occasion de la réalisation du crédit, et ce, en réescomptant, auprès de la Banque d'Algérie, le billet à ordre souscrit par l'investisseur (emprunteur).

I.1.1.2.CMT mobilisable

Pour ce type de crédit, le banquier ne va pas réescompter le crédit auprès de la Banque d'Algérie, mais le mobiliser sur le marché financier ; cette possibilité n'existe pas encore en Algérie.

I.1.1.3.CMT direct

C'est un crédit nourri par la banque sur sa propre trésorerie ; il ne peut faire l'objet d'un refinancement. Les billets à ordre créés à l'utilisation de ce type de crédits ne seront qu'une reconnaissance de dettes du client vis-à-vis de sa banque.

I.1.2. LE CRÉDIT A LONG TERME (CLT)

Il s'agit d'un crédit destiné à financer des investissements dont la durée d'amortissement fiscal est supérieure à sept (07) ans.

Sa durée est généralement comprise entre huit (08) et vingt (20) ans avec un différé de remboursement allant de deux (02) à quatre (04) ans.

En Algérie, les crédits à long terme sont pratiqués par des institution financières spécialisées, en l'occurrence la Banque Algérienne de Développement (BAD) qui dispose de ressources à long terme (Emprunts obligataires).

Les banques commerciales, quant à elles, pratiquent peu cette forme de crédit étant donné qu'elles ne disposent, principalement, que de ressources à court terme.

SECTION II : LE CRÉDIT-BAIL (OU LEASING)

I.1.3. Définition du crédit bail :

Il s'agit là, d'un moyen moderne de financement de biens mobiliers (ou immobiliers) notamment les équipements, qui a pris une ampleur considérable dans les pays développés.

Le crédit bail ou leasing (appellation anglo-saxonne), est un contrat par lequel une personne appelée « bailleur » met à la disposition d'un utilisateur appelé « locataire ou preneur » un bien mobilier ou immobilier pour une durée déterminée.

Ce contrat comprend une partie « irrévocable » : moyennant le paiement périodique d'un loyer, le locataire a « le libre usage du bien », qui reste et demeure propriété du bailleur pendant toute la durée du contrat.

Ce contrat réserve au locataire la faculté d'acquérir en fin de bail (location), la propriété du bien loué qui doit correspondre à la valeur résiduelle présumée de ce bien.

Cette nouvelle forme de crédit introduit des innovations intéressantes aux plans :

- $\frac{3}{4}$ des principes qui régissent cette forme d'approche de crédit ;
- $\frac{3}{4}$ des déterminants de son usage ;
- $\frac{3}{4}$ d'un certain nombre d'avantages ;
- $\frac{3}{4}$ du partenariat qu'il entraîne.

Ces innovations ont fait que dans certains pays développés, des entreprises nationales et transnationales ont créés leurs propre société de crédit bail, comme instrument d'accompagnement à leurs politique de développement commerciale.

I.1.4. Formes du crédit bail

Cette nature de crédit a connu des évolutions qui ont donné des formes particulières, comme par exemple :

I.1.4.1. La cession-bail (lease-back)

C'est une opération qui consiste, pour une entreprise, à céder un bien mobilier (matériels) ou immobilier (usine, siège social) à une société de leasing qui lui en laisse immédiatement la jouissance sur la base d'un contrat de crédit-bail prévoyant les conditions du rachat.

I.1.4.2. Le crédit-bail adossé

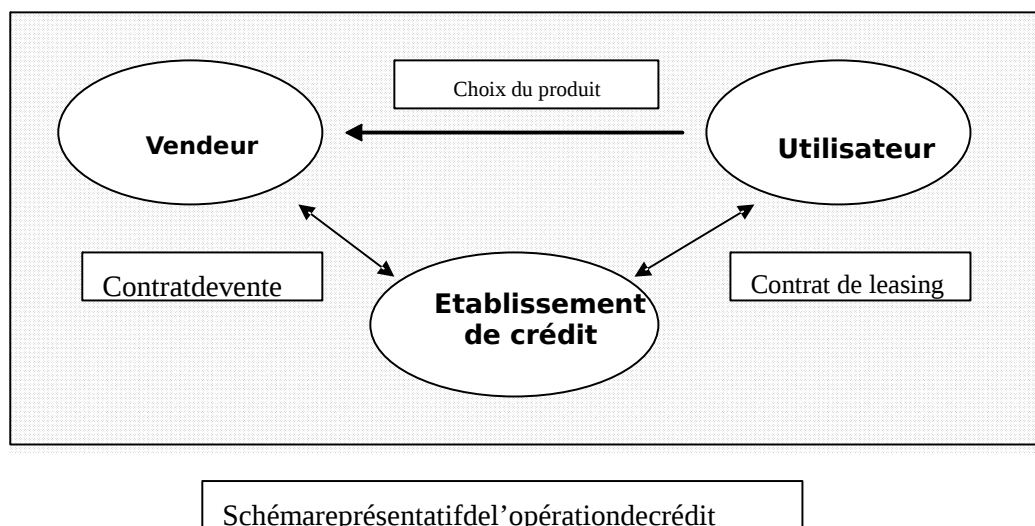
Il s'agit d'un contrat de crédit-bail conclu entre la société de leasing et le fournisseur ; contrat qui prévoit formellement que ce dernier peut sous-louer le matériel qui fait l'objet du contrat.

Le crédit-bail adossé ressemble donc un peu à la cession-bail. En effet, le fournisseur et le locataire du matériel sont confondus. Mais, l'objet du contrat n'est pas de renforcer la trésorerie du fournisseur; il est destiné à lui permettre de diffuser ses fabrications en les sous-louant.

I.1.4.3. Le reeting

C'est un contrat de location pure, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de possibilités d'acheter le bien en fin de contrat.

Le schéma suivant illustre le déroulement d'une opération de crédit bail



I.1.5. Avantages du leasing

Ce mode de financement a plusieurs avantages dont on peut citer :

- $\frac{3}{4}$ le crédit bail permet à l'opérateur économique de financer l'intégralité d'un investissement (c'est-à-dire à 100%) alors qu'un crédit bancaire suscite un apport personnel ;
- $\frac{3}{4}$ il permet de changer souvent le matériel ce qui est avantageux quand il s'agit d'un secteur où les évolutions techniques sont très rapides (le matériel informatique) ;
- $\frac{3}{4}$ sur un plan financier, le recours au crédit bail ne modifie pas la structure financière apparente de l'entreprise qui le sollicite, telle qu'elle ressort de son bilan et du fait que c'est un financement hors bilan, le crédit bail n'entraîne aucune inscription ni à l'actif ni au passif de l'entreprise.

I.1.6. Inconvénients du leasing

Le seul inconvénient du crédit bail réside dans son coût très élevé, par conséquent il est indiqué aux entreprises rentables.

Cas particuliers : LES CRÉDITS A L'EMPLOI DE JEUNES

Dans le cadre de leur collaboration avec les pouvoirs publics dans le développement économique et la lutte contre le chômage, les Banques algériennes, dont la Banque de Développement Local, ont mis en place une forme de crédits dite « crédits à l'emploi de jeune ».

Ces crédits sont destinés à financer des projets d'investissement de jeunes promoteurs et leur faciliter la réinsertion dans la vie économique et sociale du pays.

Ils bénéficieront (les jeunes promoteurs), en plus de la participation de l'A.N.S.E.J (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes) à supporter les coûts de l'investissement, d'une bonification du taux d'intérêt bancaire.

Ainsi la structure de financement se présentera comme suit :

- 9 Participation de l'A.N.S.E.J : de 15 à 25% du coût du projet, sans intérêts et dont le remboursement intervient après le remboursement du crédit bancaire.
- 9 La Banque : jusqu'à 70% maximum du coût du projet et à taux d'intérêt bonifié ;
- 9 Apport personnel : pour le montant restant à compléter du coût total du projet.

Le tableau suivant résume les différents schémas de financement d'un crédit ENSEJ :

Apport personnel minimum	5% 10% 15% 20%		
Aide maximum de l'ANSEJ	25% 20% 15% 15%		
C.M.T bancaire maximum	70% 70% 70% 65%		
Total 100% 100% 100% 100%			

Tableau représentatif des différents schémas de financement d'un crédit à l'emploi de

Les bénéficiaires de ce type de crédit doivent être âgés entre 19 et 35 ans. Pour le gérant, il peut aller jusqu'à 40 ans avec l'engagement de créer 03 emplois permanents.

La durée de remboursement de ce crédit peut aller de 03 à 05 ans avec une période de différé allant de 06 à 24 mois, selon la nature du projet à financer.

Tout au long de ce chapitre, nous avons essayé d'éclairer les principales formes des crédits destinés au financement des investissements.

A cet effet, nous avons pu constater que les crédits d'investissement ne sont pas aussi diversifiés que les crédits destinés au financement de l'exploitation et les agences ne financent pas les activités à long terme.

La principale cause de ce refus est relative à la nature des ressources dont disposent les agences bancaires ; des ressources qualifiées de courte durée.

Les crédits d'investissement sont destinés au financement de l'outil de production à savoir les immobilisations (le haut du bilan) qui par leur fonctionnement vont générer les fonds nécessaires à leur remboursement. Il est donc impératif de s'assurer de la rentabilité de l'investissement et arrêter une durée au crédit de façon à ne pas déstabiliser le projet.

CHAPITRE IV

LE FINANCEMENT DES PARTICULIERS

Longtemps assimilés à de simples pourvoyeurs de fonds, les particuliers font désormais l'objet d'un intérêt non -négligeable de la part du banquier. Celui-ci est amené, depuis quelques années à profondément reconsidérer ce segment de la clientèle.

En effet, avec l'avènement de l'ère de consommation le particulier est devenu de plus en plus réceptif à l'endettement dans le but d'acquérir des biens de consommation. Il passe ainsi, auprès des banques, du statut de simple déposant et usager de services bancaires banalisés (ouvertures de comptes, traitement de chèques, virements,...) à celui de client privilégié exprimant des besoins d'une plus grande ampleur devant être satisfaits par des concours bancaires. Ces derniers forment les crédits aux particuliers.

Les crédits aux particuliers sont des crédits affectés essentiellement à la l'acquisition et la consommation de biens et services et octroyés à des personnes physiques prises en dehors de leurs activités professionnelles.

A cet effet, les banques tendent à encourager la consommation de ces ménages pour inciter les investisseurs à investir plus. Cela se fait par l'octroi des crédits aux particuliers.

Dans ce cadre, nous allons aborder :

- Le crédit à la consommation ;
- Le crédit immobilier.

Section 1 : **LE CREDIT A LA CONSOMMATION (LA VENTE A TEMPERAMENT)**

IV.1.1. Définition

Le crédit à la consommation est défini comme un crédit qui s'oppose au crédit à la production. C'est une nouvelle catégorie de crédit, un nouveau mode de financement des particuliers.

Il est consenti pour l'acquisition des biens non consommables mais durables, il ne s'agit pas donc d'un crédit destiné à la consommation stricto-sensu ou même de la destruction des richesses.

IV.1.2. Avantages du crédit à la consommation :

La mise en place des crédits à la consommation a des avantages pour les acteurs qui y interviennent en l'occurrence la banque, l'acheteur et le vendeur :

IV.1.2.1. Avantages pour la banque :

- Il permet une diversification des produits proposés à la clientèle et s'ouvrir ainsi sur un nouveau marché¹ et de nouvelles techniques de maximisation de la rentabilité ;
- Avec une bonne maîtrise des coûts, il permet de dégager une bonne rentabilité ;
- Permet à la banque de confirmer son rôle d'intermédiaire entre les différents agents économiques : rôle nécessaire pour son succès et sa pérennité.

IV.1.2.2. Avantages pour l'acheteur :

- Il permet l'acquisition de biens ou services et bénéficier d'une facilité de paiement.
- D'acquérir les biens plutôt et d'en disposer immédiatement.

IV.1.2.3. Avantages pour le vendeur :

- Il lui permet de vendre davantage de ses produits et réaliser ainsi un bon chiffre d'affaires ;
- N'assume pas la charge du crédit ;
- Sa trésorerie reste intacte, il n'a pas à subir des retards de paiements ;
- Etablit des liens étroits avec son banquier et peut en tirer profit pour financer son exploitation ou ses investissements.

Nous tenons à signaler que dans le registre des crédits à la consommation se trouve une forme très réputée ces dernières années et qui est le « *prêt véhicule* ».

Le crédit véhicule est un concours accordé aux particuliers en vue d'un financement partiel pour l'acquisition d'un véhicule de tourisme neuf à usage personnel, et ce au près d'un concessionnaire agréé.

Cette forme de crédit est pratiquée principalement par le CPA ; la Société Générale Algérie, La BNP Paribas et la banque El Baraka.

En général, le client doit disposer d'un apport personnel suffisant couvrant 30% au minimum du prix du véhicule à acquérir.

Quant au montant du crédit à mettre en place par l'organisme prêteur, il est limité au maximum à 70% du prix TTC du véhicule. Ce montant ne doit pas dépasser en aucun cas 1.500.000 DA.

En outre, à la mise en place du crédit une assurance à la charge de l'emprunteur est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance.

La durée maximale du prêt est fixée à 60 mois avec un différé de 3 mois.

Le taux d'intérêt qu'il lui est appliqué est en général fixé à 6,5% dont une partie sera à la charge de la société. En effet, la convention prévoit un taux d'intérêt administré aux bénéficiaires et un différentiel² qui sera réglé trimestriellement par la société.

¹ Le marché du crédit aux particuliers

² Différentiel : il se calcule comme étant la différence entre le taux d'intérêt appliqué au prêt et celui appliqué au client.

Section 2 LES CREDITS IMMOBILIERS

Ils sont des prêts conçus pour financer l'acquisition de logements neufs, la rénovation, l'extension ou encore l'acquisition de logements d'occasions.

Cette forme de crédit s'est beaucoup développée ces dernières décennies en raison du vif intérêt que portent les particuliers aux biens immobiliers.

La procédure d'octroi d'un crédit immobilier sera traitée avec plus de détails lors du montage de dossier de crédit aux particuliers (voir prochaine partie).

Dans notre pays, malgré un très fort engouement à l'égard du logement, une seule forme de crédit immobilier est pratiquée, il s'agit du « crédit hypothécaire classique ».

IV.2.1. Définition du crédit hypothécaire :

C'est un concours visant le financement de l'habitat. La garantie pour ce type de concours est constituée d'une hypothèque du premier rang sur le logement à financer et d'une délégation de la police d'assurance au profit de l'établissement prêteur, portant sur le montant total du logement à financer.

Seules les personnes physiques, juridiquement capables, et de nationalité algérienne, ou les personnes en situation de détachement à l'étranger pour des missions temporaires, peuvent être éligibles au crédit immobilier.

Elles devront, en outre, remettre à la banque tous les documents justifiant la réalisation de l'opération immobilière et assurant la réalisation future de l'hypothèque au profit du banquier.

Ce type de crédit donne à l'établissement prêteur la possibilité de se refinancer auprès d'un organisme mobilisateur qui est la *Société de Refinancement Hypothécaire*.

En effet, la Société de Refinancement Hypothécaire est un établissement financier agréé par la Banque d'Algérie dont la création remonte au 19 novembre 1997.

Elle a pour mission principale le refinancement des prêts à l'habitat consentis aux particuliers pour assurer aux banques un approvisionnement de fonds à long terme.

Section 3

AUTRES FORMES DE CREDITS AUX PARTICULIERS

IV.3.1. Les avances en comptes :

Il s'agit d'une autorisation tacite ou expresse à faire fonctionner le compte en position débitrice à concurrence d'un certain montant et pour une période bien déterminée.

La réglementation algérienne interdisant le passage d'un compte chèque en position débitrice, ce qui rend ce type de crédit impraticable dans notre pays.

IV.3.2. Les avances sur titres :

Les clients des banques qui détiennent un portefeuille de titres peuvent avoir besoin de liquidités à titre temporaire. Ils sollicitent alors des avances sur ces titres.

Ces avances sont octroyées par la banque en contrepartie du nantissement de ces titres.

IV.3.3. Les prêts personnels :

Les prêts personnels sont des prêts accordés pour le financement de toute dépense sans rapport avec l'activité professionnelle de l'emprunteur. A l'origine, ces prêts étaient réservés au financement des dépenses d'ordre familial.

Leur montant est en général limité à trois (03) mois de salaire avec une durée de remboursement comprise entre trois mois et trois ans.

Le versement du salaire de l'emprunteur est effectué à titre de garantie sur son compte ouvert chez le banquier prêteur.

L'élaboration de ce chapitre nous a permis d'identifier les différentes formes de crédits aux particuliers surtout celles pratiquées sur l'échelle bancaire algérienne en l'occurrence le prêt véhicule et le crédit hypothécaire.

A cet effet, nous tenons à signaler l'absence de sociétés spécialisées dans cette branche, et d'autre part l'inexistence de crédits destinés à financer les besoins passagers de trésorerie des ménages, tels que les avances en comptes, les avances sur titres, ou encore les crédits liés à la possession de cartes de crédit (nous ne les avons pas traités).

Cette situation est essentiellement due à la faible bancarisation de la citoyenneté algérienne qui a fait par conséquent que ce type de crédits n'en est encore qu'à ses débuts.

Cet état de fait nous renseigne sur la position actuelle des banques qui tendent à traiter avec les entreprises au lieu de réaliser des opérations avec les particuliers dont le gain est très modeste.

Nous notons par ailleurs, l'inaccessibilité de ces concours à de nombreux ménages, en raison de leur coût élevé et les salaires moyens jugés insuffisants.

Quant aux établissements spécialisés, nous pensons que la mise en place d'un cadre juridique régissant la création et la mise en place de ces crédits aura une incidence certaine : la concurrence en résultant, stimulant *l'esprit d'initiative et l'imagination du banquier algérien*, incitera la mise en place de nombreux nouveaux moyens financiers.

CHAPITRE III

LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR

Les deux dernières décennies ont témoigné d'une expansion des échanges internationaux portant sur les biens et services sans précédente. De nouvelles techniques de communication et de distribution de l'information se créent et se développent continuellement, ne pouvant faire l'objet d'ignorance par les acteurs économiques mondiaux.

Une évolution a fait que l'Algérie cherche à se faire une place sur la scène internationale pour passer de simple spectateur à un acteur dynamique.

Pour y parvenir, notre pays essaye avec toutes ses capacités à faire participer ses agents économiques, laissés pour compte du système économique mondial, à l'internationalisation de la doctrine de l'économie de marché.

Les principales conséquences engendrées suite aux différentes démarches entreprises par notre pays pour la promotion du commerce extérieur algérien est d'une part la dépossession des pouvoirs publics du monopole sur les opérations du commerce international par la promulgation du décret N° 91-37 du 13 février 1991 et la conclusion des accords en vue de l'admission de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) d'autre part.

Toutes ces mesures entreprises sont autant de tentatives incitant les opérateurs économiques nationaux à donner à leurs opérations une envergure universelle.

Et c'est dans le cadre de ces objectifs à l'échelle internationale, que le banquier est désigné comme le partenaire financier idéal des opérateurs économiques nationaux et se doit par conséquence, de proposer un large éventail de techniques destinées à leur faciliter les échanges d'importation et d'exportation avec leurs partenaires étrangers.

Le banquier doit intervenir par la mise en place de moyens de financement traités dans ce chapitre et qui sont les suivants :

- Le financement des importations ;
- Le financement des exportations.

Section I

LE FINANCEMENT DES IMPORTATIONS « CREDIT DOCUMENTAIRE »

III.1.1. Définition :

Le crédit documentaire est un engagement par signature pris par la banque de l'importateur pour garantir à l'exportateur le paiement d'une marchandise (ou l'acceptation d'une traite) contre remise des documents attestant de l'expédition et de la qualité des marchandises prévues au contrat.

Le crédit documentaire fait intervenir quatre (04) parties :

- Le donneur d'ordre (l'importateur) ;
- La banque émettrice (banque de l'importateur) ;
- Le bénéficiaire (l'exportateur) ;
- La banque notificatrice et/ou confirmatrice (banque de l'exportateur).

Les opérations de crédit documentaire sont régies par les Règles et Usances Universelles du Crédit Documentaire Brochure 500 (RUU 500).

Le schéma suivant permet de mieux assimiler le déroulement d'une opération de crédit documentaire.

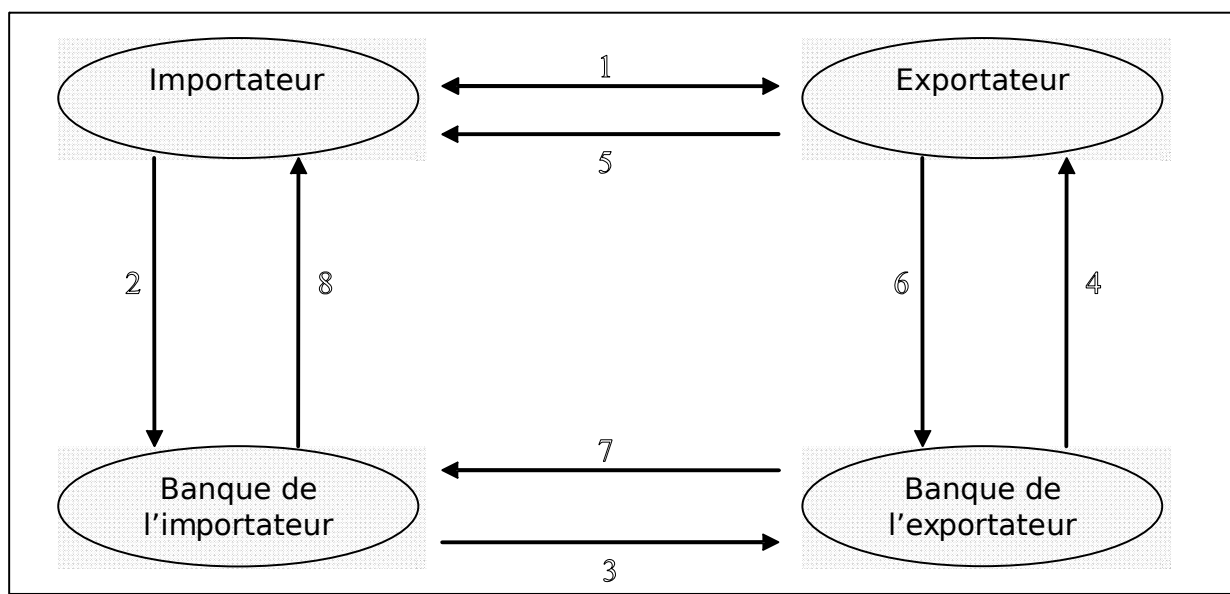


Schéma représentatif d'un crédit documentaire réalisé à vue

- 1** : contrat commercial ;
2 : demande d'ouverture du crédit en faveur de l'exportateur ;
3 : la banque de l'importateur ouvre le crédit documentaire auprès de la banque de l'exportateur ;
4 : le banquier notifie à l'exportateur le crédit en y ajoutant éventuellement a confirmation ;
5 : l'exportateur expédie la marchandise : des documents d'expédition lui sont délivrées ;
6 : l'exportateur remet les documents à sa banque, qui le paie si confirmation ;
7 : la banque de l'exportateur envoie les documents au banquier de l'importateur qui le crédite en retour après étude et accord sur les documents ;
8 : le banquier de l'importateur remet les documents à son client et le débite.

III.1.2. Les types du crédit documentaire :

Selon le degré de sécurité croissant pour l'exportateur et du coût plus élevé pour l'importateur, les crédits documentaires sont classés en trois (03) catégories :

III.1.2.1. Le crédit documentaire révocable :

Ce type de crédit peut être annulé ou modifié à tout moment par la banque émettrice à son initiative ou à celle l'importateur sans que le vendeur ne puisse s'y opposer (Article 9 des RUU). Il est rarement utilisé puisqu'il ne procure pas la garantie voulue par l'exportateur.

III.1.2.2. Le crédit documentaire irrévocable :

C'est un crédit qui ne peut être annulé ou même modifié par la banque émettrice sans l'accord conjoint de l'importateur et de l'exportateur, tant que la validité n'a pas expiré (article 10 des RUU). Il crée donc pour la banque émettrice un engagement ferme de payer.

III.1.2.3. Le crédit documentaire irrévocable et confirmé :

Ce type de crédit assure à l'exportateur deux engagements de paiement indépendants : celui de la banque émettrice et celui de la banque confirmatrice (Article 10 des RUU). Cette forme de crédit documentaire est la plus utilisée dans notre pays comme instrument de règlement des importations.

III.1.3. Quelques modalités du crédit documentaire

Les crédits documentaires peuvent également être classés en fonction des conditions d'ouverture. On distingue dans ce cadre :

III.1.3.1. Le crédit documentaire à vue :

Dans cette forme de crédit, le paiement du bénéficiaire (l'exportateur) se fait dès présentation des documents exigés par l'importateur. Ces documents doivent, bien sûr, être conformes aux clauses du contrat conclu entre l'importateur et l'exportateur ; leur vérification doit être faite dans un délai très court par la banque.

III.1.3.2. Le crédit documentaire contre acceptation :

Dans ce cas, l'exportateur accorde à l'importateur un délai de règlement conditionné par l'acceptation d'une traite à échéance.

Cette acceptation est donnée soit par l'importateur, soit par la banque émettrice ou encore par la banque notificatrice (si elle est au même temps confirmatrice).

En fait, la traite n'est acceptée que contre remise de documents jugés et reconnus conformes.

L'exportateur (le bénéficiaire) peut escompter cette traite auprès de sa banque.

III.1.3.3. Le crédit documentaire à différé de paiement :

Le délai de paiement, dans ce cas, est accordé à l'importateur sans acceptation d'une traite ; ce délai est convenu à une date mentionnée au préalable dans le crédit documentaire.

L'exportateur obtient de la banque émettrice ou de la banque notificatrice (si elle est au même temps confirmatrice) l'engagement écrit qu'elle effectuera le paiement à l'expiration du délai ; et ce sur présentation de documents conformes par lui.

III.1.4. Les crédits documentaires spéciaux

III.1.4.1. Le crédit documentaire transférable :

Le crédit documentaire transférable est une autorisation donnée par l'importateur à l'exportateur de transférer le crédit partiellement ou en totalité à un ou plusieurs tiers fournisseurs résidants dans le pays de l'exportateur ou à l'étranger. Il est utilisé lorsque le bénéficiaire ne fournit pas lui-même les marchandises.

Par l'autorisation qui lui est donnée par l'importateur, ce bénéficiaire peut désigner un ou plusieurs seconds bénéficiaires.

III.1.4.2. Le crédit documentaire à « clause rouge » (Red clause) :

C'est un crédit où se trouve insérée une clause spéciale, à l'encre rouge, autorisant la banque notificatrice et/ou confirmatrice à faire des avances au bénéficiaire avant la présentation des documents.

III.1.4.3. Le crédit documentaire « renouvelable » (revolving) :

Il est utilisé dans le cadre d'un contrat de livraisons échelonnées. Le paiement est alors effectué par un crédit automatiquement renouvelable qui couvre la valeur de chaque tranche. La clause de renouvellement mentionne les délais durant lesquels il est possible d'utiliser les différentes tranches.

III.1.4.4. Le crédit documentaire « back to back » (le crédit documentaire adossé) :

Ce type de crédit implique l'émission d'un second crédit à la demande de l'exportateur (1^{er} bénéficiaire) en faveur de son fournisseur qui deviendra le second bénéficiaire.

Selon l'acception « back to back », l'exportateur en tant que bénéficiaire du premier crédit, l'offre à sa banque (la banque notificatrice et/ou confirmatrice) en garantie de l'émission du crédit adossé.

Section II

LE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS

En raison de la concurrence qui ne cesse de s'accroître dans le commerce international, les exportateurs sont contraints, pour décrocher des marchés, d'offrir des conditions attrayantes à leurs clients, tant sur la qualité des produits, le niveau des prix, les délais de livraison, ainsi que sur les délais de paiement et autres avantages commerciaux.

Dans ce contexte, les banques sont appelées à jouer leur rôle dans la relance économique et l'ouverture du marché sur l'extérieur, en offrant aux exportateurs des possibilités de financement à court, à moyen et à long terme.

III.2.1. Techniques de financement à court terme

III.2.1.1. Le crédit de préfinancement

Le crédit de préfinancement est un crédit de trésorerie accordé par une banque à un exportateur afin de lui permettre de financer des besoins courants ou exceptionnels résultant de son activité exportatrice avant l'expédition des marchandises.

Il est consenti en contre partie de la remise, par le bénéficiaire, de traites mobilisables auprès de la banque centrale.

III.2.1.2. La mobilisation des créances nées sur l'étranger

La mobilisation de créances nées sur l'étranger est un crédit permettant aux exportateurs ayant accordé à leurs acheteurs étrangers des délais de paiement à court terme, d'obtenir le financement du montant des créances qu'ils détiennent, à partir du moment où celles-ci existent juridiquement.

Ce financement est généralement assuré par les banques moyennant la négociation de lettres de change.

III.2.1.3. Les avances en devises

L'avance en devises est un crédit qui permet aux exportateurs de disposer des montants de leurs créances libellés en la devise de facturation, dans le but d'éliminer le risque de change.

Cette avance peut être consentie dans une devise autre que celle du contrat commercial.

III.2.2. Techniques de financement à moyen et long terme

III.2.2.1. Le crédit fournisseur

Le crédit fournisseur est un prêt bancaire accordé directement au fournisseur (exportateur) lui permettant d'octroyer des différés de paiement aux acheteurs (importateurs). Il lui permet d'escompter sa créance et d'encaisser, au moment de la livraison partielle ou totale de l'exportation, le montant des sommes qui lui sont dues par l'acheteur étranger.

Il est à signaler que dans ce genre de cas, la relation entre l'acheteur et le vendeur est régie par un seul contrat qui est le *contrat commercial* stipulant aussi bien les conditions commerciales que financières.

III.2.2.2. Le crédit acheteur

C'est une ouverture de crédit par laquelle une banque du pays exportateur s'engage à réaliser un prêt, directement à son client étranger, afin qu'il acquière des biens et/ou services auprès du fournisseur du pays exportateur.

La formule de base du crédit acheteur s'articule, par conséquent, autour de deux contrats ; le contrat commercial entre le fournisseur et l'acheteur d'une part, et l'ouverture du crédit entre le banquier du pays exportateur et l'acheteur emprunteur d'autre part.

Une fois le contrat mis en place, une première période d'utilisation s'ouvre durant laquelle le fournisseur exécute ses prestations envers l'acheteur et est payé par la banque ; puis en seconde période, l'importateur étranger rembourse la banque pour le crédit qu'elle a réalisé.

Comme tout agent économique évoluant dans le cadre des transactions avec l'étranger, l'importateur ou bien l'exportateur a besoins de financement et font ainsi appel à des banques ou bien des organismes financiers spécialisés et ce afin de combler leur besoins.

Pour cet effet, nous avons essayé à travers l'élaboration du présent chapitre de développer les différentes formules de financement proposées par les banques à sa clientèle en matière de commerce extérieur.

Cependant, la nature du crédit à octroyer diffère selon la nature du bien à exporter. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'exportation (même principe pour les importations) de biens de consommation ou de biens et services nécessaires au fonctionnement, les banques proposent des financements à court terme (n'excédant pas deux ans).

S'agissant, d'exportation de moyens de production ou de réalisation de grands projets, les techniques appropriées et devront être mise à la disposition d'exportateur sont plutôt des financements à moyen terme (entre deux et sept ans) et à long terme (excédant sept ans).

Il est à noter que les risques liés à ces crédits sont considérables (risque d'interruption du marché, risque monétaire, risque catastrophique etc.).

Pour cette raison, le banquier devra chercher à obtenir une assurance crédit. Celle-ci est donnée par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) en France, Hermès en Allemagne, et la CAGEX (Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations) en Algérie.

CHAPITRE V

LES RISQUES DU CREDIT ET LES MOYENS DE PREVENTION

« Faire crédit signifie croire. Croire en un projet, croire en une personne, croire en un a économique qui permettra précisément la réalisation du projet envisagé. Mais croire, c'est risquer de se tromper sur un projet, une personne, une anticipation, voire les trois à la fois ».

L'analyse de l'énoncé précédent nous fait comprendre que le risque est indissociable du crédit, et quelque soit le degré de célérité avec lequel est menée l'étude du dossier crédit, le risque persiste et devient le principal souci du banquier bailleur de fonds.

A cet effet, et à défaut donc d'un risque nul, le banquier cherchera à le réduire au maximum et le rendre par conséquent plus ou moins inexistant.

En effet, le risque relatif au demandeur de crédit se présente sous plusieurs facettes que le banquier devra identifier, cerner, analyser et gérer dans le but de s'en prémunir.

Afin d'éclaircir cette situation qui semble contrarier le banquier, nous avons décidé de procéder en premier lieu par *l'identification des différents types de risques liés à l'opération de crédit* ce qui est l'objet de notre première section, et dans la seconde nous aborderons *les moyens de prévention*.

Section I

LES RISQUES LIES À L'OPÉRATION DE CREDIT

Le banquier, dès lors qu'il répond favorablement à une demande de crédit, en vue d'apporter son appui financier à l'entreprise l'ayant introduite, supporte le risque inhérent à celle-ci.

Cette menace, que représente le risque crédit, peut revêtir plusieurs formes, pour l'identifier et la mesurer, le banquier évalue son intervention de financement en appréciant : le risque d'insolvabilité, le risque d'immobilisation, le risque de taux et le risque de change.

V.1.1. Le risque d'insolvabilité :

Le risque majeur qu'encourt le banquier lors d'une opération de crédit est la perte des capitaux qu'elle a engagés en faveur de ce client.

En effet, le risque d'insolvabilité est le risque le plus dangereux et le plus enregistré. Appelé, également, risque de non remboursement, il s'agit du non paiement des sommes dues par le client à échéance et se traduit par la perte partielle, ou totale de la créance détenue par la banque sur son client débiteur.

¹ MATHIEU M., L'exploitant bancaire et le risque crédit, Ed. BANQUE EDITEUR, Paris, 1995

L'évaluation de ce risque peut se faire à partir de l'analyse et le diagnostic de la valeur liquidative de l'entreprise, son endettement et l'évolution de ses fonds propres nets.

Le risque de non remboursement apparaît quand le client, suite à la détérioration de sa situation financière, ou par mauvaise foi, se trouve dans l'incapacité, ou refuse, de rembourser les sommes dont il est redevable.

Les origines de ce risque proviennent directement des risques liés à l'entreprise elle-même parmi les quels on peut distinguer :

V.1.1.1. Le risque particulier :

Ce risque est, généralement, lié aux capacités techniques de l'entreprise, à la moralité et à la compétence des dirigeants ainsi qu'à la qualité de la clientèle.

V.1.1.2. Le risque sectoriel :

Il est lié au processus de production utilisé, au produit ou au service réalisé, à la situation du marché, à la conjoncture de la branche d'activité dans laquelle évolue l'entreprise emprunteuse.

V.1.1.3. Le risque global ou général :

Le risque global est plus difficile à appréhender, du fait qu'il est engendré par des facteurs externes issus de la situation politico-économique du pays, mais aussi d'événements imprévisibles (incidents catastrophiques, naturels ou provoqués par l'homme).

V.1.2. Le risque d'immobilisation

La banque assure un équilibre entre la liquidité de ses emplois et l'exigibilité de ses ressources en procédant au refinancement de ses crédits auprès de la Banque d'Algérie ou du marché monétaire.

Le risque abordé ici prend effet lorsque cet équilibre est rompu, c'est-à-dire quand le terme des ressources d'une banque est plus court que celui de ses emplois. Ce risque comporte trois origines :

- Il peut être engendré par une politique de transformation imprudente du banquier qui, utilise des ressources à vue pour des emplois à terme. Il se met ainsi dans l'incapacité de faire face à des retraits de dépôts à vue appartenant à ses clients.
- Il peut être le résultat du non remboursement des échéances, à bonnes dates par les clients de la banque. Les fonds engagés deviennent ainsi immobilisés.
- Il peut aussi être due à la détérioration de la situation financière de l'entreprise emprunteuse qui conduit la Banque d'Algérie à refuser son accord de mobilisation.

Pour cela, le banquier est tenu d'adosser la majorité de ses concours à des ressources de durée équivalente et de procéder au refinancement auprès de la Banque d'Algérie en remplissant les conditions d'admissions au réescompte.

La banque, comme tout autre organisme financier, peut arriver à la maîtrise de ce risque en mettant en place une stratégie efficiente de collecte des ressources à vue accompagnée d'une politique cohérente de distribution des crédits.

V.1.3. Le risque de taux

Une variation des taux d'intérêt, à la hausse comme à la baisse, est loin d'être sans conséquence sur le secteur bancaire. Toute fluctuation de ce paramètre peut constituer un risque considérable pour la banque.

Le risque de taux peut être défini comme étant le risque de perte ou de gain encouru par une banque détenant des créances et des dettes dont les conditions de rémunération obéissent à un taux fixe. Il résulte donc de l'évolution divergente du coût des emplois avec le coût des ressources.

Ainsi, le banquier doit opter pour des taux d'intérêt variables sur les crédits octroyés pour, d'une part, minimiser ce risque et d'autre part, apporter les réajustements nécessaires en fonction des variations du taux d'intérêt référentiel (taux de réescompte).

V.1.4. Le risque de change :

Le pourvoyeur de fonds qui prête à une personne physique ou morale basée à l'étranger se trouve face un risque de change.

Le risque de change résulte de la variation du taux de change de la monnaie nationale par rapport à la monnaie étrangère dans laquelle le prêt est libellé.

Par conséquent, une hausse du cours de change se traduit par un gain de change, et une baisse du cours se traduit par une perte de change.

Nous l'avons bien compris, consentir un crédit sous-entend fatalement prendre un risque plus ou moins élevé sur l'avenir. De par sa fonction, le banquier ne doit pas endosser ce risque mais plutôt chercher à le gérer, le minimiser voir l'éviter.

Section II

MOYENS DE PREVENTION DU RISQUE DE CREDIT

L'importance des risques encourus par les banques en matières d'octroi de crédits bancaires, a rendu impératif l'instauration d'un certain nombre de moyens de préventions.

Bien qu'une bonne analyse de l'entreprise reste la meilleure garantie de prévention des risques, le banquier dispose de plusieurs autres moyens de limitation et de protection qui sont pour certains obligatoires (les règles prudentielles) , et pour d'autres facultatifs (la prise de garantie).

A cet effet, la section suivante comportera les points suivants :

- ☐ L'application et le respect des règles prudentielles ;
- ☐ Le suivi des engagements ;
- ☐ La mise en place de procédures internes ;
- ☐ Le recueil des garanties.

V.2.1. Application et respect des règles prudentielles :

Toutes les Banques et Etablissements Financiers sont tenus de se conformer aux règles prudentielles édictées par la Banque d'Algérie. Ces règles ont pour objet :

- ☐ Le renforcement de la structure financière des établissements de crédits ;
- ☐ L'amélioration de la sécurité des déposants ;
- ☐ La surveillance de l'évolution des risques des banques.

V.2.1.1. La couverture des risques

Conformément à l'article 04 du règlement n°90-01 du 04/07/1990 relatif au capital minimum des Banques et Etablissements financiers, les banques doivent avoir un capital social supérieur ou égal à 500 millions DA.

De plus, les autorités monétaires ont instauré une norme de gestion que les banques sont tenues de respecter en permanence, c'est le ratio de solvabilité ou *ratio COOK*.

Ce dernier met en rapport le montant des fonds propres nets et celui de l'ensemble des risques crédits qu'ils encourent, il doit être à un minimum de 8%.

F.P.N Ratio COOK = ----- x 100 R.E.P	F.P.N : fonds propres nets. R.E.P : risques encourus pondérés.
---	---

Les risques encourus pondérés sont les risques encourus sur la clientèle auxquels on applique un taux de pondération fonction du risque lié à l'engagement.

Les risques encourus et le taux de pondération attribué à chacun sont déterminés par l'article 09 et 11 de l'instruction 74-94 du 29/11/1994 fixant les règles prudentielles de gestion des Banques et Etablissement Financiers.

Nous tenons à signaler qu'en 2006, les banques et les établissements financiers adopteront, au niveau mondial, un nouveau ratio de solvabilité baptisé ratio Mc Donough¹, selon les recommandations du Comité de Bâle II.

Ce dernier remplacera le ratio Cooke entré en vigueur en 1988 et dont l'objectif était de renforcer la solidité et la stabilité du système bancaire international par l'imposition d'une norme quantitative jugée actuellement trop fruste.

V.2.1.2. La division des risques

La défaillance d'un ou de plusieurs clients importants sur lesquels s'est concentré l'ensemble des engagements, peut entraîner la faillite de la Banque. C'est la raison pour laquelle les Banque doivent

¹Du nom du vice-président de la réserve fédérale de New York, actuel président du Comité de Bâle.

veiller en permanence à une diversification de leurs portefeuilles pour pouvoir limiter au maximum les risques encourus.

Pour ce faire, la réglementation prudentielle a fait obligation aux Banques et Etablissements financiers de respecter les limites suivantes :

- ☐ Sur un même client : le montant des risques encourus ne peuvent excéder 25% des fonds propres nets de la Banque.
- ☐ Sur un groupe de client : le montant global des risques encourus, dont les risques pour chacun d'entre eux dépassent 15%, ne doivent en aucun cas excéder dix (10) fois le montant des ressources propres de la Banque.

V.2.2. Le suivi des engagements :

Dans le but de garantir la récupération des créances en cas de défaillance des débiteurs, chaque banque et établissement financier doit, en vertu de l'instruction 74-94 du 19/11/1994 procéder au classement des créances par degré encouru et constituer des provisions pour les créances dont le recouvrement n'est pas assuré.

Ces provisions varient, et sont de trois niveaux :

- Provisions à 30 % (pour les créances à problèmes potentiel) ;
- Provisions à 50 % (pour les créances très risquées) ;
- Provisions à 100 % (pour les créances compromises).

V.2.3. Mise en place de procédures internes :

Afin de renforcer l'effet produit par l'application des règles prudentielles, les banques ont jugé nécessaire d'instaurer des procédures internes. Nous allons présenter la liste des mécanismes mis en place, afin de contenir ne serait ce que de manière partielle les risques qui entachent toute opération de crédit. Nous citerons :

- ☐ L'institution d'un système de comité siégeant au niveau des agences. L'objectif assigné à cette action est de conjuguer la réflexion en matière d'octroi de crédit ;
- ☐ La mise en place du système de délégation de crédit dans la limite des seuils autorisés. En effet l'agence bancaire est la structure la mieux placée pour se prononcer, dans les limites de sa délégation, sur certains crédits à la clientèle ;
- ☐ L'instauration d'un système de contrôle des utilisations de crédit afin d'assurer le suivi des crédits consentis ;
- ☐ La diversification du portefeuille engagement dans le but de se prémunir contre le risque de concentration.

V.2.4. Les garanties :

L'étude de crédit, aussi rigoureuse et complète qu'elle puisse être, ne peut éliminer d'une manière totale et définitive les risques inhérents à tout concours accordé aux clients. Ainsi, le banquier devra se prémunir des aléas qui pourraient lui être préjudiciables en faisant recours aux garanties. Mais qu'est ce qu'une garantie ?

D'après Michel Mathieu, il existe une définition économique des garanties, qui les désigne comme *servant à anticiper et à couvrir un risque futur possible de non recouvrement du cr*

Toutefois, n'étant pas prêteur sur gage, la meilleure des garanties pour le banquier, reste la rentabilité de l'affaire à laquelle il va accorder un crédit, elle même liée à l'étude et à l'analyse du dossier de crédit.

En effet, *la décision d'accord de crédit ne doit en aucun cas être envisagée sur la base de présentées.*

Le banquier ne doit pas perdre de vue que la constitution de garanties reste une op accessoire à celle du crédit. Leur recueil n'intervient que suite l'aboutissement favorable

La garantie est, donc un élément accessoire et non préalable.

La première distinction que nous pouvons formulée quant aux différentes catégories de garanties est la suivante :

- ☐ Les garanties personnelles ;
- ☐ Les garanties réelles.

Mais il existe, également, des garanties complémentaires dites assimilées ou spécifiques.

V.2.4.1. Les Garanties Personnelles :

La garantie personnelle est constituée par l'engagement d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales, au profit d'un créancier, de se substituer à un débiteur principal si celui-ci faillit à ses obligations à échéance.

Les garanties personnelles se réalisent, généralement, sous la forme juridique du cautionnement ou de l'aval. Ce dernier n'étant d'ailleurs qu'une forme particulière du cautionnement instituée par la législation des effets de commerce.

1. Le cautionnement :

Le cautionnement est défini par l'article 644 du code civil algérien comme étant :

« Un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant, au profit du créancier, à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même ».

C'est l'obligation par laquelle une personne appelée «caution» promet de payer si le débiteur n'exécute et faillit à ses engagements.

C'est également un engagement qui ne se présume pas, il doit obligatoirement se concrétiser par un écrit sur lequel doit être défini avec soin et précision les caractères de l'obligation.

A cet effet, deux types de cautionnement :

- ☐ La caution simple ;

□ La caution solidaire.

A. Le cautionnement simple :

La caution simple jouit de deux avantages :

Le bénéfice de discussion : Il permet à la caution poursuivie par le créancier (la banque) de repousser toute poursuite et de lui demander, sans l'obliger, de discuter d'abord les biens du débiteur principal.

Le bénéfice de division : l'article 664 du code civil stipule qu'en cas pluralité des cautions, la dette est divisée entre les cautions, et le créancier ne peut poursuivre chacune d'elle que pour sa part dans le cautionnement.

B. Le cautionnement solidaire :

« *La caution solidaire ne peut requérir le bénéfice de¹discussion* »

Contrairement à la caution simple, cette caution ne jouit ni du bénéfice de discussion ni de celui de division.

Le créancier est en droit de réclamer à la caution le paiement de la totalité de la créance garantie, sans avoir préalablement à mettre en cause le débiteur principal. Le débiteur et la caution se trouvent pour ainsi dire au même rang.

Lors du recueil de la caution, le banquier doit exiger la souscription d'actes de cautionnement solidaires et indivisibles, car ce type de garanties personnelles a pour effet de rendre les droits de discussion et de division inopposables aux créanciers.

2. l'aval :

Comme nous l'avons déjà précisé, l'aval est une variété de cautionnement propre aux effets de commerces.

Selon l'article 409 du code de commerce il constitue l'engagement d'une personne de payer le montant total ou une partie d'une créance manifestée par un effet de commerce. En d'autres termes c'est l'obligation que prend une personne (avaliste ou avaliseur) de payer un effet de commerce à l'échéance, au lieu et place du débiteur (avalisé)

L'aval est exprimé par la signature de l'avaliseur au recto du papier commercial ou sur un acte séparé, suivie de la mention « *Bon pour aval* ». Il doit, également, porter l'objet de l'engagement du garant (engagement d'un paiement total ou partiel du montant de l'effet).

Contrairement à la caution, l'avaliste est toujours solidaire. Par contre à l'instar du cautionnement, l'aval est un acte consensuel qui doit être rédigé par écrit.

V.2.4.2. Les garanties réelles :

¹ Article 665 du Code Civil.

La garantie réelle consiste en l'affectation d'un bien meuble ou immeuble en garantie d'une dette. Ce bien peut appartenir au débiteur lui-même ou être engagé par un tiers.

Divers biens peuvent être constitués en garantie, notamment les immeubles, les fonds de commerce et sous certaines conditions, le matériel, les marchandises, les valeurs mobilières et les créances.

A cet effet, les garanties réelles peuvent être subdivisées en deux grands points ; à savoir :

- ☐ L'hypothèque : dans le cas où le bien affecté en garantie est immeuble ;
- ☐ Le nantissement : si le bien affecté en garantie est meuble ;

1. L'hypothèque :

Conformément à l'article 882 du code civil : « *Le contrat d'hypothèque est le contrat par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté au paiement de sa créance, un droit réel qui lui fait faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang, sur le prix de cet immeuble, quelque main qu'il passe* ».

L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation. Néanmoins, il n'y a pas dessaisissement du propriétaire du bien, et conserve le droit d'user, de jouir et de disposer du bien.

L'efficacité de l'hypothèque réside dans le fait que le banquier hypothécaire a le droit de saisir et de vendre le bien hypothéqué, s'il n'est pas payé à échéance, et d'exercer un droit de suite et de préférence sur le prix¹ si le débiteur vend par anticipation l'immeuble en question.

L'hypothèque peut être constituée en vertu d'un acte authentique (hypothèque conventionnelle), d'un jugement (hypothèque judiciaire) ou de la loi (hypothèque légale).

Ainsi, selon le mode de constitution, il existe trois sortes d'hypothèques :

A. L'hypothèque conventionnelle :

L'hypothèque conventionnelle est celle qui résulte d'un contrat (une convention) entre le débiteur et le créancier (la banque). Cependant, pour être valide, celle-ci nécessite un acte notarié.

Elle doit être établie en vertu d'un acte authentique et inscrite, obligatoirement, auprès de la conservation foncière pour assurer l'opposabilité des droits du banquier aux tiers.

Cette inscription fixe, également, le rang de l'hypothèque.

B. L'hypothèque légale :

Comme son nom l'indique, L'hypothèque légale est imposée par la loi, au profit de certains créanciers (banques et établissements financiers) jouissant d'une protection légale.

C. L'hypothèque judiciaire :

¹ Il y a lieu de préciser que le droit de préférence sur le prix est primé, en vertu de la loi, par les créanciers privilégiés : le trésor public, les frais de justice, et le personnel.

C'est une hypothèque qui découle d'une décision de justice, condamnant le débiteur.

Elle est obtenue par un banquier ayant engagé une procédure judiciaire contre le débiteur dans le but de recueillir une inscription d'hypothèque sur l'immeuble de celui-ci.

1. le nantissement :

Selon l'article 948 du Code Civil :

« Le nantissement est un contrat par lequel une personne s'oblige, pour la garantie de celle d'un tiers, à remettre au créancier ou à une autre personne choisie par les parties, un objet mobilier ou un droit réel quelconque, en vertu duquel celui-ci peut retenir jusqu'au paiement de sa créance et peut se faire payer sur le prix de cet objet en quelque lieu qu'il se trouve, et passe par préférence aux créanciers chirographaires et aux créanciers inférieurs en rang »

Le nantissement est constitué par un contrat. Il est, sauf disposition légale contraire, inséparable de la créance qu'il garantit faute de quoi il serait nul et non avenu.

En effet, le nantissement ne peut porter que sur les biens meubles qui relèvent de la propriété du débiteur, et contrairement à l'hypothèque, il est exploité sous plusieurs formes par les banques : le nantissement avec, ou sans dépossession du débiteur du bien remis en gage entre les mains de la banque.

Il existe diverses formules de nantissement, nous citerons les formes les plus usitées :

- Nantissement du fonds de commerce ;
- Nantissement de l'outillage et du matériel d'équipements ;
- Nantissement ou gage sur véhicules ;
- Nantissement des actifs financiers ;
- Nantissement des marchés publics.

A. Nantissement du fonds de commerce :

Le nantissement est une garantie sans dépossession, consentie sur certains éléments compris dans le fonds de commerce. Il est indispensable que l'acte précise les éléments auxquels s'étend le nantissement, à défaut, il ne comprendra que l'enseigne, le nom commercial, le droit au bail, la clientèle et l'achalandage.

Pour être valide, l'acte de nantissement doit être signé par le banquier et le débiteur, enregistré puis déposé au greffe du tribunal de commerce.

La banque exerce un droit de préférence sur le prix et un droit de suite sur le fonds. Il est à préciser que ce dernier peut être légal ou bien conventionnel.

B. Nantissement du matériel et de l'outillage :

Le nantissement du matériel et de l'outillage est également un gage sans dépossession du débiteur, constitué par acte authentique ou sous seing privé, sur l'outillage et le matériel que le banquier a financé.

C. Nantissement ou gage sur véhicule :

Il s'agit là aussi d'un gage qui se réalise sans dépossession, avec la particularité d'être constaté par un acte sur registre spécial ouvert à cet effet auprès de la direction (la Daïra) ayant délivré la carte d'immatriculation, communément appelée carte grise qui doit porter la mention « véhicule gagé ».

D. Nantissement des actifs financiers :

Le nantissement des actifs financiers notamment des bons de caisse, est un contrat par lequel, le débiteur d'un prêt remet en gage les titres qu'il détient entre les mains du créancier ou d'un tiers, convenu entre les parties.

E. Nantissement des marchés publics :

Ce genre confère au banquier le droit de créance sur l'Etat, dans la mesure où la sortie du crédit est assurée. Le marché est enregistré et nanti par acte sous seing privé.

V.2.4.3. Les Garanties Complémentaires :

Mis à part des sûretés citées ci-dessus, la banque peut exiger comme garantie complémentaire des délégations d'assurances dont la mise en jeu est relative à la réalisation du risque ou à la survenance d'un sinistre éventuel assuré. Il s'agit donc ce cas de figure d'assurance vie ; d'assurance tous risques ; d'assurance multirisque ; d'assurance incendie ;...etc.

Le contrat d'assurance doit être accompagné d'un avenant de subrogation au profit de la banque.

L'opération de crédit est un des facteurs de création monétaire les plus convoités dans toute économie moderne, mais elle présente des risques pour le banquier, notamment le risque de non remboursement et le risque d'immobilisation.

Pour se prémunir contre ces risques, le banquier fait appel aux garanties, personnelles et/ou réelles, qui sont considérées comme des issues de secours qu'il s'aménage en cas de coup dur, tout en espérant n'avoir jamais à les utiliser.

Les garanties exercent sur l'emprunteur une contrainte psychologique qui le dissuade de toute tentation de non respect de ses engagements pris en matière de remboursement des fonds prêtés. Si la banque en connaît l'importance, il n'en est pas toujours de même au débiteur qui considère que la banque s'attache à un formalisme excessif.

La principale remarque que nous pouvons relever après l'élaboration du présent chapitre est que le banquier ne doit jamais octroyer son crédit en fonction du portefeuille de garanties présenté par le demandeur de crédit. En effet, le chargé du dossier de crédit doit prêter le plus d'attention à l'étude et le diagnostic de la situation financière de l'entreprise, à la moralité de ses dirigeants ainsi qu'à son historique.

Ces trois points représentent les principaux dogmes de toute étude de demande de crédit jugée pertinente et assez satisfaisante.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Au terme de cette partie, nous avons tenté d'exposer la gamme des produits proposés par la banque à sa clientèle en matière de crédit. Chaque produit répond à un besoin bien spécifique, tant pour les entreprises (exploitation et/ou investissement) que pour les particuliers (consommation et/ou immobilier).

Bien que les formes de crédits soient diverses, nonobstant certains produits sont quasiment absents et d'autres, même existants, sont mal utilisés. Pour les premiers, l'on peut citer le cas de l'escompte de warrant et du factoring. Ce fait est dû à l'absence, respectivement, de magasins généraux et de factors. Pour les deuxièmes, l'on peut citer le cas de la facilité de caisse assimilée au découvert et dont la durée d'utilisation s'étale sur une année ou bien l'escompte commerciale qui est utilisé sur les chèques et non pas sur les effets de commerce. Les engagements par signature sont provisionnés à des pourcentages trop élevés, ce qui leur fait perdre leur signification.

En matière d'investissement, on constate l'absence totale du leasing dans nos banques qui est due à l'incapacité de ces dernières à en assurer le financement à 100 %.

Quant aux particuliers, les crédits qui leur sont proposés n'attirent pas vraiment leur attention, et ce, à cause de leurs pouvoirs d'achat jugés insuffisants.

Enfin, pour conclure, on peut dire que le rôle du banquier ne consiste pas, seulement, à proposer des concours à sa clientèle, mais l'aider et l'orienter vers le type de crédit répondant parfaitement à ses besoins. Pour en arriver là, le banquier doit connaître au mieux son client, aussi bien sur le plan moral que financier, à travers un diagnostic global de l'entreprise. Tous ces points, feront l'objet d'une étude détaillée dans la partie suivante.

DEUXIEME PARTIE :
MONTAGE ET ETUDE D'UN
DOSSIER DE CREDIT

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Savoir exactement à qui faire confiance et oser s'aventurer dans les sentiers de l'avenir sont les principales qualités requises pour un banquier exerçant son métier avec habileté.

En effet, bien obligé de reconnaître que l'essence même de son travail repose sur un pari plus ou moins ambitieux sur l'avenir, le banquier exploite tous les moyens en sa possession pour minimiser le risque inhérent à l'opération de crédit.

Il ne lui suffit pas de mettre à la disposition de sa clientèle les différents modes de financement ayant pour but de satisfaire leurs besoins, mais de définir au préalable les raisons de ces besoins qui vont orienter et justifier sa décision en matière d'octroi de crédits. A cet effet, le montage et l'étude d'un dossier de crédit constituent l'outil préalable, privilégié et incontournable employé par les banques dans le cadre de la distribution des crédits aux entreprises et de l'appréciation des risques y afférents, déterminant les raisons et motifs de l'accord ou du refus de financement.

Dans cette optique, le banquier devra s'intéresser à tout document ou toute information susceptible de lui permettre une appréciation minutieuse du demandeur de crédit et de son environnement. C'est ainsi que toute demande de crédit présentée donne lieu à la mise en place d'une longue procédure débutant par la constitution d'un dossier et s'achevant par la décision finale. Cela passe par l'étude des divers paramètres permettant de déterminer les besoins réels de l'entreprise, de cerner la moralité et la compétence de ses dirigeants, son niveau de performance, sa capacité à faire face à la concurrence, son aptitude à honorer ses engagements et par la même d'évaluer les risques.

Cependant, l'approche du risque diffère selon qu'il s'agisse d'un crédit d'exploitation ou d'investissement. Dans le premier cas, le banquier choisit une démarche d'analyse portant sur l'évaluation de solvabilité à court terme de l'entreprise et l'appréciation des rapports de cette dernière avec son environnement extérieur alors que dans le second cas, il devra porter un intérêt supplémentaire lié à la dimension du projet d'investissement à financer, à sa rentabilité et à son impact sur l'environnement dans lequel l'entreprise évolue.

Ce n'est qu'au terme de cette étude approfondie que le banquier décide de faire bénéficier son client de l'aide financière de la banque ou pas.

Dans cette deuxième partie, nous essayerons de présenter la démarche empruntée par le banquier en matière de montage, d'étude et de gestion des dossiers de crédit. Ainsi notre travail sera réparti comme suit :

- Un premier chapitre intitulé : « Montage d'un dossier de crédit d'exploitation » ;
- Un deuxième chapitre intitulé : « Montage d'un dossier de crédit d'investissement » ;
- Un troisième chapitre intitulé : « Montage d'un dossier de crédit aux particuliers » ;
- Un quatrième chapitre intitulé : « Mise en place du crédit » ;
- Le dernier chapitre est : « La gestion du contentieux ».

CHAPITRE I

MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'EXPLOITATION

Pour fabriquer, l'entreprise doit faire face à des crédits, telles que les salaires, les achats de matières premières, payer des impôts...etc. Cependant, l'écoulement de ses produits fait renflouer sa caisse.

Mais il est clair que les rentrées de fonds n'équilibrent pas nécessairement et à chaque instant, les sorties de fonds, parfois les recettes l'emportent sur les dépenses et les caisses sont abondamment garnies. D'autres jours au contraire, les décaissements l'emportent.

Or, l'entreprise doit faire face à des engagements et accomplir ses échéances, faute de quoi elle doit déposer son bilan.

Elle a donc besoins d'un soutien pour combler ses creux passagers de trésorerie. S'agissant ainsi de concours destinés à combler des creux d'un déséquilibre momentané entre les recettes et les dépenses, les concours demandés seront à court terme.

Toutefois, avant de prendre la décision de s'engager avec cette entreprise, le banquier est tenu de s'entourer d'un maximum d'informations susceptibles de lui donner une idée sur les compétences et les performances de l'entreprise d'une part, et sur l'honorabilité et la moralité de son client d'autre part.

Ainsi, le banquier est tenu de suivre un certain nombre de points constituant les étapes du montage d'un dossier de crédit d'exploitation. Ces étapes sont les suivantes :

- ☐ La constitution du dossier de crédit d'exploitation;
- ☐ L'identification du demandeur de crédit et de son environnement ;
- ☐ La classification du demandeur de crédit dans le cadre de la clientèle de la banque ;
- ☐ Le diagnostic économique et financier de l'entreprise postulante;

Section I

LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE CREDIT D'EXPLOITATION

Le dossier de crédit est constitué de documents juridiques, économiques, commerciaux, comptables, financiers, fiscaux et parafiscaux. Il est fonction de l'ancienneté de la relation du client avec sa banque, de la nature de son activité ainsi que du type du concours sollicité.

I.1.1. Une demande écrite de l'entreprise

Il s'agit d'une demande de crédit adressée au banquier et qui doit comporter un entête contenant toutes les références de l'entreprise. Elle doit être signée par les personnes habilitées à engager l'entreprise en matière de crédit (annexe 1)

La demande de crédit doit préciser la nature des concours sollicités, leur montant et leurs objets.

I.1.2. Les documents juridiques et administratifs :

Ils comprennent :

- ☐ Copie certifiée conforme du registre de commerce ;
- ☐ Copie certifiée conforme des statuts pour les sociétés ;
- ☐ Délibération des associés autorisant le gérant à contracter des emprunts bancaires, si cette disposition n'est pas prévue dans les statuts ;
- ☐ Copie certifiée conforme de l'acte de propriété ou du bail des locaux à usage professionnel.

I.1.3. Les documents comptables et financiers : ils comprennent :

- ☐ Les bilans et annexes clos des trois (03) dernières années. Dans le cas d'une ancienne relation, seul le dernier bilan est exigé. Le banquier devra veiller à :
 - Faire accompagner les bilans des sociétés de capitaux (SPA, SARL) du rapport des commissaires aux comptes et de la résolution de l'assemblée des actionnaires ;
 - Vérifier que les bilans des sociétés de personnes sont signés par un comptable agréé ;
 - Vérifier que les règles comptables prescrites par le plan comptable national (P.C.N) ont été respectées pour l'élaboration des documents comptables cités ci-dessus.
- ☐ Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôture de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage ;
- ☐ La situation comptable provisoire (actif passif, Tableau des comptes de résultat) pour les demandes introduites après le 30 juin ;
- ☐ Plan de trésorerie ;
- ☐ Bilan et TCR prévisionnels se rapportant à l'exercice à financer ;

I.1.4. Les documents économiques : ils comprennent :

- ☐ Le plan de production annuel ou pluriannuel ;
- ☐ Situation des marchés publics en cours de réalisation pour les entreprises du BTPH ;
- ☐ Plan des charges actualisées pour les entreprises du BTPH avec fiches signalétiques par marchés.

I.1.5. Les documents commerciaux : ils comprennent

- ☐ Décomposition du chiffre d'affaires (local et étranger) par produits et par marchés ;
- ☐ Décomposition des consommations des services extérieurs ;
- ☐ Planning prévisionnel des importations ;
- ☐ Carnet de commandes de la clientèle.

I.1.6. Les documents fiscaux et parafiscaux :

- ☐ Carte d'immatriculation fiscale ;
- ☐ Déclaration fiscale de l'année dernière ;
- ☐ Extraits de rôle apurés de moins de trois (03) mois ou notification d'un accord de rééchelonnement des dettes fiscales ;
- ☐ Attestation de mise à jour Caisse d'Assurance Sociale pour les Non salariés (CASNOS), de moins de trois (03) mois ou notification de rééchelonnements des dettes sociales ;
- ☐ Attestation de mise à jour Caisse Nationale d'Assurance Salariés (CNAS) ;
- ☐ Une attestation d'affiliation aux caisses de sécurité sociale pour les nouvelles affaires.

I.1.7. Le compte rendu de visite :

le compte rendu de visite fournit des informations complémentaires recueillies après la constatation de l'état de l'affaire visitée. Il a pour objectif, l'appréciation du degré d'authenticité des chiffres avancés par le client.

Nous tenons à préciser que pour une meilleure appréciation du risque lié à l'affaire, le banquier devrait s'intéresser aux éléments suivants :

- ☐ Le patrimoine de l'entreprise ;
- ☐ La réalité et le statut d'occupation des lieux ;
- ☐ La fonctionnalité des locaux ;
- ☐ L'état des installations (commodités, salubrité et sécurité) ;
- ☐ L'organisation des différentes fonctions (approvisionnement, stockage, production...etc.).

Remarque : Il est à noter qu'il n'y a pas de cadre strictement obligatoire pour le contenu du dossier. Le banquier peut exiger tout document jugé nécessaire et susceptible de lui fournir des informations utiles à son étude.

Section II

L'IDENTIFICATION DU DEMANDEUR DE CREDIT ET SON ENVIRONNEMENT

L'identification de l'entreprise demanderesse de crédit constitue un élément clé qui pèse lourdement sur la décision d'octroi ou de refus. Dans ce cadre, le banquier est tenu d'attacher une très grande importance à cet aspect de son étude, et par conséquent, il est amené à identifier l'entreprise en tant que qu'entité juridique et économique, la situer dans son environnement et ce après son analyse de son passé à travers son historique.

I.2.1. Historique de l'entreprise

Le banquier doit avoir une connaissance pure et parfaite du passé de l'entreprise. Cette dernière portera essentiellement sur l'ancienneté et l'expérience de l'entreprise dans son domaine d'activité, ses réussites dans le passé ainsi que ses échecs.

Il doit aussi s'intéresser à sa date de création, à la modification éventuelle de sa forme juridique, à l'évolution de son capital et tous les faits marquants qui ont caractérisé la vie de la relation.

1.2.2. L'entreprise : Entité Juridique

Les statuts de l'entreprise dans laquelle ses propriétaires évoluent définissent clairement le degré d'engagement et de responsabilité de ses derniers. Pour cet effet, la connaissance de la forme juridique de l'entreprise permet au banquier d'identifier le risque de non recouvrement des créances de l'entreprise en question.

Ainsi, l'entreprise au tant que entité juridique peut être une :

1.2.2.1 Entreprise individuelle (EURL)

Dans ce cas, l'exploitant individuel n'engage sa responsabilité qu'à concurrence des apports ; son patrimoine personnel ne peut faire l'objet de saisie par les créanciers même s'ils sont privilégiés.

Cependant, cette forme d'entreprise présente plus de risques pour le banquier du fait que son capital est très variable (capital = solde des versements et des retraits effectués par l'exploitant), et que les erreurs de gestion sont fréquentes. Pour cet effet, les banques se méfient de ce type de société et exigent par conséquent de plus en plus de l'associé unique des cautionnements personnels, ce qui contraint ce dernier à engager son patrimoine.

1.2.2.2 La société

Selon la responsabilité des associés, on peut distinguer entre sociétés de personnes et sociétés de capitaux.

• Sociétés de personnes

Il s'agit des sociétés au nom collectif (SNC) et des sociétés en commandite simple. Les associés sont engagés indéfiniment¹ et solidairement² sur leurs biens personnels. Ainsi, le banquier peut étendre son action jusqu'au patrimoine des associés puisque la responsabilité de ses derniers est illimitée.

• Sociétés de capitaux

Il s'agit des sociétés à responsabilités limitées (SARL), des sociétés par actions (SPA) et des sociétés en commandite par actions. Dans ce cas, la responsabilité des associés est limitée à concurrence de leurs apports.

1.2.3. L'entreprise : Entité Economique

1.2.3.1 les moyens mis en œuvre

L'entreprise est dite performante si elle dispose de moyens de production considérables et performants en l'occurrence les moyens humains, matériels et financiers. Ainsi, la connaissance de ces derniers permet au banquier de mieux cerner l'entreprise postulante dans le cadre concurrentiel.

¹. Indéfiniment : sur la totalité du patrimoine social et personnel.

². Solidairement : tout créancier peut demander à l'un des associés le paiement de la totalité de la créance, à charge pour l'associé mis en cause d'actionner ses associés.

1.2.3.2. Les moyens humains

La fonction : **Ressources Humaines** est une des fonctions les plus importantes dans toute entreprise. Pour cet effet, le banquier doit analyser cette dernière avec prudence tout en s'appuyant sur les points suivants :

- Le(s) dirigeant(s) : vu son rôle important qu'il joue dans la gestion de l'entreprise, le banquier doit s'interroger sur son niveau intellectuel, son expérience dans le domaine, les exploits qu'il a réalisés avec l'entreprise...etc.
- L'encadrement : le banquier doit avoir une idée sur l'organigramme de l'entreprise pour mieux cerner les tâches et les pouvoirs délégués pour chaque fonction.
- Le personnel : s'agissant de la main d'œuvre utilisée, le banquier doit s'interroger sur leurs qualifications, leurs savoir faire, la qualité du travail en équipe, l'entente entre les travailleurs d'âges et de milieux différents...etc.

1.2.3.3. Les moyens matériels

Les moyens matériels représentent l'ensemble des outils de production que l'entreprise possède et utilise pour la fabrication de ses produits en l'occurrence les équipements et installations, les locaux, les moyens de transports. Ainsi, l'importance de cet outil est saisie à travers certains paramètres, comme la capacité de production et son degré de production, la capacité de stockage (membres d'entrepôts, importance des aires de stockage), l'importance du réseau de distribution (points de vente, agences, représentations)...etc.

Le banquier doit aussi s'intéresser au degré d'amortissement de l'équipement de production et celui du renouvellement des investissements dont dispose l'entreprise.

1.2.3.4. Les moyens financiers

Les moyens financiers d'une entreprise sont essentiellement constitués des fonds propres et des concours accordés par les tiers. Le banquier doit mener une analyse approfondie sur ces ressources.

1.2.3.5. Le produit

Le produit constitue la justification économique de l'entreprise et conditionne même sa pérennité ou sa dégénérescence. Le banquier procède donc à une étude approfondie du produit, notamment sa position sur le marché, sa diversité, ses performances, sa qualité ainsi que son processus de fabrication.

Les points suivants constituent l'ensemble des interrogations sur lesquelles le travail du banquier doit porter :

- 9 Existe-il des produits concurrentiels sur le marché ?
- 9 Existe-il des produits de substitution ?
- 9 Les prix des produits de l'entreprise, sont-ils concurrentiels ?
- 9 Dans quel cycle de vie se situe le produit : lancement, croissance, maturité ou déclin ?

1.2.4. L'entreprise et son environnement

Loin de sa fonction principale et essentielle qui est la production de biens et des services, l'entreprise doit être vue comme une organisation complexe, créée et animée par des hommes, ouverte sur son environnement et qui est en interaction perpétuelle avec lui.

Pour cet effet, le milieu dans lequel évolue cette entreprise a un impact certain sur son activité et ses capacités futures de survie en milieu concurrentiel.

Par conséquent, le banquier doit analyser cette dernière dans toute sa diversité afin de mieux cerner le risque inhérent au crédit tout en s'appuyant sur les points suivants :

- L'environnement économique et social ;
- Le marché dans lequel l'entreprise évolue ;
- Les partenaires de l'entreprise ainsi que ses concurrents;
- Les perspectives de développement de cette entreprise dans ce milieu.

1.2.4.1 L'environnement économique

L'analyse de l'environnement économique comprend l'analyse du secteur économique ainsi que celle de la conjoncture économique.

1. L'analyse économique :

Un secteur économique comprend toutes les entreprises qui ont une même activité principale. Son étude est capitale puisque le secteur conditionne l'avenir même de l'entreprise. Par conséquent, le banquier, dans cette étude, doit chercher des réponses aux questions suivantes :

- ☐ Existe-il un leaders dans ce secteur ?
- ☐ Les concurrents de l'entreprise présentent-ils un risque important ?
- ☐ S'agit-il d'un secteur en expansion ou en récession ?

L'analyse de la conjoncture économique :

Elle joue, de plus en plus un rôle déterminant dans l'évolution actuelle de l'offre et de la demande. Elle constitue ainsi, un point crucial pour le développement de l'entreprise.

Le résultat de l'analyse de l'environnement économique est d'arriver à dire si dans les mois ou les années qui viennent, l'entreprise continuera à évoluer dans ce milieu économique toujours aussi favorable que celui qu'elle connaît ou si au contraire le milieu se détériore et des effets néfastes se répercuteront sur l'activité de l'entreprise.

1.2.4.2 L'environnement social

Parfois, le banquier est amené à consentir des crédits de plus en plus risqués pour éviter à une entreprise des difficultés susceptibles de poser de graves problèmes sociaux, tels que la compression d'effectifs, ou plus graves encore, la fermeture de l'usine et le licenciement général.

Le problème est de trouver le juste milieu, qui ferait que le financement de l'entreprise en difficultés le déboucherait pas pour la banque sur un non remboursement des crédits, et que l'arrêt ou la diminution des financements n'entraînerait pas de problèmes sociaux pour l'entreprise.

1.2.4.3 Le marché

Le marché est le lieu de rencontre et de confrontation entre une offre et une demande d'un bien ou d'un service qui permet de déterminer le prix d'échange (ou prix d'équilibre) de ce bien ou de ce service et les quantités qui seront échangées.

Les entreprises qui produisent le même bien ou service cherchent donc à satisfaire le même besoin. Elles sont donc en concurrence et s'adressent à la même clientèle sur un marché particulier.

De ce fait, le travail du banquier consiste à vérifier l'efficacité de la politique commerciale adaptée par l'entreprise en matière de prix, de qualité du produit, de réseaux de distribution, ainsi que les moyens de promotion par rapport aux concurrents.

1.2.4.4. Les partenaires

Le banquier détermine le degré de dépendance de l'entreprise tant au niveau de l'approvisionnement (fournisseurs) qu'au niveau de l'écoulement (clients).

- **Les fournisseurs :** les remarques à relever concernant les fournisseurs sont les suivantes :
 - . L'approvisionnement auprès de plusieurs fournisseurs limite le risque de perturbation dans la production suite à un problème auquel l'entreprise pourrait être confrontée avec l'un de ses fournisseurs ;
 - . Une entreprise se provisionnant de l'étranger risque de se trouver en situation de rupture de stocks et subir ainsi, des pertes suite à un règlement visant à limiter les impôts.

- **Les clients :** la clientèle nécessite de la part du banquier un traitement particulier à cause des risques auxquels l'entreprise peut se confronter. Ces risques sont les suivants :

o **Erosion du fonds de commerce :** il arrive que certains clients cessent d'entretenir des relations avec l'entreprise pour diverses raisons. Ceci entraîne, notamment lors du départ de l'un de ses clients stratégiques, une diminution de sa rentabilité à cause de la diminution de son chiffre d'affaires et l'augmentation des coûts unitaires de production. Cette situation peut être fatale pour l'entreprise si elle ne trouve pas de nouveaux débouchés pour ses produits.

o **Défauts de paiements :** pour préserver et améliorer la valeur de son fonds de commerce, notamment sa clientèle, l'entreprise est tenue d'accorder des délais de paiements à ses clients. Elle court, dès lors, le risque de non paiements à échéance.

La meilleure garantie contre ces deux risques réside dans une bonne division des risques, c'est-à-dire la diversification des clients. Pratiquement, le risque ne commence à être sensible que lorsqu'un client représente 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

1.2.4.5 Les concurrents

Dans son approche concurrentielle, le banquier devra porter son intérêt sur le nombre et l'importance des concurrents, en déterminant leurs parts de marché, leurs capacités de production et la qualité de leurs produits. Il devra s'intéresser aux prix qu'ils pratiquent et aux conditions de vente qu'ils proposent.

1.2.4.6 Les perspectives du développement

Chaque entreprise vise, dans le cadre de sa stratégie, des objectifs précis à atteindre pour le développement de son activité.

Ceci, conduira le banquier à faire une étude aussi bien, sur l'activité passée que sur l'activité prévisionnelle, pour essayer de déceler les problèmes rencontrés et se pouvant entraver la bonne marche du processus de développement lancé par l'entreprise. Cette étude aura comme principal indice l'évolution à travers les années du chiffre d'affaires et celle de la valeur ajoutée.

Section III

LA CLASSIFICATION DE LA CLIENTELE

Donner crédit c'est faire confiance. Cette confiance naît au fil des relations qui se tissent entre le banquier et son client. L'étude de toute relation entre le banquier et son client vise deux objectifs principaux :

- ☐ Faire sortir les éléments qui caractérisent cette relation ;
- ☐ Connaître la manière de gérer les moyens de paiement du client à travers l'évolution de son compte courant.

Ainsi, pour obtenir des informations concernant sa clientèle, le banquier peut recourir à plusieurs sources d'informations. Il peut compter sur :

- Ses confrères pour obtenir des renseignements liés aux clients domiciliés chez eux (renseignements commerciaux).
- Les centrales de la Banque d'Algérie, à savoir *La Centrale des Impayés* (Informations sur les incidents de paiements), *la Centrale des Risques* (Informations sur les crédits accordés par les banques) et *la Centrale des Bilans* (Informations comptables et financières sur les entreprises).

Pour apprécier la nature de la relation qui le lie avec son client, et pour mieux classer sa clientèle, le banquier doit analyser les points suivants :

- o *Historique de la relation ;*
- o *Mouvements d'affaires confiés ;*
- o *Le niveau d'utilisation des concours autorisés ;*
- o *Incidents de paiement.*

I.3.1. L'historique de la relation

Il faut faire la distinction entre gros clients et clients ordinaires. Toutes ces informations peuvent être recueillies en consultant l'historique du compte qui enregistre toutes les transactions effectuées par le client, par le biais de son compte courant. Il faut aussi consulter le fichier contentieux du client pour se renseigner sur les éventuels problèmes qu'il a pu connaître et ce pendant toute la durée de fonctionnement de son compte.

I.3.2. Les mouvements d'affaires confiés

Le compte courant du client doit normalement retracer tous les mouvements d'affaires liés à l'activité du client. Fort de sa constatation, le banquier procédera à une comparaison entre les recettes enregistrées dans le compte et le chiffre d'affaires déclaré notamment par le calcul du rapport :

Mouvements confiés nets / Chiffre d'affaire déclaré

Remarque :

- o Les mouvements confiés représentent la somme des : versements, virements reçus et les remises de chèques et des effets ;
- o Les mouvements confiés nets représentent les mouvements confiés bruts desquels nous soustrayons les crédits mobilisables impayés sur escompte et des dépôts sur opérations de commerce extérieur.

Suivant ce rapport, trois situations peuvent se présenter :

1. **Mouvement confié = CA déclaré** : c'est la situation idéale puisqu'il y a une centralisation intégrale du chiffre d'affaires du client au sein de l'agence ;
2. **Mouvement confié < CA déclaré** : il s'agit d'une fausse déclaration du CA (CA fictif) ou d'une non centralisation du CA, c'est-à-dire que le client détient d'autres comptes auprès d'autres banques, ou encore le client réalise des transactions en espèce ;
3. **Mouvement confié > CA déclaré** : il s'agit d'une fausse déclaration du CA (diminuer le CA pour fuir au fisc), ou d'une réalisation d'opérations hors exploitation.

Remarque : les banques exigent souvent aux clients bénéficiaires d'un crédit bancaire de centraliser leurs chiffres d'affaires chez elles.

1.3.3. Le Niveau d'utilisation des concours autorisés

Le banquier doit suivre et contrôler impérativement, et avec rigueur, toute utilisation de crédit faite par tout client bénéficiant d'un ou plusieurs crédits, et cela pour veiller à ce qu'il n'y ait pas un détournement de l'objet de ces derniers ou de dépassement de leurs plafonds.

Ce contrôle se fait à travers les positions décadaires, qui font apparaître comment le crédit a été utilisé en terme de plafonds s'il agissait d'un découvert, et en terme de cote en cas d'un escompte.

Le banquier doit faire également comparer le montant de crédit demandé et l'utilisation de ce montant. Ainsi, nous pouvons rencontrer trois cas possibles :

- ☐ La demande de crédit égale le montant d'utilisation de ce dernier : cela signifie que le client est un grand débiteur et un grand consommateur ;
- ☐ La demande est supérieure à l'utilisation : il s'agit d'un comportement rationnel du client ;
- ☐ La demande est inférieure à l'utilisation : il y a une irrégularité dans l'utilisation puisqu'il dépasse le montant autorisé.

1.3.4. Les incidents de paiements

Pour apprécier la moralité et le sérieux de son client, le banquier doit vérifier si celui-ci n'a pas fait l'objet d'un incident de paiements, qui concerne les émissions de chèques sans provision, le non paiement d'une traite à échéance ou encore le non paiement d'une dette privilégiée, généralement sanctionné par un avis à tiers détenteur ou une saisie-arrêt.

1.3.4.1 L'Avis à Tiers Détenteur (ATD)

L'ATD est une demande de blocage du compte du client émanant des inspections des contributions diverses ou des inspections des domaines. Il est émis à l'encontre des redevables n'ayant pas payé leurs contributions.

I.3.4.2 La Saisie Arrêt

La saisie arrêt est la procédure par laquelle un créancier dit « *saisissant* » fait défense à une tierce personne dite « *tierce saisie* » (banque), de se dessaisir des sommes ou dépôts qu'elle devrait au débiteur du saisissant dit « *saisi* ». Elle peut être bancaire ou judiciaire.

Comme pour les ATD, le banquier est tenu de vérifier si son client n'a pas fait l'objet d'une saisie arrêt afin d'apprécier son honorabilité vis-à-vis de ses créanciers. Ces incidents peuvent remettre en cause la confiance du banquier en son client.

Section IV

LE DIAGNOSTIC ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ENTREPRISE POSTULANTE

Après avoir identifier le client et l'environnement dans lequel il évolue, le banquier procède à la prochaine étape qu'est : l'analyse et le diagnostic financier d'une entreprise.

Avant de présenter les différentes étapes qui composent l'analyse financier, nous avons jugé important de commencer par la définir ; et cela comme suit :

« l'analyse financière est un ensemble de méthodes et de concepts qui permettent de quelle mesure une entreprise est assurée de maintenir son équilibre financier, moyen et long terme, et donc de porter un jugement sur ces perspectives d'avenir.

L'analyse financière est menée à partir de documents comptables de synthèses publiés par l'entreprise au cours des trois ou cinq dernières années : bilans, comptes de résultat, et d'autres renseignements à caractère industriel, commercial, économiques, juridiques, comptables financiers que l'on peut réunir tant sur l'entreprise étudiée que sur ses concurrents et ses clients et ses fournisseurs (annexes) ».

L'analyse financière se base donc sur l'analyse de la situation passée d'une entreprise pour lui donner des éléments lui permettant d'améliorer sa situation future.

Ainsi, le banquier doit suivre lors de son diagnostic, deux principales étapes qui sont :

- L'Analyse rétrospective : qui comporte :
 - L'Analyse financière statique de l'entreprise ;
 - L'Analyse dynamique de l'entreprise.
- L'Analyse prospective ou prévisionnelle.

Celles-ci sont les deux principaux axes que nous allons aborder dans ce présent chapitre.

I.4.1. Analyse rétrospective :

L'analyse rétrospective concerne l'évolution de l'activité de l'entreprise durant les trois dernières années (généralement). Elle est menée sur la base des données réelles matérialisées par les bilans, les TCR et les états annexes. Ces documents sont établis par la comptabilité de l'entreprise et certifiés par les commissaires aux comptes.

Lors de cette analyse, le banquier essaye d'étudier la santé financière de l'entreprise face à deux situations différentes :

¹ Voir inf page 87 ;

² CONSO.P, Dictionnaire de gestion financière, 3eme édition, Dunod, Paris, 1984.

- 9 L'une est une situation où l'entreprise est mise en une situation similaire à une situation de liquidation, ainsi l'objectif de cette étape est d'évaluer les capacités de l'entreprise de faire face à ses engagements à court, moyen ou long terme qu'elle a entrepris auparavant; c'est l'analyse financière statique : établissement et appréciation du bilan financier.
- 9 L'autre est une situation où l'entreprise est en continuité, dans ce cas de figure le banquier se met à la place du dirigeant de l'entreprise afin de bien cerner les flux financiers résultants de l'activité de l'entreprise ainsi que les politiques entreprises par cette dernière lors des exercices précédents ; c'est l'analyse dynamique : établissement des tableaux de flux financiers et appréciation de ces derniers.

1.4.2. Analyse statique de l'entreprise :

L'objectif principal de cette analyse est de diagnostiquer de prêt la santé financière de l'entreprise à savoir son équilibre financier, ses degrés de solvabilité et de liquidité.

Pour cela, cette dernière comporte un certain nombre de phases à suivre à savoir :

- ☐ Elaboration et appréciation du bilan financier ;
- ☐ Retraitement du tableau des comptes de résultat et évaluation des soldes intermédiaires de gestion (SIG) ;
- ☐ Analyse de la structure financière de l'entreprise.

1.4.2.1 Elaboration et présentation du bilan financier :

Le bilan est défini comme étant un Etat de synthèse établi à la fin de chaque exercice pour décrire la situation patrimoniale d'une entreprise. De ce point de vue, le bilan propose donc une présentation structurée des avoirs et des dettes d'une entreprise.

Ce dernier représente un support privilégié pour l'analyste financier désirant dresser un diagnostic financier de l'entreprise. Toutefois, les normes et règles auxquelles son élaboration est astreinte, lui donnent une représentation qui ne reflète pas correctement la réalité économique de l'entreprise.

La solution sera alors de retraiter méthodiquement le bilan comptable en fonction des objectifs du banquier, à savoir connaître la structure et le niveau de liquidité, de solvabilité et de rentabilité de l'entreprise. Ce retraitement implique la prise en compte de certains éléments ignorés dans le bilan comptable, le retranchement d'autres éléments susceptibles de fausser l'image de l'entreprise, le reclassement de valeurs corrigées figurant au bilan comptable dans un optique répondant aux exigences de l'analyste et la réévaluation de certains postes. Le résultat de toutes ces opérations donnera naissance au *bilan financier*

Le bilan financier doit permettre de renseigner les actionnaires et les tiers (notamment les prêteurs) quant à la solvabilité de l'entreprise et surtout quant à sa liquidité financière.

Les postes du bilan financier sont classés selon un ordre de liquidité croissante de l'actif et d'exigibilité croissante du passif :

- ^a L'actif est subdivisé en deux grands compartiments : *l'actif à plus d'un an ou actif immobilisé* et *l'actif moins d'un an ou actif circulant*

- a Le passif comportera également deux parties distinctes : *le passif à plus d'un an ou capitaux permanents et le passif à moins d'un an ou dettes à court terme.*

ACTIF	PASSIF
Actif immobilisé (à +1 an)	Capitaux permanents (à + 1 an)
Actif circulant (à - 1 an)	Dettes à court terme (à - 1 an)

Présentation synthétique d'un bilan financier

Le passage du bilan comptable au bilan financier nécessite un certain nombre de points à suivre, qui sont :

- ☐ Traitement des non-valeurs ;
- ☐ Réintégration des éléments hors bilan ;
- ☐ Reclassement de certains postes suivant l'optique statique ;
- ☐ Réévaluation de certains postes du bilan ;
- ☐ Finalisation du bilan financier.

1. Traitement des non-valeurs :

Il s'agit de certains postes inscrits à l'actif de l'entreprise mais qui n'ont aucune valeur vénale (valeur de revente). Autrement dit, ceux sont des éléments de l'actif qui ne constituent pas proprement parler des valeurs d'actif (actif fictif). Ces non-valeurs comportent :

- ☐ Les frais préliminaires (frais d'établissement de l'entreprise ainsi que les frais de recherche) ;
- ☐ Les avances d'exploitation ; elles comportent :
 - . Les frais pratiquement irrécouvrables par l'entreprise (comme c'est le cas pour les avances au personnel) ;
 - . Les frais comptabilisés d'avance : travaillant suivant une approche liquidative et par principe de prudence, l'analyste financier préfère les loger en actif sans valeur.
 - . Les dépenses en attente d'affectation : elles représentent des dépenses dont l'affectation est ignorée, le principe de prudence de l'analyste fait que ce dernier les loge en actif sans valeur (considérées comme charges).
- ☐ Le capital souscrit non appelé ;
- ☐ Les primes de remboursement des obligations : c'est la différence entre le montant de remboursement de l'obligation ¹ et son nominal que l'entreprise considère comme étant une charge ;
- ☐ L'écart de conversion actif : c'est la différence entre le montant d'un bien ou d'un service (libellé en monnaie étrangère) constaté au moment de la signature du contrat et celui au moment du paiement. Cette différence a un caractère potentiel, c'est un élément fictif du bilan de l'entreprise ;
- ☐ Le résultat négatif de l'exercice précédant.

¹ Titre de créance négociable (nominatif) ou au porteur, représentant une partie d'un emprunt à long terme dit obligataire.

2. Réintégration des éléments hors bilan :

Il s'agit d'éléments qui sont comptablement inscrits en hors bilan, et qu'il est impératif de réintégrer dans le bilan financier afin de refléter l'image réelle du patrimoine de l'entreprise.

Les éléments qu'il faudra réintégrer sont : Les effets escomptés non échus et les biens acquis en crédit bail.

A) Les effets escomptés non échus :

Toutes les entreprises accordent des crédits de paiement à leurs clients, cette créance est souvent matérialisée par des effets de commerce. Lors de l'escompte de ces derniers, le poste "effets à recevoir" diminue et du même montant le poste "banque" augmente.

Comme le risque d'impayé auquel l'entreprise serait confrontée subsiste jusqu'au règlement de ces effets et que l'entreprise reste solidairement responsable du défaut de paiement, il convient donc, de les réintégrer comme suit :

- *A l'actif* en les ajoutant aux créances sur clients (effets à recevoir) ;
- *Au passif* ils viennent en augmentation des avances bancaires.

B) Les biens acquis en crédit bail :

Le crédit-bail est un contrat de location d'un bien avec option d'achat au terme du contrat. Juridiquement, l'entreprise n'est pas propriétaire des actifs financés par crédit-bail. Mais économiquement, il s'agit le plus souvent d'immobilisations productives dont le financement est assimilable à un emprunt.

Le retraitement est donc le suivant :

- *A l'actif* on intègre ces biens à l'actif immobilisé pour leur valeur brute au contrat ; les amortissements de ces biens sont ajoutés à ceux de l'actif ;
- *Au passif* le solde (valeur brute moins amortissements cumulés) sera ajouté au dettes à long moyen terme pour figurer en emprunt.

Remarque :

- L'annuité du crédit bail est une charge et non pas une dette à court terme, pour cela on note l'absence de tombée d'échéance.
- Pour la dernière année de location, l'immobilisation acquise par crédit bail sera inscrite au compte : « *équipements de production* » pour un montant de 1DA, si bien sur l'entreprise accepte l'option d'achat.

5. Reclassement de certains postes suivant optique statique :

Après avoir effectué les deux premières étapes du processus d'établissement du bilan financier, le banquier procède au reclassement de certains postes du bilan (suivant une optique statique) et cela afin de mieux visionner la situation économique financière de l'entreprise.

Les reclassements généralement opérés sont les suivants :

A. A l'actif

i. *Reclassement des valeurs incorporelles :*

Ce compte concerne en particulier le fonds de commerce, licences et brevets achetés, ces derniers sont considérés comme des investissements, de ce fait, le compte sera logé en valeurs immobilisées.

Reclassement des équipements de production :

Ils sont classés en valeurs immobilisées, à condition que :

- 9 Il ait une existence physique du bien ;
- 9 Le bien, s'il est évalué puisse au moins servir pendant les trois années suivantes.

ii. *Reclassement des investissements en cours :*

Ce compte n'est ni amortissable ni productif, il est mouvementé dans le cas où l'entreprise prépare la réalisation d'un investissement dont le montant est très important.

La valeur de ce compte sera logée dans les autres valeurs immobilisées, puisqu'elle représente un investissement qui sera prochainement réalisé.

iii. *Reclassement des stocks :*

Le stock outil est un stock incompressible dû à des contraintes externes (approvisionnement incertain) ou internes (lenteur du processus de production) à l'entreprise. Le niveau des stocks ne baisse alors jamais en dessous de ce seuil. Pour cette raison le montant du stock outil doit être diminué du montant des stocks mis en valeurs d'exploitation, pour être mis en autres valeurs immobilisées.

Le reste du montant de ce compte (stock) sera mis en valeurs d'exploitation, sauf indication contraire.

iv. *Reclassement des comptes débiteurs du passif :*

Ceux sont des comptes de régularisation des amortissements, leur valeur sera mise dans les valeurs réalisables hors exploitation.

v. *Reclassement des titres de participation :*

Les titres de participations sont des actions¹ ou des parts sociales que l'entreprise détient durablement pour contrôler une ou d'autres sociétés, ou y exercer une influence prépondérante. Cela concerne en générale les prises de participation sur les filiales².

Il seront classés dans la rubrique : autres valeurs immobilisées (puisqu'il sont détenus sur une période qui dépasse 1 an).

vi. *Reclassement des titres de placement :*

Les titres de placement sont des titres acquis à des fins de spéculation (à court terme), on les loge dans les valeurs réalisables hors exploitation (sauf indication contraire).

Si ces titres sont cotés en bourse, on les logera dans les valeurs disponibles.

vii. *Reclassement des prêts :*

Le compte prêt dépend de la durée de ce dernier ; si le prêt est à court terme, on le classe dans les valeurs réalisables hors exploitation, sinon on le loge dans autres valeurs immobilisées.

¹ Titre délivré aux actionnaires d'une entreprise en contre partie de leurs apports, il matérialise en quelque sorte leurs droits. Elle peut être transférée ou bien négociée.

² Du point de vue fiscal, sont considérées comme filiales les sociétés dont la société mère détient plus de 10% du capital social.

viii. Reclassement des acomptes et avances sur investissement :

Les avances et acomptes sur investissement sont généralement donnés pour une durée avoisinant la durée de réalisation de l'investissement. Pour cette raison ils doivent, sauf contre indication, être diminués du montant des valeurs réalisables et être inscrits dans les autres valeurs immobilisées.

ix. Reclassement des cautionnements versés :

Ce compte concerne les loyers, son reclassement dépend de la durée de location. Il sera logé dans les valeurs réalisables hors exploitation si sa durée est inférieure à un an. Dans le cas contraire, on le met dans les autres valeurs immobilisées.

x. Reclassement des avances aux fournisseurs :

On tient à préciser que ce compte est mouvementé dans le cas où l'entreprise travaille avec un fournisseur en situation de monopole, puisque en général c'est le fournisseur qui octroie des crédits (délais de paiement).

Ce compte sera logé dans les valeurs réalisables hors exploitation.

xi. Reclassement des consignations versées :

Ce compte concerne les emballages récupérables empruntés par l'entreprise, et vu que la durée de l'emprunt ne doit pas dépasser un an, ce compte sera logé dans les valeurs réalisables hors exploitation.

xii. Reclassement des créances sur associés et sociétés apparentés :

Ce compte peut être mouvementé dans deux cas possibles, qui sont :

- Prêt aux associés ou aux filiales : la valeur de ce compte sera mise en autres valeurs immobilisées pour toute la durée du prêt sauf la dernière année où le montant restant sera logé en valeur réalisable hors exploitation. Le remboursement de ces prêts se fera par non prise de bénéfices.
- Création d'entreprise : il s'agit du cas où le capital est souscrit mais non appelé, pour cela la valeur de ce compte doit être traitée comme une non-valeur (voir le traitement des non valeurs).

xiii. Reclassement des avances pour compte :

Ce compte concerne la TVA à payer. En règle générale, le montant de ce compte est logé dans les valeurs réalisables hors exploitation puisque la TVA doit être réglée dans un très court délai.

Cependant, on note l'existence d'un cas particulier qui est la création d'entreprise pour lequel la valeur de ce compte sera classée en autres valeurs immobilisées. On peut expliquer cela par le fait que pendant cette période l'entreprise procède à plusieurs achats surtout ceux qui relèvent de l'investissement, ce qui va augmenter de plus en plus le compte TVA à payer et l'entreprise ne pourra pas combler cette dernière pendant un seul exercice.

Dans ce cas de figure, ce compte sera classé dans les autres valeurs immobilisées pendant les premières années d'exploitation.

xiv. Reclassement des frais comptabilisés d'avance et les dépenses en attente d'affectation :

Ces deux comptes représentent des actifs fictifs, et comme on l'a déjà vu, ils doivent être retranchés de l'actif de l'entreprise, et en contre partie ils diminueront les fonds propres de l'entreprise au niveau du passif.

xv. Reclassement des créances sur clientèle :

La partie des créances sur clientèle qui n'ont pas fait l'objet d'aucune provision sera classée dans les valeurs réalisables d'exploitation.

Par principe de prudence, la partie - des créances provisionnées – non provisionnée est logée dans les autres valeurs immobilisées.

xvi. Reclassement des créances matérialisées par des effets de commerce :

Les créances matérialisées par des effets de commerce sont inscrites dans les valeurs réalisables. Seulement, quand ces effets sont escomptables, leur valeur doit être diminuée du montant des valeurs réalisables et inscrite dans les valeurs disponibles à concurrence du plafond d'escompte.

B. Au passif

i. Reclassement des subventions d'investissement :

Les subventions sont des aides financières (donation) non remboursables accordées par les autorités compétentes aux entreprises publiques pour les soutenir financièrement dans leurs investissements, sous condition que cette donation ne soit pas distribuée (il est strictement interdit à toute entreprise de distribuer un bénéfice souscrit par l'Etat puisque ce dernier n'est pas le résultat de son activité).

Elles constituent alors un produit (enrichissement) pour l'entreprise qui sera soumis à l'Impôt sur le Bénéfice des Sociétés (IBS).

Pour illustrer le procédé de leurs reclassements, nous prendrons l'exemple d'une subvention pour le financement d'un investissement d'un montant de 10000 amortissable sur cinq (05) ans. Le taux IBS étant de trente pour cent (30%) ;

Le bilan de l'entreprise sera le suivant :

Actif	Passif
2000	14 : 10000

Le compte 2 est le compte d'investissement relatif au bien acquis ;

Le compte 14 est le compte subvention d'investissement accordée.

Remarques :

- Le compte 14 représente une donation, ce qui fait que son montant n'est pas remboursable ;
- Le compte 14 doit être soldé proportionnellement à la durée d'amortissement de l'équipement étant obligatoirement inférieure à 10 ans.

Chaque année, le compte 14 est débité à concurrence du 1/n du montant de ce dernier, par le crédit du compte 796 (compte produit : reprise des charges précédentes). Donc on aura l'état des comptes suivant :

14	796
2000 10000	2000

Nous tenons à préciser que le reclassement du compte 14 se fera sur la base du retraitement du compte 796. Autrement dit. Le banquier doit tous d'abord affecter la valeur du compte 796, ensuite multiplier cette affectation par le nombre d'année restant (puisque ce compte subira toujours le même retraitement pendant les 5 ans d'amortissement).

Le retraitement du compte 796 comptera :

- 70 % de la valeur de ce compte comme fonds propres ;

□ 30 % de la valeur de ce compte comme dettes à court terme (IBS).

Donc on aura le résultat suivant :

796 70 % FP : 1400.

2000

30 % DCT (IBS) : 600.

Comme cela a déjà été dit, le banquier procédera à la multiplication de ces valeurs par le nombre d'années restant et cela pour avoir l'affectation de l'ensemble du compte 14, et pour cela on aura les résultats suivants :

□ FP : 7000.

□ DCT : 600.

□ DLMT : 2400.

Remarque :

Les DLMT représentent les impôts (IBS) qui doivent être payés pendant les années à venir.

Ce qui suit est un petit tableau récapitulatif, qui montre l'ensemble des retraitements du poste 14 (subvention d'investissement¹) qui seront réalisés par le banquier pendant les 5 années d'amortissement du bien acquis.

<u>Années</u>	<u>Année 1</u>	<u>Année 2</u>	<u>Année 3</u>	<u>Année 4</u>	<u>Année 5</u>
<u>FP</u>	7000	5600	4200	2800	1400
<u>DLMT</u>	2400	1800	1200	600	0
<u>DCT</u>	600	600	600	600	0

mais celui d'un produit qui sera affecté en :

$\frac{3}{4}$ 70 % fonds propres (FP) ;

$\frac{3}{4}$ 30 % dettes à court terme.

La provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices est un compte que l'entreprise fait fonctionner quand elle compte réaliser un projet (investissement) dont les coûts sont importants.

Pour ne pas supporter ces charges pendant un seul exercice, l'entreprise répartit ces charges sur plusieurs exercices en créditant ce compte.

Le retraitement de ce compte se fait comme suit :

- ☐ Si la provision est constatée dans une année autre que celle de la réalisation du projet, la valeur du compte sera mise en dettes à moyen et long terme ;
- ☐ Si la provision est constatée l'année de réalisation du projet, la provision sera dans ce cas de figure logée dans les dettes à court terme.

iii. Reclassement des dettes à moyens et longs termes :

Le montant des dettes à moyens et long terme doit être diminué du montant des annuités payable l'année suivante et des obligations cautionnées dans l'échéance est à court terme. Le montant des annuités sera mis en dettes à court terme (dans la rubrique dettes hors exploitation), le montant des obligations cautionnées sera aussi mis dans les dettes à court terme (dans la rubrique dettes financières).

iv. Reclassement des dettes envers associés et sociétés apparentées :

Le montant des dettes sur associés et sociétés apparentées est logé dans le compte 55, ce dernier peut être libéré comme il peut être bloqué. Ce dernier est bloqué si les associés ont signé une LCAC¹ (lettre de cession d'antériorité de crédit).

Le compte étant bloqué pour une période supérieure à une année, ce dernier est logé dans les dettes à long ou moyen terme. Autrement, ce dernier est alors reclassé dans les dettes à court terme.

v. Reclassement du résultat en instance d'affectation et du résultat de l'exercice

Le montant du résultat en instance d'affectation doit être subdivisé selon les informations remises par le dirigeant de la firme au banquier. Dans le cas où il y a absence de ces derniers, le banquier le logera dans les fonds propres.

Pour le résultat de l'exercice, le banquier doit procéder à une comparaison entre les valeurs des comptes : fonds social (10), réserves (13), et le compte (18) résultat en instance d'affectation correspondants à deux années successives, afin d'étudier l'évolution de ces trois comptes.

Autrement dit, le compte (88) : résultat de l'exercice ne peut être affecté qu'en deux manières possibles : soit en fonds propres (résultat conservé) ou bien en dividendes à distribuer donc en dettes à court terme (dans la rubrique dettes hors exploitation).

Par conséquent, si le banquier note une évolution de ces trois postes, cette valeur correspond alors au montant du résultat conservé ; ce qui reste est forcément distribué (mis en dividendes).

Remarque : On cas d'absence d'information concernant l'affectation de ce compte concernant la dernière année de notre étude, le banquier logera directement le montant du compte dans les fonds propres de l'entreprise comme résultat conservé.

¹ Lettre signée par l'ensemble des associés de l'entreprise, dans laquelle ils s'engageront de ne pas retirer leur fonds ou Recevoir d'éventuels bénéfices sauf si le crédit est remboursé en totalité.

On a jugé important de donner un exemple afin de bien assimiler cette affectation.

Exemple soit une entreprise dont l'évolution des comptes 10, 13, 18 et 88 est présentée comme suit :

Année(1)	Année(2)	Année(3)	(2)-(1)	(3)-(2)		
<u>Fonds Social</u>	1000	2000	4000	+1000	+2000	
<u>Réserves</u>	500	100	1500	-400	+1400	
<u>RIA</u>	200	—	700	-200	+700	
<u>TOTAL</u>	1700	2100	6200	+400	+4100	
<u>Résultat de l'exercice</u>	700	3000	1000	—	—	

Commentaires :

- La variation des valeurs des comptes 10, 13, et 18 entre la première et la deuxième année fait qu'il y'a eu une augmentation des fonds propres de 400 sachant que le résultat est de 700, cela signifie qu'une partie du résultat de l'année (1) a été conservée (elle est égale à 400) ; le reste est donc automatiquement distribué.
- Pour la variation de ces comptes entre la deuxième et la troisième année, on note aussi une augmentation de 4100, avec un résultat de 3000 pour l'année (2), on constate donc que ce dernier a été conservé en totalité, en plus de cela il a eu une augmentation des fonds propres externe (nouvel apport).
- Pour la dernière année et puisqu'on ne dispose pas d'information, le résultat de l'exercice est directement affecté en fonds propres.

6. Réévaluation de certains postes du bilan :

Les réévaluations sont des techniques tendant à prendre en compte la dépréciation monétaire pour évaluer les biens qui constituent l'actif d'une entreprise.

Autrement dit, les réévaluations ont pour objet de limiter au maximum les distorsions pouvant exister entre la valeur comptable de certains postes de l'actif et leur valeur réelle.

Le banquier, agissant dans un optique liquidative, devra s'intéresser à la valeur réelle des éléments d'actif, il devra alors, tenir compte des plus ou moins-values¹ subies par les postes du bilan, car elles affectent directement la réalité du patrimoine de l'entreprise.

Nous tenons à préciser que toute plus-value constatée et déclarée par l'entreprise donne lieu à la naissance d'une dette fiscale exigible à court terme.

Les réévaluations déclarées par l'entreprise sont alors répercutées sur le bilan financier comme suit :

- ☐ **A l'actif** Augmentation de la valeur nette comptable de l'investissement (et dans certains cas du stock ou de la créance) du montant de la plus-value ou sa diminution dans le cas d'une moins-value ;
- ☐ **Au passif** Augmentation de la situation nette comptable du montant de la plus-value, diminuée des dettes fiscales qui figurent dans les dettes à court terme (dans le poste autres dettes), dans le

¹ On dit qu'il y a une plus-value si la différence entre la valeur vénale du bien et sa valeur comptable nette est supérieure à zéro, et vis versa.

cas d'une plus-value. Diminution de la situation nette pour le montant de la moins-value en cas de cette dernière.

7. Finalisation du bilan financier :

Après avoir présenté les quatre précédentes étapes relatives au reclassement du bilan financier, nous arrivons à la dernière étape de cette procédure qu'est le reclassement et la finalisation de ce dernier.

Dans cette dernière étape, nous allons détailler le bilan financier tout en présentant ces différents postes, leurs contenus ainsi que les normes auxquelles le banquier devrait se référer après chaque diagnostic financier.

A.A l'actif : celui-ci est scindé en deux (02) grandes masses :

i. L'actif immobilisé :

Appelé aussi *actif à plus d'un an*, il est lui-même subdivisé en deux (02) sous masses distinctes à savoir *les investissements* et *les autres valeurs immobilisées*. Sa norme est de 60 %, mais on aimerait bien que ce dernier tende vers 100 %.

- *Les investissements* : ils sont aussi appelés *valeurs immobilisées nettes (VIN)*, regroupent les immobilisations corrigées, desquelles sont déduites les immobilisations jugées cessibles à moins d'un an ;
- *Les autres valeurs immobilisées (AVI)* : ce poste regroupe les valeurs imparfaitement liquides ou comprenant un doute quant à leur réalisation à court terme. Il s'agit principalement des stocks outils, des créances provisionnées, des titres de participation, de la partie figée (qui est resté fixe au fil des années) des consignations versées, des avances et acomptes sur investissement, du montant figé des dépôts et cautionnements, des créances sur sociétés apparentées et de la valeur de l'équipement acquis en crédit-bail.

On tient à préciser que les normes de ces deux masses sont respectivement 95 % et 5 % mais l'idéale est que les investissements augmentent au détriment des autres valeurs immobilisées.

On peut expliquer cette préférence comme suit :

La masse *autres valeurs immobilisées* est constituée essentiellement des comptes de la classe 03 (stock) et ceux de la classe 04 (créances), ainsi une augmentation des valeurs de ces comptes (donc une augmentation relative de cette masse) est une preuve incontestable d'une lourdeur et d'un ralentissement de l'activité de l'entreprise (mauvaise gestion des stocks et difficulté dans l'écoulement des produits).

ii. L'actif circulant :

il aussi appelé *actif à moins d'un an*, sa norme est de 40 %, mais il est souhaitable que cette masse tende vers zéro ce qui prouvera une rapidité de l'activité de l'entreprise. Ce dernier est subdivisé en trois (03) postes à savoir : *les valeurs d'exploitation*, *les valeurs réalisables* et *les valeurs disponibles*.

- *Les valeurs d'exploitations (VEP)* : ce poste comprend les stocks de matières premières, de produits semi ouverts et de produits finis, diminués du montant des stocks-outils (c'est le stock flottant¹) ;
- *Les valeurs réalisables (VR)* : il s'agit des créances à court terme détenues par l'entreprise sur les tiers, ce poste est lui-même subdivisé en deux parties :

¹ Stock flottant = stock total – stock outil.

- 9 **Les valeurs réalisables d'exploitation** : elles représentent des créances nées à partir de l'exploitation de l'entreprise ; elles comportent : les créances sur clients non provisionnées ; les effets escomptés non échus (EENE) et les effets à recouvrer.
- 9 **Les valeurs réalisables hors exploitation** : ce sont des créances qui n'ont pas de rapport primaire avec l'activité de l'entreprise, elles comportent : les titres de placement (s'il ne sont pas cotés en bourse), les prêts et les cautionnements versés (à moins d'un an), les avances aux fournisseurs, les consignations versés, les prêts aux filiales (correspondant à la dernière année) ainsi que les avances pour compte.
- **Les valeurs disponibles** : il s'agit du poste le plus liquide de l'actif. Il comprend les disponibilités (banque, caisse, CCP...), les effets escomptables, les chèques à encaisser et les valeurs mobilières de placement cessibles à très court terme.

Les normes de cette masse (actif circulant) sont les suivantes : 50% pour les valeurs d'exploitation, 50% pour les valeurs réalisables et donc un pourcentage de 0% pour les disponibilités.

D'année en année, on aimerait bien que les valeurs réalisables augmentent (tendent à 100%), et par conséquent une diminution des valeurs d'exploitation puisque une augmentation de ces dernières est un élément significatif d'un alourdissement de l'activité de l'entreprise (production non écoulee) qui va relativement affecter les AVI qui seront de plus en plus importants ce qui est nocif pour l'entreprise.

B. Au passif :

Tout comme pour l'actif, le passif regroupe deux grandes masses, à savoir :

i. Les capitaux permanents :

C'est l'ensemble des ressources stables ou permanentes dont dispose une firme pour financer ses actifs, On distingue des capitaux permanents :

- **Les capitaux propres** : Ceux-ci incluent le fonds social ou personnel, les différentes réserves, la part du résultat en instance d'affectation (RIA) et du résultat de l'exercice à plus d'un an (résultat conservé), le report à nouveau et les produits liés à une provision pour perte probable non justifiée, à un écart de réévaluation ou alors à une subvention d'investissement (70% du montant si l'IRG est fixé à 30%). La rubrique : actif sans valeur vient en diminution de ce poste ;
- **Les dettes à moyen et long terme (DLMT)** : Il s'agit des dettes contractées dont le remboursement intervient dans un délai dépassant une année. Ce poste est composé :
- Du montant des dettes d'investissement diminué de l'annuité à payer l'année suivante ;
 - Du montant du crédit-bail non encore remboursé diminué de la prochaine annuité ;
 - Du montant des impôts latents (payables à plus d'un (01) an) relatifs à une réévaluation ou à une subvention d'investissement ;
 - Du montant latent des provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (diminué de la charge à supporter l'exercice suivant) ;

- Du montant de toute autre dette jugée à moyen ou long terme (notamment le compte courant des associés lorsqu'il frappé d'une lettre de cession d'antériorité de créance).

ii. Les dettes à court terme (DCT) :

Elles représentent des dettes que l'entreprise a contractées dont l'exigibilité est à court terme. Ce poste est réparti en trois parties à savoir: *les dettes d'exploitation, les dettes hors exploitation et les dettes financières.*

- **Les DCT d'exploitation** : Cette rubrique comprend l'ensemble des dettes à court terme non bancaires relatives à l'activité intrinsèque de l'entreprise. Ce poste comprend uniquement trois rubriques qui sont : les dettes de stock (fournisseur et facture à recevoir), les effets à recevoir, les avances et acomptes reçus de la clientèle ;
- **Les dettes hors exploitation** : Cette rubrique comprend l'ensemble des dettes fiscales et parafiscales dont l'échéance est à court terme. Nous citerons dans ce cadre : les prochaines annuités des dettes à long et moyen terme y compris celle du crédit-bail, le compte courant des associés non bloqué, les dividendes, les détentions pour compte, le montant des provisions pour pertes probables dont la réalisation est jugée certaine, les impôts payables à court terme relatifs à une réévaluation, à une subvention d'investissement ou alors à une provision pour perte probable jugée sans fondement (à caractère de réserve)...etc.
- **Les dettes financières** : elles représentent l'ensemble des concours bancaires dont l'échéance est à court terme. Nous citerons dans ce cadre : les avances bancaires (découvert, facilité de caisse, et crédit de compagne), les obligations cautionnées ainsi que les effets escomptés non échus (EENE).

Notons que les normes de ces postes sont respectivement 50%, 50%, et 0%, mais d'années en années il est préférable que les dettes d'exploitation atteignent les 100% puisqu'elles représentent des délais de paiement que l'entreprise détient gratuitement, alors que les dettes financières sont des dettes très coûteuses et leur diminution est un élément favorable pour la firme. Concernant les dettes hors exploitation, notons que ces dernières sont principalement constituées de dettes fiscales et parafiscales qui peuvent facilement bloquer l'activité de l'entreprise en cas de défaut de règlement ; par conséquent leur diminution est un élément positif pour l'entreprise.

C. Aperçu d'un bilan financier

Le schéma suivant permet d'illustrer les différentes rubriques d'un bilan financier.

ACTIF		PASSIF	
Actif immobilisé	Valeurs immobilisées nettes	Capitaux permanents	Capitaux propres
	Autres valeurs immobilisées		Dettes à long et moyen terme
Actif circulant	Valeurs d'exploitation	Dettes à court terme	Dettes d'exploitation
	Valeurs réalisables : • VR d'exploitation • VR hors exploitation		Dettes hors exploitation
	Valeurs disponibles		Dettes financières

1.4.2.2. Retraitement du tableau de compte de résultat et diagnostic des soldes intermédiaires de gestion (SIG):

Contrairement au bilan comptable qui indique à son passif (dans les capitaux propres) le résultat de l'exercice en tant que facteur d'enrichissement ou d'appauvrissement du patrimoine, il n'en décrit pas l'origine. Le tableau des comptes de résultat (TCR) récapitule les charges et les produits classés par nature afin d'expliquer la formation du résultat.

Le compte de résultat est un **document dynamique**¹ qui présente la synthèse des produits et des charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement. Il fait apparaître, par différence entre les produits et les charges, le résultat (le bénéfice ou la perte) de l'exercice.

Ce dernier est un indicateur limité pour apprécier les performances économiques et financières globale de l'entreprise ; autrement dit une simple analyse des soldes des comptes du TCR n'est qu'un diagnostic superficiel de la situation de l'entreprise, pour cet effet ; il est indispensable de procéder à un ensemble de retraitements portant sur le TCR afin de déterminer les **Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)** qui représentent quant à eux des éléments qui contribuent à la formation du résultat.

L'analyse du TCR par le biais des SIG est un diagnostic financier qui nous permet de dissocier tout élément :

- 9 qui relève de l'activité normale d'une entreprise (son cycle d'exploitation) ;
- 9 qui résulte de son mode de financement : l'endettement a une incidence sur le résultat par le biais des charges financières (paiement des intérêts) ;
- 9 qui est dû à des opérations exceptionnels : qui ne vont pas se renouveler dans le futur et qui sont indépendantes de l'activité propre de l'entreprise.

1. Retraitement à effectuer sur le TCR :

Tout comme pour le bilan comptable, le TCR doit subir certains retraitements destinés à refléter une situation plus proche de la réalité de l'entreprise. Cette étape est un préalable à l'appréciation des soldes intermédiaires de gestion.

Notons que les principaux retraitements concernent l'annuité de crédit-bail et les charges du personnel intérimaire.

A. Retraitement de l'annuité du crédit bail :

Les principes d'établissement du bilan financier considèrent que tout équipement acquis suite à une opération de crédit bail comme étant une propriété de l'entreprise : c'est un bien acquis par un emprunt bancaire. Il est donc rationnel que le même principe soit appliqué au TCR, ce qui fait qu'à la place du loyer (compte 62), des charges et des amortissements seront comptabilisés.

Autrement dit, l'annuité du crédit bail enregistrée dans le compte 62 (services) doit être ventilée en deux (02) parties distinctes :

- o La première comprendra l'amortissement annuel qu'aurait théoriquement pratiqué l'entreprise si l'équipement avait été acquis autrement que par le crédit bail ;
- o La deuxième concernera l'intérêt annuel constaté sous forme de frais financiers.

¹ Un document dynamique est un document qui retrace les différents flux d'entrée et de sortie d'une entreprise.

Ce retraitement aura pour effet l'augmentation de la valeur ajoutée d'un montant égal à l'annuité du crédit-bail et par conséquent, l'augmentation de la CAF¹ d'un montant égal à la part affectée aux amortissements.

B. Retraitement des charges du personnel intérimaire :

De point de vue économique, ce personnel a contribué à la constitution de la valeur ajoutée de la même façon que celui de l'entreprise. Le retraitement de ces frais consiste donc à déduire le montant de leur rémunération du compte 62 « service » et le réintégrer au compte 63 « frais du personnel ». Cette procédure aura pour effet l'augmentation du montant de la valeur ajoutée.

2. Analyse des soldes intermédiaires de gestion (SIG) :

Nous allons présenter dans ce présent volet les soldes intermédiaires de gestion les significatifs.

A. La Marge Brute :

Appelée aussi **Taux de Marge** ou bien **Marge Commerciale**, ce solde est un indicateur de gestion pour les entreprises commerciales, il représente la différence entre les ventes des marchandises et le coût d'achat de ces dernières accompagné des majorations : transport, droits de douanes,...et des minorités : remises, escomptes,...etc.

$$\text{Marge Brute} = \text{Vente de Marchandise} - \text{Coût d'Achat}$$

B. La Valeur Ajoutée :

Elle représente la richesse créée par l'entreprise, elle correspond à la production de l'entreprise augmentée de la marge brute moins les consommations externes.

La valeur ajoutée mesure le poids économique de l'entreprise et constitue le critère de taille le plus pertinent. Autrement dit ; **la Valeur Ajoutée** est plus significative que la notion de production puisqu'elle mesure la richesse réelle créée par l'entreprise du fait de son activité productive, et c'est grâce à ce supplément de valeur que l'entreprise va pouvoir rémunérer les différents acteurs qui ont contribué à sa production.

Cette répartition se fait au profit de six (06) acteurs qui sont :

- ☐ **L'entreprise** : sous la forme de capacité d'autofinancement (CAF) ;
- ☐ **Les apporteurs de capitaux internes (actionnaires)** : ayant participé dans la constitution des fonds propres de l'entreprise, ces derniers recevront en contre partie des rémunérations sous forme de dividendes distribués ;
- ☐ **Le personnel** : c'est un facteur de travail indispensable dont la rémunération est le salaire ;
- ☐ **L'Etat** : il n'intervient pas directement mais contribue de différentes manières à la production de l'entreprise (construction de routes, protection de la propriété privée et sécurité apportée par la police, la justice...). Il est rémunéré par les impôts et les taxes.
- ☐ **Les apporteurs de capitaux externes (Banques ou établissements financiers)** : qui prêtent à l'entreprise les moyens financiers nécessaires à son développement. Ils sont rémunérés par le biais des intérêts perçus sur les emprunts accordés.
- ☐ **Les équipements de production** : nous les considérons comme bénéficiaires d'une part de la valeur ajoutée qui servira à leur reconstitution, cette part est l'amortissement.

¹ Capacité d'autofinancement.

Sur le plan national : « La Valeur Ajoutée représente donc la richesse créée par l'entreprise à un niveau du pays, la somme des VA représente le PIB ¹ mais ce n'est pas un concept à la fois micro et macroéconomique »

Remarque Le pourcentage de la variation de la valeur ajoutée d'un exercice à autre est un bon indicateur de la croissance de l'entreprise.

C. L'Excédent Brut d'Exploitation :

l'EBE est ce qui reste de la valeur ajoutée après règlement des impôts et taxes et des charges du personnel.

Il est donc la ressource qu'obtient l'entreprise du seul fait de ses opérations d'exploitation. Il dépend des opérations de production et de commercialisation et de ce fait constitue un bon critère de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise.

$$EBE = VA - \text{Impôts et Taxes} - \text{Frais du Personnel}$$

D. Le Résultat d'Exploitation :

le résultat d'exploitation représente la combinaison du résultat généré par l'activité intrinsèque de l'entreprise et du résultat des opérations financières de l'entreprise. Il est calculé comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Le Résultat d'Exploitation} = & EBE + \text{autres produits de gestion courante} + \text{Les reprises} \\ & \text{provisions d'exploitation} + \text{Les transferts de charges d'exploitation} \\ & - \text{Les autres charges d'exploitation} - \text{Les dotations aux amortissements et provisions d'ex} \end{aligned}$$

Ce résultat est un bon indicateur de l'efficacité du mode de production d'une entreprise et est plus significatif que le résultat de l'exercice qui prend en compte des facteurs relatifs soit à des éléments exceptionnels, soit à la politique de financement suivie par une entreprise (à voir).

E. Le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) :

C'est le résultat de toutes les opérations courantes de l'entreprise, par opposition aux opérations exceptionnelles. Sa comparaison avec le solde précédent permet de mettre en évidence le poids des opérations financières. Il se calcule de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Le Résultat Courant Avant Impôts} = & \text{Résultat d'Exploitation} \\ & + \text{Produits financiers} \\ & - \text{Les charges financières.} \end{aligned}$$

Ce résultat mesure la performance industrielle et commerciale de l'entreprise indépendamment de sa politique financière.

Le résultat financier étant égal à la différence entre les produits financiers et les charges financières.

F. Le Résultat Net Comptable (RNC) ou résultat de l'exercice :

Le résultat net comptable est le solde final résultant de l'ensemble des charges et produits qui influent sur l'entreprise. Il se calcule de la manière suivante :

$$\begin{aligned} \text{Le Résultat Net Comptable} = & \text{RCAI} + \text{Les produits exceptionnels} - \text{les charges exceptionnelles} \\ & - \text{la participation des salariés} - \text{Impôts sur les bénéfices.} \end{aligned}$$

Le résultat exceptionnel étant égal à la différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

¹. La somme des VA des entreprises.

². Hervé HUTIN, « toute la finance d'entreprise en pratique », 2^{ème} édition, éditions d'organisation, Paris, 2003.

Notons qu'il y'a aussi un résultat avant imposition appelé **Résultat Brut**.

G. La Capacité d'Autofinancement (CAF) :

la capacité d'autofinancement est la ressource interne dégagée au cours de l'exercice par l'ensemble des opérations de gestion. Elle reprend le solde des produits et des charges qui ont une contre partie immédiate ou différée en caisse. Autrement dit, la CAF est la différence entre la somme des produits encaissables (y compris ceux déjà encaissés) et les charges décaissables (y compris celles qui sont déjà décaissées).

Cette dernière peut être calculée comme suit :

$$\text{CAF} = \text{Résultat de l'Exercice} + \text{Dotations aux amortissements et aux provisions} + \text{Dotations Exceptionnelles d'amortissements ou de provisions} + \text{Valeur résiduelle des Investissements} - \text{Détruits} - \text{Reprises de Provisions} - \text{Reprises de Subvention} - \text{Reprises d'Ecart de Réévaluation} - \text{Reprises Exceptionnelles} - \text{Produits de Cession}$$

H. L'Autofinancement :

il représente la partie de la capacité d'autofinancement non distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires et qui demeurera à la disposition de l'entreprise, ce dernier est calculé comme suit :

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes}$$

I. Le cash flow :

le cash flow est la somme de tous les encaissements (*inflow*) diminuée de tous les décaissements (*out flow*), qu'il s'agisse des entrées et des sorties de fonds provoquées par l'exploitation ou de celles correspondant à des investissements ou à des opérations financières. La notion précédente du cash flow correspond à celle mise en application aux Etats-Unis.

Pour ce présent volet, nous retenons la définition des cash flow suivants :

- ☐ **Le cash flow opérationnel** : il représente la capacité d'autofinancement diminuée de la variation du besoin en fonds de roulement.
- ☐ **Le cash flow d'investissement** : il représente la différence entre les produits liés à des cessions d'actifs et les formation brutes de capital fixes, sa formule de calcul est la suivante :

$$\text{Cash flow d'investissement} = \text{Produits de cessions d'actifs} - \text{Nouveaux investissements} - \text{Nouveaux investissements financiers} - \text{Autres nouveaux investissements.}$$

- ☐ **Le cash flow disponible** : il représente quant à lui la somme du cash flow opérationnel et le cash flow d'investissement.
- ☐ **Le cash flow de financement** : c'est la différence entre les nouveaux apports en fonds propres (y compris compte courant des associés bloqué) augmenté des nouveaux emprunts bancaires et financiers et les remboursements des dettes bancaires et financières augmentée des distribution des dividendes.
- ☐ **Le cash flow courant** : appelé aussi capacité d'autofinancement courante et qui correspond à la somme du cash flow de financement et le cash flow disponible.

Nous tenons à préciser que dans la conception Française, le cash flow représente uniquement la différence entre la somme des recettes et celle des charges relatives à l'exploitation.

Remarque :

Souvent confondu avec les SIG, le Chiffre d’Affaire peut être défini comme étant le montant des ventes de biens ou de prestations de service réalisées et facturées par l’entreprise au cours d’une période, et devant donner lieu à une entrée de trésorerie. A ce titre, le chiffre d’affaire comprend : la vente de marchandise (70), production vendue (71), et prestations fournies (74).

Cet agrégat représente un intérêt analytique certain, et plus particulièrement dans une perspective évolutive. En effet, sa variation nous renseigne sur les parts de marché obtenues ou perdues au fil des exercices. Cette variation sera appréciée par le rapport suivant :

$$\text{Taux de variation du C.A.H.T (année 2) - C.A.H.T (année 1)} \\ \text{C.A.H.T (année 1)}$$

Il est à préciser que ce dernier est un indicateur de l’activité externe. Son évolution s’apprécie au regard des variables du marketing

1.4.2.3. L’analyse de la structure financière de l’entreprise :

Après avoir effectué les différents retraitements sur le bilan ainsi que le tableau des comptes de résultat, élaboré le bilan financier et déterminé les soldes intermédiaires de gestion, nous arrivons dans cette présente étape à l’analyse de la situation financière de l’entreprise.

La situation financière de l’entreprise dépend de son aptitude à assurer en permanence sa solvabilité. Cette dernière résulte de l’opposition entre la liquidité des actifs qu’elle détient et l’exigibilité de son endettement.

Pour cela, nous avons opté pour une démarche qui s’appuie sur deux approches différentes mais complémentaires :

- 9 La première est une approche globale intitulée : *la méthode des masses*
- 9 La deuxième est une approche relative appelée : *la méthode des ratios*

1. La Méthode Des Masses Financières (Approche Globale)

Cette approche permet de mieux visualiser l’ensemble du profil financier de l’entreprise et de vérifier l’équilibre correct entre les masses significatives du bilan financier (investissement, financement et exploitation) afin d’apprécier l’équilibre financier de l’entreprise ainsi que sa solvabilité.

A. L’équilibre financier

Un des objectifs de l’analyse financière est la détermination de la nature de l’équilibre financier de l’entreprise, pour cet effet ; l’orthodoxie financière lui confère plusieurs définitions ; l’une d’elle reprend l’affectation cohérente des ressources à certaines échéances à des emplois de même échéance. Ainsi, l’entreprise doit financer ses actifs stables par des ressources longues, et allouer ses ressources à court terme aux besoins engendrés par l’actif circulant. Subséquemment, la confrontation des emplois et des ressources de même durée nous permet de diagnostiquer l’équilibre structurel de l’entreprise. Cette confrontation se fait par le calcul de trois (03) agrégats clés qui sont :

- ☐ Le fonds de roulement ;
- ☐ Le besoin en fonds de roulement ;
- ☐ La trésorerie ;

i. Le fonds de roulement (FR) :

La définition du fonds de roulement résulte du rapprochement entre les éléments d'actif les plus liquides et les éléments du passif les moins exigibles qui ne sont pas affectés au financement des éléments d'actif immobilisé ; par conséquent cet agrégat représente l'excédent des capitaux permanents sur les emplois stables. Autrement dit, c'est la partie des actifs circulants financés par les capitaux permanents.

Ce dernier peut être aussi défini comme étant une liquidité potentielle que l'entreprise détient pour faire face à ses actifs à moins d'un an qui ne sont pas couverts par une ressource de même échéance.

Cette grandeur peut être calculée de diverses manières :

Par le haut du bilan : $FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{actif immobilisé}$.

Par le bas du bilan : $FR = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à Court Terme}$.

Si l'on confond plus le fonds de roulement avec le fonds de roulement propre ou bien net, on trouve encore assez souvent l'expression fonds de roulement étranger . Pour cet effet nous avons jugé important de définir ces agrégats et de présenter leurs différents modes de calcul.

Le fonds de roulement net correspond à l'écart existant entre les fonds permanents et l'actif immobilisé ; ce dernier peut être calculé suivant deux manières différents :

Par le haut du bilan : $FRN = \text{Capitaux permanents} - \text{Actif immobilisé}$.

Par le bas du bilan : $FRN = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à court terme}$.

Appréciation du fonds de roulement net

- Le fonds de roulement net positif : L'entreprise, dans ce cas, en plus de financer entièrement ses immobilisations, dégage un excédent de capitaux à long terme destiné à financer son actif circulant.
- Le fonds de roulement net négatif : Celui-ci exprime, un déséquilibre dans la structure de financement de l'actif de l'entreprise. En effet, dans ce cas, les fonds permanents de l'entreprise ne suffisent pas pour financer l'ensemble de ses immobilisations, celle-ci se trouve obligée de financer la partie manquante par des ressources à court terme. De cette incompatibilité temporelle entre les ressources et les emplois résulte un très grand risque, car un simple ralentissement de l'actif circulant (mévente, non réalisation à temps des créances client...etc), peut mettre l'entreprise dans une situation fort indécise.
- Le fonds de roulement net nul : Dans cette très rare situation, les fonds permanents de l'entreprise couvrent exclusivement la totalité de ses immobilisations. Ainsi, la totalité des emplois est financée par des ressources temporellement équivalentes.

Le fonds de roulement brut (FRB) : C'est la notion la plus ancienne du fonds de roulement. Elle désigne l'actif circulant.

Le fonds de roulement propre (FRP) : Le fonds de roulement propre représente la part de l'actif immobilisé financé par les ressources propres à l'entreprise. Celui-ci peut être calculé de deux manières différentes :

$FRP = \text{Capitaux propres} - \text{Actif immobilisé}$;

$FRP = \text{Fonds de roulement net} - \text{Dettes à long et moyen terme}$.

Le fonds de roulement étranger (FRE) : Le fonds de roulement étranger, permet de connaître la part des immobilisations financée par les dettes à long et moyen terme. Il peut être calculé comme suit :

$$FRE = \text{Dettes à long et moyen terme} - \text{Actif immobilisé} ;$$

$$FRE = \text{Fonds de roulement net} - \text{Capitaux propres}.$$

Le fonds de roulement normatif : Le fonds de roulement normatif exprime l'écart existant entre les fonds permanents et l'actif immobilisé en nombre de jours de chiffre d'affaire hors taxes. Il est calculé comme suit :

$$FR \text{ normatif} = \text{Fonds de roulement net} \times 360 \text{ jours} / \text{CAHT}$$

Remarque : Nous tenons à préciser certains points relatifs au fonds de roulement de certaines entreprises :

- Les entreprises qui travaillent sur commande et ont un cycle d'exploitation long (construction naval, et aéronautique, bâtiments, travaux publics, métallurgie lourde, bien qu'elles bénéficient de crédits spécialisés, doivent disposer d'un fonds de roulement important ;
- Les entreprises saisonnières doivent disposer d'un fonds de roulement proportionnellement plus important que les entreprises non saisonnières car, même si elles peuvent bénéficier de crédit à court terme (crédits de trésorerie, de stock ou de compagne) elles doivent s'assurer une certaine marge de sécurité en consacrant des capitaux permanents au financement du cycle d'exploitation.

Dans une entreprise saisonnière, le fonds de roulement, calculé à un moment donné à partir du bilan, pourra paraître très élevé s'il est calculé en fin de saison, et au contraire insuffisant, voir négatif, s'il est calculé en pleine saison. En effet pendant une bonne partie de l'année, l'entreprise saisonnière est amenée à consommer son fonds de roulement pour acquérir des immobilisations, rembourser des dettes et couvrir des pertes d'exploitation et ne le reconstruire qu'en fin de saison, lorsqu'elle a encaissé le produit de ses ventes ;

- Les sociétés de service doivent aussi disposer d'un fonds de roulement important, car elles doivent souvent supporter un important portefeuille de créances sur leurs clients que les banques hésitent d'autant plus à financer qu'elles ne disposent pas d'actifs immobilisés ou de stocks importants ;
- Quant aux entreprises commerciales qui n'ont à financer que la part du stock qui n'est pas couverte par les délais fournisseurs, et les créances qu'elles ne transmettent pas à des établissements financiers (banques pour l'escompte), elles peuvent souvent se permettre d'avoir un fonds de roulement négatif.

ii. Le besoin en fonds de roulement (BFR) :

Le besoin en fonds de roulement représente l'écart existant entre l'actif circulant hors disponibilités et le passif à court terme hors concours bancaire. Ainsi le besoin en fonds de roulement peut être calculé comme suit :

$$BFR = \text{Les valeur d'exploitation} + \text{Les valeurs réalisables} - \text{Les dettes à court terme non}$$

Notons que c'est le recours aux capitaux à long terme dits capitaux permanents qui correspond aux besoins en fonds de roulement ; autrement dit, la notion de fonds de roulement n'a de sens que par rapport au choix qu'on fait en finançant des actifs à moins d'un an par des ressources à long ou moyen terme.

Appréciation du BFR

- **Le besoin en fonds de roulement positif :** Solvabilité exprime une non couverture totale des besoins cycliques par des ressources non bancaires à court terme. L'écart est épongé par le fonds de roulement net, le cas échéant par des dettes financières. Les entreprises ayant généralement un besoin en fonds de roulement positif sont celles qui ont un cycle de production assez long comme les entreprises productrices de produits complexes ou alors celles évoluant dans un secteur fortement concurrentiel les obligeant à accorder des délais de paiements assez longs ;
- **Le besoin en fonds de roulement négatif :** Celui-ci est représentatif d'un excédent de financement à court terme. Dans ce cas figure, les dettes à court terme non bancaires en plus de couvrir la totalité des besoins cycliques, génèrent un excédent qui servira soit à financer l'actif immobilisé si les fonds permanents ne suffisent pas, soit à constituer une trésorerie positive.

Cette forme de valeur structurelle est généralement propre aux entreprises ayant un cycle de production assez rapide et disposant de concours non financiers à court terme alors qu'elles se font payées au comptant ou à très court terme.

Le besoin en fonds de roulement peut être décomposé en deux parties :

Le BFR d'exploitation : c'est le solde entre les ressources à court terme et les emplois circulants directement liés à l'exploitation. Celui-ci est calculé comme suit :

$$\text{BFR d'exploitation} = \text{Actif circulant d'exploitation} - \text{Dettes d'exploitations.}$$

Le BFR hors exploitation : contrairement au BFR d'exploitation, cet agrégat représente l'écart existant entre les ressources et les emplois non liés directement à l'exploitation, il est calculé comme suit :

$$\text{BFR hors exploitation} = \text{Actif circulant hors exploitation} - \text{Dettes non financières hors exploitation.}$$

La somme des deux agrégats précédents nous constitue le **Besoins en Fonds de Roulement**.

Il est à noter que le BFR d'exploitation est généralement plus important que le BFR hors exploitation. Cela est en fait dû à la nature des délais de paiement que l'entreprise en bénéficie généralement qui sont beaucoup plus des délais fournisseurs que délais fiscaux ou parafiscaux.

iii. La trésorerie (T):

Il s'agit des liquidités immédiates constituées par des disponibilités telles que le compte bancaire et la caisse appelées trésorerie positive ainsi que d'autres disponibilités d'ordre financier telles que les découverts et facilités de caisse appelées généralement les dettes financières ou bien la trésorerie négative. La différence entre la trésorerie positive et la trésorerie négative nous donne le solde de trésorerie. Le solde de trésorerie peut être aussi calculé par la différence entre le montant du FRN et le montant du BFR.

Le solde de trésorerie est donc donné par les formules suivantes :

$$T = \text{FRN} - \text{BFR}$$

$$= [(\text{Actif circulant} - \text{Dettes à court terme})] - [(\text{Actif circulant} - \text{Disponibilités}) - (\text{DCT} - \text{DCT bancaires})]$$

Ainsi :

$$T = \text{Valeurs disponibles} - \text{Dettes bancaires à court terme}$$

2. Appréciation des valeurs structurelles prises dans l'ensemble

Nous avons jugé important de présenter uniquement les trois principales hypothèses relatives à l'appréciation des valeurs structurelles précédemment citées.

- **1^{ère} hypothèse** $FRN(\text{positif}) > BFR(\text{positif}) \Rightarrow T > 0$: Dans ce cas, l'entreprise, en plus, de financer l'ensemble de ses immobilisations, arrive à générer un excédant de ressources à long et moyen terme qui a servi, en partie, à financer l'écart existant entre l'actif circulant hors trésorerie et les dettes à court termes non financières. L'autre partie, a servi en la constitution d'un matelas de liquidités. L'entreprise, dans ce cas, est à priori très solvable. Néanmoins, nous signalerons que la présence d'une trésorerie pléthorique peut traduire une mauvaise gestion (voir schéma 1) ;
- **2^{ème} hypothèse** $FRN(\text{positif}) < BFR(\text{positif}) \Rightarrow T < 0$: L'entreprise dans cette situation, génère un excédent de ressources à long et moyen terme, seulement celui-ci ne suffit pas pour financer l'écart existant entre l'actif circulant hors trésorerie et les dettes à court termes non financières, par conséquent l'entreprise se retrouve dans la nécessité de recourir à de la trésorerie négative (voir schéma 2) ;
- **3^{ème} hypothèse** $FRN(\text{positif}) = BFR(\text{positif}) \Rightarrow T = 0$: L'entreprise, dans ce cas, associe à chaque emplois la ressource qui lui est équivalente temporellement, et ce sans avoir recours à une trésorerie négative et sans générer de trésorerie pléthorique. Cette situation, est théoriquement la plus souhaitée mais en pratique, elle est impossible à réaliser en permanence ; c'est une situation qui dénote une gestion optimale des ressources de l'entreprise, à savoir une indépendance vis-à-vis des concours bancaires et une inexistence des liquidités inemployées (voir schéma 3).

Les trois schémas suivants nous permettent de mieux assimiler les hypothèses précédentes.

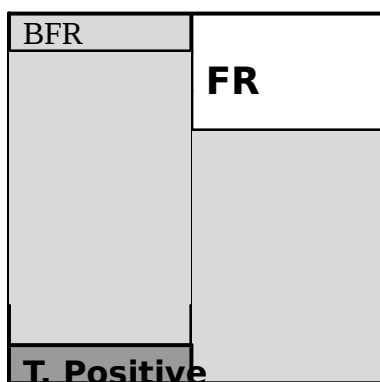


Schéma (1)

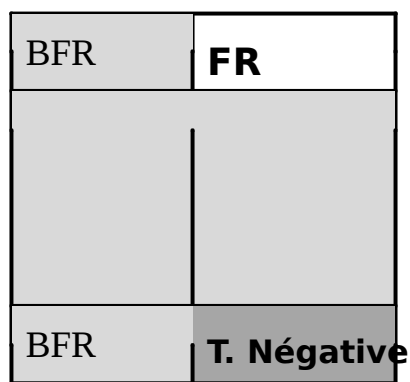


Schéma (2)

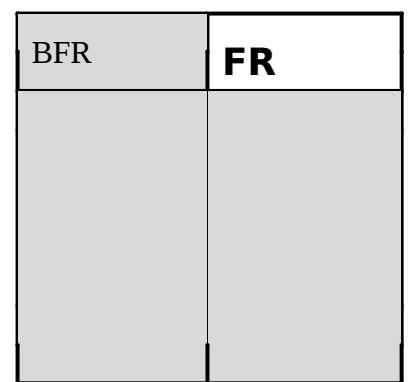


Schéma (3)

Remarque :

Nous tenons à préciser, qu'un jugement définitif ne peut se faire sur la seule base des nous venons d'énumérer. La raison tient dans la différence entre les délais de rotation de circulant et ceux dettes à court terme. En effet, un besoins en fonds de roulement positif, suffisamment relayé par un fonds de roulement positif, par exemple, n'implique pas forcément la nécessité de recourir à un moyen de financement autre que les dettes non financières à court terme. Ces dernières, si elles sont pas exigibles à très court terme, peuvent couvrir la totalité des besoins cycliques si ceux là s'avèrent très liquides. Le banquier devra donc comparer le fonds de roulement avec les montants et les degrés de liquidité de l'actif circulant et d'exigibilité des dettes à court terme pour connaître la véritable structure financière de l'entreprise.

3. Analyse de la solvabilité

La solvable est définie comme étant l'aptitude de l'entreprise à honorer ses engagements à échéance, elle résulte de l'équilibre entre les flux de recettes et de dépense. Le maintien de la solvabilité dépend de la composition et du degré de liquidité des biens d'actifs, de la rapidité avec laquelle se renouvellent les actifs circulant, de l'origine et du degré d'exigibilité des dettes, de la part des ressources que représentent les capitaux propres et aussi de l'importance de l'autofinancement. Pour l'entreprise, la solvabilité peut être appréciée par la notion de la surface nette comptable (SNC) ou l'actif net (AN).

La SNC peut être définie comme la perte maximale que pourrait supporter l'entreprise dans l'hypothèse de liquidation de son actif sans que le remboursement intégral de ses créanciers soit compromis.

$$SNC = [\text{Actif immobilisé net} + \text{Actif circulant} - \text{Actifs sans valeur}] - [\text{DLMT} + \text{DCT}]$$

Cette dernière est considérée comme une marge pour les créanciers de l'entreprise notamment le banquier. Plus elle est importante, plus le risque d'insolvabilité diminue.

La Méthode Des Ratios (Approche relative)

Partant des comptes redressés et regroupés d'une entreprise, la méthode des ratios se propose de mettre en lumière un certain nombre de grandeurs significatives et d'en proposer une interprétation. On appelle communément « ratio » le rapport de deux grandeurs comptables. En fait il s'agit de mettre en évidence un certain nombre de grandeurs significatives parmi le très grand monde de données comptables.

Le calcul d'un ratio en lui-même présente généralement peu d'intérêt, ce qui importe, c'est :

- Son évolution dans le temps ;
- Sa position par rapport aux performances des concurrents ;
- Sa tenue par rapport à des normes générales, principalement bancaires dans la mesure où elles ont une réelle signification et qu'elles constituent un critère de jugement pour l'analyse.

L'analyse par les ratios est un art plus qu'une science et il existe de nombreuses approches. Ce chapitre proposera une approche simplifiée concernant les trois principales dimensions financières de l'entreprise :

- Sa structure financière ;
- Sa gestion ;
- Sa rentabilité.

A. Ratios de structure financière (et de la liquidité) :

Dans ce présent volet, nous allons présenter les différents ratios qui traitent d'une part la liquidité de l'entreprise, et d'autre part sa solvabilité.

La liquidité est définie comme étant l'aptitude de l'entreprise à faire face à ces engagements à très court terme. Elle peut être assimilée à travers ces deux ratios suivants :

	Actif Circulant
Ratio de liquidité générale	
	Dettes à Court Terme

Ce ratio permet d'apprécier les capacités de l'entreprise à transformer en liquide tout son actif circulant pour couvrir ses dettes exigibles à court terme.

$$\text{Ratio de liquidité réduite} = \frac{\text{Actif Circulant (hors stocks)}}{\text{Dettes à Court Terme}}$$

Ce rapport indique la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme sans faire appel à la vente de ses stocks. Une augmentation de ce ratio dans le temps laisse présager une amélioration de la situation.

Remarque : nous pouvons aussi apprécier la liquidité de l'entreprise avec un ratio dénommé : *ratio de liquidité réduite* qui reprend uniquement les disponibilités par rapport aux dettes à court terme.

Quant à la solvabilité de l'entreprise, cette dernière correspond à la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à long ou moyen terme. Les ratios suivants nous indiquent la degré de solvabilité de l'entreprise.

$$\text{Ratio du Risque Liquidatif} = \frac{\text{Capitaux Propres}}{\text{Total Bilan}}$$

C'est un des ratios les plus important pour le banquier ; il mesure l'importance des fonds propres mis par rapport au total des capitaux engagés dans l'entreprise et cela par l'ensemble des partenaires sociaux et/ou économiques.

Un taux allant de 25 à 30% est acceptable, par conséquent le risque liquidatif est important si le taux est inférieur à 25%.

$$\text{Ratio d'autonomie financière} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Capitaux permanents}}$$

Ce ratio mesure le taux d'indépendance financière de l'entreprise ; il permet de déterminer les éventuelles capacités de l'entreprise à s'endetter à terme. D'après les normes, ce rapport doit être au minimum égal à 66%. Pour cet effet, nous remarquons que les fonds propres représentent deux fois les DLMT, une fois pour couvrir ces dernières et l'autre pour faire face au DCT.

En effet, au dessous de 66% (55% à titre d'exemple), cela signifie que l'entreprise est financièrement indépendante. Autrement dit, les bailleurs de fonds remboursables contribuent plus au financement à long terme que les propriétaires, ce qui aurait une double conséquence :

1. ils prennent davantage de risques que les actionnaires alors qu'ils ne sont pas propriétaires de l'entreprise;
2. l'entreprise devient très dépendante, ce qui se traduit par une autonomie de décision réduite.

Par contre, si ce rapport est supérieur à la norme (ex : 74%), le risque liquidatif est très minime, et en plus de cela l'entreprise dispose d'une capacité d'endettement égale à 8%.

Afin de déterminer cette capacité (son montant) ; nous devons diviser en premier lieu les fonds propres de la firme par deux, ensuite diminuer du résultat le montant réel des DLMT.

Notons que les ratios suivants sont un complément d'aide pour le banquier dans son analyse de la structure financière de l'entreprise.

$$\text{Ratio de productivité du capital} = \frac{\text{Chiffre d'affaire}}{\text{Actif immobilisé net}}$$

L'actif net étant égal au total des investissements diminué du montant des frais préliminaires.

Ce ratio mesure l'intensité productive de l'outil de production.

Il va de soi que le montant de ce ratio soit très différent et cela selon les secteurs d'activité qui demandent des investissements plus ou moins lourds.

L'augmentation de ce ratio est un élément favorable pour l'entreprise, cependant la présence d'une norme sectorielle est indispensable afin de pouvoir classer l'entreprise son secteur d'activité.

Une diminution de ce ratio est due soit à une dégradation du chiffre d'affaire ou bien à un degré de vétusté important.

$$\text{Ratio du degré d'obsolescence} = \frac{\text{Amortissements}}{\text{Immobilisations amortissables brutes}}$$

Ce ratio permet de mesurer quel est le degré d'usure technique ou économique de l'outil de production, et de savoir si l'entreprise assure un renouvellement régulier de ses moyens de fabrication ou au contraire, elle ne fait que laisser vieillir son matériel de production et donc diminuer son potentiel d'efficacité.

Il est très difficile de fixer une norme pour ce ratio, mais il est souhaitable que ce rapport soit près de 35%, ce qui signifie que l'entreprise possède un outil de production convenable.

Notons qu'en moyenne, l'entreprise doit renouveler au moins 10% de son outil de production.

Remarque il est à noter que ce ratio est en mesure de subir certains raffinage afin de déterminer un rapport reprenant uniquement le matériel ayant une incidence directe sur la production.

$$\text{Ratio d'évolution des BFR d'exploitation (en jours)} = \frac{\text{BFR d'exploitation} \times 360}{\text{Chiffre d'affaire}}$$

Ce ratio mesure l'importance des besoins nés de l'exploitation.

Toute diminution, de ce ratio est un élément favorable pour la trésorerie de l'entreprise. Cependant, une augmentation de ce ratio doit être analysée avec attention et prudence puisqu'elle alourdit les recours à des crédits supplémentaires.

Remarque nous disposons d'une moyenne de 45 jours par an de BFR d'exploitation.

$$\text{Ratio d'évolution du BFR global (En jours).} = \frac{\text{Besoins en fonds de roulement global} \times 360}{\text{Chiffre d'affaire}}$$

Ce ratio permet de déterminer le poids des besoins de financement à trouver au titre des actifs circulants qu'ils soient liés à l'exploitation ou bien étrangers à cette dernière.

Notons que le même principe d'évolution est applicable pour ce ratio.

$$\text{Ratio d'évolution du fonds de roulement (en jours).} = \frac{\text{Fonds de roulement} \times 360}{\text{Chiffre d'affaire}}$$

Ce ratio sert à mesurer le niveau du fonds de roulement qui constitue l'instrument de financement privilégié des besoins en fonds de roulement :

- ☐ par sa stabilité ;
- ☐ par son origine (fonds propres et/ou DLMT) ;
- ☐ par son coût qu'est relativement moins chère par rapport à celui de la trésorerie négative.

Remarque : il est à noter l'existence d'un ratio appelé ratio d'évolution du solde de trésorerie qu'est un rapport en jour entre le solde de trésorerie et le chiffre d'affaire ; ce ratio nous permet de contrôler les deux ratios précédents.

B. Ratios d'activité :

$\text{Ratio de productivité du salarié} = \frac{\text{Chiffre d'affaire}}{\text{Nombre de salariés}}$
--

La productivité du salarié peut être aussi calculée à partir de la valeur ajoutée.

Ce ratio permet de mesurer l'efficacité des moyens humains utilisés. Il convient de vérifier :

- d'une part que le chiffre d'affaire par salarié progresse au moins aussi vite que la dévaluation monétaire ;
- d'autre part que la valeur ajoutée par salarié dépasse de manière significative le coût moyen (salaire et charges annexes) de chaque agent laissant une marge pour les autres coûts internes.

Toute augmentation de ce ratio est un élément encourageant pour l'entreprise, ainsi la diminution doit être prise au sérieux.

i. Les délais moyens :

$\text{La vitesse de rotation des stocks (en jour)} = \frac{\text{Stock moyen} \times 360}{\text{Coût d'achat (hors taxe)}}$
--

Ce ratio nous permet de déterminer la durée stationnaire des stocks (soit marchandises ou bien matières premières) dans l'entreprise appréciée à la date d'arrêté des comptes.

Cette durée doit être stable ou bien en perpétuelle diminution. Cependant, toute augmentation doit être ressentie comme une cause d'alourdissement de la trésorerie qui peut être du :

- 9 soit à des contraintes internes à l'entreprise : une mauvaise gestion des stocks ;
- 9 soit à des contraintes externes : un approvisionnement très lourd, ou saturation du marché.

Remarques :

. Nous pouvons aussi calculer la vitesse de rotation des produits finis, ce qui nous aidera à comparer cette dernière avec le ratio précédent et donc d'apprécier la politique de gestion des stocks et d'écoulement des produits finis de l'entreprise.

. Le stock moyen = (stock initial + stock final)/2

$\text{Délais moyens obtenus des fournisseurs (en jour)} = \frac{(\text{Fournisseurs} + \text{EAP} + \text{avances reçues}) \times 360}{\text{Achats (TTC)}}$

Ce rapport détermine le délai moyen de règlement obtenu des fournisseurs. Il permet d'apprécier la politique de l'entreprise en matière de crédits fournisseurs. Cependant, lui seul (le ratio) ne signifie rien, il est impératif de le comparer soit au ratio de la vitesse de rotation des stocks (de préférence qu'il soit supérieur à ce dernier) ou bien au ratio suivant (délai clients).

$$\text{Délais moyens accordés aux clients} = \frac{(\text{Clients} + \text{Effets à recouvrer} + \text{EENE}) \times 360}{\text{Achats (TTC)}} \quad (\text{en jour}).$$

Ce rapport mesure le délai moyen de règlement consenti à la clientèle. Il reflète le pouvoir de négociation de l'entreprise avec ses clients. Notons qu'il est souhaitable que ce ratio soit proportionnel au rapport précédent puisque le BFR est principalement du à l'inadéquation entre les délais accordés et ceux reçus.

ii. La répartition de la valeur ajoutée :

L'étude de la répartition de la valeur ajoutée permet d'apprécier le poids économique de l'entreprise en tant que créatrice de revenus destinés à rémunérer tout ceux qui ont contribué, directement ou indirectement, à la réalisation de cette VA.

$$\begin{aligned} \text{Rémunération du facteur travail} &= \frac{\text{Charges du personnel}}{\text{VA}} \\ \text{Rémunération des banques} &= \frac{\text{Charges financières}}{\text{VA}} \\ \text{Rémunération de l'entreprise} &= \frac{\text{CAF}}{\text{VA}} \end{aligned}$$

Remarques :

- ^{3/4} Pour le premier ratio, la norme est entre 50% et 60%. Ainsi, la diminution de ce ratio au fil des années est un élément favorable pour l'entreprise.
- ^{3/4} La norme du deuxième ratio est de 5% à 6%. Notons que sa diminution n'est pas forcément due à une diminution des emprunts.
- ^{3/4} Il va de soi que l'entreprise ait d'abord à régler ses créanciers qui sont : les salariés, l'Etat ainsi que les prêteurs et que la partie propre constituant la rémunération brute de l'entreprise n'est que le reliquat s'il existe. Pour cet effet, le troisième ratio exprime le montant de ce reliquat par rapport à la VA et par conséquent toute augmentation de ce ratio est un élément encourageant pour la firme.

Il est à préciser que tout accroissement des deux premiers ratios entraînant une réduction de la rémunération de l'entreprise, présente un caractère de gravité à examiner. Toute réduction est au contraire un élément favorable pour l'entreprise.

C. Ratios de rentabilité :

i. La rentabilité brute d'exploitation :

$$\text{La rentabilité brute d'exploitation} = \frac{\text{Excédent Brut d'Exploitation}}{\text{Production totale}^1}$$

Ce ratio montre la capacité de l'entreprise à dégager des excédents destinés à couvrir des capitaux engagés dans l'entreprise (amortissements de l'outil de production, rémunération des capitaux d'emprunt), les risques éventuels (provisions) et assurer la rémunération des associés après prise en compte de la ponction fiscale. L'augmentation de ce ratio est bon signe.

¹Production totale = production vendue (71) + production stockée (72) + production de l'entreprise pour elle-même (73)

ii. La rentabilité nette d'exploitation :

	Résultat d'exploitation
La rentabilité nette d'exploitation	Chiffre d'affaire

Ce ratio montre la capacité de l'entreprise à dégager après calcul de tous les coûts d'exploitation y compris les amortissements et les provisions et permettant de rémunérer les fournisseurs de capitaux engagés, prêteurs et associés. Nous ne disposons pas de normes pour ce présent ratio, mais il est préférable que ce dernier augmente.

iii. La rentabilité globale de l'activité :

	Capacité d'autofinancement
La rentabilité globale de l'activité	Chiffre d'affaire

Ce ratio mesure la rentabilité nette de l'entreprise lui permettant de maintenir son potentiel et de l'accroître après paiement de toutes les charges décaissées. Pour cette raison, l'augmentation de ce dernier est un facteur favorable pour l'entreprise.

iv. La rentabilité économique brute :

	Résultat net de l'exercice
La rentabilité économique	Total bilan

Cet indicateur mesure la rentabilité de l'actif¹ utilisé par l'entreprise pour produire. Ce ratio est pertinent pour une rentabilité mesurée en terme d'efficacité du processus productif. Pour cet effet, nous considérons que l'augmentation de ce ratio est un bon signe pour l'entreprise.

v. La rentabilité économique des capitaux engagés (RECE) :

	Capacité d'autofinancement
La rentabilité économique des capitaux engagés	Total bilan retraité

Ce ratio détermine l'aptitude d'une entreprise à rentabiliser les ressources mises à sa disposition pour tous les agents économiques. D'année en année, il est souhaitable que ce ratio prenne de l'ampleur.

vi. La rentabilité financière :

	Résultat net comptable
La rentabilité financière	Situation nette (ou fonds propres)

¹ En principe, ce ratio reprend le rapport entre le résultat net de l'exercice et l'actif économique (ou bien la somme des immobilisations nettes et le BFR), mais pour une fin de clarté ; nous l'avons remplacé par le total bilan retraité.

Ce ratio détermine l'aptitude de l'entrepreneur à rentabiliser les capitaux qu'il a engagés au sein de son entreprise. Il est à préciser que nous ne disposons pas de normes mais il est souhaitable que ce ratio augmente.

Le présent ratio est très important à calculer si nous disposons des normes sectorielles.

vii. La capacité de remboursement des emprunts structurels (CRES):

La capacité de remboursement des emprunts structurels	$\frac{\text{Capacité d'autofinancement}}{\text{Dettes à long et moyen terme}}$
--	---

Ce ratio montre si l'entreprise a des flux réels ou potentiels de trésorerie suffisants pour assurer à bonne date le remboursement des emprunts durables dont elle a bénéficiés.

D. Formalisation et appréciation de l'effet de levier :

L'effet de levier mesure l'incidence (positive ou négative) de l'endettement financier sur la rentabilité financière de l'entreprise, c'est-à-dire sur le rendement de ses capitaux propres.

Il y a effet de levier lorsque le recours à l'endettement permet d'augmenter la rentabilité des capitaux propres de l'entreprise. Cependant, ce dernier peut, à l'inverse de ce qui a été dit, abaisser la rentabilité des capitaux propres qui devient alors inférieure à la rentabilité économique si le coût d'endettement est supérieur à cette dernière.

En règle générale, l'effet de levier (ou bien effet d'endettement) existe si la rentabilité financière (ou rentabilité des capitaux propres) est supérieure à la rentabilité économique.

La formule¹ de l'effet de levier est la suivante :

$$R_f = R_e \frac{D}{CP} (R_e - t)$$

Avec R_f est la rentabilité financière (rentabilité des capitaux propres), R_e la rentabilité économique après impôt, t le coût de l'endettement (c'est-à-dire après impôt), D le montant de l'endettement, et CP celui des capitaux propres.

Notons que :

. $(R_e - i)$ qui correspond à la différence entre la rentabilité économique et le taux d'intérêt. Cette expression est appelée le « différentiel » de l'effet de levier ;

. $\frac{D}{CP}$ qui exprime la structure financière et que l'on désigne par l'expression « bras de levier »

- Si $R_e > i$ $\Rightarrow (R_e - i) > 0$, l'effet de levier est positif. La rentabilité financière croissant en fonction de $\frac{D}{CP}$, l'entreprise aura tout intérêt à s'endetter

- Si $R_e < i$ $\Rightarrow (R_e - i) < 0$, l'effet de levier est négatif on parle alors « d'effet de massue » la rentabilité financière diminuant en fonction de $\frac{D}{CP}$, l'entreprise devra autant que possible éviter de s'endetter.

¹ Le lecteur trouvera la démonstration de la formule de l'effet de levier dans la référence suivante : Pierre VERNIMMEN, « FINANCE d'entreprise », 6ème édition, DALLOZ, Paris, 2005, p 310

Le principe de l'effet de levier est le suivant : lorsqu'une entreprise s'endette et investit les fonds empruntés dans son outil industriel et commercial, elle obtient sur ce montant un certain résultat d'exploitation « normalement » supérieur aux frais financiers de l'endettement. Dans le cas inverse, ce n'est pas la peine d'investir. L'entreprise réalise donc un surplus qui est la différence entre le résultat dégagé (R.é) et le coût de l'endettement.

Ce surplus revient aux propriétaires de l'entreprise et majore la Rentabilité des Capitaux Propres (RCP). L'effet de levier de l'endettement augmente donc la rentabilité des capitaux propres. D'où son nom.

Exemple chiffré :

Soit deux entreprises A et B identiques quant à leurs actifs et quant à leurs résultats d'exploitation. La société A est financée uniquement par capitaux propres avec 100 000 actions valant chacune 100 euros. La société B a émis 50 000 actions valant actuellement 100 euros et a emprunté à long terme pour 5 millions d'euros à 10%. La question est de savoir quelle société a la plus forte rentabilité sur fonds propres et donc quels sont les actionnaires qui sont les mieux rémunérés. C'est cette même question que se pose une entreprise qui hésite entre les deux structures de financement A et B.

Pour l'année les deux sociétés anticipent un excédent brut d'exploitation de deux millions d'euros. Après dotations aux amortissements de 50 000 euros mais avant déduction des frais financiers, ce résultat d'exploitation est égal à 1,5 millions d'euros. Bien que ce résultat d'exploitation soit incertain, il sera le même pour les deux sociétés. D'autre part, une croissance régulière de 10% de ce résultat d'exploitation est anticipée pour les années à venir.

	<i>Société A</i>	<i>Société B (endettée)</i>
<i>Résultat d'exploitation avant charges financières</i>	1 500 000	1 500 000
<i>Charges financières</i>	0 500	000
<i>Bénéfice avant impôts</i>	1 500 000	1 000 000
<i>Bénéfices après impôts (50%)</i>	750 000	500 000
<i>Capitaux propres</i>	10 000 000	5 000 000
<i>Rentabilité des capitaux propres</i>	7.5 %	10 %

Il apparaît que la rentabilité des capitaux propres de la société B est nettement supérieure à celle de la société A. En fait, le taux d'endettement qu'est de 10% (pour la société B) est inférieure à la rentabilité économique qui est de 15%, ce qui a donné un effet de levier positif et qui a augmenté la rentabilité des capitaux propres de l'entreprise.

Cependant, notons que si la rentabilité économique des deux sociétés tombe à 7.5% (alors qu'elle était de 15%), la rentabilité des capitaux propres sera respectivement de 3.75% et 2.5% pour la société A et B, et dans ce cas la l'effet de levier est négatif et n'a fait que diminuer la rentabilité des capitaux propres de l'entreprise B (il y a effet de massue).

Remarque notons que la pertinence et l'exactitude du diagnostic financier à travers les ratios dépend d'une méthode d'élaboration convenable et d'une utilisation d'un nombre restreint d'entre eux (ceux jugés utiles).

¹ Bruno SOLNIK, « GESTION FINANCIERE », 6ème édition, DUNOD, Paris, 2001, p125.

1.4.3. L'analyse dynamique :

La connaissance de la vie de l'entreprise que peut avoir l'analyste à partir de l'examen des documents comptables et financiers est forcément limitée et statique.

Limitée par la représentation figée de la réalité qu'en donnent les documents comptables.

Statique parce que les transformations qui accompagnent le passage d'une période (exercice comptable) à l'autre sont hors du champ explicatif immédiat de l'analyste financier qui ne dispose, à partir de l'information comptable que d'un état des ressources et des emplois vrai à un moment donné, c'est-à-dire à la date d'arrêt de l'exercice.

Des lors que l'analyste financier se montre curieux de connaître le circuit de financement de l'entreprise, il est nécessaire d'établir des tableaux de flux prenant en compte les relations de l'entreprise avec son environnement (banques, actionnaires, ...etc.)

Pour cet effet l'analyse dynamique qu'est une analyse dans le temps, nous permet d'expliquer la dynamique du circuit de financement de l'entreprise. Cette dernière est menée en s'appuyant sur les tableaux de flux en l'occurrence le tableau de financement ainsi que le tableau pluriannuel des flux financiers.

Avant de procéder à la présentation de ces derniers tableaux, nous avons jugé important de définir la notion de flux.

« Le flux est un mouvement de biens ou de services (flux réels) ou de monnaie (flux financier) entre deux agents économiques et pendant une période donnée »¹

Les flux peuvent être aussi définis comme étant la traduction comptable des relations d'échange que l'entreprise entretient avec son environnement. Cependant, il convient de distinguer parmi les mouvements comptables ceux qui correspondent à des flux :

- ¾ Les flux financiers auxquels correspondent des flux réels ou physiques qui ont une incidence immédiate ou différée sur la trésorerie ;
- ¾ Les flux financiers autonomes sans contrepartie physique qui ont un impact immédiat ou différé sur la trésorerie ;
- ¾ Les mouvements comptables sans incidence sur la trésorerie ayant pour objet d'apporter au résultat les ajustements d'inventaire tels que l'évaluation des stocks ou l'ajustement des charges et produits dans le temps ;
- ¾ Les mouvements comptables sans incidence sur la trésorerie ayant pour objet, soit d'actualiser la valeur des biens ou des créances au moyen de procédure comptable comme les amortissements et les provisions, soit de traduire les modifications du périmètre de l'entreprise (opération de fusion, absorption, apport partiel d'actif).

Notons que seuls la dernière catégorie de mouvements comptables n'est pas retenue dans le tableau de financement, quant aux trois premières, elles sont intégrées totalement ou partiellement selon les models, bien qu'au sens strict ; seuls les mouvements des deux premières catégories puissent être qualifiées de flux.

Remarque :

Nous tenons à préciser que le lecteur dispose d'une multitude de models de tableaux de flux qui se distinguent entre eux selon l'approche de l'équilibre financier qu'ils traitent. Elle peut prendre la forme

¹ CONSO.P, Dictionnaire de gestion financière, 3eme édition, Dunod, Paris, 1984.

d'approche *croissance - risque* ou bien *croissance - rentabilité* comme elle peut vêtir la forme *croissance gestion*

Pour cet effet, nous avons opté pour une approche croissance – risque qui présente ainsi un complément d'aide pour l'analyse patrimoniale (analyse statique) déjà menée par le banquier.

L'analyse dynamique et comme cela a été déjà dit, est menée sur la base des tableaux de flux que nous allons tenté de présenter dans ce présent volet. Nous allons aussi : expliquer la manière dont ils sont élaborés, présenter leurs intérêts et enfin les interpréter.

1.4.3.1. Le tableau de financement :

1. Définition le tableau de financement est un document financier ainsi qu'un instrument de gestion, retraçant toutes les opérations ayant affectées les emplois et les ressources de l'entreprise au cours d'un exercice donnée. Autrement dit, le tableau de financement permet de mettre en évidence, à partir de deux bilans successifs établis avant répartition des résultats, l'origine des ressources dont l'entreprise a disposés au cours de l'exercice et les emplois qu'elle a fait de ces ressources.

Par opposition au bilan qui dresse l'état des emplois et des ressources à un moment donné (notion de stock), le tableau de financement établit les variations d'emplois et des ressources intervenues au cours d'une période de référence (notion de flux).

Soulignant cependant le lien de parenté existant entre ces deux documents puisque le tableau de financement n'est autre que la traduction chiffrée et détaillée du passage du bilan de l'année « n » au bilan de l'année « n+1 » (tableau de variations).

Remarque nous tenons à préciser que le tableau de financement que nous allons présenter est celui prévu par le système du plan comptable général.

2. Structure établi annuellement, le tableau de financement est subdivisé en deux parties :

La première partie : qualifiée de tableau des emplois et des ressources de l'exercice, la première partie du tableau de financement regroupe l'ensemble des flux relatifs aux variations des emplois stables et des ressources durables dans le but de mesurer la variation du fonds de roulement.

La deuxième partie : qualifiée de tableau d'analyse des variations du fonds de roulement, la deuxième partie du tableau de financement explique la variation du fonds de roulement mise en évidence dans la première partie du tableau de financement à partir des postes constituant la partie cyclique du bilan (BFR et Trésorerie).

Notons que :
$$\text{Variation du FR} = \text{Variation du BFR} + \text{Variation de la Trésorerie}$$

Remarque nous présentons dans l'annexe () reprenant la première ainsi que la deuxième partie.

3. Intérêts du tableau de financement le tableau de financement est indispensable pour comprendre l'évolution de la structure et de la liquidité de l'entreprise. Contrairement au bilan, qui ne délivre aux utilisateurs de l'information comptable et financière qu'une situation statique, ne permettant pas de prendre connaissance de la totalité des opérations qui ont affecté la patrimoine, le tableau de financement offre une approche dynamique du financement de l'entreprise.

En effet, le tableau de financement contribue à :

- Expliquer les variations du patrimoine au cours d'un exercice ; en montrant clairement qu'elles ont été les ressources nouvelles dont a pu disposé l'entreprise au cours de l'exercice (apport externe,

augmentation du capital, endettement, CAF, cession d'actif) et la manière dont elle a affecté ses dernières (investissements, distribution de dividendes, octrois de délais plus important à sa clientèle,...etc.)

- ☐ Expliquer la stratégie de croissance adoptée par l'entreprise ;
- ☐ Déterminer la structure financière de l'entreprise tout en justifiant le niveau de la trésorerie;
- ☐ Apprécier le risque financier ;
- ☐ Servir de support à la gestion prévisionnelle en assurant la cohérence entre les besoins et les ressources et d'orienter les choix, en fonction des équilibres financiers souhaités.

4. Elaboration du tableau de financement :

A. Construction de la première partie :

la première partie du tableau de financement se réfère au haut du bilan. Elle regroupe l'ensemble des flux financiers relatifs aux variations des emplois stables et des ressources durables dans le but de faire apparaître leurs soldes, c'est-à-dire la variation du FR entre le début et la fin de période. Notons que :

$$\text{Variation du FR} = \text{Variation des ressources durables} + \text{Variation des emplois stables}$$

Analyse des emplois stables :

Le tableau suivant recense et analyse le contenu des emplois figurant dans la première partie du tableau de financement.

Signification de l'information	Origine de l'information
Distributions et mises en paiement au cours de l'exercice	
Il s'agit de dividendes payés au cours de l'exercice (N) mais relatifs au résultat de l'exercice (N-1).	. Tableau d'affectation des résultats de l'exercice de l'exercice (N-1). . Variation des comptes réserves, résultat en instance d'affectation et capital social des bilans d'ouverture et de clôture. . Informations complémentaires.
Acquisition des éléments de l'actif immobilisé	
Il s'agit de tout accroissement d'un poste de l'actif immobilisé (immobilisations incorporelles, corporelles et financières, y compris les prêts). Ces immobilisations doivent être retenues pour les valeurs brutes.	. Annexes (tableau des immobilisations de l'exercice N, colonne augmentation). . Reconstitution à partir des bilans d'ouverture et de clôture et du compte de résultat.
Réduction des capitaux propres	
Seules les réductions avec remboursement effectif (par opposition aux réductions de capital pour annulation de pertes) trouvent trace dans le tableau de financement. Autrement dit, il s'agit des réductions dues à une décision des actionnaires, et non pas celles suite à un épengement du déficit. Ces réductions sont relativement rares.	. Annexes. . Comparaison entre le bilan après répartition de l'exercice (N-1) et le bilan avant répartition de l'exercice. . Information complémentaire.
Remboursement des dettes financières	
Il s'agit des annuités de remboursement des dettes structurelles. Les concours bancaires courants et les soldes créditeurs des banques ainsi que les intérêts courus non échus sont exclus de cette rubrique.	. Annexes (états des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice et notamment le renvoi en bas du tableau). . Confrontation des deux bilans successifs s'il n'y a pas eu de nouvel emprunt.

Les ressources durables. Le tableau suivant recense et analyse le contenu des ressources figurant dans la première partie du tableau de financement.

Signification de l'information	Origine de l'information
Capacité d'autofinancement	
La CAF représente la richesse propre créée par l'activité de l'entreprise au cours de l'exercice. la CAF permet le financement de la croissance et le maintien de l'activité de l'entreprise.	. Calculée à partir du compte de résultat, annexes et les informations complémentaires.
Cession ou réduction d'élément de l'actif immobilisé	
Seules les opérations entraînant un flux financier effectif doivent figurer dans cette rubrique. Il convient de distinguer : les cession d'immobilisations valorisées au prix de vente et les réductions d'immobilisations financières qui correspondent aux remboursements des créances immobilisées et des prêts.	. C'est le prix de cession qui doit être mis et qui figure au crédit du compte 768 ou bien 792. . Les réductions d'immobilisation s'obtiennent soit en comparant les deux bilans successifs soit directement dans la colonne « diminution » du tableau des immobilisations.
Augmentation des capitaux propres	
Il s'agit des opérations correspondant à des apports en numéraire ou en nature, y compris les primes d'émission qui affectent les ressources propres de l'entreprise. L'augmentation de capital par incorporation de réserves et le capital souscrit non appelé ne doivent pas figurer dans ce poste.	. Annexes. . Variation des postes 10, 13, et 18 du passif du bilan.
Augmentation des dettes à long et moyen terme	
Il s'agit de nouvelles ressources durables de l'exercice telles que les subventions d'investissement et les emprunts et les dettes à long ou moyen terme.	. Crédit du compte subventions d'investissement ainsi qu'emprunts et dettes à long ou moyen terme. . Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice. . Variation des postes dettes à long ou moyen terme du passif du bilan.

Remarques :

- o Notons que la présence d'une augmentation et une diminution d'un élément des emplois stables, pour la même période, est possible, sauf pour les fonds propres pour lesquels une seule des ces deux opérations est possible d'être enregistrée. Le même principe est enregistré pour les nouvelles acquisitions des dettes à long ou moyen terme.
- o Nous tenons à préciser que toute acquisition d'un élément des emplois stables est déterminée à partir de la variation du compte de cet élément, enregistré entre deux années successives, augmentée de la valeur d'acquisition de tout élément cédé appartenant à la même rubrique. Cependant, il faut préciser que la cession doit être effectuée pendant l'année N et non pas l'année de base donc N-1, puisque nous somme entrain d'étudier la variation entre N et N-1 et non pas N-1 et N-2.

B. Construction de la deuxième partie :

la seconde partie du tableau de financement fait référence au bas du bilan. Elle analyse l'utilisation de la variation du fonds de roulement net global mise en évidence dans la partie haute du tableau de financement.

Les variations, calculées par la différence entre les postes de l'actif circulant et des dettes financières, sont ventilées par nature d'éléments qui peuvent être soit d'exploitation, hors exploitation ou bien de trésorerie.

Cette approche présente l'avantage de faire ressortir et d'expliquer les variations du besoin en fonds de roulement (BFR) et de la trésorerie nette (TN).

Notons l'égalité suivante :

$$\text{Variation du FRNG} = \text{Variation BFR} + \text{Variation TN}$$

Cette égalité peut se décomposer comme suit :

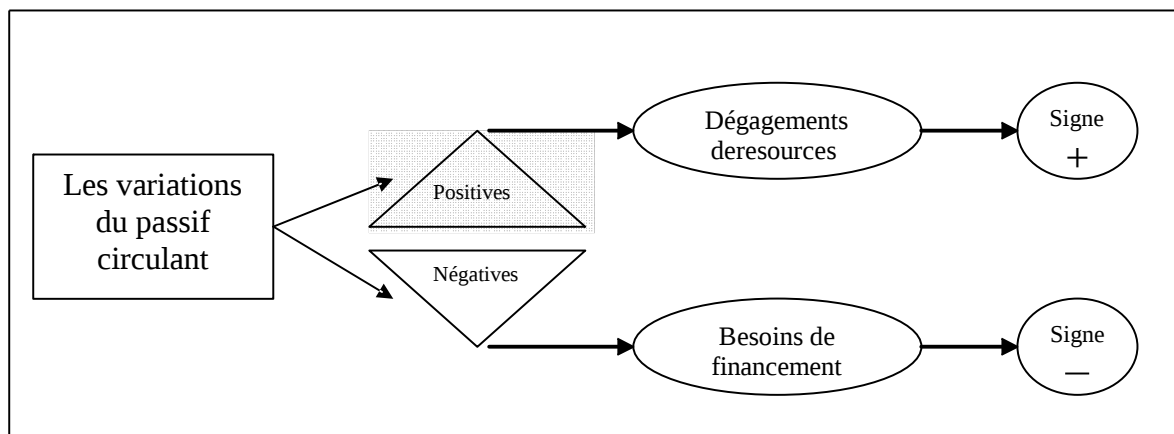
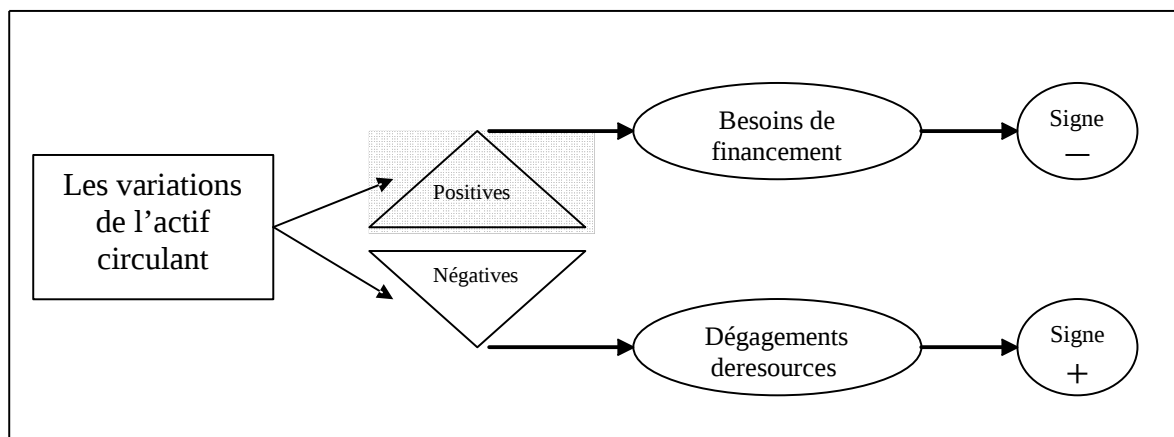
$$\text{Variation du FRNG} = \text{Variation BFRE} + \text{Variation BFRHE} + \text{Variation TN}$$

L'élaboration de la deuxième partie du tableau de financement ne pose pas de difficultés particulières. Le calcul des variations concernant les postes du bas des bilans (classes 3, 4 et 5) consiste en effet à rapprocher les montants bruts des bilans de clôture avant répartition des bénéfices des exercices N-1 et N.

Les variations obtenues subissent un double classement :

- ☐ Suivant leur nature : exploitation, hors exploitation ou trésorerie ;
- ☐ Suivant leur signification : besoins ou dégagement de financement.

Les deux schémas suivants montrent la manière pour laquelle, les variations d'actif et du passif circulant sont enregistrées.



Remarque 3 : Par convention, les besoins sont affectés du signe (+) et les dégagements du signe (-).

La confrontation entre les dégagements et les besoins pour chaque un des trois niveaux (exploitation, hors exploitation et trésorerie) fait apparaître des soldes appelés « solde A », « solde B » et « solde C ».

Notons une autre fois que la deuxième partie du tableau de financement met en évidence les variations des éléments constitutifs du BFRE, du BFRHE et de la Trésorerie.

Notons que :

- Le solde A indique la variation nette « exploitation », cette variation peut être un besoin ou bien une ressource provenant de l'exploitation de l'entreprise ;
- Le solde B indique la variation nette « hors exploitation », cette variation peut être un besoin ou bien une ressource qui ne provient pas de l'exploitation de l'entreprise ;
- La totalisation du solde A et du solde B représente le besoins ou le dégagement de l'exercice en fonds de roulement.

Notons que le besoin ou le dégagement de l'exercice en fonds de roulement résulte de deux situations possibles, en l'occurrence :

- . $(A + B) < 0 \rightarrow$ le BFR a augmenté au cours de l'exercice ;
- . $(A + B) > 0 \rightarrow$ le BFR a diminué au cours de l'exercice.
- La solde C indique la variation de la trésorerie ;
- La totalisation des trois variations $(A + B + C)$ représente la variation du fonds de roulement net global mise en évidence dans la première partie du tableau, mais avec le signe opposé.

Remarque 4 : Notons que pour le solde final, le signe (-) correspond à une augmentation du solde alors que le solde (+) correspond à une diminution.

1.4.3.2. Le tableau pluriannuel des flux financiers (TPFF) :

Définition : contrairement au tableau de financement qu'est un constat à posteriori permettant de déterminer comment l'évolution de la structure de financement a eu lieu sans rechercher pourquoi cette évolution a prévalu plutôt qu'une autre, le TPFF permet de discerner « le pourquoi du comment », en prenant comme base se qui est le plus facile à appréhender, et au même temps le plus contraignant pour le dirigeant d'entreprise : **la trésorerie**

Le raisonnement sous-jacent au tableau des flux financiers est alors le suivant :

1. Quelle est la **trésorerie** de mon entreprise dégage « au jour le jour » ? **(solde de trésorerie opérationnelle)**
2. Quelle stratégie **industrielle** j'ai adopté ? **(solde des opérations discrétionnaires)**
3. Quelle stratégie financière en face de cette stratégie industrielle ? **(solde des opérations financières)**
4. Quelles **bonnes (ou mauvaises) fortunes** sont venues modifier mon plan initial ? **(solde des opérations exceptionnelles)**

Cela donne le tableau suivant :

	Solde de trésorerie opérationnelle
+	Solde des opérations discrétionnaires
+	Solde des opérations financières
+	Solde des opérations exceptionnelles
<hr/>	
=	Variation de la trésorerie nette

1. Intérêts du tableau pluriannuel des flux financiers :

Les biens faits du TPFF peuvent être résumés comme suit :

- ³/₄ Le raisonnement est branché sur le réel : la réaction entre le chef d'entreprise et sa trésorerie au jour le jour. De ce fait, l'interaction trésorerie/décision d'investissement est étroite et donne lieu à de fréquentes itérations ;
- ³/₄ Le raisonnement conduit à une interprétation de la politique de gestion de l'entreprise. Il permet d'imaginer un scénario décisionnel probable ;
- ³/₄ Le TPFF est indissociable du tableau de financement. Si l'entrepreneur comme le banquier attachent une très grande importance à l'évolution de la trésorerie, ni l'un ni l'autre ne peuvent faire l'impasse sur le résultat de l'évolution c'est-à-dire la structure de financement résultante. Pour cet effet, le TPFF est considéré comme étant un des éléments de détermination de la structure de financement qui va dicter les possibilités d'endettement.
- ³/₄ Le TPFF a aussi bien une valeur prévisionnelle qu'historique. Dressé au mois le mois, il recoupe très largement les tableaux prévisionnels de trésorerie, avec une classification des flux plus expressive. Pour l'entreprise comme pour le chargé d'affaire, la comparaison du TPFF prévisionnel et les comptes bancaires permet de traduire en termes financiers les mouvements de trésorerie. Au plan pratique, cette comparaison est la pierre de touche de l'efficacité du système de contrôle de gestion et du suivi des comptes bancaires ;

2. Elaboration du tableau pluriannuel des flux financiers :

Dans ce présent volet, nous allons présenter la construction de chaque partie (chaque solde) du TPFF différemment à l'autre afin de mieux l'assimiler.

3. Construction du premier solde :

Dans ce volet, nous allons répondre à la question suivante:

Quelle est la trésorerie que mon entreprise dégage « au jour le jour » (solde de trésorerie opérationnelle) ?

Le solde de trésorerie opérationnelle recouvre la trésorerie obligatoire de l'entreprise, c'est-à-dire celle qui est dégagée par l'exploitation, sous déduction des décaissements contraignants (remboursement des emprunts, impôts) qui sont une donnée pour l'entreprise et sur lesquels elle n'a aucune marge de manœuvre.

En effet, la solde de trésorerie peut être calculé comme suit :

Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)
/ - Autres produits ou charges
/ - Opérations faites en commun
Résultat financier (1)
- Participation et impôts sur les sociétés
- Remboursement des emprunts structurels
<hr/>
= Solde de trésorerie opérationnelle
<i>(1) sauf dotations ou reprises sur provisions financières</i>

Notons que l'**Excédent de Trésorerie d'Exploitation (ETE)** est pratiquement le flux dégagé par l'activité quotidienne. Ce dernier constitue l'indicateur fondamental de la trésorerie dégagée par l'exploitation. L'**ETE** peut être calculé comme suit :

Excédent brut d'exploitation	
- Production immobilisée	
+ Transfert de charges (à des tiers)	
- Variation du Besoin en Fonds de Roulement	
<hr/>	
=	Excédent de Trésorerie d'Exploitation

Commentaires : les opérations induisant des décaissements obligatoires (plus rarement des encaissements) et qui sont déduites de l'excédent brut d'exploitation sont les suivantes :

A. Les opérations de gestion :

Par conformité avec la capacité d'autofinancement, seront réintégrées les produits et les charges non exceptionnelles, qui ne sont pas déjà retenus dans l'ETE.

- **Les autres produits et charges :** nous avons vu que les autres produits et autres charges ne faisant pas partie de l'Excédent Brut d'Exploitation, alors qu'ils contribuent, même si c'est pour une fraction généralement modeste à la formation du solde de trésorerie opérationnelle.

On trouvera tant en charge qu'en produits, selon leur sens, les redevances sur concession, brevets, licences,...etc ; les loyers ainsi que d'autre éléments.

- **Les opérations faites en commun :** les opérations faites en commun sont comptabilisées par le gérant dans ses propres comptes (achats matériel, chiffre d'affaire réalisé, etc...). il partage le résultat par décompte « perte transférée » ou « bénéfice transféré ». chez les coparticipants non gérants, ce sont les comptes « pertes attribuées » ou « bénéfice attribué » qui seront mouvementés.

- **Le résultat financier :** ne retiendra du résultat financier - comme on l'a déjà fait dans le calcul de la capacité d'autofinancement - que les encaissements et décaissements réels. Le résultat financier de l'entreprise est donc repris sous déduction et reprises de provisions financières.

- **L'impôt sur les sociétés :** l'impôt qui frappe les bénéfices des sociétés ; lui sont soumises toutes les sociétés quelque soit leur nature : SARL, SPA,...etc.

B. Les remboursements d'emprunts structurels :

Il s'agit de l'ensemble des annuités d'emprunts structurels, comme dans la construction du tableau de financement.

Les conversions d'emprunts structurels en capital (cas des obligations convertibles ou des augmentations de capital réalisées par conversion d'une dette structurelle) sont totalement neutres du point de vue de la trésorerie globale de l'entreprise. Cette dernière bénéficie seulement d'une consolidation de sa dette en capital, les prêteurs acceptent un risque supérieur sur la société, et une rémunération plus aléatoire (dividendes).

C. Construction du deuxième solde :

Dans ce volet, nous allons répondre à la question suivante:

Quelle stratégie industrielle ai-je adopté ? (Solde des Opérations Discrétionnaires)

Ce que l'on cherche à cerner ici, ce sont les opérations dont la décision incombe à l'équipe de direction seule, et qui ont un contenu stratégique fondamental :

- Les investissements/ désinvestissements concrétisent les choix en matière de stratégie industrielle : ou se développer, comment etc. ;
- La distribution de dividendes concrétise les choix en terme de stratégie financière : comment distribuer aux associés les fruits de la croissance : par capitalisation des résultats entraînant à terme une plus-value plus importante ?

S'agit-il d'opérations discrétionnaires à proprement parler ? Dans la prise de décision, certainement :

mais pas dans la mise en œuvre si elles nécessitent un financement externe. Le Solde des Opérations Discrétionnaires est donc un découpage commode qui met en valeur le caractère subordonné de la décision de financement par rapport à la décision primordiale d'investissement. Mais Solde des Opérations Discrétionnaires et Solde des Opérations Financières sont la plupart du temps indissociables : le banquier ou les actionnaires ont leur mot à dire.

La décomposition du Solde des Opérations Discrétionnaires est le suivant :

+ Investissements (hors production immobilisée) - Cession d'immobilisations Dividendes décidés au titre de N
<hr style="width: 50%; margin: 0 auto;"/>
= Solde des opérations discrétionnaires

Commentaires :

i. Les investissements : il s'agit bien sur de la même définition que dans le cadre de la construction du tableau de financement, avec deux remarques :

- La production immobilisée n'ayant pas été retenue comme produit de trésorerie dans l'ETE, ne doit pas non plus être retenue comme charge de trésorerie dans le Solde des Opérations Discrétionnaires.
- Les investissements réalisés sous forme de crédit-bail ne sont pas repris. Il ne serait pas difficile, comme on l'a fait pour la capacité d'autofinancement, de calculer un solde des opérations discrétionnaires « financier », qui reprendrait les investissements de crédit-bail, le financement correspondant, figurant alors dans le solde des opérations financières. Les annuités de crédit-bail étant composées de charges d'intérêt et implicitement de remboursement d'emprunts sont déjà partie intégrante du Solde de Trésorerie Opérationnelle. Ce solde ne subira donc aucun retraitement.

ii. Les cessions d'investissements : celles-ci sont enregistrées pour leur valeur totale, qui se décompose comptablement en une valeur nette comptable de cession, majorée d'une plus ou moins value de cession. Seule cette plus ou moins value de cession affecte le compte de résultat.

iii. Les distributions de dividendes : au cours de l'exercice N, la seule distribution de dividendes qui intervienne en trésorerie est celle qui est faite au titre de l'exercice N-1. le bilan de l'exercice N-1, qui est établi après distribution de dividendes, recense les dividendes à payer au titre de N-1 dans les autres dettes.

D. Construction du troisième solde :

Dans ce volet, nous allons répondre à la question suivante:

Quelle stratégie financière en face de cette stratégie industrielle ai-je adopté ? (Solde des Financières)

Dans ce solde apparaissent les opérations de « haut de bilan », destinées à financer les investissements. Il s'agit :

- Des opérations de fonds propres :
 - . Augmentation de capital en numéraire ;
 - . Renforcement des autres fonds propres et quasi-fonds propres (avances d'actionnaires, prêts participatifs, etc.) ;
 - . Subventions d'investissements.
- Des financements structurels (prêts bancaires ou non bancaires).

La décomposition du Solde des Opérations Financières est le suivant :

Augmentation de capital
- Autres augmentations des fonds propres et des quasi-fonds propres
Augmentation de dettes structurelles
<hr/>
= Solde des Opérations Financières

On remarque que ce solde ne reprend pas l'intégralité des ressources structurelles. En effet, les ressources structurelles peuvent être augmentées sans réaliser d'opérations financières spécifiques grâce à la capacité d'autofinancement dégagée par l'entreprise, qui se traduit par une augmentation des capitaux propres (réserves) et des provisions réglementées, par une variation des écarts de conversion, et par un amortissement des actifs sans valeur.

Commentaires :

i. Augmentation de capital : sont retenues les augmentations de capital se traduisant par un flux de trésorerie pour l'entreprise (augmentation en numéraire effectivement libéré).

Concernant les conversions d'emprunts obligataires en capital, ces dernières doivent être notées comme des remboursements d'emprunts compensés par des augmentations de capital en numéraire.

ii. Autres augmentations des fonds propres et des quasi-fonds propres : il s'agit de l'augmentation qui n'est pas due à la capacité d'autofinancement dégagée par l'entreprise. Elle comprend donc les augmentations sur :

- ☐ Les subventions d'investissement reçues ;
- ☐ Les titres participatifs et avances conditionnées ;
- ☐ Les comptes courants d'associés stables (bloqués) ;
- ☐ Les obligations convertibles et emprunts participatifs.

iii. Augmentation des dettes structurelles : il s'agit des emprunts contractés durant l'exercice pour leur montant effectivement encaissé, et donc net des primes d'émission ou de remboursement¹.

iv. Construction du quatrième solde : dans ce volet, nous allons répondre à la question suivante:

¹ On dit qu'il y a prime d'émission si l'obligation est émise au-dessous de sa valeur nominale (la différence étant la prime d'émission). Ainsi, la prime de remboursement est la valeur s'ajoutant à la valeur nominale d'une obligation au moment de son remboursement (cas d'une obligation émise au-dessus de sa valeur nominale).

Quelles bonnes (ou mauvaises) fortunes sont venues modifier mon plan initial ? (Solde des Opérations Exceptionnelles)

Ce solde ne reprend que les opérations exceptionnelles qui ont eu un impact en trésorerie, et qui n'ont pas été reprises par ailleurs.

Le Solde des Opérations Exceptionnelles se présente donc comme suit :

+	Produits exceptionnels sur opérations de gestion
-	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion
+/-	Autres produits et charges en capital, hors plus ou moins values et reprises de subventions d'investissement
<hr/>	
=	Solde des Opérations Exceptionnelles

Nous tenons à rappeler brièvement que :

- Les dotations et reprises de provisions exceptionnelles ne sont bien sur pas reprises, car elles ne sont pas des encaissements ;
- Les plus ou moins value de cession ne sont pas reprises car elles ont déjà été reprises dans le cadre des cessions d'immobilisations.
- Les pertes exceptionnelles posent un problème particulier (1), car elles ne correspondent pas nécessairement à un décaissement. Une distinction est à faire :
 - . Si la perte correspond à une charge (ex : condamnation au terme d'une procédure judiciaire), elle a donné ou donnera lieu à un décaissement ;
 - . Si la perte constate la dépréciation sur un élément d'actif qui a été payé au cours d'exercices antérieurs (ex : créances clients ou immobilisations), les choses sont plus complexes.

Cet élément d'actif a affecté au moment de son acquisition par l'entreprise le solde de trésorerie soit opérationnelle (par la voie du BFR dans le cas des créances clients) soit discrétionnaires (cas des immobilisations). La constatation de la perte n'a et n'aura donc strictement aucune incidence de trésorerie.

I.4.4. Analyse prospective (prévisionnelle) :

Après avoir analysé minutieusement la santé financière de l'entreprise, à travers une étude statique et une autre dynamique, le banquier se doit de mener une analyse prospective sur sa situation future afin de compléter ces deux précédentes analyses.

Sachant que le remboursement du crédit sollicité se fera sur la base recettes futures de l'entreprise générées à partir de son exploitation, le banquier doit analyser la fiabilité des prévisions (concernant l'activité envisagée ainsi que son exploitation) sur la base des documents suivants :

- *Les Budgets d'Exploitation Prévisionnels ;*
- *Le Budget de Trésorerie ;*
- *Le Plan de Financement ;*
- *Les Documents de Synthèse Prévisionnels.*

Notons qu'en plus de tous ces documents, le banquier doit analyser aussi le chiffre d'affaire prévisionnel qui a un intérêt capital.

I.4.4.1 LES BUDGETS D'EXPLOITATION PRÉVISIONNELS

Les budgets d'exploitation prévisionnels sont des états prévisionnels qui enregistrent, non seulement les flux de trésorerie existants, mais également toutes les recettes et dépenses dont l'entreprise prévoit la perception ou engagement. L'ensemble des budgets (ventes, production, approvisionnements, investissements...) permet de construire le budget de trésorerie et les documents de synthèse prévisionnel.

I.4.4.2 LE BUDGET DE TRÉSORERIE

Le budget de trésorerie est un document de synthèse de tous les budgets d'exploitation prévisionnels. Il donne une anticipation des excédents et des déficits de trésorerie, en montant et en durée, dans une double perspective :

- Vérifier si les lignes de crédits initialement négociées suffiront à combler les besoins éventuels ;
- Définir les utilisations prévisibles de crédits (par exemple, nécessité de recourir à l'escompte compte tenu du portefeuille de traites, etc.).

La gestion de la trésorerie suppose une démarche en deux temps :

- L'élaboration du budget de trésorerie, document prévisionnel récapitulatif des encaissements et des décaissements de l'entreprise sur une période donnée et selon une périodicité, généralement, mensuelle. Elle se fait en trois étapes :
 - Elaboration du budget des encaissements ;
 - Elaboration du budget des décaissements ;
 - Elaboration du budget de TVA (Taxes sur Valeur Ajoutée).
- L'élaboration du plan de trésorerie, document issu du précédent et intégrant les moyens de financement à court terme ainsi que leur coût (frais financiers) et/ou en indiquant les placements envisageables par l'entreprise.

L'objectif est de parvenir à une trésorerie nulle où il n'y aurait ni excédents inemployés, ni découverts coûteux en agios.

I.4.4.3LE PLAN DE FINANCEMENT

Le plan de financement ou tableau des emplois ressources¹ de l'exercice a pour but de recenser les variations de ressources de financement de l'entreprise et les emplois qui en ont été fait durant un exercice. Ce dernier est un document de synthèse retraçant les différents flux financiers qui ont affecté le patrimoine de l'entreprise.

Cela étant déjà dit dans le précédent volet, le tableau de financement permet de connaître :

- Les opérations qui ont contribué à l'évolution du patrimoine au cours d'un exercice ;
- Les réalisations d'investissements et de désinvestissements ;
- Les moyens de financement utilisés ;
- Les dividendes distribués ;
- L'évolution des éléments du cycle d'exploitation.

En plus de tous cela, le tableau de financement constitue un véritable instrument de pilotage de l'entreprise. Etabli dans une optique prévisionnelle (tableau de financement prévisionnel), ce dernier permet de déterminer la cohérence existant entre les ressources et les emplois prévisionnels ainsi que leurs affectations.

I.4.4.4.LES DOCUMENTS DE SYNTHÈSE PRÉVISIONNELS

Pour une étude complémentaire à celle effectuée sur les bilans et TCR réels (pour la détermination de la situation financière présente et passée de l'entreprise), l'analyse des bilans et TCR prévisionnels permet au banquier d'apprécier les effets et conséquences de la politique financière adaptée par l'entreprise.

1. ~~Le Compte De Résultat Prévisionnel~~

Le compte de résultat prévisionnel constitue la synthèse des budgets d'exploitation d'un seul exercice. Il permet de dégager le résultat de l'exercice futur de façon à savoir s'il est satisfaisant ou non. Dans le premier cas, les choix budgétaires sont validés au niveau de la rentabilité, sinon, il faut revoir ces choix et envisager de nouvelles hypothèses.

2. ~~Le Bilan Prévisionnel~~

Le bilan prévisionnel présentera l'image de l'entreprise en fin d'année, si l'ensemble des prévisions se réalisent. Il permet de vérifier que la structure de l'entreprise n'évolue pas vers des déséquilibres.

Il est constitué à partir :

- Du bilan de l'exercice précédent ;
- Du budget de production et d'approvisionnement ;
- Du budget de trésorerie pour les disponibilités et les dettes et créances d'exploitation ;
- Du compte de résultat prévisionnel pour les amortissements et le résultat budgété ;
- Du budget des investissements pour l'actif immobilisé.

¹ Déjà présenté lors de l'analyse dynamique de l'entreprise (p 101)

I.4.4.5. LE CHIFFRE D'AFFAIRES PRÉVISIONNEL ET LE POINT MORT

Le chiffre d'affaires prévisionnel est un des éléments les plus pertinent que le banquier sollicite au demandeur de crédit. En effet, ce dernier représente le volume des ventes que compte réaliser l'entreprise durant l'exercice à financer. Ce chiffre d'affaires doit permettre à l'entreprise de dégager au moins un résultat nul.

Il convient donc de déterminer le CA qui permettrait à l'entreprise de couvrir toutes ses charges et à partir duquel elle enregistrerait des bénéfices. Ce dernier est défini par le point mort (seuil de rentabilité ou chiffre d'affaires critique).

Le Seuil de Rentabilité¹ (SR) seuil de rentabilité est défini comme suit : « le point mort est le niveau d'activité à partir duquel, toutes ses charges (fixes et variables) étant couvertes, u commence à faire des bénéfices ». À ce niveau d'activité, le résultat est donc nul.

La mise en place d'un crédit d'exploitation doit être préalablement précédée d'une constitution d'un dossier de crédit qui sera ensuite fournie par le client à son banquier.

Ce dossier doit comporter un certain nombre d'informations sur lesquelles, le banquier se basera lors de son analyse de l'entreprise postulante au crédit.

Cette analyse débutera, en premier lieu, par une identification de l'entreprise demanderesse de crédit et de son environnement. Deux points primordiaux pour toute étude et analyse d'un dossier de crédit qui permettront au chargé du dossier d'apprécier la réputation de la firme et celle des hommes qui la constituent.

En second lieu, le banquier doit diagnostiquer et analyser la santé financière de l'entreprise, une étape qui constitue le parachèvement de l'étude du dossier de crédit.

L'identification et le diagnostic économique et financier de l'entreprise sont désormais accomplis, le banquier retrouvera face à un ensemble de résultats obtenus et constats réalisés qui lui permettront de déterminer les concours adéquats aux différents besoins de l'entreprise. Il saura, en outre, la capacité de remboursement de l'entreprise postulante ainsi que le risque qu'il encourt en accordant les crédits sollicités par cette dernière. Cette étape est d'une importance considérable que le banquier doit traverser avec prudence.

¹ Le mode de détermination du seuil de rentabilité est présenté au niveau du chapitre II de cette partie.

CHAPITRE II

MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'INVESTISSEMENT

L'investissement peut être comptablement défini comme étant la combinaison d'un ensemble de meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise, et destinés à être utilisés durablement dans l'entreprise. Financièrement parlons, ce dernier est une immobilisation de capitaux dans le but de générer à long terme une rentabilité élevée qu'hypothétique.

Le financement des investissements représente sans doute une des décisions les plus importantes que tout banquier est en mesure de prendre. En effet, ce financement représente principalement des crédits à long ou moyen terme sollicités pour le financement de projets neufs, d'extension, de renouvellement, ou de modernisation de l'équipement de production déjà existants.

Cette opération de financement consiste à mettre à la disposition des clients des montants généralement élevés et dont le remboursement s'étalera sur plusieurs années, ce qui augmente considérablement le risque inhérent en ce type de crédit. Par conséquent, le banquier est tenu de mener une étude très poussée pour chaque demande de crédit d'investissement qui lui est présentée.

Cependant, l'étude menée par le banquier doit couvrir tous les aspects se rapportant aux projets d'investissements ainsi qu'à leurs meneurs. Des aspects qui revêtent la forme humaine, comptable, financière, économique, ...etc. Pour cet effet, le chargé d'étude du dossier d'investissement doit projeter tous ses aspects sur toute la durée du projet et les suivre de prêt afin mieux visualiser les gains pouvant être secréter par ce dernier et par conséquent se prononcer quant à l'octroi des crédit sollicités.

Ainsi, les étapes devant être empruntées par le banquier pour toute étude de dossier d'investissement sont à l'ordre de deux : une première intitulée *l'étude de la viabilité du projet*, une deuxième dénommée : *l'analyse de la rentabilité du projet*.

Il est à noter qu'avant d'entamer ces deux étapes le banquier doit vérifier en premier lieu la conformité et l'authenticité des différents documents, constitutifs du dossier de crédit, remis par le client.

Section I

LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE CREDIT D'INVESTISSEMENT

Les documents exigés pour la constitution d'un dossier de crédit d'investissement peuvent varier selon la nature de l'investissement projeté et l'ancienneté de la relation Banque - Client. Cependant, une liste de documents est commune pour tous les types d'investissement.

Le banquier a le droit d'exiger à son client tout document jugé utile et nécessaire pour l'étude de la demande de crédit présentée par le client. Parmi ces documents, on peut citer :

II.1.1. Documents administratifs :

- ☐ Une demande de crédit d'investissement écrite, datée et dûment signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- ☐ Une copie certifiée conforme de la déclaration d'investissement enregistrée auprès de l'ANDI (Agence Nationale du Développement de l'Investissement) pour le secteur privé ;
- ☐ Une copie de la décision d'octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux de l'ANDI éventuellement ;
- ☐ Une copie certifiée du registre de commerce, du récépissé de dépôt ou tout autre autorisation ou agrément d'exercer (éventuellement une carte artisanale) ;
- ☐ Une copie certifiée conforme des statuts pour les personnes morales ;
- ☐ Une copie certifiée conforme du BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales) ;
- ☐ Un acte de propriété ou bail de location du terrain et/ou des locaux utilisés pour l'activité de l'entreprise.

II.1.1. Documents comptables, fiscaux et parafiscaux :

- ☐ Les trois derniers bilans définitifs et TCR des exercices clos, y compris leurs annexes réglementaires, signés par une personne habilitée pour les entreprises en activité ;
- ☐ Les bilans et TCR prévisionnels établis sur une durée de cinq (5) ans, signés par une personne habilitée ;
- ☐ Pièces fiscales et parafiscales apurées et datant de moins de trois (3) mois pour les entreprises en activité, et déclaration d'existence pour les entreprises n'ayant pas encore exercé ;

II.1.1.2 Documents économiques et financiers :

- ☐ Une étude technico-économique du projet ;
- ☐ Factures pro formas et/ou contrat commercial récents pour les équipements à acheter localement ou à importer ;
- ☐ Etat descriptif et estimatif des travaux de génie civil et bâtiments réalisés et restant à réaliser, établi par un bureau d'architecture agréé ;
- ☐ Tout justificatif des dépenses déjà réalisées dans le cadre du projet ;

II.1.1.3 Documents techniques :

- ☐ Permis de construire en cours de validité ;
- ☐ Plan de masse et de situation du projet à réaliser ;
- ☐ Plan d'architecture et charpente ;
- ☐ Etude géologique du site et autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente pour les projets de carrières ;
- ☐ Etude et analyse de la qualité du gisement pour les projets de production des matériaux de construction et autres.

Remarque :

Les documents déjà cités constituent le dossier de crédit standard qu'il y a lieu d'exiger. Cependant, ce dossier devra être modulé dans la mesure où le promoteur est déjà client de la banque, et que certains documents ont été déjà versés.

Section II

L'ETUDE DE LA VIABILITE DU PROJET

Après s'être assuré de conformité et l'authenticité des documents présentés par le client postulant et demandeur de crédit, le banquier s'attellera à analyser la viabilité du projet d'investissement. Cette analyse se fera à travers les étapes suivantes :

- ☐ L'analyse commerciale ;
- ☐ L'analyse du secteur d'activité ;
- ☐ L'analyse technique ;
- ☐ L'analyse des coûts.

II.2.1. L'analyse commerciale :

Si effectivement, par le passé, il consistait plus pour l'entreprise à écouler la marchandise qu'elle avait produite, il s'agit plus aujourd'hui d'identifier les besoins du marché et de ne produire que ce qui peut être vendu. En effet, dorénavant, la connaissance du marché pour l'entreprise consiste plus à produire ce qui peut être vendu qu'à vendre ce qui est produit.

Les éléments qualitatifs, sur lesquels portera l'analyse commerciale du banquier ont été définis par les « quatre (04) P » de Mc Carthy¹, à savoir :

- 1- **P**roduct (produit) ;
- 2- **P**rice (prix) ;
- 3- **P**lace (la distribution) ;
- 4- **P**romotion (la communication).

II.2.1.1 Le produit

L'analyse du banquier de ce dernier concept doit être faite avec prudence; une analyse relevant des techniques du marketing qui fait appel à l'information, à la logique ainsi qu'à l'observation.

Il importera au banquier de s'intéresser dans ce cadre :

- ☐ A la quantité de production envisagée par l'entreprise ; à sa nature ; à son type ; à ses différentes particularités technologiques ainsi qu'aux caractéristiques de cette dernière ;
- ☐ Aux différents besoins auxquels la production envisagée répondra-elle ;
- ☐ Aux éventuels substituts de celle-ci ;
- ☐ Au degré d'obsolescence de ce dernier. Autrement dit, le niveau d'actualité et d'innovation qui caractérise le produit envisagé (lancement, croissance, maturité ou alors déclin) ;
- ☐ A la gamme de production du produit envisagé.

¹ Les quatre (04) P de Mc Carthy font partie d'un concept développé dans sa thèse de doctorat de 3^{ème} cycle de l'Université du Minnesota, définissant les forces de la stratégie commerciale à adopter par l'entreprise moderne.

II.2.1.2e prix

En matière de prix, il faudra s'intéresser :

- ☐ A la compétitivité des prix pratiqués par l'entreprise ;
- ☐ A l'existence de contrainte réglementaire en matière de prix et en matière de concurrence (ex : prix administrés) ;
- ☐ A la politique de vente choisie par l'entreprise (politique de pénétration : donc le choix d'un prix très bas ; ou bien une politique d'écémage : dans ce cas là le prix est très élevé et destiné à une clientèle particulière).

II.2.1.3a distribution

Il est important pour le banquier d'analyser, dans ce cadre, les points suivants :

- ☐ L'agent qui prend en charge la distribution (le producteur lui-même ou bien un sous-traitant) ;
- ☐ Le mode de distribution (circuit direct, circuit court ou alors circuit long) ;
- ☐ La densité du réseau ou bien le maillage (une distribution touchant tout le marché ou bien une partie déterminée de ce dernier) ;

II.2.1.4a promotion

Il faudra s'intéresser :

- ☐ Aux types de supports utilisés (les medias, l'affichage, le sponsoring, les prospectus, le mécénat...etc.) ;
- ☐ A la véracité de la force de vente (pour cela il faudra comparer le coût de la promotion au chiffre d'affaires additionnel généré par celle-ci et au même rapport chez le concurrent) ;
- ☐ A l'existence d'un service après vente et ses performances.

II.2.2. L'analyse du secteur d'activité

L'appréciation du secteur d'activité constitue un élément primordial pour le banquier. En effet, celui-ci devra impérativement apprécier la tendance du secteur. Autrement dit, il lui appartiendra de savoir comment dans les semaines, les mois ou encore les années à venir, évoluera le secteur d'activité et quel sera l'impact de cette évolution sur les entreprises appartenant à ce secteur.

L'analyse du secteur d'activité portera alors sur :

- ☐ Le marché ;
- ☐ Les concurrents ;
- ☐ Les partenaires ;

II.2.2.1Le marché

Tout banquier est dans l'obligation d'élaborer, lors de son évaluation de projet, une étude exhaustive du marché afin d'amplifier d'avantage les chances de réussite du projet envisagé. En effet, la nécessité de procéder à cette analyse découle du fait que tout projet productif a pour objet la production de biens et/ou de services destinés à être écoulé sur le marché, lieu de confrontation de l'offre et de la demande et le milieu dans lequel l'entreprise devra s'adapter en permanence. Il est donc indispensable de connaître le marché auquel la production envisagée sera destinée.

Une étude de marché peut être définie comme étant la collecte, l'enregistrement et l'analyse de tous les faits se rapportant aux transferts et à la vente de marchandises et de services. Ainsi, l'objectif visé par l'étude de marché est de prévoir le volume de marchandise ou de services pouvant être vendus sur le marché. Ce volume dépend en fait d'un certain nombre de paramètres tels que :

- ☐ La taille, la structure et l'évolution du marché (le marché est-il stable, en progression ou alors en régression) ;
- ☐ Le niveau de production et les prix de ventes espérés ;
- ☐ Le lieu d'implantation du marché visé (régional, national ou alors international) ;
- ☐ Les parts du marché détenues par l'entreprise et les parts qu'elle pourra détenir dans le futur ;
- ☐ Les politiques pratiquées par l'entreprise face aux évolutions survenues au niveau du marché...etc.

Nous tenons à préciser que le contenu de l'étude de marché est essentiellement composé de :

- o L'analyse de la demande passée et présente ;
- o L'appréciation de la demande future ;
- o L'appréciation de l'offre passée, présente et future.

II.2.2.2 Les partenaires

Il s'agira principalement des clients et des fournisseurs.

Concernant les clients, les principales questions que se posera le banquier sont :

- ☐ Qu'elle est la clientèle de l'entreprise ?
- ☐ Est-ce que l'entreprise accorde des délais de paiement à ses clients, si c'est le cas, Sont-ils respectés par ces derniers ?

Quant aux fournisseurs, le banquier est dans l'obligation de savoir :

- ☐ Leur nombre, dont il est préférable qu'il soit assez important afin d'éviter toute perturbation éventuelle résultant de l'indisponibilité temporaire ou définitive des marchandises chez un ou plusieurs de ceux-là ;
- ☐ La notoriété de ces derniers ;
- ☐ Leur implantation, dont il est préférable qu'elle soit nationale afin d'éviter tout risque de change ou réglementaire.

II.2.2.3 Les concurrents

La concurrence étant un élément qui présente pour l'entreprise un risque considérable, du fait qu'elle contraint l'entreprise à réduire ses marges et à accroître ses besoins de financement (stocks plus importants et créances plus longues) pour pouvoir écouler ses produits. De ce fait là, cette dernière doit être analysée avec minutie. Ainsi son analyse portera sur les éléments suivants :

- ☐ Le nombre des concurrents et leur importance (parts de marché détenues et susceptibles d'être détenues, capacités de production, qualité du produit...etc.) ;
- ☐ Leur prix et conditions de vente (délais de règlements, modalités de livraison, services après ventes...etc.).

II.2.3. L'analyse technique

En matière d'analyse technique du projet d'investissement l'évaluateur devra s'intéresser :

- ☐ Au processus de production ;
- ☐ Aux caractéristiques des moyens de production ;
- ☐ Aux besoins de l'entreprise ;
- ☐ A la localisation de l'unité de production ;
- ☐ Au délai de réalisation.

II.2.3.1 Le processus de production

Les techniciens de l'entreprise peuvent en général choisir entre plusieurs procédés de fabrication possibles pour atteindre un même résultat. Dans de nombreux cas, le choix est dicté par des considérations techniques ou économiques évidentes (imposition de certaines matières premières...etc.).

II.2.3.2 Les caractéristiques des moyens de production

Ce choix est lié à celui du volume de la production et au processus sectionné. Dans les industries de transformation où, souvent, une infinité d'équipements de performance variées est offertes sur le marché.

La gamme des matériels conditionnera fortement la souplesse de l'exploitation future et leur choix devra reposer sur une analyse aussi précise que possible des conditions ultérieures de fonctionnement. Pour cet effet, et afin d'apprécier ces moyens de productions, le banquier axera son analyse sur certains points tels la capacité de production, la superficie des locaux, le niveau d'obsolescence...etc. Il cherchera alors, à travers son analyse à répondre aux questions suivantes :

- ☐ Quelles sont les immobilisations réellement productives ?
- ☐ Quelle est la durée de vie de ces immobilisations ?
- ☐ A quel niveau d'obsolescence sont elles ?
- ☐ Est-ce que les équipements usités permettent une bonne productivité?

II.2.3.3 Les besoins de l'entreprise

Après avoir déterminé le processus de production choisi, ainsi que les caractéristiques des moyens de production ; le banquier devra déterminer de manière précise les besoins de l'entreprise, tant pour la période d'investissement (bâtiments, matériels divers, mains-d'œuvre...etc.) que pour celle de l'exploitation (matières premières, eau, énergie, mains-d'œuvre...etc.) et ce dans le but d'avoir une idée précise du coût de démarrage, d'extension et de fonctionnement de ladite entreprise.

II.2.3.4 La localisation de l'unité de production

L'analyse du problème de la localisation de l'unité de production se pose en termes fort différents d'une activité à une autre. En effet, imposée dans certains cas (exploitation de gisements...etc.), la localisation peut dans d'autres cas être envisagée par l'entreprise en un grand nombre de points. Il appartiendra au banquier de vérifier si l'entreprise a bien su choisir, en prenant en considération la localisation du marché au quel le produit de celle-ci est destiné, la localisation de ses principaux fournisseurs...etc.

1. Le délai de réalisation

L'évaluateur doit s'assurer que le planning de réalisation est techniquement et humainement réalisable et concevable. En effet, tout retard accusé dans la réalisation du projet engendre des surcoûts, d'une part et des pertes en production, d'autre part.

2. L'analyse des coûts :

Cette analyse consiste à vérifier la validité de tous les coûts qui se réfèrent au projet, qu'il s'agisse de ceux liés à l'investissement ou ceux de l'exploitation.

En effet, l'importance de ces coûts rend l'évaluateur obligé de mener cette analyse avec *exhaustivité* (aucun coût ne doit être omis sous peine de faire une analyse peu crédible) et *viabilité* (les coûts doivent être fixés après de multiples consultations auprès des fournisseurs, organismes ou institutions susceptibles de détenir l'information).

Sur cet angle, l'évaluateur doit s'intéresser :

- En matière d'investissement, aux :
 - o Différents frais et valeurs des immobilisations incorporelles (prospection, études et recherches, brevets et licences, frais préliminaires, intérêts intercalaires,... ;
 - o A la nature du terrain de construction, au montant de revient du terrain,... ;
 - o Aux différentes immobilisations corporelles telles que les constructions, les bâtiments, autres bâtiments d'exploitation,... ;
 - o Aux machines et matériels d'exploitation ;
- En matière d'exploitation, aux :
 - o Au montant des différentes charges telles que les matières et fournitures, les matières premières, les frais du personnel, les impôts et taxes, aux dotations aux amortissements,...etc.

Remarque :

On plus des différentes analyses présentées ci-dessus, l'évaluateur - et afin d'éviter tout risque lié au remboursement du crédit (en cas d'accord) – doit s'assurer de la stabilité de la conjoncture économique et/ou politique du pays pour ne pas affecter l'entreprise postulante.

Après avoir analysé la viabilité du projet à travers les quatre points présentés à savoir : l'analyse commerciale, l'analyse du marché, l'analyse technique et l'analyse des coûts ; l'évaluateur est en mesure de déterminer et d'apprécier de près la rentabilité du projet.

Section III

L'ANALYSE DE LA RENTABILITE AVANT FINANCEMENT DU PROJET

L'évaluateur, et après avoir vérifié la viabilité du projet, procède à une analyse de la rentabilité financière de l'investissement envisagé. Rappelons pour cet effet, que toute analyse de la rentabilité d'un projet d'investissement menée sur la base d'une fausse documentation est erronée.

Comme son nom l'indique, l'objectif de la rentabilité est avant tout la détermination de la rentabilité du projet. Cela étant de loin l'objectif principal de cette phase, mais il faut noter qu'elle vise aussi à apprécier l'opportunité financière que le projet présente par rapport aux autres possibilités d'investissement (ex : placements à terme,...) et la capacité des ressources qui seront générées par le projet à faire face aux engagements de l'entreprise déjà entrepris.

Pour cela, l'évaluateur doit procéder en premier lieu par une appréciation de la **rentabilité avant financement** qui est en fait nécessaire pour mieux cerner ce que le projet est en mesure d'apporter indépendamment des conditions de financement. En second lieu, il doit apprécier la rentabilité du même projet après intégration des différents éléments de financement (remboursement d'emprunt,...) ou bien la **rentabilité après financement** qui permet de mesurer l'impact de l'endettement sur la rentabilité des capitaux engagés ainsi que la capacité de remboursement de ces derniers à échéance.

II.3.1. Analyse de la rentabilité avant financement :

Il s'agit d'apprécier la rentabilité intrinsèque du projet indépendamment de tout concours financier. Mais avant d'entamer cette étude, nous avons jugé important de définir quelques concepts relatifs au projet notamment :

- ☐ La durée de vie de l'investissement et le niveau de production ;
- ☐ La nature des flux ;
- ☐ La comparaison des flux de trésorerie.

II.3.1.1 La durée de vie de l'investissement et le niveau de production :

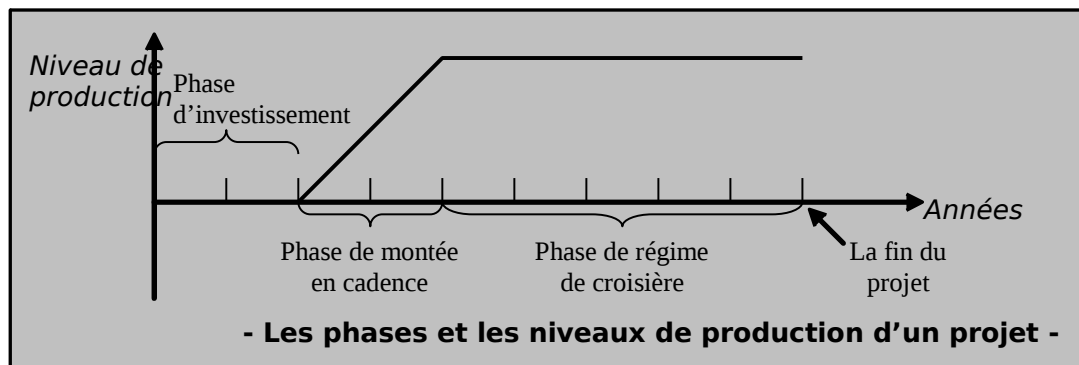
Durant sa vie, un projet d'investissement passe par quatre (04) phases distinctes :

- ☐ La phase d'investissement : période pendant laquelle le projet est réalisé ;
- ☐ La phase de montée en cadence : phase pendant laquelle l'entreprise s'accoutume à la technologie aux équipements et à la production du bien ou du service et par conséquent le niveau de production n'est pas à son niveau optimal ;
- ☐ La phase de croisière : c'est la période de plein régime durant laquelle les équipements tournent à leur pleine capacité (niveau optimal de production) ;
- ☐ La fin du projet.

Pour déterminer la durée de vie d'un investissement, qui est différente de sa durée comptable, il y a lieu de distinguer entre trois (03) durées de vie :

- ☐ La durée de vie physique de l'investissement, qui correspond à la durée d'exploitation de l'investissement ;
- ☐ La durée de vie de la technologie, c'est la période pendant laquelle le produit est jugé de nouvelle technologie ;
- ☐ La durée de vie du produit, c'est la période relative au cycle de vie du projet.

La durée de vie d'un investissement correspond à la plus petite de ces trois durées. Notons que dans la majorité des cas, elle est égale à la durée de vie physique de l'investissement.



II.3.1.2 La Nature des Flux :

Il existe trois types de flux relatifs à un projet d'investissement :

- ☐ Les flux de dépenses d'investissement (toute dépense concouru à la réalisation du projet) ;
- ☐ Les flux d'exploitation (les dépenses et les recettes d'exploitation) ;
- ☐ Les flux de désinvestissement (les cessions d'actifs à la fin du projet).

II.3.1.3 La Comparaison des Flux de Trésorerie :

La comparaison des flux va porter sur la différence entre les flux qui sortent (décaissements) représentés par les dépenses d'investissement et les flux qui entrent (encaissements) qui proviennent de l'exploitation et de la vente des actifs la dernière année du projet.

Pour cet effet, l'appréciation de la rentabilité d'un projet se fait à partir des flux de trésorerie générés par ce projet, c'est-à-dire à partir des trois catégories de flux déjà présentés.

1. La détermination des flux de trésorerie :

La détermination des flux de trésorerie se déroule en six (06) étapes :

A. Elaboration de l'échéancier d'investissement :

Il s'agit de repartir dans le temps, selon la durée de réalisation du projet, l'ensemble des dépenses d'investissement y compris le BFR devant servir au démarrage de l'exploitation. Il doit contenir les frais de création de la société, les terrains, les constructions, les équipements, la formation, les imprévus...etc.

B. Echéancier d'amortissement :

Il s'agit de déterminer, pour chaque année, la somme des amortissements des investissements tout au long de la durée de vie du projet. Il permettra, entre autre, de déterminer les dotations aux amortissements annuelles nécessaires à mettre dans le TCR prévisionnel.

Remarque : En général, le terrain s'apprécie et ne se déprécie jamais, et de cet effet il ne sera pas amorti. Cependant, nous notons une exception qu'est les gisements et les exploitations de carrières.

C. Détermination de la Valeur Résiduelle de l'Investissement (VRI) :

La valeur résiduelle de l'investissement correspond à la valeur restante non amortis des immobilisations. Autrement dit, elle représente la valeur nette comptable de l'investissement (le BFR est à exclure).

$$\text{VRI} = \text{Investissement initial} - \text{BFR} - \text{Montants déjà amortis.}$$

La VRI constitue une rentrée de fonds supplémentaires dont il faut tenir compte lors de la dernière année de vie du projet.

D. Détermination du BFR :

Le BFR représente un fonds de démarrage nécessaire au projet pour la prise en charge de certaines charges d'exploitation durant le démarrage du projet. Il s'agit essentiellement des dépenses de matières premières et des salaires.

Nous tenons à préciser que le BFR est un besoin qui dépend du niveau d'activité de l'entreprise. Pour cet effet, il est à constater que ce dernier dépend du volume du chiffre d'affaire que l'entreprise enregistre (plus le chiffre d'affaire est important plus le BFR est important).

Au cours de la période d'exploitation, avec l'évolution de l'activité de l'entreprise (la phase du régime de croisière), les besoins de cette dernière évoluent, il faut donc déterminer la variation du BFR. Au bout de la dernière année de vie du projet, le BFR restant à la disposition de l'entreprise constitue une ressource supplémentaire devant être récupérée.

Remarques :

- Le BFR est un besoin de financement permanent (à long terme) qui doit être financé par des ressources à long terme en l'occurrence le Fonds de Roulement.
- Le tableau de la variation du BFR sera présenté dans le cas pratique investissement.

E. Elaboration du tableau des comptes de résultat annuel (prévisionnels) :

L'élaboration du tableau des comptes de résultat prévisionnels permet de déterminer annuellement l'évolution du chiffre d'affaires de l'entreprise, les différentes consommations telles que les matières premières, ainsi que les soldes intermédiaires de gestion dont l'EBE, la CAF et la résultat net de l'exercice.

Remarques :

- ☐ Les consommations intermédiaires (matières premières) de l'entreprise sont des charges externes, pour cet effet elles ne sont pas considérées comme celle l'entrepreneur les produits au sein de son entreprise ;
- ☐ C'est un agrégat qui relève d'une importance considérable et qu'il faut analyser avec prudence et selon un cadre *spacio – temporel* (c'est-à-dire par rapport à d'autres entreprises et au moins pour les cinq dernières années) ;
- ☐ Le TCR prévisionnels avant financement ne doit contenir en aucun cas les frais financiers ;
- ☐ Quant aux provisions, ces dernières ne doivent pas figurer ni dans l'analyse de la rentabilité avant financement ni celle après financement. Ceci peut être expliqué par le fait que l'évaluateur et lors de son analyse ne doit jamais penser à d'éventuelles pertes ou bien dépréciation de stock.

F. Etablissement du tableau des flux de trésorerie :

C'est un tableau récapitulatif de l'ensemble des ressources et emplois de l'entreprise servant à déterminer les flux de trésorerie sur toute la durée de vie du projet. Les éléments déterminés précédemment (échancier des investissements, tableau des amortissements, la VRI, variation du BFR et les comptes de résultat prévisionnels) permettent d'élaborer ce tableau d'emplois/ressources.

Le tableau se présente de la manière suivante :

Rubriques	Période Réalisation		Période Exploitation			
	-1	0 1 2			3 ...n	
RESSOURCES						
- CAF						
- VRI						
- Récupération BFR						
TOTAL RESSOURCES (I)						
EMPLOIS						
- Investissement initial						
- variation BFR						
TOTAL EMPLOIS (II)						
Flux Trésorerie (I) - (II)						
Cumul des Flux Trésorerie						

2. Les critères de rentabilité d'un investissement et leur appréciation

Les flux d'investissement déjà déterminés suite à l'élaboration du tableau emplois/ressources doivent être analysés selon les critères de rentabilité présentés ci-dessous et cela afin de déterminer la rentabilité propre de l'investissement.

Tout investissement est un échange entre des dépenses présentes ou prochaines contre des recettes futures. Suivant cette définition, nous constatons qu'il est impossible de comparer les présentes dépenses avec les futures recettes, d'où la notion d'actualisation qui permet de rapporter une dépense ou bien une recette future au présent.

Ainsi, nous avons jugé important de définir en premier lieu ce que c'est l'actualisation ensuite procéder à la présentation des différents critères de rentabilité.

La notion d'actualisation :

L'actualisation consiste à ramener au **présent** tous les flux quelque ils soient, dépenses ou bien recettes. Autrement dit, elle détermine la valeur immédiate des flux futurs que générera le projet. Elle se fait sur la base d'un **taux d'actualisation** qui peut être défini comme étant **le prix de renonciation à la liquidité**.

Cette notion est l'inverse de la notion de capitalisation.

Supposons 1 DA aujourd'hui $(1+i)^n$ dans n années (capitalisation).
 $(1+i)^{-n}$ DA aujourd'hui ← 1 DA dans n années (actualisation).

Le **taux d'actualisation** est le **coût moyen pondéré des ressources**. En effet, ce dernier reprend pour son calcul la rémunération des fonds propres (par distribution de dividendes aux actionnaires) et celle de l'emprunt bancaire suivant un taux net d'emprunt.

Remarque le taux net d'emprunt représente le coût de revient du crédit pour chaque client. Il est inférieur au taux affiché par la banque puisque le taux d'intérêt (affiché) doit être déduit du taux IBS pour avoir le taux net d'emprunt. C'est simplement du au fait que toute entreprise qui s'endette va automatiquement payer des frais financiers qui vont diminuer d'avantage l'IBS de cette entreprise.

Exemple de calcul du taux d'actualisation :

Soit une structure de financement répartie comme suit :

- 35% capitaux propres au taux de 12% ;
 - 65% emprunts bancaires au taux de 7% → $TNE = 7\% \times (1 - 0.3) = 4.9\%$.
- Taux d'actualisation = $(0.35 \times 12\%) + (0.65 \times 4.9\%) = 7.4\%$

A. Le Délai de Récupération (DR) :

Appelé aussi « délai de recouvrement du capital investi » ou « durée d'amortissement d'un investissement », le délai de récupération est égal à la durée nécessaire aux flux d'exploitation pour récupérer le montant d'investissement. Autrement dit, le délai de récupération du capital investi représente le temps qu'il faut aux flux de trésorerie cumulés pour s'annuler.

$$DR = n \text{ tel que } \sum_{t=1}^n F_t$$

I_0 = les dépenses d'investissement cumulées.

Le délai de récupération est autant un critère de rejet (on rejette tous les projets dont le DR serait supérieur à un objectif arrêté par l'entreprise, ses actionnaires ou bien par la banque) qu'un critère de sélection (on choisit le projet qui affiche le DR le plus court).

Il est plus un critère de liquidité que de rentabilité, puisqu'il ne tient pas compte ni du coût des fonds investis ni de leur rentabilité qui intervient après ce délai. Le calcul du DR se fait comme le montre l'exemple suivant :

Années	0	1	2	3	4	5					
FT		-1000				200	300	350	400	400	
$\sum FT$		-1000				-800	-500	-150	250	650	

Le DR est compris entre la 3ème et la 4ème année. Par interpolation linéaire, on aura :

$$DR = 3 \text{ ans} + (150/400) \times 12 \text{ mois} = 3 \text{ ans} + 4 \text{ mois et demi.}$$

B. Le Délai de Récupération Actualisé (DRA) :

Le DRA est le délai nécessaire aux flux de trésorerie actualisés pour assurer le recouvrement du capital investi actualisé. Contrairement au DR, le DRA tient compte des coûts des capitaux. Néanmoins, il reste un critère de liquidité, donc un critère secondaire dans l'analyse de la rentabilité.

Le DRA peut calculé comme suit :

$$DRA = \sum_{t=1}^n F_t / (1+i)^t$$

Avec : $n = DRA$, i = taux d'actualisation, t = nombre d'années, F_t = flux de trésorerie.

Remarque : le délai de récupération actualisé peut être aussi déterminé à partir du tableau d'emplois/ressources suivant une interpolation linéaire (comme pour le DR), sauf que les flux doivent être actualisés (même ceux d'investissement).

C. La Valeur Actuelle Nette (VAN) :

Appelée aussi la Bénéfice actualisé, la Valeur Actuelle Nette est la différence entre la somme des flux nets actualisés d'exploitation sur toute la durée de vie de l'investissement et le capital investis. Cette dernière correspond au surplus monétaire dégagé par le projet après avoir récupérer les parts du capital investis auparavant. Ainsi, il est obligatoire que la VAN soit positive pour affirmer la rentabilité du projet.

$$VAN = \sum FNT(\text{actualisés})$$

La VAN est autant un critère de rejet (toute VAN négative implique une non - rentabilité du projet) qu'un critère de sélection entre investissements *ayant des mises de fonds identiques*. En effet, au contraire, le calcul de la VAN sera complété par le calcul d'un autre indicateur : *l'indice de profitabilité*

D. L'Indice de Profitabilité (IP) :

L'indice de profitabilité est un critère qui est venu pallier à l'une des insuffisances de la VAN qui faisait que celle - ci ne pouvait être utilisée comme critère de sélection entre deux projets ayant des mises de fonds initiales (investissements) différentes. En effet, il permet de comparer entre deux projets dont la mise de fonds initiale est différente en montrant le rendement de chaque dinar investi dans chaque projet.

$$IP = \frac{\text{Valeur actualisée des flux d'expl. (VA)}}{\text{Valeur actualisée des investissements}} = \frac{VA}{Ia} = 1 + \frac{VAN}{Ia}$$

Avec : VA : valeur actuelle, Ia : investissement actualisé.

E. Le Taux de Rentabilité Interne (TRI)

Le taux de rentabilité interne peut être défini comme étant le taux d'actualisation qui égalise la valeur actuelle d'exploitation (recettes) et celle d'investissement (dépenses) générés par le projet. Il s'agit donc du taux d'actualisation qui annule la VAN. Il exprimera alors le coût maximal des capitaux que peut supporter le projet. Le minimum pour un TRI est d'être supérieur au coût des fonds investis pour que le projet génère des bénéfices. Il sera donc donné tel que :

$$VAN = \frac{\sum \text{Flux d'exploitation} - \text{Investissement (I}_0\text{)}}{(1 + TRI)^n} = 0$$

Mode de calcul du TRI :

Le TRI est déterminé par itérations successives (plusieurs essais). On doit déterminer deux VAN dont les signes sont différents (une positive et une négative) et correspondant à des taux d'actualisation dont la différence n'excède pas 02 points. Il s'agira ensuite de faire une interpolation linéaire.

Si on suppose :

Ta₁ = taux d'actualisation pour une VAN₁ > 0

Ta₂ = taux d'actualisation pour une VAN₂ < 0

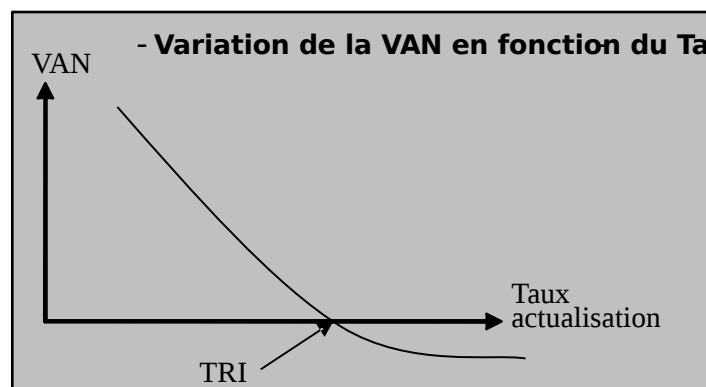
Par interpolation, on trouve :

$$TRI = Ta_1 + \frac{(Ta_2 - Ta_1) \times VAN_1}{|VAN_2| + VAN_1}$$

Remarque :

- Le TRI ne peut jouer le rôle de critère de sélection que si les projets à comparer ont des coûts d'investissement égaux et des durées de égales.
- Le TRI doit être supérieur au taux d'actualisation (sinon on aura une VAN inférieure à zéro) ;

Le schéma suivant montre la variation de la VAN en fonction du TRI (avec le point déterminant le taux de rentabilité interne).



A partir de ce schéma, nous constatons que plus le TRI est élevé, plus le projet peut supporter des conditions de ressources (de crédit) importantes.

F. Le seuil de rentabilité :

« Le seuil de rentabilité, également appelé point mort, ou encore chiffre d'affaires critique, est le volume de production pour lequel, en application d'un prix de vente donné, l'entreprise ne fait ni perte ni bénéfice. C'est donc le volume de production pour lequel sont couverts la totalité des charges fixes et des coûts variables de l'entreprise »

Quant tenu de cette définition, nous tenons à définir deux concepts très importants, et qui sont : les charges fixes et les charges variables.

9 Les charges fixes Elles sont indépendantes du niveau d'activité (amortissements, charges administratives, frais de personnel...etc.) et évoluent par palier. Autrement dit elles n'évoluent que lors d'un changement dans la structure productive de l'entreprise ;

9 Les charges variables Elles sont étroitement liées au niveau de l'activité. Ainsi, elles évoluent avec l'évolution du niveau d'activité, et ce d'une manière proportionnelle. On citera pour exemple les consommations de matières premières, d'énergie...etc.

Un procédé de quantification du seuil de rentabilité ainsi qu'un graphique d'illustration sont donnés ci – après :

Procédé de quantification du seuil de rentabilité :

Soient :

- Q : Le niveau d'activité exprimé en unités physiques de ventes ;
- v : Le coefficient d'évolution des charges variables par rapport au niveau d'activité ;
- F : Le montant global des charges fixes.
- P : Le prix de vente unitaire.

On aura alors :

Chiffre d'affaires : $CA = P Q$

Charges variables : $V = v Q$

² IBID, P 85.

Notons que le seuil de rentabilité est atteint lorsque le chiffre d'affaires est égal à la somme des charges fixes et variables, donc :

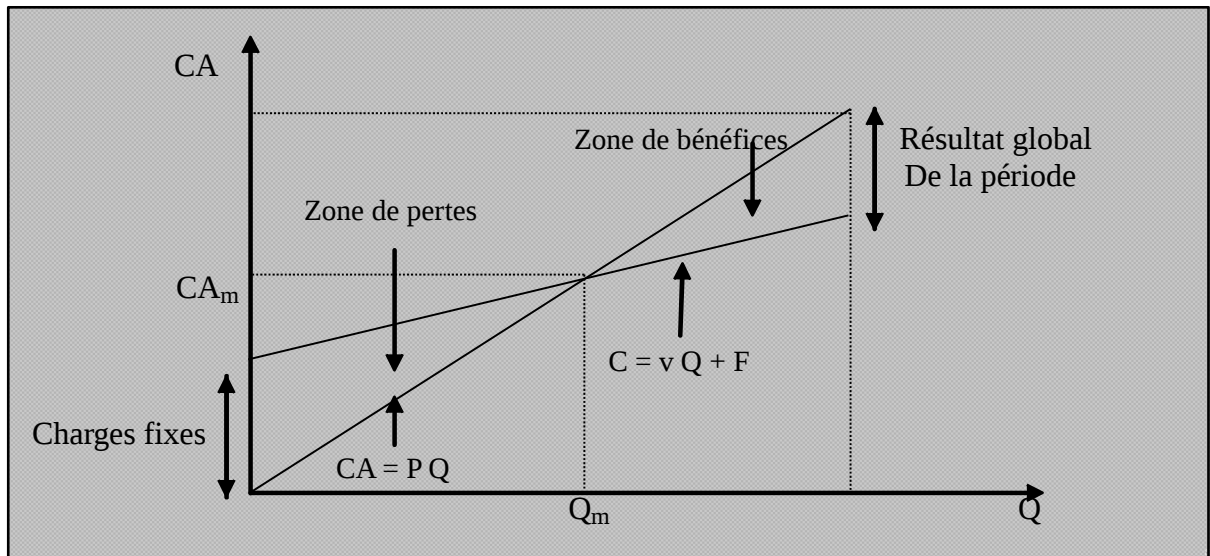
$$CA = V + F \quad \text{ou} \quad P Q = v Q + F$$

$$(P - v) Q = F$$

Le seuil de rentabilité **Q_m**, est alors la solution de l'équation suivante : **Q_m = F / (P - V)**

Pour atteindre le chiffre d'affaires critique CA_m, l'entreprise devra alors produire **Q_m** d'unités physiques.

Le graphique suivant représente l'équation précédente :



Section IV

L'ANALYSE DE LA RENTABILITE DU PROJET APRES FINANCEMENT

L'analyse des flux de trésorerie avant financement permet de déterminer la rentabilité du projet lui-même sans tenir compte des conditions de financement. L'analyse des flux après financement, quant à elle, a pour objectif de déterminer la rentabilité des capitaux engagés dans l'investissement à savoir les capitaux propres et les fonds empruntés et de déterminer la structure de financement la plus adaptée.

Pour ce faire, le banquier doit s'intéresser essentiellement :

- ☐ A l'autofinancement présenté par l'entrepreneur ;
- ☐ Aux capacités d'endettement de l'entreprise postulante ;
- ☐ Au recours éventuel à l'augmentation de capital ;
- ☐ A la capacité de remboursement d'emprunt de l'entreprise postulante ;
- ☐ Au coût et à la rentabilité des capitaux engagés.

II.4.1. Détermination des flux de trésorerie après financement :

Les flux de trésorerie après schéma de financement se déterminent suivant les étapes suivantes :

II.4.1.1. Elaboration de l'échéancier d'investissement :

Cette étape est la même que celle suivie lors de l'analyse de la rentabilité avant financement sauf qu'il faut intégrer les intérêts intercalaires qui sont une rubrique de l'investissement et qui représentent des intérêts payés pendant la période de différé (période pendant laquelle l'entrepreneur paye uniquement le principal du crédit sollicité) ;

II.4.1.2. Elaboration de l'échéancier d'amortissement :

C'est le même échéancier d'amortissement que celui établi lors de l'analyse de la rentabilité avant financement avec l'intégration de l'amortissement des intérêts intercalaires (c'est une rubrique de l'investissement) ;

II.4.1.3. Elaboration du TCR prévisionnels après financement :

C'est le même TCR déjà présenté dans l'analyse avant financement sauf que ce dernier doit intégrer les frais financiers relatifs au crédit ;

II.4.1.4. Elaboration de l'échéancier de remboursement :

Il présente, année par année, la répartition du remboursement d'emprunt reprenant ainsi le principal, les intérêts (dont les intérêts intercalaires) et par conséquent l'annuité à payer ;

II.4.1.5. Elaboration du plan de mobilisation :

C'est un tableau qui fait apparaître les différentes dépenses d'investissement qui sont : l'investissement initial, la variation du BFR ainsi que les intérêts intercalaires et la manière par laquelle elles seront réparties dans le temps et le moyen de couverture ou bien de financement de ces dernières.

Sur cet angle, nous tenons à préciser que la variation du BFR ainsi que les intérêts intercalaires représentent deux rubriques d'investissement qui doivent être financées par le client. La raison pour laquelle le banquier ne doit pas les financer est le fait qu'elles sont deux éléments volatiles autrement dit ils n'ont pas de contrepartie d'immobilisation.

II.4.1.6. Elaboration du plan de financement :

Comparativement au tableau emplois/ressources avant schéma de financement et que nous avons vu préalablement à l'occasion de la rentabilité propre du projet, le tableau emplois/ressources après schéma de financement intègre en plus :

Au niveau des ressources :

- o Les capitaux propres ;
- o L'emprunt.

Au niveau des emplois :

- o Les intérêts intercalaires ;
- o Le remboursement du principal ;
- o Les dividendes.

Le tableau suivant recense l'ensemble des rubriques d'un tableau emplois/ressources après schéma de financement :

Rubriques	Période Réalisation		Période Exploitation			
	-1	0 1 2			3 ...n	
RESSOURCES						
- CAF après financement						
- VRI						
- Récupération BFR						
- Apports						
- Emprunts						
TOTAL RESSOURCES (I)						
EMPLOIS						
- Investissement initial						
- Variation BFR						
- Intérêts intercalaires						
- Remboursement emprunts						
- Dividendes						
TOTAL EMPLOIS (II)						
Flux Trésorerie (I) - (II)						
Cumul des Flux Trésorerie						

Le tableau emplois/ressources ne doit présenter au niveau d'aucune année une trésorerie *cumulée* négative. Auquel cas, cela voudra dire que des emplois risquent de ne pas être couverts et pouvant à ce titre constituer un risque sérieux pour la concrétisation de l'investissement.

Nous tenons à préciser qu'il s'agit là de trésorerie cumulée et non pas annuelle, car un investissement peut dégager à un moment donné des flux négatifs mais s'il a auparavant enregistré des flux largement excédentaires pour couvrir ces flux négatifs, il n'y a pas de problèmes majeurs.

Toute trésorerie cumulée négative doit susciter des correctifs des conditions de crédit soit en intervenant sur le différé, la durée de remboursement ou bien sur la structure de financement.

Ainsi nous pouvons résumer les différents correctifs (en cas de trésorerie négative) comme suit :

- Revoir à la hausse la période du différé ;
- Revoir à la hausse la durée du crédit ;
- Revoir à la hausse les deux en même temps ;
- Intervenir sur le schéma de financement (c'est-à-dire la répartition Apport/Emprunts) ;
- Revoir à la baisse le taux d'intérêt.

II.4.2. Analyse de la rentabilité des capitaux engagés :

II.4.2.1 Analyse de la rentabilité des fonds propres :

Cette rentabilité est plus importante pour les analystes car elle est plus réaliste (la rentabilité des actionnaires ignore les trésorerie annuelles générées durant toute la durée de vie du projet). La rentabilité des fonds propres fait intervenir dans son calcul non plus les dividendes et la trésorerie cumulée finale, mais les dividendes et toutes les trésoreries annuelles.

Les critères utilisés sont le Délai de Récupération des Fonds Propres (DRFP), la Valeur Actuelle Nette des Fonds Propres (VANFP) et le Taux de Rentabilité Interne des Fonds propres (TRIFP).

1. Le Délai de Récupération des Fonds Propres (DRFP):

C'est le délai nécessaire pour récupérer les fonds propres à partir de la rémunération des actionnaires (Dividendes + trésorerie annuelle nette).

Le DRFP peut être calculé comme suit :

$$\text{DRFP} = \left[\frac{K_p}{D_p + T_p} \right]$$

Avec : K_p : l'apport ; D_p : les dividendes ; T_p : la trésorerie

2. La Valeur Actuelle Nette des Fonds Propres (VANFP) :

C'est la gain final que fait l'entreprise, autrement dit c'est le gain définitif des actionnaires à la fin du projet.

La VANFP peut être calculée comme suit :

$$\text{VANFP} = \sum_{p=0}^n \frac{D_p + T_p}{(1+i)^p}$$

Remarque : les paramètres de cette loi ont été déjà définis.

3. Le Taux de Rentabilité des Fonds Propres (TRFP):

C'est le taux d'actualisation qui annule la VAN des fonds propres.

Nous tenons à préciser que ce dernier est précisé par itérations successives (même principe que celui appliqué pour le taux de rentabilité interne TRI).

II.4.2.2. Analyse de la Rentabilité de l'emprunt :

L'emprunt peut être considéré comme étant un projet à part entière. A ce titre, on peut lui déterminer une Valeur Actuelle Nette (VANE), un Délai de Récupération (DR) et un Taux de Rentabilité Interne (TRIE).

1. Le Délai de Récupération de l'emprunt (DRE) :

C'est le délai nécessaire pour récupérer les fonds empruntés à partir des flux de trésorerie nette et des flux de remboursement.

2. La Valeur Actuelle Nette de l'emprunt (VANE) :

Elle représente la part du gain du projet qui revient aux différents emprunts. Elle peut être calculée comme suit :

$$\text{VANE} = \text{Capitaux empruntés actualisés} - \text{Flux de remboursement actualisés}$$

$$\text{VANE} = \text{VANFP} - \text{VAN}$$

3. Le Taux de Rentabilité Interne de l'Emprunt (TRIE) :

Le Taux de Rentabilité de l'Emprunt (TRIE) est le taux d'actualisation pour lequel la somme des flux actualisés est nulle. Il est aussi égal au *taux d'emprunt net* ou bien *taux actuariel*

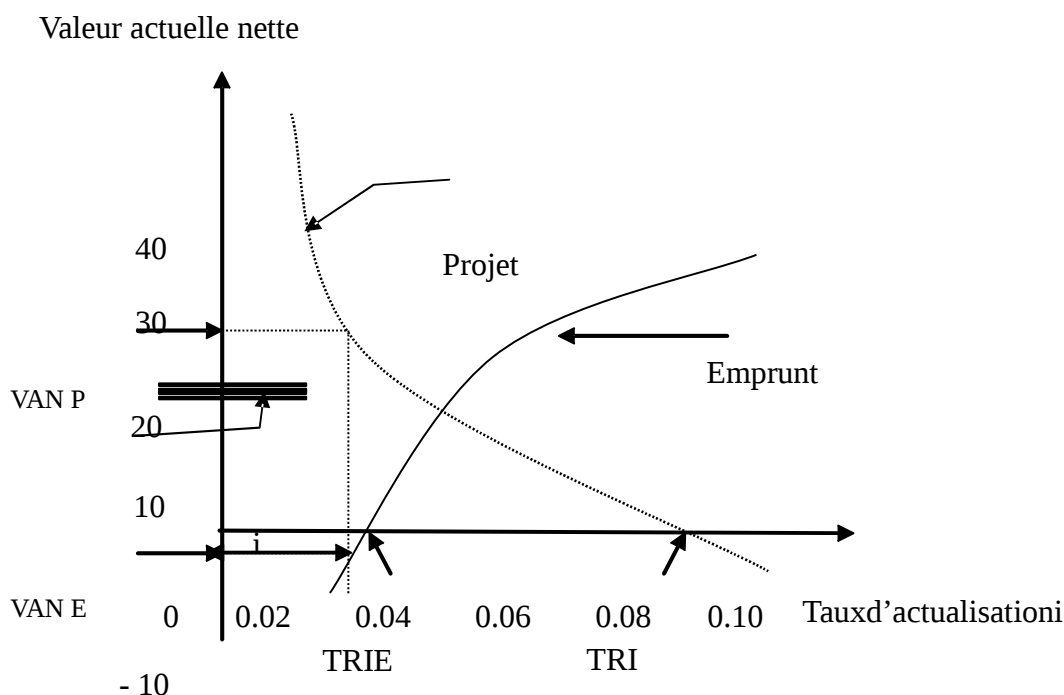
$$\text{TRIE} = \text{Taux Brut de l'emprunt} (1 - \text{Taux IBS})$$

Cette définition montre que la valeur du TRIE est indépendante du mode de remboursement. Le TRIE ne dépend que du taux d'intérêt nominal ou bien le taux brut ainsi que du taux d'IBS.

Relation TRI, TRIEP et TRIE :

- o $\text{TRIE} < \text{TRI} \Rightarrow \text{TRFP} > \text{TRI} \Rightarrow$ **Effet de levier positif**. Le promoteur a intérêt à emprunter.
- o $\text{TRIE} > \text{TRI} \Rightarrow \text{TRFP} < \text{TRI} \Rightarrow$ **Effet de massue** (ou bien un **effet de levier négatif**).
Le promoteur n'a pas intérêt à emprunter. Mais si l'emprunt est indispensable, on doit s'assurer que la VANFP est positive.

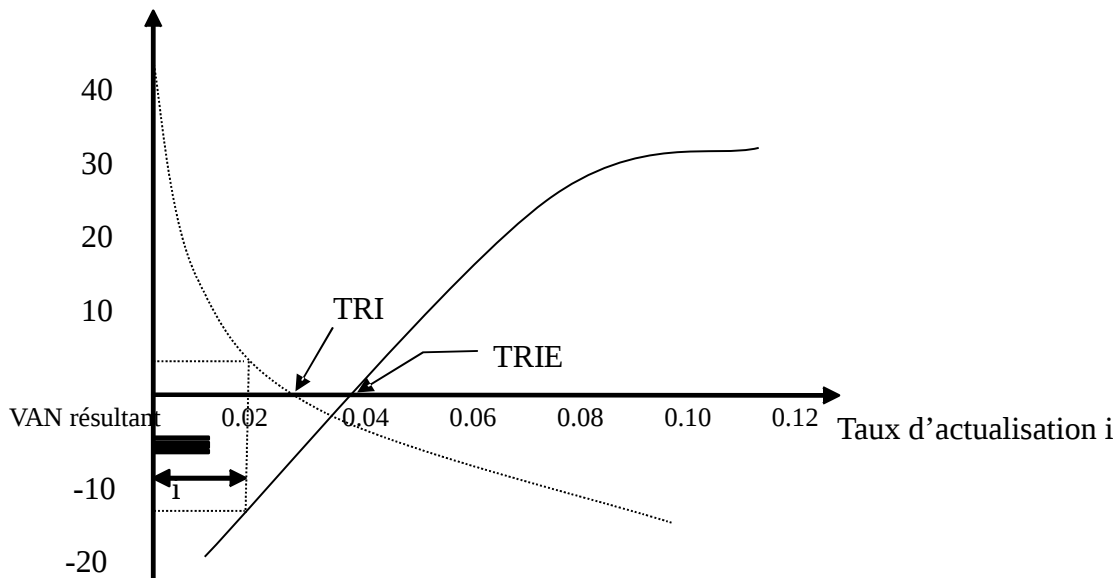
Le schéma suivant illustre l'effet de levier



- Schéma illustrant un effet de levier positif -

Le schéma suivant, quant à lui, illustre l'effet de massue

Valeur actuelle nette



- Schéma illustrant un effet de levier négatif (effet de massue) -

Toute évaluation d'un dossier de crédit d'investissement doit se faire sur la base d'une documentation fournie par le client et qui contient une panoplie d'informations comptables, financières, économiques, ...etc. cette dernière doit se dérouler en deux étapes : une étude de la viabilité du projet et une autre de sa rentabilité.

Ces deux études sont indissociables : l'une assure que le projet est techniquement viable et réalisable, l'autre affirme que l'affaire est financièrement rentable.

A travers ces deux études, le banquier doit être en mesure de déceler les points forts et les points faibles de l'affaire. Il pourra ainsi prendre une décision en fonction du risque encouru ; il déterminera les besoins de l'entreprise et mettra en place la structure de financement la plus adéquate, et ce afin d'assurer une bonne issue au crédit.

Il est à signaler qu'il est préférable que le chargé du dossier, en plus des deux études précédentes, effectue des tests de sensibilité afin d'affiner son étude de la rentabilité. Ces tests sont des modifications à effectuer sur les prix, les quantités, ...etc. cet ensemble de tests va lui permettre d'apprécier d'avantage les risques liés à l'octroi du crédit sollicité en déterminant l'impact de ces modifications sur la rentabilité du projet.

CHAPITRE III

MONTAGE ET ÉTUDE D'UN DOSSIER DE CREDIT AUX PARTICULIERS

Les particuliers, comme toutes les entreprises, peuvent avoir besoins d'un financement pour leurs difficultés de trésorerie. Certes, celles-ci ne sont pas les mêmes que celles éprouvées par les entreprises, mais il faut tout de même combler.

Pour ce faire, les particuliers sollicitent des crédits auprès des banques qui leurs présentent une panoplie de produits selon les besoins éprouvés.

Après avoir déterminé les différentes formes de ces crédits lors de la précédente partie, nous allons présenter les principaux axes sur lesquels le banquier doit s'appuyer pour se décider quant à l'octroi du crédit sollicité par les particuliers et par conséquent l'établissement des structures de financement adéquates pour chaque type de prêt.

A cet effet, le présent chapitre portera essentiellement sur l'élaboration des différentes étapes à suivre par le banquier pour le montage d'un dossier de crédit destiné au financement des particuliers.

Ainsi, ce chapitre sera divisé en deux principales sections en l'occurrence :

^{3/4} Le montage d'un dossier de crédit à la consommation ;

^{3/4} Le montage d'un dossier de crédit immobilier.

Section I

MONTAGE D'UN DOSSIER DE CREDIT IMMOBILIER

Le logement et l'habitat représentent l'une des crises les plus considérables que l'Algérie a connues pendant les deux dernières décennies.

A cet effet, la Banque de Développement Local est l'une des institutions financières qui ont mis en place une nouvelle formule et ce dans le cadre de la relance et l'encouragement du financement du logement.

Cette formule est le crédit immobilier à long ou moyen terme : *c'est un prêt conventionnel destiné au financement de :*

- ☐ l'acquisition d'un logement neuf ;
- ☐ l'acquisition d'un logement neuf auprès d'un particulier ;
- ☐ une auto construction ou bien une extension ;
- ☐ un aménagement ou une réhabilitation.

Afin de mieux assimiler le processus d'un montage d'un dossier de crédit immobilier, nous avons jugé important de subdiviser notre travail en deux étapes, en l'occurrence :

- une première étape intitulée : cadre juridique et procédural ;
- une deuxième étape dénommée : la gestion du portefeuille.

III.1.1. Cadre juridique et procédural

III.1.1.1e cadre juridique :

1. La réglementation des crédits immobiliers :

La lettre commune N° 01/99 et son additif N° 11/99 définissent les règles et procédures d'octroi et de mise en place des crédits immobiliers à long terme en faveur de particuliers qui accèdent à la propriété d'un logement ou bien l'aménagement de ce dernier à travers le procédé du crédit immobilier.

2. Les conditions d'éligibilité du crédit immobilier :

Peuvent bénéficier du crédit immobilier :

- ☐ toute personne physique de nationalité algérienne, résidente en Algérie, jouissant de la capacité juridique et dont l'âge ne dépasse pas les 70 ans;
- ☐ les personnes en situation de détachement à l'étranger pour des missions temporaires ;
- ☐ toute personne de nationalité Algérienne et résidente à l'étranger.

III.1.1.2e cadre procédural :

Le processus d'octroi du crédit immobilier est le suivant :

1.L'entretien avec le client postulant au crédit immobilier :

Le chargé d'étude du dossier de crédit, doit obligatoirement avoir un entretien avec le client postulant. Cet entretien est d'une importance considérable pour le client d'une part ; puisqu'il pourra être bien renseigné quant aux conditions d'éligibilité auxquelles il doit être soumis, et pour le banquier d'autre part ; ce dernier pourra ainsi avoir une petite idée quant à la moralité du client (aspect subjectif de toute opération d'octroi de crédit).

2. Détermination et présentation du montant de financement au client :

Le chargé d'étude des dossiers de crédit immobilier au niveau de l'agence BDL « 111 » procède à une simulation suivant laquelle le montant de financement à octroyer sera déterminé, et ce sur la base d'un programme informatique. Ce programme utilise comme variables : *le salaire et l'âge* du postulant. Cette simulation sera ensuite présentée au client demandeur de crédit.

Exemple : pour un salaire de 25 000 DA et un âge de 30 ans, la banque peut aller jusqu'à 1 million de dinars (représentant ainsi 80 % du montant du logement à acquérir).

Remarque :

La Banque de Développement Locale ne dépasse pas les cinq millions de dinars (représentant ainsi 80 % du montant de la facture) dans le financement des crédits immobiliers. En effet, cette dernière juge qu'un tel financement rentre dans le cadre du luxe.

3. La constitution du dossier par le client :

Les demandeurs de crédit immobilier éligibles à ce dernier doivent présenter à l'agence, en *double exemplaire* un dossier de crédit comportant deux parties :

- l'une est une partie qui reprend des documents exigibles pour toute forme de crédit immobilier ;
- la deuxième partie de documents reprend les différents documents relatifs uniquement à certaines formes de crédit immobilier.

La liste de ces documents est la suivante :

A. La liste des documents exigibles pour toute forme de crédit immobilier :

- formulaire de la demande de crédit fournie par la banque à faire renseigner par le postulant avec l'aide du chargé d'étude ;
- un extrait de naissance ;
- un certificat de résidence de moins de 03 mois ;
- un extrait de rôle de demandeur du crédit ;
- copie de la pièce d'identité nationale ;
- une attestation de travail récente pour les salariés ;
- une attestation d'affiliation à la CASNOS pour les salariés du secteur privé ;
- une attestation fiscale d'existence d'activité pour les non salariés (fonction libérale et commerçants) ;
- les trois dernières fiches de paies dûment authentifiées pour les salariés ;
- une souscription d'une assurance SAA.

B. La liste des documents exigibles pour des formes particulières de crédit immobilier :

9 Achat de logement neuf auprès d'un promoteur immobilier public ou privé :

☐ le contrat de vente ou une promesse de vente délivrée par un promoteur public ou privé établis par devant notaire ;

Remarque :

Pour toute acquisition neuve auprès d'un promoteur immobilier public ou privé et si l'acte de propriété n'est encore établi, le déblocage du crédit se fera entre les mains du notaire chargé simultanément avec l'établissement de l'acte de propriété et de l'acte d'hypothèque en faveur de la banque.

9 Achat de logement auprès d'un particulier (P à P) :

- ☐ la promesse de vente délivrée par le vendeur établie auprès d'un notaire ;
- ☐ le rapport d'expertise du logement à acquérir ;
- ☐ le certificat négatif délivré par les domaines (pour justifier que le logement n'a pas été hypothéqué).

9 Une auto construction ou l'extension :

- ☐ l'acte de propriété notarié ou acte de vente des domaines (enregistré et public) ;
- ☐ le permis de construction en cours de validité au nom du demandeur de crédit ;
- ☐ le devis quantitatifs du coût de la construction ou l'extension ;
- ☐ le rapport d'expertise du terrain d'assiette ou de l'habitation existante dans le cas d'un aménagement ;
- ☐ le certificat négatif.

9 Un aménagement et/ou la réhabilitation :

- ☐ l'acte de propriété de l'habitation existante ;
- ☐ le devis quantitatif estimatif des travaux d'aménagement à effectuer ;
- ☐ le rapport d'expertise de l'habitation à aménager ;
- ☐ le certificat négatif.

4. L'étude et l'analyse du dossier de crédit :

Cette étape se base essentiellement sur la vérification des documents remis par le client à savoir leur conformité d'une part et leur authenticité d'autre part (dans le cas d'un éventuel doute).

Nous tenons à informer l'aimable lecteur de la présence d'une **méthode de score** appliquée dans le cadre des crédits immobiliers avec laquelle le chargé d'étude du dossier soumet le client postulant à une évaluation financière et une notation et le classer par la suite par rapport aux autres demandeurs.

5. La prise de décision :

L'éligibilité du client demandeur de crédit d'une part et la conformité et l'authenticité des documents remis par ce dernier d'autre part font que le comité de crédit au niveau de l'agence émet un avis favorable quant à l'octroi du crédit sollicité. Cependant, il est à préciser l'avis définitif sera émis par la direction d'exploitation de la banque.

6. La détermination de la structure de financement du crédit immobilier :

Le client ayant présenté des documents conformes et authentiques, le chargé d'étude procédera à la détermination de la structure de financement relative au crédit sollicité.

Cette structure de financement comportera la détermination de l' **autofinancement** du **montant du crédit** de la **durée du crédit** des **modalités de remboursement** des **taux d'intérêt** des **commissions** à payer ainsi que du **montant de l'assurance**

A. L'autofinancement :

L'apport personnel du demandeur est égal au minimum à 30 % du prix du logement, à verser préalablement en compte bancaire ou à justifier en cas d'avance versée au promoteur.

B. Le montant du crédit :

Le montant du crédit possible peut atteindre au maximum 70 % du prix du logement à acquérir ou bien de l'aménagement à effectuer et ce dans la limite de 2 500 000 DA.

Ce dernier est calculé sur la base de la capacité de remboursement du demandeur représentant l'échéance mensuelle.

A cet effet, la mensualité est déterminée en fonction du montant du revenu global net mensuel (RGNM) selon le tableau suivant :

Revenu Global Net Mensuel (RGNM)	Mensualité de remboursement
Egal ou supérieur à 12 000 DA et inférieur à 50 000 DA	Jusqu'à 30 % du RGNM
Supérieur à 50 000 DA	Jusqu'à 40 % du RGNM

Le revenu du conjoint qui se portera solidaire est pris en compte dans le calcul de la capacité de remboursement du demandeur de crédit.

Il est à noter que dans ce cas de figure le chargé d'étude est dans l'obligation d'exiger la caution du conjoint.

En tout état de cause, les agences doivent faire signer une lettre d'engagement à tous les clients dont la mensualité de remboursement est supérieure à 30 % du montant globale du revenu net mensuel.

C. La durée du crédit :

La durée de remboursement est fixée à 15 années maximums à compter de la date de la première utilisation. Elle est déterminée par rapport à la capacité de remboursement du demandeur et de son âge dont la limite est fixée à 60 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes.

Cependant, cet âge peut aller jusqu'à 60 ans pour les femmes et 70 ans pour les hommes dans le cas où pension de retraite étant égale à 100 % du revenu.

D. Les modalités de remboursement :

Le remboursement du crédit se fait à chaque fin du mois par mensualités constantes composées du **principal** des **intérêts** des **taxes** et **primes d'assurance éventuelles**

La mensualité est déterminée sur la base du montant global du revenu mensuel.

E. Le taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt est variable, il est fixé en référence aux conditions de banque en vigueur. Une réduction du taux peut être appliquée pour tout client bénéficiaire du crédit en fonction de l'effort d'épargne qu'il aura réalisé sur un livret épargne BDL.

F. Les commissions de gestion :

Une commission forfaitaire couvrant les frais de consultation de dossier de crédit et de gestion sera versée à la date de la mise en place du crédit. Ces commissions varient selon la durée du crédit ; ainsi :

- ☐ si la durée du crédit est supérieure à 10 ans : la commission sera de 6 000 DA ;
- ☐ si la durée du crédit est située entre 10 ans et 15 ans : la commission sera de 8 000 DA ;
- ☐ si la durée du crédit est supérieure à 15 ans : la commission sera de 12 000 DA.

G. L'assurance :

Une police d'assurance sera souscrite au profit de la BDL auprès de la Société Algérienne d'Assurance (SAA est la compagnie d'assurance conventionnée avec la BDL) par le demandeur de crédit. Cette police d'assurance sera payée sous forme d'une prime unique couvrant la totalité du crédit sur toute la durée de remboursement.

Il est à préciser que si le bénéficiaire est dans l'incapacité de payer cette prime assurance, la banque peut lui octroyer la faveur d'ajouter le montant de cette dernière au montant du crédit.

7. Les garanties exigées :

En contre partie du crédit octroyé, la Banque de Développement Local exige le recueil des garanties suivantes :

- la garantie principale exigée pour le remboursement du crédit est l'hypothèque conventionnelle notariée de premier rang au profit de la banque sur le logement financé ;
- la souscription d'une police d'assurance avec délégation au profit de la BDL ;
- éventuellement une caution solidaire du conjoint dans le cas du cumul des deux salaires de l'épouse et son époux.

Remarque la nouvelle réglementation relative au financement des crédits immobiliers stipule que sauf le financement des crédits pour achat de logements neufs peuvent être assortis d'une hypothèque conventionnelle ; les autres financements doivent être effectués sur la base d'actes d'hypothèque légales.

8. . Le déblocage du crédit :

Après avoir émis un avis favorable relatif au financement du crédit immobilier sollicité par le client, le banquier procède au déblocage du montant du crédit en faveur du demandeur de crédit.

Il est à préciser que :

- ☐ dans le cas d'un achat de logement neuf, le financement (déblocage) se fait avant le recueil de la garantie. En effet, la banque émet un chèque en faveur du notaire chargé de l'affaire, qui quant à lui ne doit remettre le dernier au vendeur ou bien au promoteur qu'au moment de l'établissement de l'hypothèque. Ce dernier dispose d'un délai de six mois pour l'établissement de l'acte de garantie ;

- dans le cas d'un aménagement ou bien d'une réhabilitation, le financement se fait après recueil de la garantie puisque le logement existe déjà. En plus de cela, le déblocage doit se faire par tranche selon le niveau d'avancement des travaux.

Remarque :

Afin de se refinancer en cas de besoins de liquidité engendré essentiellement d'un octroi excessif des crédits immobiliers, la Banque de Développement Local ainsi que les autres institutions financières évoluant dans le cadre des crédits immobiliers disposent d'une source de refinancement appelée la *Société de Refinancement Hypothécaire* créée par l'Etat pour alléger le portefeuille de ces institutions.

III.1.2. La gestion du portefeuille :

Le processus de gestion du portefeuille des crédits immobiliers commence dès le premier déblocage du montant du crédit jusqu'au remboursement final du prêt. En effet, le chargé des opérations de crédit immobilier est dans l'obligation de suivre avec prudence le remboursement du crédit et en cas d'éventuels problèmes il est tenu d'émettre des mises en demeure au client défaillant (il peut aller jusqu'à trois mises en demeure). Si aucune repense n'a été enregistrée de la part de ce dernier, le banquier doit entamer la procédure judiciaire par la saisie du huissier de justice, et la mise en jeu de la garantie.

La mise en place des crédits immobiliers par les différentes institutions financières en premier lieu et la Banque de Développement Local en deuxième lieu, a engendré une facilité dans l'acquisition des logements par les particuliers et l'aménagement et la rénovation des habitations déjà acquises.

Cependant, l'octroi de ces crédits ne doit se faire qu'en suivant un certain nombre d'étapes à savoir la *constitution du dossier, la détermination de la structure de financement, la mise en place prise de garanties*. A cet effet, le banquier doit impérativement les suivre avec une grande vigilance afin d'éviter tout risque de défaillance émanant du client.

Section II

MONTAGE D'UN DOSSIER DE CREDIT CONSOMMATION

Contrairement aux pays développés, le crédit à la consommation est tout récemment apparu en Algérie. Sa mise en place s'inscrit dans le cadre de la politique des pouvoirs publics pour la promotion de la production nationale et ce par l'encouragement de l'achat de biens de consommation durables.

Notre stage effectué au niveau de la Banque de Développement Local, nous a permis de connaître ce produit tel qu'il est pratiqué dans cette banque, qui reflète plus ou moins la manière dont il est pratiqué dans l'ensemble des banques.

Le but de cette section est d'essayer de présenter le processus d'un montage d'un dossier de crédit à la consommation au sein de la BDL, comprenant ainsi les différentes étapes à suivre par le chargé des dossiers afin de ne rien omettre et de minimiser tout risque lié à cette forme de crédit.

A cet effet, notre travail sera subdivisé en deux parties distinctes, en l'occurrence :

- ☐ une première intitulée *cadre juridique et procédural*
- ☐ une deuxième partie dénommée *gestion du portefeuille*.

III.2.1. Cadre juridique et procédural :

III.2.1.1. Cadre juridique :

1. Réglementation des crédits à la consommation :

La BDL a lancé le crédit à la consommation quelques années après son apparition en Algérie par le biais de la lettre commune n° 004 du 12 avril 1999, offrant ainsi la possibilité aux particuliers et aux ménages, sous certaines conditions, d'acquérir des équipements domestiques (électroménager, ameublement, électronique) fabriqués totalement ou partiellement en Algérie.

2. Les conditions d'éligibilité :

Est éligible au crédit à la consommation BDL, tout citoyen résidant en Algérie qui justifie de :

- un revenu régulier, qu'il s'agisse d'un salaire, d'une retraite ou autre ;
- une résidence fixe ;
- une domiciliation bancaire dans l'agence qui consent le crédit pour les professions libérales avec un mouvement d'affaires régulièrement confié à la banque ;

A ce titre, sont exclus du dispositif :

- les travailleurs exerçant à titre temporaire ;
- les non salariés dont le mouvement n'est pas confié à la banque.

3. Les conventions établies :

Le dispositif mis en place prévoit l'intervention de quatre opérateurs liés par différentes conventions :

- la banque
- l'acheteur
- le vendeur
- l'assureur.

A. La convention banque / vendeur, distributeur :

Cette convention définit essentiellement :

- Les obligations du vendeur quant à la fiabilité des informations données sur l'origine des produits- en y apposant la mention « fabriqué en Algérie »- le prix, et l'identité de l'acquéreur du produit ;
- Les obligations de la banque relatives au règlement du fournisseur si toutefois toutes les conditions sont remplies ;
- Les modalités de règlement de la banque ;

- La durée du contrat, arrêtée conjointement par le banquier et le vendeur qui est en général d'une année reconduite tacitement sauf dénonciation par l'une des parties, ainsi que les conditions de modification du contrat ;
- La responsabilité des co-contractants relative aux litiges qui peuvent survenir lors du déroulement des opérations ou de fraude dûment constatée entre le vendeur et l'acheteur.

B. La convention banque/acheteur client :

Cette convention définit principalement :

- Le montant accordé au client, sa durée, le taux d'intérêt annuel applicable, le montant des frais de gestion et l'affectation précise du crédit en décrivant ses références ;
- Les modalités de remboursement définissant le montant net des mensualités ;
- L'obligation pour l'acheteur de laisser une provision suffisante pour effectuer le prélèvement d'office par la banque ;
- Les causes entraînant l'exigibilité par anticipation ;
- Les conditions de remboursement par anticipation si le client le souhaite ;
- Les sûretés et garanties à mettre en place.

C. la convention banque/ compagnie d'assurance :

L'assurance des crédits à la consommation est régie par l'ordonnance N° 95/07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances, ainsi que par l'ordonnance N° 75/58 du 26 janvier 95 portant code civil.

Le contenu global de ce contrat d'assurance porte essentiellement sur :

- L'indemnisation de la banque des pertes subies à concurrence de 80% du capital uniquement accordé à chaque client, après une déclaration de sinistre portant sur : l'insolvabilité déclarée, l'insolvabilité présumée ou le décès du client ;
- La déclaration mensuelle des crédits par la banque à l'assureur ;
- Les taux appliqués pour le règlement des primes d'assurances.

III.2.1. Cadre procédural :

1. L'entretien avec le client :

L'entretien avec le client est une étape à ne pas négliger dans le processus d'octroi d'un crédit à la consommation. En effet, cette dernière permet d'identifier l'aspect subjectif du demandeur de crédit et d'en déduire par conséquent sa moralité. L'entretien permet aussi au banquier d'expliquer à son client le mécanisme et la procédure d'octroi du crédit demandé.

2. La présentation des fournisseurs :

Les produits ciblés par les crédits à la consommation sont les équipements domestiques (électroménager, ameublement, électronique grand public) fabriqués totalement ou partiellement en Algérie.

Les produits importés et revendus en l'état sont donc exclus de ce dispositif.

A cet effet, les fournisseurs évoluant dans le cadre des crédits à la consommation sont essentiellement constitués de fournisseurs Algériens ou bien étrangers installés en Algérie et **obligatoirement domiciliés au niveau de l'agence BDL concernée** (dans ce cas de figure c'est l'agence BDL « 111 »).

3. La constitution du dossier de crédit :

Le client étant éligible au crédit à la consommation, le chargé d'étude du dossier de crédit lui présente la fiche reprenant l'ensemble des documents à lui soumettre pour étude et analyse.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des documents constitutifs du dossier de crédit :

Document	Objectif	Informations fournies
Une pièce d'identité en cours de validité	Identification du client	<ul style="list-style-type: none"> Nom Prénom Age
Une fiche familiale	Identification du client	<ul style="list-style-type: none"> Situation matrimoniale Nombre de personnes à charge.
Un bulletin de paie ou attestation de revenu pour les non salariés	Situation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Salaire du client Ancienneté dans l'emploi
Un bulletin de paie ou attestation de travail pour le conjoint	Solvabilité de l'éventuelle caution	<ul style="list-style-type: none"> Salaire du conjoint Stabilité de l'emploi du conjoint.

4. Vérification des documents et prise de décision :

Cette étape se base essentiellement sur la vérification des documents à savoir leur conformité que leur authenticité. Le banquier émet un **avis favorable** si ces derniers sont conformes et authentiques.

5. La détermination des conditions et de la structure de financement du crédit :

Après avoir remis tous les documents par le client postulant, le banquier procèdera à une simulation lui permettant ainsi de déterminer la structure de financement du crédit sollicité. Cette dernière comprendra le montant du crédit, l'autofinancement, la durée du crédit, le taux d'intérêt à appliquer ainsi que la prime d'assurance.

A. Le montant du crédit :

Le montant du crédit à accorder varie de 50 000 à 150 000 DA maximum. Ce dernier ne couvre que 70 % du montant du bien à acquérir.

Il est à noter que ce dernier est limité par la capacité mensuelle de remboursement qui ne doit en aucun cas dépasser 30 % du revenu mensuel net.

B. L'autofinancement :

La part d'autofinancement du client doit être égale à 30 % minimum du prix du bien.

C. La durée du crédit :

La durée du crédit varie de 12 à 36 mois et ce selon le montant du crédit accordé.

D. Le taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt applicable dépend des conditions de banque en vigueur. Actuellement, il est de 9 %. Ce dernier est constant durant toute la durée du crédit.

E. La prime d'assurance :

Elle varie de 2.5 à 5% du montant accordé en fonction de la durée selon la grille suivante :

Durée du crédit	Taux applicable
De 10 à 18 mois	2.50 %
De 13 à 18 mois	2.80 %
De 19 à 24 mois	3.50 %
De 25 à 30 mois	4.50 %
De 31 à 36 mois	5.00 %

6. . Les garanties exigées

Pour tout crédit à la consommation, la banque exige la domiciliation de l'emprunteur ainsi que le fournisseur au niveau de l'agence concernée.

Cependant, cette garantie reste quand même insuffisante. A cet effet, la BDL pourrait exiger pour l'octroi d'un crédit à la consommation, une caution solidaire du conjoint si toutefois celui-ci est jugé solvable en analysant sa fiche de paie, ou d'une tierce personne.

La caution solidaire implique directement le client car le fait que son conjoint ou un tiers se porte caution pour lui va sans doute le pousser à honorer ses échéances. La banque pourrait également bénéficier des droits conférés dans ce type de cautionnement en cas de sinistre, tel que le droit de rétention, de préférence et le droit de suite.

7. Le débloqué et la mise en place du crédit :

Le recueil des garanties ainsi que la signature de l'engagement de domiciliation par le client sont désormais deux étapes finies, le chargé des opérations de crédit à la consommation procède au débloqué du montant du prêt. Le mécanisme de cette étape peut être expliqué comme suit :

- le client se présente auprès du fournisseur (déjà domicilié au niveau de l'agence) et lui remet l'engagement de la banque du paiement du fournisseur et la facture pro forma ;
- le fournisseur, et à réception des deux documents précédents, livre la marchandise au client et lui remet la facture définitive et le bon de livraison ;
- le client remet à son tour la facture définitive et le bon de livraison à la banque, qui à réception de ces deux documents procède au virement du montant de la marchandise au compte du fournisseur.

III.2.2. La gestion du portefeuille :

La gestion du portefeuille des crédits à la consommation présente énormément de difficultés au sein de la Banque de Développement Locale, ce qui peut être constaté en analysant le nombre d'impayés enregistrés pendant les trois dernières années. Nous tenons à préciser que notre institution a décidé d'arrêter ce mode de financement jusqu'à nouvel ordre.

Pour cet effet, il est indispensable de ne pas négliger la surveillance de ce mode de financement. Ainsi, le banquier doit être à cheval quant aux différents mouvements du compte du bénéficiaire du crédit et son évolution. Il doit aussi émettre des mises en demeure et saisir un huissier de justice (s'il le faut) en cas d'éventuels problèmes et défaillances du débiteur.

Le crédit à la consommation est tout récemment lancé en Algérie. Il ne peut donc connaître le succès d'outre mer en si peu de temps.

La BDL est une illustration des banques qui ont saisi l'opportunité de rentabilité que présentait ce produit et l'ont adopté.

Trois années après son lancement par cette banque, les premiers constats s'avèrent donc médiocre mais encourageant. Cette médiocrité des résultats vient du fait que ce produit ne représente encore que 3% du portefeuille de la banque (statistiques arrêtées au 31/12/03).

Afin de vulgariser et de toucher ainsi le plus de ménages et de consommateurs, nous suggérons notre institution d'appliquer :

- une bonne politique de diversification des biens et services finançables ;
- une politique commerciale et marketing afin de faire connaître les différents produits par les ménages.

L'attention doit être également tournée au volume des impayés liés à ce crédit, du fait principalement de *l'absence de l'information bancaire*

Ainsi, la réactivation de la centrale des risques des ménages, et la mise en place d'un réseau automatique des transactions interbancaires, sont indispensables pour fournir la BDL en données et renseignements, et mieux cerner ainsi le risque de défaillance de ses clients, un risque essentiellement lié à l'absence d'informations.

Toutefois, il est à noter que notre institution est dans l'obligation de revoir sa méthode de calcul de l'endettement (prêt), et d'intégrer ainsi d'autres variables (en plus du salaire) telle que la moyenne des charges et des dépenses d'un ménage Algérien.

CHAPITRE IV

LA MISE EN PLACE DU CREDIT

Après avoir traversé les différentes phases du processus d'étude et d'analyse de toute demande de crédit, le chargé d'étude au sein de la cellule crédit aboutit à une conclusion finale qui l'orientera vers une prise de décision se traduisant ainsi soit par un accord ou bien un refus de la mise en place du crédit. Il est à noter que quelque soit la nature la décision, cette dernière doit être notifiée au client demandeur de crédit.

Dans le cas où la décision est favorable, l'organe décideur fixe les différentes modalités et conditions de financement et de mise en place du crédit et qui seront présentées au client par le chargé d'étude du crédit.

Le présent chapitre présente les différentes conditions de financement à mettre en place après tout accord de crédit. Cependant, nous avons jugé important de présenter en premier lieu la prise de décision et la hiérarchie décisionnelle au niveau de chaque banque puisque la décision finale est une étape importante qui précède toute mise en place de crédit.

Ainsi, ce chapitre sera divisé en deux sections distinctes à savoir :

- $\frac{3}{4}$ la prise de décision finale ;
- $\frac{3}{4}$ la mise en place du crédit.

Section I

LA DECISION FINALE

La décision finale est d'une importance capitale, c'est la raison pour laquelle elle n'intervient qu'après une longue et minutieuse étude et elle n'est prise qu'après collecte de plusieurs avis émanant de plusieurs niveaux :

IV.1.1. Au niveau de l'agence

Il est à noter que malgré l'absence de pouvoir décisionnel conféré au comité agence, l'avis du chargé d'étude ayant effectué le travail sous la direction de son comité de crédit, reste d'autant plus important, étant donné la relation directe qui le lie avec le demandeur du crédit, et la notion de confiance qui constitue pour le banquier l'élément subjectif pour l'orientation de sa décision. Pour cet effet, l'avis de ce dernier est *théoriquement* pris en compte au niveau de la direction.

Le comité de crédit agence est constitué de 03 membres :

- le chef de service crédit ;
- le directeur adjoint ;
- le président en l'occurrence le directeur d'agence.

IV.1.2. Au niveau du groupe d'exploitation

Dans la limite de ses pouvoirs, le groupe d'exploitation soumet le dossier de crédit reçu de l'agence à une deuxième étude qui sera assurée par un chargé d'étude en procédant à une synthèse de l'étude effectuée et une appréciation des avis émis par l'agence. La décision finale est prise par le comité de crédit du groupe après réunion des membres suivants :

- le directeur du groupe d'exploitation ;
- le sous-directeur ;
- un représentant du département juridique ;
- un représentant de département contrôle ;
- un représentant du département crédit.

Remarque : lorsque le crédit sollicité dépasse les pouvoirs décisionnels du comité du groupe, le dossier est envoyé à la Direction pour décision finale.

Le procès verbal du comité étant établi avec un avis favorable émis, le chargé d'étude au niveau de la direction, procède à l'établissement de l'autorisation de crédit qui formalise ainsi l'accord définitif de financement qui sera notifiée à l'agence.

IV.1.3. L'autorisation de crédit

Aucun crédit ne peut être octroyé sans autorisation préalable de structures habilitées. La décision d'octroi doit être notifiée obligatoirement par une lettre d'autorisation de crédit.

Elle comporte l'ensemble des informations nécessaires à l'agence pour la mise en place des crédits et leur suivi. Elle reprend, entre autre :

- Les crédits autorisés précisant leurs formes, montants, et échéances ;
- Les conditions de mise en place ;
- Les garanties.

Section II *MISE EN PLACE DES CRÉDITS*

Après avoir mis en place l'ensemble des conditions de financement et recueilli les garanties préalables, le chargé d'étude du dossier de crédit procède à la mise en place du crédit suivant la nature et le type de crédit arrêtés par la direction.

A travers la présente section, nous essaierons de présenter brièvement les processus de mise en place des crédits les plus convoités et sollicités par la clientèle de notre institution (BDL).

IV.2.1. Mise en place des crédits à court terme :

IV.2.1.1. Les crédits à court terme non mobilisables

Le banquier procède à la saisie de l'autorisation de crédit et la constatations de l'engagement en hors bilan.

Une fois l'autorisation enregistrée, le compte courant du client peut enregistrer un solde débiteur à concurrence du crédit autorisé.

IV.2.1.2. Les crédits à court terme mobilisables

La mobilisation d'un crédit à court terme signifie que toute autorisation d'évolution du compte courant de l'entreprise en position débitrice doit être précédée d'une souscription de billets à ordre en faveur de la banque.

Afin de mettre en place cette catégorie de crédit, le banquier procède à la saisie et la comptabilisation de l'autorisation de crédit et la constatations de l'engagement en hors bilan. De plus, le banquier doit :

- ☐ faire souscrire au client un billet à ordre devant être timbré et oblitéré ;
- ☐ établir un bordereau PF 2bis à faire signer par le client.

Puis procède à la transmission de la liaison inter siège accompagné des documents cités ci-dessus et de la copie de l'autorisation.

IV.2.2. Mise en place des crédits par signature

Cas d'une caution

Le banquier procède à :

- ☐ la constatations de l'engagement en hors bilan ;
- ☐ la constitution de la provision à hauteur des conditions prévues ;
- ☐ la confection en 02 exemplaires de la caution sollicitée suivant le modèle arrêté dûment signée par le Directeur de l'agence.

IV.2.3. Mise en place des crédits d'investissement (CMT)

Avant la mise en place du CMT, il est nécessaire d'établir la convention de crédit au préalable, signée par le Directeur d'agence et enregistrée auprès de la conservation.

La convention de crédit

C'est un contrat qui régie les relations du prêteur avec l'emprunteur. Elle est établit selon les conditions prescrites par l'autorisation de crédit notamment l'échéance, le montant, les modalités de remboursement, et les conditions de Banque appliquées.

La convention de crédit comprend en générale les clauses suivantes :

- ☐ clause désignant les parties
- ☐ clause désignant l'objet du contrat.
- ☐ clause portant sur le mode de réalisation du crédit ;
- ☐ le taux d'intérêts et mode de règlement ;
- ☐ utilisation et remboursement du crédit ;
- ☐ clause désignant le tribunal compétant en cas de litige.

Le banquier procède à :

- ☐ la constatation de l'engagement en hors bilan ;
- ☐ transmission à la Direction financière, par LIS : le billet à ordre et le bordereau PF 2bis, timbrés et signés par le client et une copie de l'autorisation de crédit ;
- ☐ L'établissement d'une demande de confection du tableau d'amortissement et de la chaîne de billets.

À la réception de la chaîne de billets et du tableau d'amortissement, transmis par la Direction financière, le chargé d'étude du dossier saisit le client pour signature des billets et du bordereau PF 2bis, et approbation du tableau. Puis, le banquier retransmet la chaîne de billets à la Direction financière.

À l'échéance, le banquier reçoit le billet à ordre échu, qui représente le montant d'une échéance du CMT, par une écriture inter siège ; l'écriture est débouclée par le débit du compte du client.

A'issus de ce chapitre, nous avons pu constaté que la prise de décision représente une étape primordiale pour chaque étude de dossier même si elle ne fait que reprendre les résultats auxquels le chargé d'étude est arrivé.

Nous avons aussi remarqué que l'agence ne possède aucun pouvoir décisionnel et que l'avis définitif est toujours émis par la direction.

A cet effet, nous tenons à soulever un point important relatif à l'habileté du chargé d'étude du dossier de crédit à siéger au sein du comité de crédit auquel revient la décision finale. En effet, il est primordial à ce dernier soit présent au sein de ce comité de crédit puisqu'il est la seule personne à connaître le client et que, par contre, le comité de crédit ne le connaît qu'à travers les papiers.

Nous insistons également sur la qualité du travail à présenter au comité de crédit compétent (présentation, pertinence des commentaires, détails...etc), dans le cas où l'agence qui a réceptionné le dossier n'est pas habilitée à donner son accord, et ce afin de lui permettre d'apprécier au mieux l'étude qui conditionnera l'accord de financement.

CHAPITRE V

LA GESTION DU CONTENTIEUX

L'octroi de crédit, quel que soit la pertinence de l'étude menée par le chargé du dossier de crédit d'une part, et l'importance du portefeuille de garanties présenté par le client d'autre part, n'est jamais exempté de risque de non remboursement de la créance mobilisée au profit du client.

A cet effet, le banquier se doit d'engager certaines procédures, afin de récupérer sa mise de fonds en l'occurrence les crédits octroyés au client.

La réconciliation à l'amiable du litige à travers une première mise en demeure précède toujours la mise en jeu de garantie. Cependant, si le client ne donne pas de signe après trois mises en demeure le banquier se voit obligé de saisir un huissier de justice et de procéder ainsi à la mise en jeu de la garantie.

Il est à noter avant d'arriver à cette ultime étape (réalisation des garanties), les créances passent au précontentieux, ensuite au contentieux suivi de la pratique d'une saisie-arrêt. C'est ce qu'on appelle la gestion du contentieux bancaire et ce qui sera traité dans le présent chapitre.

Section I

LA PHASE PRECONTENTIEUSE

Tout enregistrement d'un incident de paiement (Non paiement d'une échéance) fait naître le début de cette phase.

Pendant une période de 90 jours, le banquier va essayer de trouver une solution pour le recouvrement de sa créance sans recourir à la procédure judiciaire. Il va rechercher un terrain d'entente, un arrangement à l'amiable, avec le débiteur, dans le cas où sa défaillance est justifiée par des raisons objectives.

Avec l'aboutissement à un arrangement à l'amiable, une demande est adressée à la direction financière pour la confection d'une nouvelle chaîne de billets à ordre et d'un nouveau tableau d'amortissement.

Il est à préciser que l'état actuel du système judiciaire algérien ne favorise pas l'action en procédure judiciaire en cas d'incident de paiement. A cet effet, le banquier a intérêt à privilégier l'amabilité. Cette procédure lui permet d'épargner du temps et de l'argent et même de sauvegarder la relation avec son client.

Si le client ne donne pas suite, il sera saisi, par une lettre recommandée avec accusé de réception, pour régulariser sa situation dans un délai de quinze jours. Si ces démarches restent stériles, la créance est transférée au compte 37 « douteux litigieux ». La phase précontentieuse prend fin avec le transfert de la créance au compte 38 « contentieux ».

Section II

LA PHASE CONTENTIEUSE

En l'absence d'une volonté de règlement de sa dette chez le débiteur, le banquier procède au transfert de la créance, après un délai de trois (03) mois, au compte « contentieux ».

Dès lors, une sommation doit être signifiée au débiteur pour l'inviter à rembourser, sans délai, la créance de la banque (principal, intérêts, frais et commissions).

Des cette mise en compte de la créance, la banquier procède aux mesures conservatoires ; à savoir :

- la *saisie arrêt* auprès des différentes banques et institutions financières ;
- la *saisie arrêt conservatoire* des biens meubles appartenants au client;
- la *mise en jeu des garanties*.

V.2.1. La saisie arrêt

L'article 124 de L'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit stipule :

« A défaut de règlement à l'échéance de sommes qui leur sont dues, les banques et financiers peuvent, nonobstant toute opposition et 15 jours après sommation signifiée au débiteur, obtenir par simple requête adressée au président du tribunal que soit ordonné de tout gage constitué en leur faveur et l'attribution à leur profit, sans formalités, du produit de la vente, en remboursement en capital, intérêts, intérêts de retard et frais des sommes dues ».

Il est de même en cas d'exercice par les banques et établissements financiers des pouvoirs qui leur sont conférés par des textes législatifs et réglementaires en vigueur sur des titres, du matériel mobilier ou des marchandises.

Les dispositions du présent article sont également applicables :

^{3/4} aux biens mobiliers détenus par le débiteur ou par des tiers pour son compte ;

^{3/4} aux créances exigibles détenues par le débiteur sur des tiers ainsi qu'un tous avoir en comptes ».

En application à cet article, le banquier diffuse auprès des autres créanciers du débiteur (autres banques, établissements financiers et autres créanciers) une lettre recommandée qui a pour effet immédiat de bloquer entre leurs mains tous les fonds appartenant au débiteur saisi. Ceux-ci devront faire une déclaration affirmative ou négative.

Dans le cas où la déclaration serait affirmative, le client débiteur sera informé et disposera d'un délai de quinze (15) jours pour s'acquitter de ses dettes, faute de quoi, le banquier par une simple requête adressée au président du tribunal peut obtenir l'entrée en phase exécutoire de la saisie arrêt.

Au terme de cette phase le banquier aura récupéré sa créance (ou une partie en cas d'insuffisance) sur le montant des sommes saisies arrêtées ou du montant des ventes des meubles saisis arrêtés.

V.2.2. La saisie conservatoire

Après une autorisation émanant du tribunal, peut pratiquer une *saisie conservatoire* sur les biens meubles appartenant au débiteur. Autrement dit, la banque a le droit de mettre ces biens sous l'autorité de la justice jusqu'à ce qu'elle les réalise après obtention d'un jugement de condamnation. La pratique de la saisie conservatoire a pour but d'éviter que le débiteur fasse disparaître son actif.

La saisie conservatoire s'exécute après validation par le jugement de condamnation et se déroule en trois (03) phases :

V.2.2.1 Le commandement de payer

C'est un ordre de payer émanant d'un huissier de justice en vertu d'un titre exécutoire mettant en demeure le débiteur.

V.2.2.2 La saisie des biens

Le débiteur, après la sommation de payer dressée par l'huissier de justice, devra dans un délai ne dépassant pas les (20) jours régulariser sa situation, faute de quoi il sera procédé à la saisie proprement dite. L'huissier de justice, pour procéder à la saisie conservatoire, devra dresser un procès verbal de saisie et désigner un gardien.

Dans le cas où il ne trouverait pas quoi saisir, il devra établir un procès verbal de carence.

V.2.2.3 La vente

Après obtention d'un jugement positif de condamnation du débiteur, l'huissier procèdera à un nouvel inventaire pour constater la conformité des biens avec ceux déjà inventoriés dans le PV de saisie.

Après quoi, il procédera à la préparation de la procédure de vente (publicités, formalités ...) et notifiera la date de vente aux deux parties (le créancier et le débiteur). Le jour de la vente le créancier récupérera la totalité ou une partie (en cas d'insuffisance) de sa créance, sur le montant réalisé par la vente au plus offrants des biens saisis.

V.2.3. La mise en jeu des garanties :

L'article 121 de L'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit stipule :

« Pour garantir la paiement en capital, intérêts et frais de toutes créances dues aux établissements financiers ou qui leur sont affectées en garantie et de tous les effets qui leur sont remis en nantissement, de même que pour garantir l'exécution de tout engagement à leur caution, aval, endossement ou garanties, les dites entreprises bénéficient d'un privilège sur leurs créances et avoirs en compte.

Ce privilège prend rang immédiatement après ceux des salariés, du trésor et des caisses d'allocations sociales et s'exerce à partir :

^{3/4} de la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la saisie au débiteur ou au détenteur des biens mobiliers, créances et avoirs en comptes ;

^{3/4} de la date de mise en demeure faite dans les mêmes formes dans les autres cas. »

En application à cet article et à défaut de règlement à échéance des sommes dues aux banques et aux établissements financiers, ceux-ci, peuvent, nonobstant toute opposition et quinze (15) jours après sommation signifiée au débiteur par acte extrajudiciaire, obtenir par simple requête adressée au président du tribunal, que soit ordonnée la vente de tout gage constitué en leur faveur et l'attribution à ces derniers, directement et sans formalités, du produit de cette vente, en remboursement en capital intérêts, de retard et frais des sommes dues.

Il en est de même en cas d'exercice par les banques et les établissements financiers sur des titres, du matériel, du mobilier ou des marchandises, des privilèges qui leur sont conférés par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Pour la réalisation d'une hypothèque, la banque après avoir adressé une mise en demeure avec accusé de réception au client défaillant, établi et envoi une requête au président du tribunal situé dans la circonscription où se situe l'immeuble hypothéqué. Celui-ci (le président du tribunal) par ordonnance rendue au bas de la requête autorise un huissier à saisir l'immeuble qui sera par la suite vendu aux enchères publiques.

La conservation foncière délivre un état des inscriptions existantes, un cahier de charges est déposé au greffe du tribunal et un avis de vente est inséré dans un journal d'annonces légales 20 jours avant l'adjudication.

*L'*élaboration du présent chapitre nous a permis d'évaluer le poids que présente toute surveillance d'incident de paiement. Certes, cette dernière ne doit pas avoir systématiquement une fin contentieuse mais il ne doit pas pour autant la négliger pour arriver à un non remboursement de la créance.

A cet effet, nous tenons à rappeler une autre fois l'importance du suivi à temps de chaque dossier de crédit quelque soit sa nature et ce afin de ne cumuler aucun retard quant à la mise en place des éléments conservatoires que la réglementation algérienne confère aux différentes banques et établissements financiers.

Cependant, vu la lenteur qui caractérise la procédure judiciaire en Algérie, il est préférable que nos banques mettent tout en œuvre pour d'éventuels arrangements à l'amiable qui satisfera les deux parties.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

La fonction du banquier est l'intermédiation financière qui consiste à collecter des fonds auprès du public et affecter ces mêmes fonds à des opérations de crédit. Cette affectation doit être fondée sur une étude minutieuse de la capacité de remboursement des débiteurs étant donné que les fonds à engager sont ceux d'autrui.

Lorsque le client sollicite l'aide de la banque pour le financement de son exploitation, le banquier s'intéressera aux besoins du cycle d'exploitation et à la rentabilité de l'entreprise à court terme. Cependant, dans le cas où la demande relèverait de l'investissement, l'attention portera davantage sur les flux de trésorerie prévisionnels et la rentabilité de l'affaire à moyen et long terme.

La banque qui a mis au point des instruments de mesure pour juger la situation économique et financière du débiteur ne peut se fier entièrement à la qualité des observations recueillies dans l'établissement de son diagnostic. Son intervention relève donc, presque toujours, du domaine d'un certain pari.

Le banquier, pour pallier tout risque éventuel pouvant compromettre le recouvrement de ses créances, exige, entre autre, à son client des garanties comme moyen accessoire de prévention. L'emprunteur, qui considère que ces garanties sont exorbitantes, doit comprendre que des impondérables dus à des causes les plus diverses, peuvent bouleverser les calculs prévisionnels les plus justes.

Toutefois, la meilleure sûreté pour le banquier, faut-il le rappeler, est de mener *une bonne étude* du dossier présenté par le client lui garantissant le dénouement du crédit. Parce que la mise en jeu des garanties, qui nécessite beaucoup de temps et engendre des surcoûts au banquier, n'est qu'un signe d'échec de ce dernier dans l'estimation du risque encouru.

TROISIEME PARTIE :
ETUDE DE CAS PRATIQUES

INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE

Pour mettre en valeur les éléments développés dans les deux parties précédentes, une illustration par deux cas pratiques s'avère plus que nécessaire. Pour cela, nous avons choisi deux dossiers de crédit déjà traités au niveau de l'agence, l'un concernant un crédit d'exploitation et l'autre un crédit d'investissement, sur lesquels nous avons tenté de mener notre propre étude appliquant les techniques d'analyse financière et d'évaluation de projets.

La présente partie sera organisée en deux chapitres :

- Le premier traitera d'un cas concret d'exploitation dont la demande a été présentée par la SPA Azzeddin Travaux Routiers Constructions et Bâtiments (ATRCB) ;
- Le second traitera d'un cas réel d'investissement dont la demande a été introduite par la SARL Fromagerie Yaourterie de la Mitidja (FROYAM).

Pour des raisons de secret professionnel, nous avons modifié les dénominations des clients ainsi que toute information susceptible de les identifier.

CHAPITRE I

ÉTUDE DE CAS D'UN DOSSIER DE CRÉDIT D'EXPLOITATION SPA Azzeddine Travaux Routiers Constructions et Bâtiments (A

La présente étude de cas porte sur une première et nouvelle demande de crédit d'exploitation présentée par la SPA ATRCB, nouvellement domiciliée aux guichets de l'agence BDL Bir Mourad Raïs « 111 ».

Le montant globale des crédits d'exploitation sollicités s'élève à 430 Millions de Dinars, répartis comme suit :

- *Une ligne d'escompte commerciale d'un montant de : 230 000 KDA ;*
- *Un découvert simple plafonné à : 100 000 KDA ;*
- *Une mobilisation de droits au paiement d'un montant de : 100 000 KDA.*

Constitution du dossier :

Le groupe ATRCB a soumis pour étude, au 01/01/2004, les documents suivants :

- ☐ Une demande de crédit ;
- ☐ Une copie légalisée du registre de commerce ;
- ☐ Un document justifiant les statuts de l'entreprise ;
- ☐ Un extrait de rôle apuré ;
- ☐ Attestations de mise à jour CNASAT et CASNOS ;
- ☐ Les bilans de clôture, TCR ainsi que les annexes des années 2001,2002 et 2003.

Section 1 : PRESENTATION GENERALE DE L'AFFAIRE

I.1.1. Identification de la relation :

I.1.1.1Présentation de l'historique de la relation :

Azzeddine Travaux Routiers, Constructions et Bâtiments (ou bien ATRCB) est une société par actions créée le 28/05/1995 et dont le commencement de l'activité n'a vu lumière du jour qu'au 01/07/1997 (retard essentiellement du à l'importation des équipements de production). Dotée d'un capital social d'un montant de 500 000 000 DA, entièrement détenu par les frères KOUADRI et dont le Président Directeur Général est M KOUADRI Azzeddine, l'entreprise ATRCB détient plusieurs parts sociales dans plusieurs filiales lui appartenant en totalité.

Ces filiales sont les suivantes :

□ **Bitumes et Pétroles Azzeddine (BPA):**

Depuis sa mise en service en Avril 2003, la filiale BPA du groupe ATRCB, sise dans l'enceinte du port d'Alger, produit : 300 tonnes/jour de produits bitumeux et commercialise d'une large gamme de produits à des prix très compétitifs :

- Bitume pur 40/50-60/70- 80/100;
- Cut-back 150/250 ;
- Cut-back 400/600 ;
- Emulsion pour répandage.

Avec ses trois (03) parcs de stockage au Centre et à l'Est du pays et un quatrième en construction à l'Ouest, d'une capacité globale de 25 000 tonnes, BPA approvisionne régulièrement le marché national et a pu le mettre à l'abri des ruptures de stocks induites par la très forte demande, notamment durant les hautes saisons.

La qualité des produits commercialisés est garantie par un double contrôle, interne et externe, en totale conformité avec les normes internationales.

En plus de la gamme de produits standard, le laboratoire de la filiale est doté de moyens humains et matériels lui permettant de formuler d'autres produits à même de répondre aux besoins spécifiques de la clientèle.

□ **Entreprise de Maîtrise et du Suivi des Constructions et des Oeuvres (EMSCO):**

Créée en 1979, et après maintes restructurations, cette entité de maîtrise d'œuvre et de suivi de réalisations dans les domaines de l'habitat, des travaux routiers et des ouvrages d'art a été rachetée en décembre 2002 par le groupe ATRCB.

Son capital expérience de plus de 25 ans d'étude et de suivi d'une panoplie de réalisations dans les différents secteurs d'activité ainsi que la rigueur et la performance qui font la notoriété du groupe ATRCB lui permettent de s'imposer aujourd'hui comme une véritable structure de maîtrise d'œuvre grâce à une équipe de spécialistes hautement qualifiés et des moyens techniques très performants.

Son portefeuille clients qui ne cesse de s'élargir à tous les secteurs d'activité témoigne bien de la nouvelle dynamique imprégnée à cette structure et de toute la confiance placée en elle.

□ **Housing Construction and Habitation (HCH) :**

A la faveur de l'essor considérable que connaît le secteur de l'habitat, grâce aux nouvelles dispositions mises en place par les pouvoirs publics pour l'acquisition du logement par le citoyen, le groupe s'est lancé dans de grands projets de promotion immobilière à même de contribuer à résorber le déficit existant en matière de logements :

- Réalisation de cent huit (108) logements dans la wilaya de Tizi-Ouzou.
- Réalisation de deux cent cinquante (250) logements avec structures d'accompagnement dans la wilaya d'Alger.
- Plus de deux mille cinq cents (2500) logements à l'étude à travers les principales villes du centre du pays.

□ Azzeddine Tourisme et Hôtellerie (ATH) :

L'activité hôtelière a réalisé, elle aussi, une percée remarquable, confirmant ainsi la polyvalence du groupe. Avec ses grandes structures hôtelières, notamment à Azeffoun et Azazga, le groupe a déjà son empreinte dans le secteur touristique. En effet, la filiale est sur le point de concrétiser la réalisation de 02 grands villages touristiques en partenariat avec des groupes leaders dans le domaine de habitat.

Les projets touristiques les plus importants de cette filiale sont :

Projet d'un village touristique à Azeffoun :

- 100 Bungalows de type F3 ;
- 30 Villas de Type F4 et F5 en R+1 ;
- 01 Hôtel Thalasso avec : 150 lits, 02 piscines avec annexes, 03 terrains de sport, 01 théâtre en plein air de 200 places, 01 parking pour 100 véhicules ;
- 01 Port de plaisance de 36 à 40 amarres ;
- 01 Centre logistique.

Projet d'un village touristique à Zéralda :

- 80 Villas de luxe de type F4 et F5 en R+1 ;
- 01 Hôtel apparts de 100 logements de type F3 ;
- 01 Hôtel quatre étoile avec : 150 Lits, 02 Piscines avec annexes, 03 Terrains de sport, 01 Théâtre en plein air de 200 places, 01 Parking pour 100 véhicules ;
- 01 Auditorium ; un Aquaparc ainsi qu'un club sportif et centre logistique.

□ Entreprise Algérienne des Véhicules, Engins et Maintenances (EAVEM) :

Filiale appartenant au groupe ATRCB, et mise en place pour assurer la :

- Distribution exclusive des camions du constructeur Japonais HINO, la pièce de rechange et le service après-vente ;
- Distribution exclusive des engins de travaux publics de la marque sud-coréenne DAEWOO, la pièce de rechange et le service après-vente ;
- Distribution exclusive des pompes à béton, des brise-roche et des attaches rapides de la marque sud coréenne HANWOO, la pièce de rechange et le service après- vente.

□ TOYOTA Azzeddine (filiale de distribution des véhicules TOYOTA)

Mis en place depuis fin 2003, l'établissement TOYOTA Azzeddine installé à Tizi-Ouzou fait partie des agents agréés les plus actifs du réseau de distribution de TOYOTA Algérie à travers la commercialisation et le service après-vente des véhicules utilitaires et touristiques des marques TOYOTA et DAIHATSU.

Evolution du capital social de l'entreprise :

A sa création, le capital social de l'entreprise s'élevait à 120 000 DA. En 1997, il a connu une augmentation pour atteindre 1 200 000 DA. En 1999, le capital social de l'entreprise a connu une autre augmentation pour atteindre la barre des 11 200 000 DA.

La dernière augmentation de capital enregistrée pour le groupe ATRCB est celle du 02/11/2002, suite à laquelle, ce dernier a été augmenté pour atteindre les : 500 000 000 DA répartis sur l'ensemble des différents associés du groupe ATRCB. En effet, ce dernier a été divisé en 500 000 actions, le montant de

chacune d'elle est de 1 000 DA et répartis sur l'ensemble des associés selon les pourcentages respectifs de leurs droits :

- ^{3/4} M «**KOUADRI Azzeddine**», *Président Directeur Général du groupe ATRCB*, détient 150 milles parts du capital social, soit un montant de 150 000 000 DA ;
- ^{3/4} Mme «**KOUADRI Souad**», *Directrice générale du groupe* et épouse de M «**KOUADRI Azzeddine**» ; détient 100 milles parts du capital social, soit un montant de 100 000 000 DA. Elle est à la tête de la filiale *BPA*.
- ^{3/4} M «**KOUADRI Fayçal**», *gérant associé* et frère de M «**KOUADRI Azzeddine**», détient 75 milles parts du capital social, soit un montant de 75 000 000 DA. Il est à la tête de la filiale *EMSCO* ;
- ^{3/4} M «**KOUADRI Karim**», *associé* et frère de M «**KOUADRI Azzeddine**», détient 75 milles parts du capital social, soit un montant de 75 000 000 DA. Il est à la tête de la filiale *HCH* ;
- ^{3/4} M «**KOUADRI Sadek**», *associé* et frère de M «**KOUADRI Azzeddine**», détient 50 milles parts du capital social, soit un montant de 50 000 000 DA. Il est à la tête de la filiale *ATH* ;
- ^{3/4} M «**KOUADRI Déddine**», *associé* et frère de M «**KOUADRI Azzeddine**», détient 25 milles parts du capital social, soit un montant de 25 000 000 DA. Il est à la tête de la filiale *EAVEM* ;
- ^{3/4} M «**KOUADRI Ahmed**», *associé* et frère de M «**KOUADRI Azzeddine**», détient 25 milles parts du capital social, soit un montant de 25 000 000 DA. Il est à la tête de la filiale *TOYOTA Azzeddine*.

Domaine d'activité du groupe ATRCB :

L'ensemble des filiales du groupe ATRCB a fait de ce dernier un acteur principal dans le secteur des travaux routiers et de l'habitat. Ainsi, les principales fonctions du groupe sont résumées comme suit :

^{3/4} *La construction de routes et d'autoroutes* : la réalisation des travaux routiers constitue l'un des métiers de base de l'entreprise. Un domaine où elle a démontré tout son savoir-faire et son efficacité à travers son implication dans les travaux de terrassement, de revêtement de renforcement et de réalisation de plusieurs axes routiers et de tronçons autoroutiers, notamment :

- ☐ Travaux d'élargissement de la rocade Sud - Alger ;
- ☐ Travaux de réalisation de l'échangeur de Oued S'mar à Alger ;
- ☐ Travaux de réalisation de l'autoroute Beni – Mered / Cheffa (16 Km) ;
- ☐ Travaux de réalisation de la voie expresse Oued Mazaffran/sortie Ouest de Bou - Ismail (10 Km) ;
- ☐ Travaux de réalisation du tronçon autoroutier Baba Ali/les quatre chemins de Boufarik (10 Km) ;
- ☐ Travaux de réalisation du tronçon d'autoroute Est-ouest Oued Fodda/Khemis Miliana (73 Km).

^{3/4} *La production d'enrobés* : les stations de production d'enrobés du groupe, installées selon les normes internationales en terme de qualité et de respect de l'environnement, ont une capacité globale de production de 1 500 tonnes/heure.

Leur répartition équilibrée à travers le territoire national permet d'approvisionner en enrobé n'importe quel chantier dans les meilleures conditions de préservation de la température requise pour sa mise en œuvre.

^{3/4} *Les ouvrages d'art* : la réalisation des ouvrages d'art est également un secteur où l'entreprise a déployé d'importants efforts dans la maîtrise technique lui permettant de réaliser, dans le cadre de groupement d'importantes structures telles que les carrefours, viaducs (ponts), trémies, ...etc.

³/₄ *Les travaux maritimes* : l'entreprise est engagée dans les travaux d'aménagement, de renforcement de structures portuaires et de protection de rivages contre l'érosion dans le cadre du maintien de l'équilibre naturel du littoral et sa valorisation par la création de plages artificielles, à travers tout le territoire Algérien.

³/₄ *Les exploitations carrières* : les chantiers du groupe sont alimentés par plusieurs sites de carrières leur permettant l'approvisionnement régulier en tout type d'agrégat nécessaire à la réalisation des travaux routiers et la production d'enrobés, mais aussi d'enrochements nécessaires à ces derniers.

Le groupe ATRCB, et vu son intervention dans plusieurs domaines allant des constructions et des travaux routiers au tourisme et à l'hôtellerie, a jugé important de disposer de deux unités de surveillance et de maintenance ; l'une étant *le complexe de maintenance et de surveillance Azzeddine (CMRA)* et l'autre est *un laboratoire de suivi et d'analyse Azzeddine (LSAA)* de l'ensemble des produits qu'il met en vente sur le marché Algérien.

Le Complexe de Maintenance et de Réparation Azzeddine (CMRA) :

Ce complexe, sis à Oued Aissi dans la wilaya de Tizi Ouzou et réparti sur plusieurs ateliers spécialisés, est doté d'une école de formation mise en place afin d'assurer le développement des techniques de réparation et de renouvellement des équipements de travaux publics.

Sa gestion rattachée à la direction du matériel lui offre un champ d'action allant des réparations au niveau des ateliers jusqu'à l'entretien préventif, en passant par les interventions au niveau des bases logistiques et des chantiers.

Le Laboratoire de Suivi et d'Analyse Azzeddine (LSAA) :

Equipé de moyens matériels performants et animés de techniciens expérimentés, le département laboratoire du groupe effectue tous les contrôles, analyses et suivis aux travaux en produits noirs et en bétons hydrauliques.

I.1.2. Les moyens mis en oeuvre :

I.1.2.1. Les ressources humaines :

La gestion des ressources humaines qui représentent, indéniablement, l'un des atouts majeurs du Groupe, bénéficie d'une attention particulière dans le cadre des nouveaux choix stratégiques mis en place ces dernières années. Ainsi l'effectif du groupe ATRCB est constitué essentiellement de cadres, d'agents de maîtrise et d'autres exécuteurs, comme le montre d'ailleurs le tableau suivant :

CADRE	MAÎTRISE	EXECUTION	TOTAL
120 270		900	1290

I.1.2.2. Les ressources matérielles :

Le Groupe ATRCB dispose d'un impressionnant parc matériel qui lui permet de répondre à toutes les sollicitations pouvant s'exprimer dans tous les domaines d'activités qu'il a investis.

Les programmes d'investissement consacrés annuellement s'inscrivent dans la politique de diversification du Groupe, qui nécessite une très large autonomie en termes de moyens d'intervention sur plusieurs projets, en même temps, et dans tous les secteurs d'activité :

- Plus de 200 engins lourds (niveleuses, finishers, compacteurs, cylindres, chargeurs, dumpers, bulls, rétro chargeurs, pelles...) ;
- Plus de 200 unités de matériel de chantier : compresseurs, brise-roches, citernes, groupes électrogènes, postes à souder, cabines sahariennes... ;
- Des stations de production d'enrobés d'une capacité dépassant 1 500 tonnes / heure ;
- Trois (03) centrales à bétons ;
- Des sites d'exploitations de carrières avec tout le matériel de stations de concassage ;
- Une flotte de transport dépassant 250 unités et répondant aux besoins de tous les types de transport ;
- Cinquante (50) camions ravitailleurs de bitumes de 30 tonnes chacun ;
- Plus de 110 véhicules touristiques et utilitaires.

I.1.2.3 Le marché :

La part du marché détenu par l'entreprise ne cesse de prendre de l'ampleur avec le temps. Cela peut s'expliquer, d'une part, par l'expérience de la famille KOUADRI dans le domaine des travaux publics, et d'autre part, par le monopole que détienne la société sur le marché local surtout celui du centre du pays.

I.1.2.4. Le produit :

Le chiffre d'affaire de l'entreprise est principalement réalisé suite à la vente de sa propre production constituée essentiellement de travaux routiers, hydrauliques, et de constructions et cela au bénéfice de son principal client qu'est l'Etat. En plus de cela, une bonne partie de son chiffre d'affaire est constituée à partir des recettes qu'il enregistre dans le cadre de la commercialisation des véhicules des maisons TOYOTA, et RENAULT (la concession de véhicules).

I.1.2.5. Les partenaires :

L'importance du groupe ATRCB offre à ce dernier une notoriété considérable à travers le monde entier. En effet, le groupe traite avec beaucoup de fournisseurs d'Europe, d'Amérique mais aussi d'Asie. L'ancienneté du groupe dans ce domaine, qui inspire à ses fournisseurs confiance, ainsi que la diversité de ces derniers, rend le risque de rupture des approvisionnements quasiment improbable. Le principal client du groupe est l'Etat Algérien. Mais il est à préciser que ce dernier travaille aussi avec les revendeurs et les particuliers dans le cadre des concessions de véhicules.

I.1.3. La relation Banque - Entreprise :

I.1.3.1 Historique de la relation :

Le groupe ATRCB a toujours été domicilié au niveau des guichets de l'agence BDL Didouche D «150» (24, rue des frères Meslem). Avec l'inauguration de la nouvelle agence du raison BDL, dite : agence BDL Mourad Raïs « 111 » (38, rue des frères Bouaddou) en 2002, le groupe ATRCB a, en fait, procédé au transfert de son compte au niveau des guichets de cette dernière, et cela en fin 2002.

Nous tenons à informer l'aimable lecteur que le groupe ATRCB, et malgré qu'il soit une des nouvelles entreprises domiciliées au sein de nos guichets, fait comme même partie des meilleurs relations de l'agence. En effet, et après consultation de la centrale des impayés au niveau de la banque d'Algérie, nous avons constaté l'absence de tout incident de paiement connu par ce dernier.

I.1.3.2.Mouvement d'affaire confié :

Les mouvements d'affaire confiés par la relation (au sein de l'agence BDL « 111 ») sont présentés (en KDA) dans le tableau ci-dessous :

Années 2002		2003
Mouvements confiés	955 021	1 642 307
Chiffre d'Affaire (HT)	1 742 771	2 438 966
Mouvements confiés / CA	55 %	67 %

A première vue, nous remarquons qu'il y a absence de centralisation du chiffre d'affaire du groupe puisque ce dernier est bien supérieur, et pendant les deux années 2001 et 2002, aux mouvements confiés au sein de l'agence BDL « 111 ». Cependant, les constats précédents ne reflètent pas une position radicalement pessimiste quant à la centralisation de l'ensemble des opérations du groupe au niveau de cette agence. En effet, ces derniers sont essentiellement dus au fait que le groupe ATRCB évolue dans le cadre des marchés publics et par conséquent, la centralisation de son chiffre d'affaire est relative aux différents lieux de réalisation de ses marchés. Nous précisons une autre fois, que les principaux clients du groupe ATRCB, sont les différentes institutions de l'Etat à savoir : les Ministères, les Willayas, les Dairas, ...etc.

I.1.3.3.Niveau d'utilisation crédits :

La présente demande de crédit est la première émanant du groupe ATRCB au niveau des guichets de l'agence BDL «111 ». Pour cet effet, nous avons consulté uniquement les anciens dossiers au niveau de la première agence de domiciliation dite agence BDL Didouche « 150 » ainsi que ceux au niveau de la Direction Financière de la Petite et Moyenne Entreprise (DFPME) de la BDL, et cela afin d'avoir d'avantage d'informations relatives aux crédits déjà accordés et le niveau d'utilisation de ces derniers.

Ainsi, la consultation de l'information collectée nous a révélé que le groupe ATRCB a déjà sollicité différents crédits auprès de l'agence BDL Didouche « 150 », et l'agence BDL Azazga « 151 » pour lesquels aucun incident ou bien retard de paiement n'a été enregistré.

Section 2

ANALYSE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE ¹

Après avoir présenté en général notre affaire et cela par une identification de l'entreprise ainsi que la présentation de la relation banque - entreprise, nous arrivons à la deuxième étape de notre étude intitulée l'analyse financière de l'entreprise ATRCB.

Pour cela, notre démarche sera la suivante :

- Une analyse rétrospective, qui comprendra une analyse statique et une autre dynamique (analyse par les flux) ;
- Une analyse prospective (ou bien une analyse prévisionnelle).

I.2.1. Analyse rétrospective :

I.2.1.1 Analyse statique

1. Analyse des documents retraités :

Bilans financiers : les bilans financiers suivants (en KDA) ont été élaborés à partir des bilans comptables **consolidés** des années 2001, 2002, et 2003 du groupe ATRCB (voir annexes) :

ACTIF	2 001	2 002	2 003
ACTIF IMMOBILISE	751 150	1 427 506	1 740 280
1) Investissements	484 998	901 215	1 299 699
bâtiments	2 882	21 188	29 848
matériels et outillage	209 461	388 833	652 524
matériel de transport	243 613	435 929	420 050
autres équipements	11 709	48 233	33 846
équipements sociaux	1 081	2 070	1 853
investissements en cours	16 252	4 962	161 578
2) Autres Valeurs Immobilisées	266 152	526 291	440 581
prêts	206 152	191 953	167 421
avances/acomptes sur investis	0	55 218	25 033
cautionnements versés	0	219 120	188 127
créances sur associés et S/A	60 000	60 000	60 000
ACTIF CIRCULANT	624 558	833 596	1 597 663
1) Valeurs d'Exploitation	10 945	14 628	73 406
stocks	10 945	14 628	73 406
2) Valeurs Réalisables	496 560	750 598	1 278 358
a) VR d'Exploitation	459 102	675 187	1 188 660
clients	459 102	675 187	1 188 660
b) VR Hors Exploitation	37 458	75 411	89 698
avances aux fournisseurs	3 279	11 965	20 218
avances pour comptes	24 180	32 228	41 252
blocage provision	9 999	31 205	28 226
comptes débiteurs du passif	0	13	2
3) Valeurs Disponibles	117 053	68 370	245 899
caisse	113 338	5 817	3 170
banques/CCP	3 715	62 553	242 729
TOTAL ACTIF	1 375 708	2 261 102	3 337 943

¹ Nous travaillons, et pour toute l'étude, en Kilo Dinars Algérien (KDA).

² Nous travaillons suivant un souci de liquidité.

PASSIF	2 001	2 002	2 003
FONDS PERMANENTS	915 692	1 517 254	2 045 800
1) Fonds Propres	813 707	1 074 485	1 589 832
fonds social	300 000	500 000	500 000
réserves légales	4 120	30 000	30 000
autres réserves	82 631	166 969	267 079
bénéfices à réinvestir	0	200 000	200 000
résultat en instance d'affectation	0	0	242 411
résultat conservé	429 799	242 410	434 510
actif sans valeur	-2 843	-64 894	-84 168
2) Dettes à Long et Moyen Terme	101 985	442 769	455 968
emprunts bancaires	63 593	196 711	290 321
crédit d'investissement	38 392	146 058	65 647
LCAC	0	100 000	100 000
DETTES A COURS TERME	460 016	743 848	1 292 143
1) Dettes d'Exploitation	110 730	374 216	403 052
fournisseurs	28 137	53 130	54 504
avances reçues	82 593	321 086	348 548
2) Dettes Hors Exploitation	341 644	290 065	585 819
annuité remb/emprunt/crédit	30 988	42 724	42 724
détention pour compte	104 109	121 001	220 058
dettes fiscales et parafiscales	204 027	126 340	274 930
compte courant des associés	2 520	0	48 000
compte créditeur de l'actif	0	0	107
dividendes 0		0	0
3) Dettes Financières	7 642	79 567	303 272
avances bancaires	7 642	79 567	303 272
TOTAL PASSIF	1 375 708	2 261 102	3 337 943

Les bilans condensés de l'entreprise ATRCB (en KDA), sont présentés ci-dessous :

ACTIF	2001	2001 (%)	2002	2002 (%)	2003	2003 (%)
ACTIF IMMOBILISE	751 150	55	1 427 506	63	1 740 280	52
1) Investissements	484 998	65	901 215	63	1 299 699	75
2) Autres Valeurs Immobilisées	266 152	35	526 291	37	440 581	25
ACTIF CIRCULANT	624 558	45	833 596	37	1 597 663	48
1) Valeurs d'Exploitation	10 945	2	14 628	2	73 406	5
2) Valeurs Réalisables	496 560	80	750 598	90	1 278 358	80
a) VR d'Exploitation	459 102	92	675 187	90	1 188 660	93
b) VR Hors Exploitation	37 458	8	75 411	10	89 698	7
3) Valeurs Disponibles	117 053	18	68 370	8	245 899	15
TOTAL ACTIF	1 375 708		2 261 102		3 337 943	
PASSIF	2001	2001 (%)	2002	2002 (%)	2003	2003 (%)
FONDS PERMANENTS	915 692	67	1 517 254	67	2 045 800	61
1) Fonds Propres	813 707	89	1 074 485	71	1 589 832	78
2) Dettes à Long et Moyen Terme	101 985	11	442 769	29	455 968	22
DETTES A COURS TERME	460 016	33	743 848	33	1 292 143	39
1) Dettes d'Exploitation	110 730	24	374 216	50	403 052	31
2) Dettes Hors Exploitation	341 644	74	290 065	39	585 819	45
3) Dettes Financières	7 642	2	79 567	11	303 272	24
TOTAL PASSIF	1 375 708		2 261 102		3 337 943	

Après une analyse approfondie des bilans financiers et des bilans condensés de l'entreprise ATRCB et ce pendant les années 2001, 2002 et 2003, nous avons relevé les différents points suivants :

□ **Masse Actifs Immobilisés** : nous remarquons une amélioration de cette masse pendant la deuxième année (2002) puisqu'elle passe de 55% à 63% (elle demeure dans les normes), ce qui conduit l'entreprise à une amélioration des actifs circulants (rotation plus rapide).

Cependant, il ne faut pas tomber dans la fiction pure et simple puisque l'amélioration de l'actif immobilisé n'est due qu'à l'augmentation des autres valeurs immobilisées passant de 35 à 37 % (surtout les cautionnements). Notons que même si cette dernière est jugée faible, elle représente tout de même un élément nocif pour l'activité de l'entreprise qui la rend de plus en plus immobilisée (activité immobilisée à 37% en 2002).

Pour l'année 2003, une diminution de cette masse a été enregistrée, ce qui paraît d'emblée comme étant un élément défavorable pour l'entreprise ; mais une analyse approfondie de l'actif immobilisé révèle que cette dernière est due à une chute des AVI contre une augmentation relative des investissements ce qui est alors un élément bénéfique pour l'entreprise.

□ **Masse des Fonds Permanents** : une stabilité des fonds permanents est détectée pour les deux premières années avec une légère diminution notée pendant la 3ème année ; cette dernière a entraîné une dégradation du fonds de roulement qui reste tout de même positif.

La capacité d'endettement (rapport F. Propre, DLMT) est très importante (pour l'année 2001) puisque les fonds propres représentent 89% des fonds permanents contre uniquement 11% pour les DLMT ce qui rend l'entreprise très indépendante financièrement des institutions financières. Précisons que cette situation est due au fait que l'entreprise soit nouvelle dans le secteur des travaux routiers et bâtiments, ce qui la rend quasiment inconnue sur l'échelle bancaire.

Pour les deux dernières années, notre entreprise commence à bénéficier des concours bancaires ce qui peut être vérifié en analysant le poste DLMT du bilan financier. Suite à cela, nous pouvons dire que l'entreprise commence à utiliser sa capacité potentielle d'endettement.

□ **Masse Actifs Circulants** : une amélioration de cette masse a été enregistrée pendant la deuxième année d'étude puisque cette dernière diminue de 8%. En plus de cela, cette diminution a entraîné une stabilité des valeurs d'exploitation quasiment nulle, une augmentation des valeurs réalisables qu'est un élément justificatif d'un bon écoulement des produits (VR constituées essentiellement des créances clients : 90%), et surtout une dégradation importante des valeurs disponibles ce qu'est bénéfique pour l'entreprise puisqu'elle a su gérer sa trésorerie sans la geler.

Hélas, cette situation n'a pas duré ce qui se voit avec l'augmentation massive de l'actif circulant qui a atteint la barre des 50 %, suite à une augmentation des valeurs d'exploitation et des disponibilités.

Malgré cela, l'actif circulant de l'entreprise reste comme même révélateur d'une bonne rotation des produits, et surtout une bonne politique d'écoulement et de commercialisation des produits finis.

□ **Masse des Dettes à Court Terme** : nous notons une stabilité des dettes à court terme pendant les deux premières années, contre une légère augmentation notée en 2003. Cependant, l'augmentation structurelle des dettes financières est très nocive puisqu'elles sont essentiellement constituées des découverts qui coûtent très chère. Cette situation doit être analysée avec prudence.

Précisons qu'un élément positif a été enregistré, c'est la diminution des dettes hors exploitation ; constituées des dettes fiscales et parafiscales, elles peuvent bloquer l'activité de l'entreprise.

Globalement, l'évolution de la situation financière à travers l'analyse des différents postes des bilans financiers pendant les trois années, est jugée positive et en faveur de l'entreprise, même si certaines anomalies ont été détectées lors du diagnostic de la 2ème année. Cette situation est redressée en 2003.

Les soldes intermédiaires de gestion : l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion (en KDA) présentés ci-après sont déterminés à partir des TCR **consolidés** de l'entreprise ATRCB (voir annexes) ;

Troisième partie

TABLEAU DES COMPTES DE RESULTAT RETRAITE (SIG)					
	SIG RETRAITES			RATOS: S	
ANNEES	2001	2002	2003	2001 (%)	2002 (%)
CHIFFRE D'AFFAIRE	1 550 252	1 742 771	2 438 966	100	100
Vente de marchandises (+)	-	-	282 546		
Consommation de marchandises (-)	-	-	196 923		
MARGE COMMERCIALE	-	-	85 623	0	0
Prestation fournie (+)	3 366	465	185		
Production vendue (+)	1 546 886	1 742 306	2 156 235		
Production stockée (+)	-	-	-		
Production immobilisée (+)	7 677	7 118	-		
Matières et fournitures consommées (-)	534 375	696 555	760 628		
Autres consommations et services (-)	199 506	441 014	421 979		
VALEUR AJOUTEE	824 048	612 320	1 059 436	53	35
Frais de personnel (-)	46 227	60 461	106 004		
Impôts et taxes (-)	5 175	6 578	7 546		
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	772 646	545 281	945 886	50	31
Dotations aux amortissements (-)	106 252	148 567	219 134		
Dotations aux provisions (-)	-	-	-		
Dotations exceptionnelles (-)	-	-	-		
Reprises d'amortissements et de provisions(+)	18 187	22 227	21		
Transferts de charges de production (+)	13 268	16 766	6 202		
Transferts de charges d'exploitation (+)	7 393	25	4 563		
Autres produits divers (+)	1 577	6 105	21 046		
Frais divers (-)	8 640	10 568	33 069		
RESULTAT D'EXPLOITATION	698 179	431 269	725 515	45	25
Produits financiers (+)	-	-	-		
Charges financières (-)	39 845	37 916	70 070		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	658 334	393 353	655 445	42	23
Charges hors exploitation (-)	44 896	52 435	46 614		
Produits hors exploitation (+)	560	5 382	11 897		
RESULTAT HORS EXPLOITATION	- 44 336	- 47 053	- 34 717	-3	-3
RESULTAT BRUT DE L'EXERCICE	613 998	346 300	620 728	40	20
Impôt sur les bénéfices des sociétés: 30% (-)	184 199	103 890	186 218		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	429 799	242 410	434 510	28	14
Dotations aux amortissements et aux provisions (+)	106 252	148 567	219 134		
Reprises sur charges des exercices antérieurs (-)	18 187	22 227	21		
Dotations exceptionnelles (+)	-	-	-		
VNC des éléments d'actif cédés (+)	-	-	-		
Prix de cession (-)	-	-	-		
Reprises de subventions d'investissement (-)	-	-	-		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	517 864	368 750	653 623	33	21
AUTOFINANCEMENT	517 864	368 750	653 623	33	21

L'ensemble des SIG ainsi que le chiffre d'affaire montre que la totalité des charges de l'entreprise sont couvertes par les produits réalisés, et dégagent par conséquent un excédent qui se traduit par un résultat net positif et évolutif tout au long des années d'étude.

L'évolution des SIG, comme le montre d'ailleurs le tableau précédent, est jugée instable. Cela est essentiellement dû à la variation instable qu'a subie le chiffre d'affaire pendant les années d'étude qui s'est répercuté sur l'ensemble des SIG.

Cependant, l'évolution du chiffre d'affaire malgré son instabilité prouve tout de même l'ouverture et l'épanouissement du groupe sur le marché du bâtiment Algérien. En effet, il s'agit d'une évolution considérable nécessitant un soutien financier, en ce sens que l'anticipation en matière de recouvrement de certaines créances devient nécessaire.

Remarque : nous tenons à préciser que l'analyse des différents rapports SIG/CA ainsi que leurs évolutions seront traitées en détail dans le volet : analyse de la structure financière suivant la méthode des ratios.

2. Analyse de la structure financière de l'entreprise :

la structure de financement de l'entreprise sera analysée à partir de deux approches, l'une est une approche globale ; c'est la méthode des masses financières, et l'autre est une approche relative intitulée la méthode des ratios.

A. La méthode des masses financières :

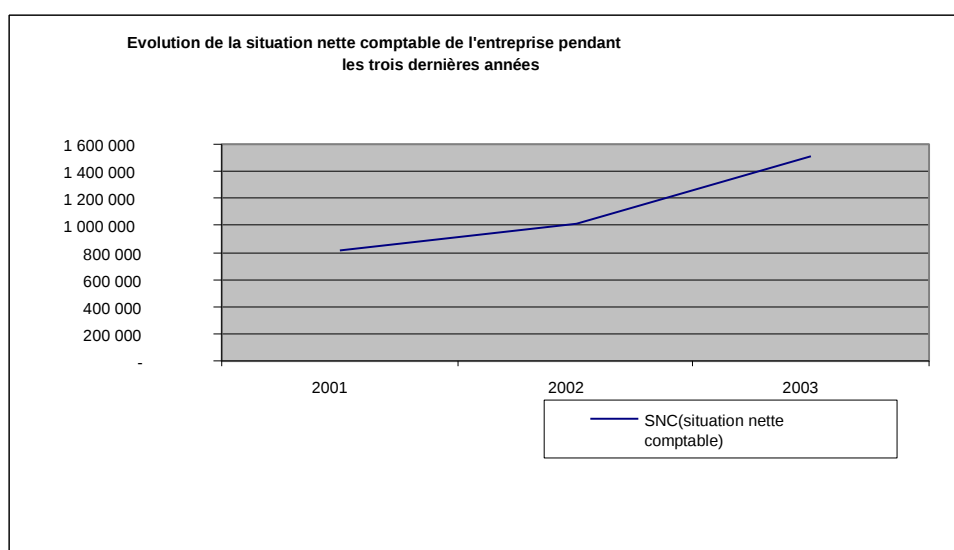
les masses financières reprennent la solvabilité de l'entreprise ainsi que son équilibre financier.

i. La Solvabilité :

la solvabilité de notre entreprise peut être appréciée à partir de la surface nette comptable (SNC), appelée aussi l'Actif Net.

Le tableau et schéma suivants montrent l'évolution de l'actif net (en KDA) pendant les années d'étude.

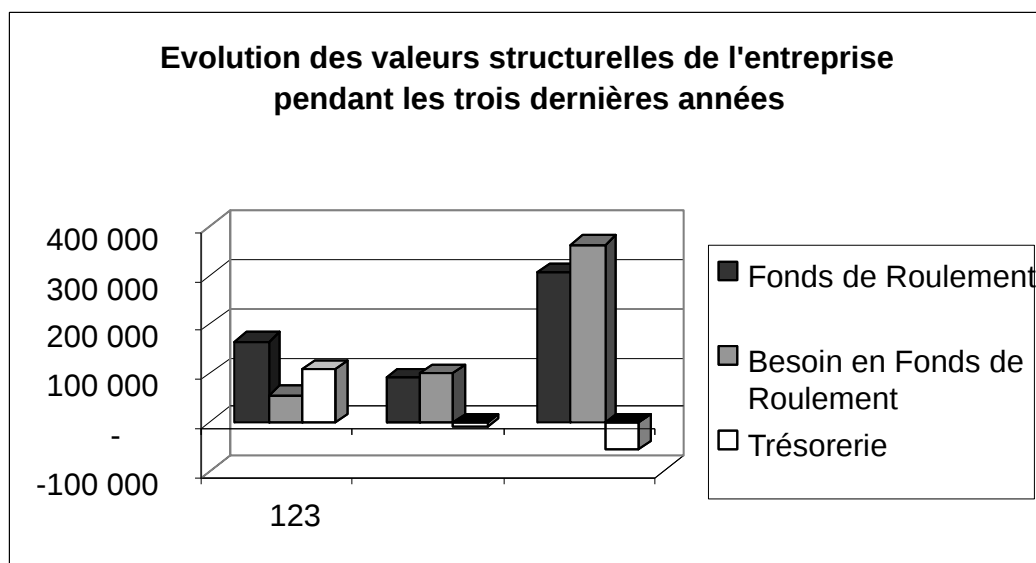
Evolution de la situation nette comptable			
	2001	2002	2003
SNC (situation nette comptable)	810 864	1 009 591	1 505 664



Nous tenons à préciser que l'actif net de notre relation, est jugé appréciable et en progression d'année en année grâce à l'accumulation des résultats et les nouveaux apports enregistrés en 2001 et 2002. En effet, les fonds propres nets du groupe une grande sécurité dans la mesure ou il représente 79 % en moyenne du total du passif.

ii. *L'équilibre financier* : comme l'indique le tableau (en KDA) et l'histogramme suivants :

VALEURS STRUCTURELLES	2001	2002	2003
Fonds de Roulement	164 542	89 748	305 520
Besoin en Fonds de Roulement	55 131	100 945	362 893
Trésorerie	109 411	11 197	57 373



Le BFR ainsi que la Trésorerie sont en progression évolutive, ce qui peut être expliqué par l'évolution positive du chiffre d'affaire de l'entreprise durant toute la durée d'étude (une augmentation du chiffre d'affaire implique fatalement une augmentation des besoins de l'entreprise).

Quant au Fonds de Roulement (FR), ce dernier couvre, pendant la première année d'étude, la totalité du BFR, le surplus est en fait mis en disponibilités, ce qui représente une capacité potentielle de financement à long terme gelée ; c'est un élément défavorable pour l'entreprise.

Pour la deuxième année, le FR de l'entreprise a baissé malgré l'augmentation des fonds propres de l'entreprise. Cette situation est d'emblée due au résultat réalisé pendant cette année. Conservé en totalité, ce dernier est faible par rapport à ceux des années 2001 et 2003. Cela peut être mieux assimilé en comparant le taux de variation du chiffre d'affaire (voir le tableau des SIG) et celui de l'ensemble des charges décaissables. Ainsi, nous remarquons une stabilité du chiffre d'affaire entre l'année 2001 et 2002, contre une évolution assez consistante de ce dernier pendant la dernière année d'étude (la variation est de 40%). Tandis que, les charges décaissables que l'entreprise a assumées pendant la première année n'ont pas cessé de prendre de l'ampleur. Autrement dit, ces dernières n'ont pas suivi le même rythme de croissance que celui du chiffre d'affaire puisque leur moyenne de variation est de 30% (contre une variation du chiffre d'affaire enregistrée entre 2001 et 2002, évaluée à 12%).

L'évolution du chiffre d'affaire d'une part et des charges décaissables d'autre part ont fait que les revenus de l'entreprise soient légèrement faibles pour couvrir la totalité du BFR, ce qui a poussé l'entreprise à faire appel à de la trésorerie négative pour financer son exploitation ; c'est une situation critique surtout quand elle est durable.

Notons que cette explication reste comme même d'ordre secondaire et que les principales raisons de ce déséquilibre seront déterminées en analysant le dynamisme de l'entreprise (les variations des différentes rubriques des bilans consolidés du groupe).

En fin, nous concluons que cette approche nous a révélé une dégradation de l'équilibre financier de l'entreprise d'année en année, puisque l'entreprise fait de plus en plus appel à de la trésorerie négative pour financer son exploitation, et que ces dettes financières ne cessent pas de prendre de l'ampleur.

B. La méthode des ratios :

nous procéderons en premier lieu par l'appréciation des ratios de structure financière, en suite celle des ratios de gestion, et en dernier lieu l'appréciation des ratios de rentabilité.

Avant de commencer notre appréciation, nous tenons à préciser une autre fois que l'année 2002 est une année pendant laquelle l'activité de l'entreprise n'a pas été au sommet de sa prospérité et cela est essentiellement du au nombre de marchés contractés.

i. Les ratios de structure financière :

la structure financière de l'entreprise, comme le montre d'ailleurs les ratios ci-dessous, est de loin la situation la plus appréciable. En effet, cette dernière a subi une évolution quasiment instable entre 2001 et 2003.

Appellation	Mode de calcul	2001	2002	2003
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE				
Ratios de liquidité :				
La liquidité générale	Actif circulant / Dettes à Court Terme	136%	112%	124%
La liquidité réduite	Actif Circulant- Stocks / DCT	133%	110%	118%
La liquidité immédiate	Disponibilités / DCT	25%	9%	19%
Ratios de solvabilité				
Le risque liquidatif	FP / total bilan	59%	48%	48%
La capacité d'endettement	Fonds propres/DLMT	798%	243%	349%
Ratios de l'évolution des valeurs structurelles				
Evolution du fonds de roulement	FR *360j / Chiffre d'affaires (HT)	38 j	19 j	45 j
Evolution du BFR (en jours)	BFR *360j / Chiffre d'affaires (HT)	13 j	21 j	54 j
Evolution de la TR	TR * 360i / Chiffre d'affaires (HT)	25 i	2 i	- 8 i
Autres ratios				
Ratio de productivité du capital	Chiffre d'affaire/Actif immobilisé net	206%	122%	140%
Le degré d'amortissement	Amorts.Immob (amortis brutes)	13%	61%	50%

La liquidité de l'entreprise s'apprécie d'année en année et les actifs circulants arrivent à couvrir la totalité des dettes à court terme et dégagent chaque année une marge dont la moyenne est de 20%. Cependant, cette marge représente un BFR qui évolue d'année en année et qui n'est pas financé en totalité par les délais fournisseurs, ce qui pousse l'entreprise à solliciter des découverts tés payants.

L'analyse du ratio Risque liquidatif révèle que le groupe ATRCB est très solvable, et ne présente théoriquement aucun risque de liquidation (le ratio en question est supérieur à 25 % pendant les trois années d'étude. Notons que ce ratio est d'une importance considérable, ce qui prouve d'ailleurs le volume des fonds propres assez consistant par rapport aux autres fonds permanents.

La capacité d'endettement est très importante (surtout pour la première année), cela est en fait du à l'importance du rapport fonds propres/DLMT (il est de 6 fois les DLMT pour une première année). Pour les deux autres années, nous remarquons que la capacité d'endettement de l'entreprise est en stagnation au tour des 300%, ce qui représente ainsi une capacité d'emprunt égale à l'ensemble des DLMT. Cette diminution est le résultat de l'ouverture de notre entreprise sur le marché bancaire Algérien.

Ceci dit, l'entreprise a comme même intérêt à travailler beaucoup plus avec l'argent des autres et prendre ainsi plus de risque pour fructifier d'avantage ses capitaux propres.

L'équilibre financier déjà analysé, nous a démontré que l'ensemble des actifs immobilisés est couvert par les capitaux permanents et dégage un fonds de roulement positif pendant toute la durée d'étude. Mais cette évolution du fonds de roulement n'a pas été proportionnelle à celle du BFR ce qui a dégradé d'avantage la situation financière de l'entreprise.

En effet, ce constat est en fait confirmé par l'ensemble des ratios traitant l'évolution des valeurs structurelles.

Le ratio de *productivité du capital* montre que le capital investi, constitué essentiellement des immobilisations, est en dégradation évolutive à partir de l'année 2001. Cette dégradation est due à l'état de l'équipement de production qui devient de plus en plus vétuste ; ce qui peut être d'ailleurs confirmé en analysant l'évolution du ratio *degré d'amortissement* qui ne cesse pas de croître.

Sur cet angle, nous conseillons notre relation d'utiliser sa capacité d'endettement pour l'achat d'éventuels équipements de production afin d'éviter l'impact de la vétusté des équipements sur les capacités théoriques de production.

ii. Les ratios de gestion : le tableau suivant englobe les principaux ratios de gestion qui nous permettent de mieux apprécier la manière avec laquelle les dirigeants de l'entreprise gère leur activité.

Appellation	Mode de calcul	2001	2002	2003
RATIOS DE GESTION				
Délais accordés et reçus				
Rotation des stocks (en jours)	Stocks*360/Achats de M. Première en HT	7 j	8 j	35 j
Les délais fournisseurs (en jours)	Fournisseurs+EAP+Avances reçues*360j /achats (TTC)	87 j	226 j	223 j
Les délais clients (en jours)	Clients+ effets+ EENE *360j /CA (TTC)	91 j	119 j	150 j
Le degré de croissance de la VA	VA (n+1)-VA (n) / VA (n)		-35%	42%
Répartition de la valeur ajoutée				
La rémunération du facteur travail	Frais personnel + la sous-traitance) / VA	17%	46%	25%
La rémunération de l'Etat	Impôts (dont IBS) et taxes / VA	23%	18%	18%
La rémunération des banques	Frais financiers / VA	5%	6%	7%
La rémunération de l'entreprise	CAE / VA	63%	60%	62%
La rémunération des actionnaires	Dividendes distribués / VA	0%	0%	0%
La part des investissements	Total amortissements/VA	27%	56%	53%

La situation de gestion de l'entreprise est de loin une situation assez appréciable. Cela peut être vérifié en analysant les trois premiers ratios, ou le *délai de rotation des stocks* est assez bien maîtrisée même s'il est en en évolution positive, ceci n'est que la résultante prévisible d'une augmentation du chiffre d'affaire.

Les délais fournisseurs sont d'année en année importants. Ces derniers doivent être analysés avec prudence puisqu'ils sont assez importants par rapport aux normes applicables aux entreprises évoluant dans le secteur des travaux publics (la moyenne étant de 2 à 3 mois).

Ce décalage énorme est essentiellement du au fait que le groupe ATRCB dispose de plusieurs filiales qui lui fournissent l'ensemble des matières premières indispensables pour son activité. Nous tenons à préciser que cette situation peut devenir critique, non pas pour la société mère mais pour sa filiale en la rendant de plus en plus étouffée (des problèmes éventuels de trésorerie peuvent surgir à tout moment).

Quant aux délais clients, ces derniers sont importants, dépassent ainsi les normes (étant de 2 mois de retard). Cette situation peut être expliquée comme suit : notre relation est une affaire qui évolue dans le secteur des travaux et des constructions publics. Pour cet effet, le groupe ATRCB travaille essentiellement avec l'Etat qu'est son *mono client*. Ce dernier est à la fois un *bon* et un *long* payeur (pas de risque de non paiement mais le règlement est toujours assorti de 2 à 3 mois de retard. C'est d'ailleurs ce qui explique l'importance de ces délais.

Cependant, la politique commerciale de l'entreprise reste comme même bien maîtrisée du fait que les crédits fournisseurs sont toujours supérieurs aux crédits clients. Cette différence permet à l'entreprise de se procurer des ressources d'exploitation supplémentaires et gratuites.

La deuxième partie du tableau, traite la répartition de la valeur ajoutée. Avant d'analyser ce volet, nous avons jugé important d'étudier la variation de la VA. Ainsi, le ratio *degré de croissance de la VA* nous montre que cette dernière passe par une période d'instabilité. C'est en fait du au nombre de marchés que notre relation a contractés pendant la 2ème année d'étude qu'est moins important que ceux des deux autres années d'étude.

Le ratio *rémunération du facteur travail* est relativement faible (par rapport aux normes) pendant toute la durée d'étude, malgré l'ampleur que ce dernier prend en 2002. Nous tenons à préciser que ce dernier a été calculé sur la base de la rémunération du personnel augmentée du montant de la sous-traitance puisque notre entreprise fait beaucoup appel à cette dernière (c'est en fait une autre masse salariale que le groupe ATRCB règle indirectement).

Par ailleurs, nous constatons l'absence de rémunération des actionnaires (pas de distribution de dividendes) et ce pendant toute la durée d'étude.

Cette situation ne doit affoler le banquier puisque l'ensemble des actionnaires sont eux même des salariés. Autrement dit, l'ensemble des actionnaires sont à la tête des six filiales dont dispose le groupe et bénéficient d'une rémunération mensuelle et par conséquent le non prise de dividendes ne doit pas les contrarier (ils ont déjà un revenu).

Nous tenons à préciser que l'utilisation très importante de l'équipement de production d'une part, et le non renouvellement ou bien le renouvellement insuffisant de ce dernier d'autre part ; rendent l'outil de production de plus en plus vétuste. C'est ce que le dernier ratio nous montre puisqu'il détermine la part des investissements (sous forme d'amortissement) par rapport à la VA.

La rémunération de l'entreprise se caractérise elle aussi par une stabilité puisqu'elle est, et pendant les trois années d'étude, au tours de 60 % qu'est une part assez importante, et c'est ce qui rend l'entreprise de plus en plus prospère.

Après cette analyse relative à l'activité de l'entreprise, nous constatons que notre relation assure une bonne gestion de son activité. Cependant, la vétusté de son matériel et qui prend de l'ampleur d'année en année, fait que notre groupe perd énormément de son potentiel de réalisation d'avantage de bénéfices (voir les rubriques dotations aux amortissements et amortissements cumulés).

iii. Les ratios de rentabilité : le tableau suivant nous recense l'ensemble des ratios les plus importants qui traitent la rentabilité de l'entreprise.

Appellation	Mode de calcul	2001	2002	2003
LES RATIOS DE RENTABILITE				
La capacité de remboursement des DLMT	CAE/DLMT (en années)	5	1	1
Rentabilité économique	Résultat net/total actif retraité	31%	11%	13%
Rentabilité financière	Résultat net/ Fonds propres	53%	23%	27%
Rentabilité commerciale	Résultat net / CAHT	28%	14%	18%
Rentabilité de l'activité	CAE/CAHT 33%		21%	27%
L'effet de levier	rentabilité financière- rentabilité éco.	22%	12%	14%

L'analyse du tableau précédent nous a poussé à évoquer un certain nombre de points :

- La capacité de remboursement des DLMT est en dégradation à partir de l'année 2001.

En effet, cette dernière a subi une chute brutale puisqu'elle était évaluée à cinq ans (05) en 2001 (ce qui représente la norme si on suppose que l'ensemble des DLMT sont contractées à cinq ans d'échéance) et atteint le seuil d'une seule année en fin de période.

Cette situation est contraignante pour l'entreprise. Sachons que la moyenne des échéances des DLMT que l'entreprise a contractées au cours des années 2002 et 2003 est de cinq ans, la CAF de l'entreprise et pour l'année 2002 ne peut couvrir que le cinquième du montant des dettes. Le même raisonnement est appliqué pour l'année 2003.

- La rentabilité économique est pratiquement en diminution pendant les trois années d'étude.

Quant à la rentabilité financière, cette dernière suit le même rythme d'évolution mais elle reste tout de même nettement supérieure à la précédente. Par conséquent, nous sommes, et pendant toute la durée d'étude, face à des effets de levier positifs ce qui nous pousse à conseiller l'entreprise à s'endetter d'avantage afin de mieux fructifier ses capitaux propres.

- La rentabilité commerciale ainsi que la rentabilité de l'activité suivent toutes les deux le même rythme d'évolution. Cependant, la rentabilité de l'activité est nettement supérieure à la rentabilité commerciale. C'est le résultat de l'importance considérable des dotations aux amortissements

En guise de conclusion, nous affirmons que le groupe ATRCB a intérêt à s'endetter puisqu'il dispose d'un effet de levier positif et ce pendant les trois années d'étude. En plus de cela, il est en possession d'une capacité d'endettement assez importante qui l'aidera à faire face aux éventuels désengagements.

En outre, cet endettement doit revêtir la forme de crédits à moyen terme pour acquisitions d'équipements de production. En effet, l'acquisition de ces équipements de production va engendrer une augmentation du chiffre d'affaire et une diminution du volume des amortissements cumulés par rapport aux investissements bruts ce qui va donc augmenter d'avantage la rentabilité économique de notre affaire.

I.2.1.2. Analyse dynamique

L'analyse dynamique de l'entreprise se fera suite à une analyse et appréciation du *tableau de financement* (TER), une autre du *tableau des variations du BFR et de la Trésorerie*, et en fin l'appréciation du *tableau pluriannuel des flux financiers* (TPFF).

1. Appréciation du tableau de financement (tableau des emplois et des ressources)

Le tableau de financement suivant nous recense les variations du fonds de roulement constatées pendant la durée d'étude.

¹ Afin de s'assurer de la neutralité et l'exactitude des variations des différents tableaux présentés dans ce présent volet ; un dépouillement des trois bilans du groupe selon une approche dynamique (avec les variations des différentes valeurs structurelles) est inséré dans les annexes.

TABLEAU DE FINANCEMENT (TER)			UM · KDA		
EMPLOIS STABLES	2002/2001	2003/2002	RESSOURCES DURABLES	2002	2003
Dividendes distribués	0	0	Capacité d'autofinancement	168 750	653 623
Acquisitions	802 696	617 596	Cessions	0	85 710
Eléments corporels	542 557	617 596	Eléments corporels		
Eléments financiers	260 139	0	Eléments financiers	0	85 710
Créances d'investissement	260 139	0	Créances d'investissement	0	85 710
Remboursement des DLMT	42 724	42 724	Augmentation des DLMT	395 245	55 923
Diminution des fonds propres	0		Augmentation des fonds propres	80 419	100 110
Total	845 420	660 320	Total	844 414	895 366
VARIATION DU LER	- 1 006				
		235 046			

L'analyse des variations du fonds de roulement du tableau de financement précédent de l'entreprise ATRCB nous révèle les différents points suivants :

□ Concernant la variation du fonds de roulement entre 2001 et 2002, une augmentation considérable des acquisitions qui caractérise essentiellement la variation des emplois entre 2001 et 2002 n'a pas été couverte en totalité par les ressources durables en particulier la CAF.

En effet, nous avons constaté une chute incontestable de la CAF évaluée à (-32%) et cela malgré l'importance de l'investissement acquis par l'entreprise pendant l'année 2002 (variation de 77%), qui a engendré une variation du chiffre d'affaire moins importante évaluée à 12%. Cela peut être du à la nouveauté de l'équipement et donc le personnel ne s'est pas encore adapté à ce dernier ou bien au nombre de marchés contractés par le groupe pendant cette année.

L'inadéquation entre le taux de variation du chiffre d'affaire et celle de l'investissement est en fait relative d'une part au degré d'amortissement du matériel de production de l'entreprise qu'est de plus en plus important ce qui par conséquent diminue la productivité du capital. D'autre part, nous tenons à préciser une autre fois que l'année 2002 est une année pendant laquelle l'entreprise a connu une chute dans sa production (cela est probablement du à la faiblesse du nombre de marchés contractés) malgré l'importance de l'investissement réalisé.

En récapitulatif, la variation négative du fonds de roulement est essentiellement due à la dégradation de la CAF enregistrée entre 2001 et 2002, et que l'augmentation des fonds propres et celle des DLMT n'ont pas suffi à établir un équilibre entre la variation des ressources stables et celle des emplois durables.

□ Quant à la variation du fonds de roulement enregistrée entre 2002 et 2003, cette dernière est en fait positive comme le montre d'ailleurs le tableau des emplois et des ressources précédent.

En effet, les ressources du groupe ATRCB constituées essentiellement de la CAF, représentant ainsi la part la plus importante devant les autres ressources (cession, augmentation des DLMT,...), recouvrent en totalité les emplois stables.

Nous constatons aussi, une variation des acquisitions moins importante que celle constatée entre 2001 et 2002, mais qui a induit tout de même à une variation de la capacité d'autofinancement importante et évaluée à 77%.

Cela est en fait le résultat du nombre de marchés que l'entreprise a contracté pendant la dernière année d'étude ce qui prouve d'ailleurs l'importance du poste production vendue des SIG qui a suivi une variation deux fois plus importante que celle enregistrée entre 2001 et 2002.

En récapitulatif, la stabilité des fonds propres et la chute considérable de la variation des DLMT n'ont pas influé sur la variation des ressources durables qui a au contraire augmenté pendant la dernière année d'étude. Cela est dû à l'importance de la CAF réalisée en 2003 qui demeure assez importante.

Cette importance des ressources durables a fait que les emplois stables entre 2002 et 2003 soient couverts en totalité et qu'une variation de fonds de roulement positive soit dégagée.

Cependant, ce qui nous importe le plus est de savoir est ce que cette variation a été proportionnelle à celle des besoins en fonds de roulement (BFR) et suffisamment importante pour couvrir la totalité de ces besoins. C'est ce que le *Tableau de Variations des BFR et de la Trésorerie*.

2. Appréciation du tableau de variation du BFR et de la Trésorerie (le bas du TE)

Le tableau suivant recense l'ensemble des variations du BFR et de la Trésorerie ayant affecté l'équilibre financier initial de l'entreprise :

TABLEAU DE VARIATION DES BFR ET DE LA TRESORERIE						UM : KDA
Désignation	2002/2001			2003/2002		
	besoins	dégagement	solde	besoins	dégagement	solde
Variation de l'actif d'exploitation			219 768			572 251
stocks	3 683		3 683	58 778		58 778
clients	216 085		216 085	513 473		513 473
Variation du passif d'exploitation			-263 486			- 28 836
fournisseurs		24 993	-24 993		1 374	- 1 374
avances reçues des clients		238 493	-238 493		27 462	- 27 462
VARIATION DU BFR D'EXPLOITATION			- 43 718			543 415
Variation de l'actif hors exploitation			100 005			33 561
avances aux fournisseurs	8 686		8 686	8 253		8 253
avances pour compte	8 049		8 049	9 024		9 024
avances d'exploitation	62 051		62 051	19 274		19 274
blocage provision	21 206		21 206		2 979	- 2 979
compte débiteur du passif	13		13		11	- 11
Variation du passif hors exploitation			63 315			-295 754
détention pour compte		16 892	-16 892		99 057	- 99 057
dettes fiscales et parafiscales	77 687		77 687		148 590	-148 590
compte courant des associés	2 520		2 520		48 000	- 48 000
compte créditeur de l'actif					107	- 107
VARIATION DU BFR HORS EXPLOITATION			163 320			-262 193
VARIATION DU BFR GLOBAL			119 602			281 225
Variation de la trésorerie positive			-48 683			177 529
caisse		107 521	-107 521		2 647	- 2 647
banque	58 83		58 838	180 176		180 176
Variation de la trésorerie négative			-71 925			-223 705
avances bancaires		71 925	-71 925		223 705	-223 705
VARIATION DU SOLDE DE TRESORERIE			-120 608			- 46 176

L'analyse approfondie du tableau des variations des BFR et de la Trésorerie nous a amené à élaborer la synthèse suivante :

□ Le passage du bilan de clôture de l'année 2001 à celui de l'année 2002 a fait que le fonds de roulement net global ait diminué de 1 006. Les ressources durables de l'année 2002 ne couvrent donc pas la variation des emplois entre 2001 et 2002.

Cette dégradation du fonds de roulement n'est compensée qu'en partie par le dégagement net de fonds de roulement provenant de l'exploitation (ressources dégagées par la diminution du besoin en fonds de roulement d'exploitation), soit un montant de 43 718 KDA.

Quant au besoin en fonds de roulement ne provenant pas de l'exploitation (BFRHE), ce dernier a subi en fait une variation positive qui a joué contre celle du fonds de roulement net global et l'a faite diminuer. La variation du BFRHE étant pour cet effet égale à 63 315 KDA.

Nous concluons ainsi, à partir du tableau précédent et des deux constats, que la cause principale de la croissance du BFR est *l'augmentation excessive des créances nées sur l'Etat (due à l'augmentation du chiffre d'affaire) qui n'a pas été proportionnelle à celle des délais fournisseurs obtenus.*

La différence entre le FR net global et le BFR : -120 608 KDA (-1 006 - 119 602) correspond à la dégradation de la trésorerie.

L'entreprise finance donc en partie ses emplois à court terme par des ressources à long et moyen terme. La partie restante est couverte par une trésorerie négative.

Les découverts bancaires ont augmenté de 71 925 KDA et les disponibilités à l'actif ont régressé d'un montant de : 48 683 KDA.

Pour cet effet, il conviendrait de s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'entreprise détient des disponibilités en 2002 d'un montant de : 68 370 KDA à l'actif alors qu'un découvert de 79 567 KDA subsiste encore.

□ Le passage de l'exercice 2002 à l'exercice 2003, a fait que le fonds de roulement net global, contrairement à la variation précédente, ait augmenté de 235 046 KDA (variation positive). Par conséquent, les ressources durables de l'année 2003 couvrent en totalité la variation des emplois entre 2002 et 2003.

Hélas, cette croissance du fonds de roulement n'a pas été proportionnelle à celle du besoin en fonds de roulement. Ainsi, la croissance du fonds de roulement est compensée uniquement par un dégagement du fonds de roulement ne provenant pas de l'exploitation (des ressources dégagées par la diminution du besoin en fonds hors exploitation) d'un montant de 262 193 KDA.

En contre partie, l'importance des productions vendues enregistrées en 2003 (24%), fait que les *produits à encaisser* prennent de l'ampleur et que les besoins provenant de l'exploitation ont augmenté d'avantage (la variation étant de 543 415 KDA), ce qui a réduit la capacité de financement potentielle à long terme (FR).

Autrement dit, la variation considérable du BFR d'exploitation et malgré le dégagement du fonds de roulement ne provenant pas de l'exploitation, a fait que le fonds de roulement soit inférieur au BFR, et que l'entreprise soit obligé de faire appel à de la trésorerie négative d'une variation de - 46 176 KDA.

Une autre fois, nous constatons d'une part que l'augmentation du BFR entre 2002 et 2003 est essentiellement due à la même raison déjà évoquée (l'augmentation du chiffre d'affaire engendre automatiquement l'augmentation des produits à encaisser et donc une augmentation des besoins de financement). D'autre part, l'entreprise n'arrive toujours pas à couvrir ses besoins par des ressources de financement à long terme, et par conséquent elle fait toujours appelle à de la trésorerie négative.

Le tableau de variation du BFR et de la Trésorerie, nous montre aussi que l'entreprise détient une trésorerie importante et qui a subi une variation positive de 177 529 KDA, contre une augmentation aussi importante de la trésorerie négative. La variation de cette dernière étant de 223 705 KDA.

Suite à ce dernier constat, nous nous interrogeons une autre fois sur les raisons pour lesquelles l'entreprise suit toujours la même politique de détention de disponibilités (argent gelé d'un montant de 245 899 KDA en 2003), contre des découverts (évalués à 303 272 KDA en 2003) qui demeurent encore existants.

Suggestions pour les deux commentaires :

Suite à l'analyse du haut et du bas du *Tableau de Financement*, nous constatons que la principale cause du déséquilibre du groupe ATRCB est l'importance du BFR suite à l'augmentation du chiffre d'affaire qui n'a pas été couverte en totalité par ses ressources potentielles de financement à long terme.

Pour cet effet, nous suggérons à l'entreprise d'envisager une augmentation de son endettement à long terme afin de dégager d'avantage de capacité de financement à long terme (FR) pour une totale couverture du BFR. En plus de cela, elle doit poursuivre sa politique de mise en réserve et d'augmentation de capital d'une partie importante de ses résultats.

3. *Appréciation du tableau pluriannuel des flux financiers (TPFF) :*

L'analyse du tableau des emplois et des ressources de l'entreprise ATRCB, nous a fourni une description de l'évolution de la structure financière de notre relation. Ainsi, nous constatons les variations des différentes valeurs structurelles présentées dans le haut et le bas du tableau des emplois et des ressources.

Le tableau pluriannuel des flux financiers (TPFF), quant à lui, reprend les différentes opérations ayant affecté le solde de trésorerie de l'entreprise. Ce dernier étant négatif et évolutif, le TPFF nous permettra de déduire les raisons pour lesquelles le groupe ATRCB en a fait appel.

Le TPFF de l'entreprise ATRCB est présenté comme suit :

TABLEAU PLURIANNUEL DES FLUX FINANCIERS			UM : KDA
INTITULE	2001	2002	2003
excédent brut d'exploitation		545 281	945 886
production immobilisée (-)		- 7 118	
transferts de charges d'exploitation imputés aux tiers (+)			
variation du besoins en fonds de roulement (-) ou (+)		- 119 600	-281 225
Excédent de Trésorerie d'Exploitation		418 563	664 661
excédent de trésorerie d'exploitation		418 563	664 661
autres produits ou frais divers (-) ou (+)		- 4 463	-12 023
opérations faites en commun (-) ou (+)			
résultat financier (-)		- 37 916	-70 070
participation et impôts sur les sociétés (-)		- 103 890	-186 218
remboursement des emprunts structurelles (-)		- 42 724	-42 724
SOLDE DE TRESORERIE OPERATIONNELLE		229 570	353 626
investissements hors production immobilisée (-)		- 795 580	-617 593
cession ou réduction de l'actif immobilisé (+)			85 710
dividendes décidés au titre de l'exercice N (-)			
SOLDE DES OPERATIONS DISCRETIONNAIRES		- 795 580	- 531 883
autres augmentation des ressources propres (+)		80 419	100 110
augmentation des dettes structurelles (+)		395 245	55 923
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES		475 664	156 033
produits hors exploitation (+)		5 382	11 897
charges hors exploitation (-)		- 52 435	-46 614
SOLDE DES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES		- 47 053	-34 717
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		- 137 399	-56 941
transferts de charges de production (+)		16 766	6 202
transferts de charges d'exploitation non imputées aux tiers (+)		25	4 563
AJUSTEMENT DE LA VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		- 120 608	-46 176

La première variation (2001/2002) du Tableau des emplois et des ressources révèle la dégradation du fonds de roulement qu'est en fait due à un autofinancement insuffisant. Afin d'arriver à montrer les différentes raisons pour lesquelles l'entreprise a décidé d'appliquer une telle ponction sur le fonds de roulement, nous avons jugé important d'analyser en premier lieu les différents éléments du TPFF suivants :

- L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) qu'est la trésorerie générée par l'exploitation de l'entreprise est très importante (pendant les deux dernières années d'étude), ce qui se voit clairement en la comparant à la CAF réalisé en 2002 et en 2003. Cette situation peut être une des raisons de ce déséquilibre (trésorerie d'exploitation bien supérieure aux revenus de l'entreprise).
- Le solde de trésorerie opérationnelle représente, pendant les deux années 2002 et 2003, la moitié de l'ETE, ce qui nous pousse à affirmer que les décaissements contraignants que le groupe ATRCB a à assumer pendant la durée d'étude (remboursement d'emprunts, impôts) sont d'une importance considérable et par conséquent ils diminuent d'avantage la trésorerie dégagée par l'entreprise au jour le jour.
- Le solde des opérations discrétionnaires diminue en 2003, mais il reste tout de même négatif. En effet, le groupe a investi énormément, des investissements financés principalement par des ressources propres ou bien des concours bancaires (les ressources financières provenant des cessions sont minimes).

- Le solde des opérations financières, malgré son importance, reste insuffisant pour combler en totalité les investissements réalisés par le groupe pendant les années d'étude (absence de proportionnalité entre les investissements envisagés et les ressources de financement).
- L'impact des opérations exceptionnelles, réalisées par l'entreprise entre 2001/2002 et 2002/2003, sur la variation du solde de trésorerie est en fait négatif, ce qui signifie que notre entreprise a réalisé de mauvaises fortunes qui ont modifié d'avantage le plan initial.
- La variation de la trésorerie de l'entreprise reste négative malgré l'ajustement apporté à cette dernière suite aux différents transferts de charges, et ce pendant toute la durée d'étude.

Après cette synthèse reprenant les éléments composants le TPF de l'entreprise, nous arrivons à formuler la conclusion suivante :

Pendant les deux dernières années d'étude, le groupe ATRCB n'est pas arrivé à générer une variation de trésorerie nette positive malgré la trésorerie générée au jour le jour. Cela est d'une part dû à l'importance considérable de l'investissement réalisé pendant les deux dernières années et non financé en totalité par des ressources propres ou bien des concours bancaires. D'autre part, les opérations exceptionnelles réalisées par le groupe ATRCB en 2002 et 2003 ont aggravé elles aussi le solde de trésorerie.

Ainsi nous concluons que la raison pour laquelle le groupe ATRCB a fait appel à de la trésorerie négative pendant les deux dernières années, est le fait que ce dernier n'a pas pu s'endetter au bon montant qui allait, en plus de la couverture totale des investissements réalisés, dégager d'avantage de ressources potentielles à long terme (FR) pour une couverture maximale du BFR.

Conclusion générale de l'analyse :

L'analyse statique nous a fourni les différents éléments suivants :

- Le groupe ATRCB, et malgré sa solvabilité incontestable ainsi que sa bonne gestion de son activité, reste comme même déséquilibré, un déséquilibre financier qui prend de l'ampleur d'année en année et essentiellement dû à l'augmentation évolutive des créances nées sur l'Etat et non proportionnelle à celle des délais fournisseurs;
- Le groupe ATRCB, est en possession d'un outil de production très important, mais qui est à moitié vétuste.

Quant à l'analyse dynamique, cette dernière nous a confirmé les constats auxquels nous sommes arrivés suite à l'analyse statique, puisque la variation négative et évolutive du solde de trésorerie est principalement due à l'inadéquation entre les ressources de financement à long terme et les investissements réalisés pendant les deux dernières années d'étude.

1.2.2. Analyse prospective (prévisionnelle) :

L'analyse prospective qui se base essentiellement sur les documents prévisionnels (plan de trésorerie et budget d'exploitation) ne peut être effectuée vu que le client (le groupe ATRCB) ne nous a remis aucun document prévisionnel.

En plus de cela, nous savons bien que cette analyse prévisionnelle ne peut être effectuée que si l'entreprise étudiée est en bonne santé financière, ce qui n'est pas le cas du groupe ATRCB.

Conclusion de l'analyse :

Compte tenu des différents éléments abordés dans la présente étude et les résultats pessimistes (déséquilibre structurel évolutif, dégradation de la productivité du capital), nous concluons que le principal problème de l'entreprise est dû à sa structure de financement à long terme.

Pour cet effet, nous sommes persuadés que les concours sollicités ne feront qu'aggraver l'équilibre financier de l'entreprise en augmentant d'avantage le solde de trésorerie négative s'ils sont octroyés sans mesure apportées à la structure de financement de l'entreprise.

Ainsi, nous avons proposé à notre client la *restructuration de son financement à long terme*. En effet, cette dernière fera augmenter le fonds de roulement de l'entreprise jusqu'à ce qu'il couvre en totalité le besoin en fonds de roulement et par conséquent, l'entreprise fera moins appel à de la trésorerie négative.

Restructuration du financement à long terme de l'ATRCB :

Afin de restructurer le financement à long terme de notre client, nous lui avons proposé la solution suivante : une *transformation des dettes financières de l'entreprise en des dettes à moyen terme* sous l'acceptation obligatoire de cette dernière des conditions suivantes :

- Les résultats des trois (03) années à venir doivent être automatiquement conservés ;
- Le taux d'intérêt déjà appliqué pour les dettes financières de l'entreprise ne sera pas le même pour les concours sollicités en cas d'accord. En effet, une marge de 1 % sera obligatoirement ajoutée;
- En cas de nouvelles acquisitions envisagées au cours de l'année 2004, l'entreprise doit les effectuer suite à un crédit à moyen terme sollicité au niveau de nos guichets avec un taux d'intérêt applicable à ce crédit majoré d'un point.

Après présentation de ces conditions à notre client, ce dernier les a acceptées, avec même une promesse de sa part d'augmenter les fonds propres de l'entreprise suite à une libération d'un nouvel apport au début de l'année 2004.

Ainsi, nous pouvons présenter l'analyse prévisionnelle (essentiellement basée sur l'établissement et l'appréciation du tableau de financement prévisionnel) de l'entreprise avec la nouvelle structure de financement déjà citée et les hypothèses suivantes :

- En premier lieu, nous supposons que les acquisitions vont augmenter suivant le même taux que celui enregistré entre 2002 et 2003 et qui est de 25%. Ainsi leur montant sera le suivant :

$$\text{Nouvelles acquisitions} = 691\,392 \text{ KDA}$$

Remarque : afin de ne pas optimiser les hypothèses d'établissement du TER prévisionnel, nous supposons que l'augmentation des acquisitions du groupe ATRCB n'a pas engendré une augmentation du chiffre d'affaire. Pour cela, la raison principale de cette stagnation est supposée être la nouveauté du matériel acquis et que le personnel du groupe doit passer par une période d'essai et d'adaptation.

□ En deuxième lieu, nous supposons que le montant des DLMT représente le concours bancaires à moyen terme sollicité au niveau des guichets de l'agence BDL « 111 » augmentés du montant des dettes financières transformées (découverts transformés en DLMT). Ainsi, le montant relatif aux acquisitions représente un *crédit à moyen terme* d'un montant de **400 000 KDA**, représentant **58 %** du montant globale des équipements de production à acquérir, et remboursable en *cinq ans*.

Nous tenons à préciser que le taux d'intérêt applicable pour ces dettes est de 7.5 % (c'est le taux ordinaire qu'est de 6.5 % augmenté d'un point)

Le montant des DLMT est calculé comme suit :

$$DLMT = \text{Mt des découverts restructurés} + \text{CMT (pour acquisition d'équipement)}$$

$$DLMT = 46\,176 + 400\,000$$

$$DLMT = 446\,176 \text{ KDA}$$

□ En troisième lieu, et suivant le résultat précédent, nous déterminons le montant du remboursement d'emprunt qui est en fait égal au cinquième du montant des DLMT. Donc :

$$\text{Remboursement d'emprunt} = DLMT / 5$$

$$\text{Remboursement d'emprunt} = 446\,176 / 5$$

$$\text{Remboursement d'emprunt} = 89\,235 \text{ KDA}$$

□ En quatrième lieu, nous supposons que la CAF réalisable en 2004 sera en fait la même que celle de l'année 2003 puisque le chiffre d'affaire est supposé être le même (afin d'éviter tout risque de sur estimation). Ainsi le montant de la CAF sera le suivant :

$$\text{Capacité d'autofinancement} = 653\,622 \text{ KDA}$$

□ Enfin, nous supposons qu'il y a absence de *distribution de dividendes, de cessions d'éléments d'actif immobilisé, et d'augmentation ou diminution des fonds propres de l'entreprise*

Après détermination des différentes hypothèses sur lesquelles nous nous sommes basés pour l'élaboration de notre étude prévisionnelle, le tableau de financement prévisionnel de l'entreprise est se présentera comme suit :

TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL (en KDA)			
EMPLOIS DURABLES		RESSOURCES STABLES	
Année 2004/2003	Année 2004		
Distribution de dividendes	-	Capacité d'autofinancement	653 622
Nouvelles acquisitions	691 392	Cessions	-
Remboursement des DLMT	89 235	Augmentation des DLMT	446 176
Diminution des f/ propres	-	Augmentation des f/propres	-
TOTAL DES EMPLOIS	780 627	TOTAL DES RESSOURCES	1 099 798
Variation du FR	391 171		

Le tableau de financement prévisionnel nous révèle une variation positive du fonds de roulement d'un montant de : **391 171 KDA**.

Cependant, ce qui nous importe le plus, est de savoir est ce que cette variation a été suffisante pour faire augmenter le fonds de roulement jusqu'à ce qu'il couvre en totalité le BFR de l'année 2004.

Détermination du BFR prévisionnel :

Le chiffre d'affaire étant le même que celui réalisé en 2003, nous supposons par conséquent que le BFR prévisionnel est le même que celui enregistré en 2003.

Cependant, nous avons jugé important d'augmenter l'ensemble des actifs circulants hors trésorerie (de l'année 2003) de 5 %, et de diminuer par contre l'ensemble des passifs circulants hors trésorerie (de l'année 2003) du même pourcentage et cela afin d'éviter toute sous estimation des besoins de financement du groupe ATRCB. Ainsi le BFR prévisionnel sera de :

$$\text{BFR prévisionnel} = 608\,887 \text{ KDA}$$

Quant au fonds de roulement prévisionnel, ce dernier est égale au fonds de roulement généré en 2003 augmenté de la variation du FR présentée dans le tableau des emplois et des ressources. Ainsi ; le :

$$\text{Fonds de Roulement prévisionnel} = \text{FR (2003)} + \text{la variation du FR entre 2004 et 2003}$$

$$\text{Fonds de roulement prévisionnel} = 432\,412 + 391\,171$$

$$\text{Fonds de Roulement prévisionnel} = 823\,583 \text{ KDA}$$

Nous constatons ainsi, que le fonds de roulement prévisionnel en 2004 couvre en totalité le besoin en fonds de roulement prévisionnel de la même année, et dégage même une trésorerie positive d'un montant de **214 696 KDA**. Notons bien, que cette trésorerie disponible et malgré qu'elle soit un gèle d'argent, représente comme même *une marge de sécurité* que l'entreprise détient afin de maintenir son équilibre financier après la mise en place, par notre institution, de la ligne de découvert étant de 100 000 KDA sollicitée dans sa demande de crédit (autrement dit, le solde de trésorerie restera toujours positif).

Nous concluons notre étude prévisionnelle en disant que malgré les hypothèses très pessimistes mises en œuvre, la restructuration du financement de l'entreprise à long terme par la transformation des dettes financières en dettes à moyen terme a fait que l'entreprise soit arrivé à dégager un fonds de roulement suffisamment important pour combler la totalité du BFR prévisionnel.

I.2.3. Analyse du risque :

En tenant compte de la grande expérience et la connaissance approfondie du marché par les dirigeants, de la nature de la clientèle (l'Etat en particulier) avec laquelle notre relation évolue et du progrès incessant du chiffre d'affaire réalisé, prouvant ainsi les capacités de l'entreprise à se développer et à s'imposer sur le marché, nous pouvant affirmer que :

- ☐ Le risque commercial ou de mévente est à écarter. Cependant, la dépendance en matière d'approvisionnement des filiales du groupe risque d'étouffer ces dernières et pour cela le client doit diversifier ses fournisseurs même si cette solution lui coûtera chère ;
- ☐ Le risque fiscal et parafiscal est également à écarter, l'entreprise nous a fourni toutes les pièces justificatives valides et apurées ;
- ☐ Avec un ratio de solvabilité de 48 %, le risque liquidatif est inexistant.

I.2.3.1. Conclusion finale de l'étude :

Après restructuration du financement à long terme de l'entreprise et qui nous a révélé un certain nombre d'éléments optimistes quant à son équilibre financier, nous sommes d'avis favorable pour l'octroi des crédits suivants :

- *Ligne d'escompte commerciale d'un montant de : 230 000 KDA ;*
- *Un découvert simple plafonné à : 100 000 KDA ;*
- *Une mobilisation de droits au paiement d'un montant de : 100 000 KDA.*

Pour cela, nous avons exigé de notre affaire, les garanties suivantes :

- o *Centralisation du chiffre d'affaire de l'entreprise au niveau de nos guichets ;*
- o *Une signature d'une LCAC (lettre de cession d'antériorité de crédit ;*
- o *Une caution solidaire des associés de 430 000 KDA.*

I.2.3.2. Décision du chargé d'étude de la banque :

Contrairement à nous, le chargé d'étude est arrivé à avis défavorable pour l'octroi des crédits sollicités par le groupe ATRCB.

1.2.3.3. Critiques :

Tout d'abord, nous tenons à préciser que la raison principale pour laquelle le chargé d'étude a été d'avis défavorable pour l'octroi des crédits sollicités par le groupe ATRCB est en fait relative à la nature de la garantie présentée par le client qui est un nantissement du matériel alors que la banque n'acceptait que les actes d'hypothèques. Cela est une raison « *aberrante* » surtout pour une entreprise qui évolue dans le secteur des travaux publics et dont l'ensemble des investissements est principalement constitué d'équipement de production (matériel et outillage) !

Nous noterons aussi que l'étude menée par le chargé d'étude n'a pas été approfondie. En effet, cette dernière s'est basée essentiellement sur une analyse statique (absence d'analyse dynamique) et qui se limitait à l'établissement des bilans financiers, le calcul des différentes valeurs structurelles. L'activité de l'entreprise n'a été analysée qu'à travers la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires (sans le calcul des SIG).

Quant à l'étude prévisionnelle, le chargé d'étude n'en a pas vu l'utilité vu que le client n'a pas présenté aucun document prévisionnel.

Remarque :

Nous tenons à informer l'aimable lecteur, que notre institution dite *Banque de Développement Locale* en fait perdu un client très potentiel après sa décision défavorable relative à l'octroi des crédits sollicités.

En effet, nous avons eu la chance de vérifier notre précédent constat par nous même, et cela en comparant notre étude prévisionnelle (basée sur des hypothèses pessimistes) avec la réalité du terrain.

Sur cet anglet, nous précisons que les documents comptables réels relatifs à l'année 2004 (bilan, TCR et annexes consolidés) ont révélé des éléments très optimistes concernant notre affaire. Ces éléments sont les suivants :

- ^{3/4} Une *capacité d'autofinancement (CAF)* égale à : **853 253 KDA** (taux de variation égal à 30 %)
- ^{3/4} Une augmentation des acquisitions d'un montant de : **2 831 422 KDA**, suite à deux crédits à moyen terme sollicités auprès de deux de nos confrères et accordés par ces derniers d'un montant global de : **3 000 000 KDA** ;
- ^{3/4} Une augmentation des fonds propres suite à une libération d'apports au 01/04/2004, par l'assemblée générale du groupe ATRCB constitué essentiellement des frères KOUADRI, d'un montant de : **1 000 000 KDA** (autrement dit, le capital social du groupe ATRCB est à : **1 500 000 KDA**) ;
- ^{3/4} Le groupe ATRCB a décidé, après réunion de son assemblée générale, de conserver en totalité le résultat bénéficiaire de l'année 2004 et qui est de : **698 935 KDA** afin de maintenir son équilibre financier.

En effet, l'ensemble de ces décisions a fait que le groupe génère, au 31/12/2004 un fort roulement suffisamment important pour couvrir l'ensemble du BFR de la même année et équilibre financier.

CHAPITRE II

ÉTUDE DE CAS D'UN DOSSIER D'INVESTISSEMENT SARL Fromagerie Yaourterie de la Mitidja (FROYAM)

INTRODUCTION

Le présent dossier de crédit porte sur le financement partiel de la réalisation d'une extension de l'unité de production laitière de la SARL FROYAM déjà mise en exploitation.

La SARL FROYAM est une entreprise privée qui évolue dans le secteur des industries alimentaires, qui a comme activité la production de lait et de ses dérivés et ce dans le cadre de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

La demande de crédit est introduite par la SARL FROYAM consiste à financer à hauteur de 69 % du montant du projet soit 228 832 KDA ; l'importation d'équipement de production d'un montant de 161 100 KDA d'une part et le reste des constructions évalué à 67 232 KDA augmenté du montant des frais préliminaires de 500 KDA.

Le crédit sollicité est un crédit à moyen terme d'une durée de sept (07) ans dont deux (02) années de différé.

Section I

IDENTIFICATION DES PROMOTEURS ET DE LEUR ACTIVITÉ

II.1.1. Constitution du dossier

Dans le but de réaliser l'unité d'extension de la SARL FROYAM consistant d'une part en l'achat d'une ligne d'équipements pour la production de fromage fondu à base de cheddar et la construction de l'unité portant cette extension, le client a présenté, pour étude, un dossier de crédit comportant les pièces suivantes :

- ³/₄ Une demande de crédit ;
- ³/₄ Une copie conforme du registre de commerce ;
- ³/₄ Une copie conforme des statuts de la société ;
- ³/₄ Copie conforme de l'acte de location du terrain d'une durée de 99 ans;
- ³/₄ Un rapport d'expertise des travaux déjà réalisés ;
- ³/₄ Copie du permis de construction ;
- ³/₄ Copie de la carte d'identification fiscale ;
- ³/₄ Un extrait de rôle apuré ;
- ³/₄ L'attestation de mise à jour CNASAT ;
- ³/₄ Bilan et TCR de l'année précédents ;
- ³/₄ Bilans et TCR prévisionnels sur cinq ans ;
- ³/₄ Etude technico-économique ;
- ³/₄ Factures pro forma des équipements à financer.

II.1.2. Présentation des promoteurs

II.1.2.1. Historique de l'affaire

La SARL FROYAM (Fromagerie Yaourterie de la Métidja) a été créée le 22/05/2002 par acte authentique entre les différents membres de la famille « AÏT MOKHTAR » sous forme d'une SARL, pour donner une existence juridique au projet de réalisation d'une unité de production de lait et de ses dérivés.

L'entreprise n'est rentrée en exploitation qu'en Janvier 2003. Ainsi, le projet portait à ses débuts sur une ligne complète de production de lait et de deux de ses dérivés d'une capacité de 22 800 l/j répartis comme suit : 1 800 l/j de yaourt étuvé aromatisé, 20 000 l/j de lait pasteurisé et de 1 000 l/j de lait fermenté (l'ben).

II.1.2.2. Capital et gérances

Créée avec un capital social initial de 500.000 DA, ce dernier est détenu en totalité par la famille « AIT MOKHTAR », et réparti sur l'ensemble de ces membres. En effet, le présent capital est composé de 500 parts de 1 000 DA chacune, réparties de la manière suivante :

- M. « AÏT MOKHTAR Amine » au titre de gérant associé, détenant 100 parts dont il a cédé à ses deux enfants une partie de 50 parts (25, 25) ;
- M. « AÏT MOKHTAR Hayet » au titre de gérante associée, détenant 100 parts ;
- M. « AÏT MOKHTAR Mehdi » détenant 100 parts ;
- M. « AÏT MOKHTAR Réda » détenant 100 parts ;
- M. « AÏT MOKHTAR Fares » détenant 100 parts.

Les gérants de la SARL FROYAM sont bien connus par les services de l'agence pour leur sérieux et leur bonne moralité.

Il s'agit de l'une des plus grandes familles de la ville d'Alger. En effet, l'un des gérant est bien connu comme étant un grand biologiste spécialisé dans le contrôle de qualité alimentaire et possédant un très grand laboratoire d'analyses alimentaires à Hydra.

II.1.2.3. Localisation de l'entreprise

Le siège et l'usine de l'entreprise sont situés au niveau de la zone d'activité de la ville de d'Alger (zone de Shaoula). La surface occupée par les différentes installations s'étale sur un terrain de 2.500 m². Il est à préciser que la SARL est locataire de cette assiette pour une durée de 99 ans.

En effet, le lieu d'implantation a été réfléchi en fonction des potentialités d'élevage et notamment de production laitière au niveau de la zone de Shaoula.

II.1.2.4. Les moyens humains

La société emploie un effectif de 21 travailleurs toutes catégories confondues.

Section II

ÉTUDE DE LA VIABILITÉ DU PROJET

II.2.1. Identification du projet

II.2.1.1 Objet du projet

En plus de la production du lait pasteurisé, du lait fermenté et du yaourt aromatisé, la SARL FROYAM compte élargir son activité en créant une unité de production de fromage fondu à base de cheddar. A cet effet, elle sollicite un crédit à moyen terme auprès de l'agence BDL Bir Mourad Rais « 111 ».

Le projet est une extension par la création d'une nouvelle ligne de production de fromage fondu dont le coût total s'élève à 333 604 000 DA et une capacité de production théorique de 56 000 litres/jours. Ce projet vise à satisfaire la demande du consommateur qui ne cesse d'augmenter sur le marché, notamment dans la région suite à la politique nationale de valorisation et de promotion de la filière laitière nationale lancée par le président de la république.

II.2.1.2 Localisation du projet

Le projet sera implanté à la zone industrielle d'Alger, sur le terrain de l'usine principale déjà existante d'une superficie totale de 2 500 m².

Les utilités nécessaires à la mise en œuvre du projet (eau, électricité, téléphone,...etc.) et aussi les routes, gare ferroviaire et voies d'accès existent déjà.

II.2.1.3 État d'avancement du projet

- ☐ La SARL a déjà été constituée d'un point de vue juridique ;
- ☐ Le terrain existe et a une superficie de 2 500 M² ;
- ☐ Le génie civil et les bâtiments ont été entamés représentant ainsi 55 172 KDA ;
- ☐ Une partie des équipements a été déjà acquise représentant un montant de 26 226 KDA ;
- ☐ La consultation des fournisseurs d'équipements de production a été faite et les factures proformas l'attestent.

II.2.1.4 Impact du projet

L'objectif des promoteurs, en plus de l'extension des capacités commerciales devant générer plus de revenus, sera de se positionner davantage dans l'environnement socio-économique, tant local que national.

Sur le plan social, la mise en œuvre du projet contribuera d'une façon substantielle à la résorption du chômage par la création de (22) postes d'emploi permanents. De plus, le projet vise la satisfaction des besoins de la population locale en matière de lait et de ses produits dérivés (produits envisagés).

Sur le plan économique, le projet contribuera à la substitution aux importations, d'une part, et au renforcement, sur le plan local, des infrastructures existantes en y apportant une exploitation qui créera des richesses au profit de la commune (ressources fiscales), d'autre part.

Sur le plan environnemental, le projet demeure dans le même créneau que l'activité déjà existante et pour laquelle les promoteurs ont observés scrupuleusement les directives de la protection

de l'environnement. Les installations sont équipées de technologies récentes adaptées aux exigences de la vie moderne en tenant compte de la qualité de l'environnement.

II.2.2. L'analyse du marché

II.2.2.1. La situation de l'offre :

L'offre actuelle de lait et produits laitiers est presque exclusivement représentée par les productions des unités publiques de l'ex ORLAC (Boudouaou et Birkhadem), dont les capacités de production n'ont pas suivies l'évolution de la demande.

Nous constatons l'émergence d'un outil de production privée, telle l'unité de Chérage, d'une capacité de 50.000 litres de lait par jour, mais son poids reste faible pour le moment.

L'offre actuelle, globale et quotidienne, de ces laiteries atteint 1.200.000 litres de lait par jour.

II.2.2.2. La situation de la demande :

Le marché visé est d'une dimension régionale, la SARL FROYAM espère ainsi couvrir les besoins en produits laitiers de la région de Shaoula et ceux des Willayas limitrophes (la capital, la Willaya de Blida et celle de Tipaza). Elle cible une population de l'ordre de 6 000 000 habitants (source ONS).

Sur la base d'une consommation d'une consommation de 0.30 litres par jour pour chaque habitant, la demande serait donc à l'ordre de 1 800 000 litres de lait par jour.

II.2.2.3. L'adéquation de l'offre et de la demande :

Sur la base des données ci-dessus, relatives à la demande et à l'offre, nous constatons un déficit de l'ordre de 600.000 litres de lait par jour.

La production projetée par l'unité, qui est de l'ordre de 56 000 litres par jour à pleine capacité, sera donc absorbée immédiatement par le marché.

II.2.3. L'analyse commerciale :

II.2.3.1 Le produit :

Actuellement, l'entreprise produit et commercialise trois produits laitiers à savoir :

- $\frac{3}{4}$ lait pasteurisé conditionné en sachets de 1 litre ;
- $\frac{3}{4}$ lait fermenté conditionné aussi en sachets de 1 litre ;
- $\frac{3}{4}$ yaourt aromatisé en pots (125 CC).

Avec l'unité de production d'extension envisagée, l'entreprise va élargir sa gamme de produits mise sur le marché en produisant et commercialisant ainsi les produits suivants :

- ☐ fromage fondu en barre (barre d'un KG) ;
- ☐ fromage fondu en portion (boîte de 8,16 et 36 portions)

Ces produits devant être réalisés par l'entreprise dans le cadre de son projet sont des produits de large consommation touchant d'une part le large public à revenu modeste et d'autre part les commerçants évoluant dans le cadre des alimentations générales et de la nourriture rapide (Pizzeria, Fast Food), ce qui facilitera leur écoulement et permettra de réaliser d'excellents chiffres d'affaires.

II.2.3.2a politique des prix :

Pour les produits déjà commercialisés, nous précisons que les prix de cession sont à l'ordre de :

- $\frac{3}{4}$ lait pasteurisé : 23,00 DA / litre ;
- $\frac{3}{4}$ lait fermenté : 24,00 DA / litre;
- $\frac{3}{4}$ yaourt aromatisé 125 CC: 6,40 DA/ unité.

Quant aux produits envisagés, les promoteurs souhaitent pratiquer les prix de cession suivants :

- ☐ fromage fondu en barre : 200,00 DA / KG ;
- ☐ fromage fondu en portion : 58,00 DA / boîte.

En général, la politique des prix est relative aux coûts de revient des produits. Cependant, la production et la commercialisation du lait sont administrées par les pouvoirs publics. Les promoteurs ne pourront donc pas varier les prix de leur propre gré et ce malgré la hausse des prix des matières premières.

A cet effet, la production de produits dérivés en l'occurrence le lait fermenté, le yaourt et le fromage fait parti de la politique de l'entreprise pour augmenter son gain potentiel.

II.2.3.3a distribution :

1. Les moyens de distribution :

Le lait ainsi que ses produits dérivés en l'occurrence le lait fermenté, le yaourt et le fromage fondu sont rapidement refroidis dès leur fabrication et ramenés à une température située entre de 2° C et 6° C.

Pour préserver les qualités organoleptiques du lait et de ses produits dérivés commercialisés ainsi que leurs vertus nutritionnelles, ces températures doivent être respectées aux différentes étapes de la distribution, à savoir :

- $\frac{3}{4}$ Dans les camions ou les camionnettes de livraison de l'usine aux détaillants.
- $\frac{3}{4}$ Dans les magasins de détail, grandes surfaces ou commerces traditionnels équipés de chambres froides ou comptoirs frigorifiques.
- $\frac{3}{4}$ Enfin chez les consommateurs (réfrigérateurs).

Pour ces raisons le projet est doté, au sein de l'usine, d'une chambre de stockage à la température de 2 °C à 6 °C. Il est aussi prévu l'acquisition de deux véhicules de transport réfrigéré pour assurer la livraison aux commerçants de détail et les grandes surfaces.

2. La zone de distribution :

La zone de distribution visée est la région de Shaoula, Draria, El Achour, Khraicia, Chérage, Douira, ainsi que les Willayas avoisinantes telles que la Willaya de Zéralda, Tipaza et Blida.

La clientèle de cette zone de distribution est diversifiée, elle appartient à toutes les catégories socioprofessionnelles en l'occurrence les détaillants et les grossistes, ce qui évitera à la société des problèmes de dépendance.

II.2.4. L'analyse technique :

II.2.4.1 Le processus de production :

La production laitière que commercialise actuellement la SARL FROYAM ainsi que la production envisagée (avec l'extension) se fera, en grande partie, à partir de la reconstruction du lait par recombinaison de lait maigre et de la matière grasse de lait anhydre (MGLA).

Cette production fait aussi appel au lait cru dont l'offre est considérable surtout dans la région de Shaoula.

Afin de mieux assimiler l'activité de la SARL présente et celle envisagée, nous avons jugé important de présenter les différents processus de fabrication des anciens produits et ceux à fabriquer (fromages).

1. La fabrication du lait :

Comme cela a déjà été dit, toute fabrication de lait pasteurisé et de ces produits dérivés fait appel à de la poudre de lait mais aussi au lait cru. A cet effet, le lait de vache est collecté par les fermiers dans des camions isothermes afin qu'il garde une température constante.

Les étapes suivantes montrent le processus de fabrication du lait pasteurisé représentant ainsi la matière première pour la fabrication de tous les dérivés laitiers.

A. La reconstruction du lait :

La préparation du lait de base est identique que le produit soit destiné à la consommation sous forme de lait pasteurisé ou destiné à la préparation d'autres produits laitiers, cas du lait fermenté, du yaourt, et du fromage par exemple.

Le lait est reconstitué à partir de 8 litres d'eau, 0,5 Kg de poudre de lait à 0 de matière grasse et 0,5 Kg de poudre de lait à 26 % de matière grasse. Ce mélange donnera 8,5 litres avec une teneur en matière sèche de 115 gr/litre.

Le principe de la reconstitution, à l'intérieur du triblender, est basé sur l'entrée de liquide de manière tangentielle. Le mélange est effectué par une turbine sur laquelle la poudre arrive régulièrement en pluie fine.

B. La standardisation :

La composition du lait varie selon l'âge de l'animal, sa race, sa saison, le moment de la traite. Le taux de matière grasse peut s'élever de 34 à 40 g/litres.

La standardisation permet d'harmoniser la composition du lait provenant de diverses exploitation. Elle se fait dans une grande cuve appelée écrémeuse.

C. Le dégaze :

Le but de cette étape est de débarrasser le lait des mauvaises odeurs. Il se fait à 60°C dans une cuve dans laquelle un vide est créé par baisse de pression. A cette température, le lait bout et les gazes s'échappent par évaporation.

D. L'homogénéisation:

C'est un traitement physique du lait de vache et de celui reconstitué tous les deux reconstitués, standardisés et dégazés. Il s'agit d'éclater les globules de matière grasse et de réduire leurs diamètres.

L'émulsion est, de cette façon, stabilisée, la remontée de matières grasses est évitée et la digestibilité des matières grasses est par contre augmentée. Autrement dit, le lait passe sous pression élevée à travers des orifices étroites afin de réduire la taille des globules gras du lait.

Cette opération améliore la consistance du lait, accroît sa blancheur et rend les lipides plus digestibles ; en outre elle empêche la matière grasse de se déposer à la surface et par conséquent sur l'emballage.

E. La pasteurisation :

Le lait est chauffé en un temps bref dans un pasteurisateur à plaques, à une température de 85° C pour le lait destiné à la consommation, et à une autre température comprise entre 90° C et 95° C pour le lait destiné à être fermenté ultérieurement.

Cette opération se fait en couche mince et à l'abri de l'air. Ainsi seront détruites les cellules microbiennes banales et pathogènes.

Le lait est ensuite chambré (prend de la température) à la température de pasteurisation pendant quelques minutes.

Ce chambrage a pour effet d'améliorer les conditions de fermentation pour les quantités destinées à la production du lait fermenté et il est, d'ailleurs, bénéfique pour la consistance du produit et sa conservation.

2. *La fabrication du lait fermenté (l'ben) :*

A. L'ensemencement :

Les ferments utilisés sont le lactobacillus acidophilus ou le lactobacillus bulgaricus. Le lactobacillus acidophilus donne au L'ben le caractère aide alors que le lactobacillus bulgaricus développe les qualités aromatiques.

Un équilibre de la flore est maintenu et surveillé, avec un contrôle quotidien des ferments au point de vue bactériologique et de l'acidité.

L'ensemencement a lieu directement dans les cuves qui sont prévues pour un fonctionnement sous atmosphère stérile à une température de 42 ° C à 45 ° C. on procède à l'adjonction simultanée des ferments, dans une proportion de 0,5 % à 2,5 % de la masse de lait.

La fermentation est poursuivie jusqu'à ce que une teneur en acide lactique de l'ordre de 1,5 % à 1,8 %, correspondant à 85 % à 90 % d'acide, soit atteinte.

B. La réfrigération :

La fermentation est arrêtée en procédant au refroidissement rapide du lait fermenté vers la température de 4° C à 5° C.

Il est à noter que l'action du froid freine puis suspend la fermentation.

C. Le conditionnement :

Il sera fait appel à un emballage disponible localement de très bonne qualité, qui permettra un conditionnement simple, efficace au plan de la préservation du produit tout en restant économique.

Le conditionnement du lait pasteurisé, aussi bien que celui du lait fermenté, sera effectué sur des machines qui pourront, en plus du conditionnement à 1 litre, doser en $\frac{1}{2}$ litre ou en $\frac{1}{4}$ de litre.

A cet effet, l'entreprise envisage de commercialiser son lait aussi bien pasteurisé que fermenté en $\frac{1}{2}$ litre ou en $\frac{1}{4}$ de litre, et ce afin de toucher le plus de clientèle et de satisfaire ainsi beaucoup plus de besoins.

3. La fabrication du yaourt :

Le yaourt est un lait fermenté frais obtenu par le développement de deux bactéries lactiques : *Lactobacillus bulgaricus* et *Streptococcus thermophilus*. La première apporte au yaourt son acidité, la deuxième développe son arôme. Elles doivent êtreensemencées simultanément et se trouver vivantes dans le produit fini, à raison d'au moins un million de bactéries par gramme, à la date limitée de consommation.

La fermentation lactique, comme ce qui a déjà été dit, est une réaction chimique entre les bactéries et le lait. La réaction se fait en particulier avec le glucose du lait.

Dans ce qui va suivre, nous allons expliquer les différentes étapes de fabrication du yaourt.

Nous tenons à préciser que certaines étapes du processus de fabrication n'ont pas été reprises en l'occurrence celles de la fabrication du lait pasteurisé (déjà citées). A cet effet, nous passerons directement aux étapes caractérisant uniquement le procédé de fabrication du yaourt.

A. La pré pasteurisation :

Le lait homogénéisé est stocké dans des cuves verticales à double paroi pour être soumis à la pré pasteurisation qui vise à détruire les bactéries pathogènes ou non pathogènes.

Elle se fait instantanément c'est-à-dire en quelques secondes, en chauffant à 75°C. Ce dernier est ensuite refroidi à 5°C et gardé réfrigéré.

B. L'enrichissement:

Le lait homogénéisé et pré pasteurisé est renforcé en poudre de lait, si sa composition n'est pas conforme aux normes internationales, pour la fabrication du yaourt.

Le mélange lait cru plus poudre de lait se fait dans de grandes cuves. Une quantité de sucre est ajoutée après quoi le mélange est laissé pour repos et ce pour une demi heure.

Le mélange est ensuite acheminé dans des tuyaux par une pompe centrifugeuse qui l'aspire. Ce dernier arrive dans des tanks (grandes cuves) ou il est encore une fois traité c'est-à-dire homogénéisé.

C. La pasteurisation:

Le lait enrichi et homogénéisé est ensuite pasteurisé. En effet, il est chauffé en premier lieu à 93°C pendant cinq minutes. En deuxième lieu, il est refroidi.

Ce lait, appelé *lait de yaourt*, est désormais prêt à être fermenté.

D. La fermentation:

Le lait de yaourt refroidi estensemencé avec des ferments lactiques sélectionnés afin d'accélérer la fermentation. Le lait fermenté est destiné à la fabrication du yaourt ferme, brassé ou bien liquide.

Les différentes formes et leur processus de fabrication que peut revêtir le lait de yaourt fermenté sont les suivants :

i. Le yaourt ferme :

Le lait de yaourt est refroidi à 4°C etensemencé avec des ferments lactiques. Ensuite ce dernier chauffé à l'aide de l'échangeur à plaques à 42 °- 45°C pour l'activité de ces ferments. Suite à cette étape, le mélange est mis dans les pots et aromatiser.

Ces pots sont ensuite destinés à l'incubation dans des chambres pour la maturation qui peut durer 3 à 4 heures, à une température de 43°C.

Un refroidissement énergétique et rapide, bloque l'acidité et maintient la coagulation dans l'état de consistance souhaité.

ii. Le yaourt brassé :

Après l'obtention du lait caillé, ce dernier est brassé puis refroidi avant d'être conditionné en pots qui seront stockés au froid.

iii. Le yaourt "à boire" (ou liquide) :

Le lait de yaourt est battu après avoir été brassé puis conditionné et stocké au froid. Selon le type de yaourts, l'adjonction de sucre, colorants, arômes ou fruits, pulpe de fruits (dans la limite de 30 % en poids du produit fini) se fait avant ou après la fermentation.

4. La fabrication du fromage fondu :

Les techniques de fabrication carient selon la variété de fromage désiré, mais les principes de base sont quasi toujours les mêmes. A cet effet, la diversité de couleurs, de consistance, de saveur, et d'arômes des fromages est liée à l'importance de chacune des cinq grandes étapes de l'élaboration des fromages.

Ainsi, les différents points suivants résument les principales étapes de constitution du fromage :

A. Le caillage :

Le lait, qui peut être de vache, de chèvre, de brebis ou bien tout simplement un lait reconstitué (après les différentes étapes de fabrication du lait pasteurisé) est d'abordensemencé avec de la *présure* et des *ferments lactiques*. La présume est une enzyme naturelle extraite de l'estomac du veau.

La présure provoque la *coagulation* du lait. Les ferments lactiques donnent le goût typique, le parfum. Ils font la personnalité du fromage. De cette première opération naît une masse solide, le caillé, baignant dans le liquide résiduel, le sérum.

B. L'égouttage :

Il consiste à séparer le sérum du caillé. Il s'opère spontanément mais est accéléré et amélioré par le brassage, le découpage et le pressage. Ces opérations conditionnent la qualité et la conservation du fromage.

Le découpage est d'une très grande importance.

Découpé en petits grains, le caillé conduira par exemple à la fermentation d'une patte lisse ; découpé en grains plus gros, il donnera naissance à un produit plus acide.

C. Le moulage :

Le caillé est pressé dans des toiles cerclées de bois ou d'un autre matériau, ou encore dans des moules perforés. Le fromage adopté ainsi sa forme définitive et un maximum de sérum est expulsé.

D. Le salage :

En maîtrisant le développement des micro-organismes, le salage va révéler la saveur propre du fromage. Le fromage lui même est plongé dans un bain de saumure (eau saturée de sel). Le sel va donner au caillé l'aspect et le goût final du fromage et il va surtout favoriser la formation de la croûte.

E. L'affinage :

C'est un art qui consiste à conduire la maturation du fromage. Dans la cave ou l'humidité, température et aération sont spécialement étudiées, les fromages vont mûrir. Le caillé va devenir pâte , prendre goût et odeur.

II.2.4.2 Les contrôles de fabrication :

Chaque fabrication de lait ainsi et de ses produits dérivés en l'occurrence le lait fermenté, le yaourt et le fromage fondu doit être quotidiennement contrôlée.

Les contrôles sont effectués sur les matières premières et sur les produits finis. Les produits finis sont contrôlés :

□ en cours de fabrication pour l'acidité et recherche de coliformes afin de vérifier la propreté de la fabrication ;

□ sur les produits finis, en réalisant :

- ³/₄ le test de conservation à différentes températures ;
- ³/₄ les analyses bactériennes (colis, levures, moisissures) ;
- ³/₄ les analyses chimiques (extrait sec, taux de matière grasse) ;
- ³/₄ la vérification de la texture ;
- ³/₄ l'analyse sensorielle.

Après avoir présenté les différentes étapes à suivre pour la fabrication du lait et de ses trois produits dérivés (commercialisés et en vu de commercialisation), nous avons jugé important de présenter le schéma synoptique suivant qui illustre ces différents processus de fabrication.

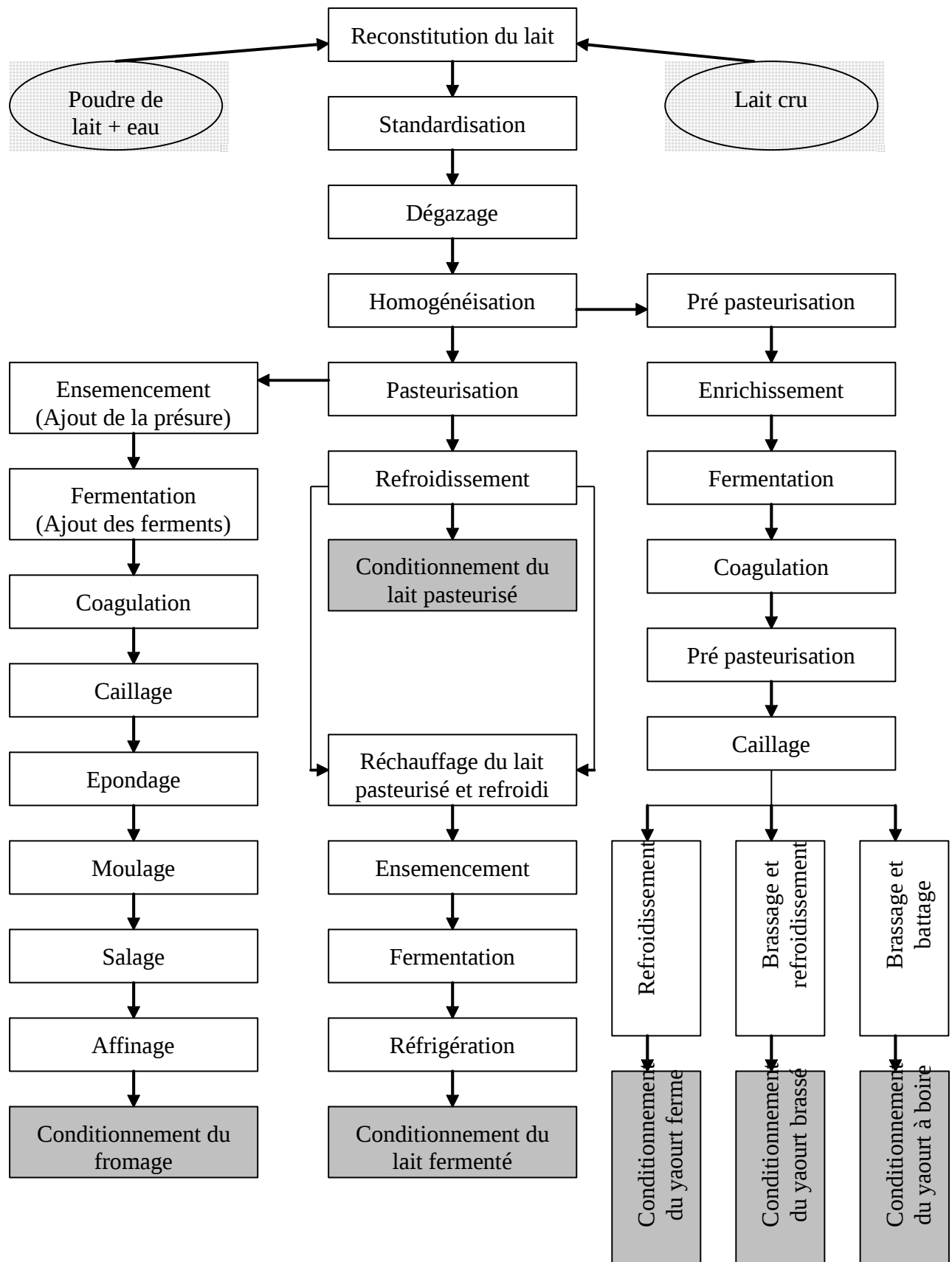


Schéma synoptique de fabrication du lait pasteurisé, du yaourt, du lait fermenté et du fromage

II.2.4.3 Les capacités de production :

La capacité de production retenue pour ce projet est de 4.000 litres de lait par heure dont 10%, soit 400 litres, destinés à être transformés en yaourt, une autre partie du même pourcentage destinée à être transformée en lait fermenté, 5% de cette capacité (soit 200 litres par heure) sera aussi transformée en fromage fondu et le reste (soit un pourcentage de 75%) sera distribué en tant que lait pasteurisé.

Nous évaluerons la capacité de production sur une année de l'activité avec 300 jours de travail. Ainsi, seront exclus seulement les vendredis et jours fériés, et il sera pris en considération une exploitation de deux équipes de huit heures de travail, dont deux heures sur seize seront réservées aux opérations du début de poste et de nettoyage des installations et de l'usine.

Sur la base du nombre de jours de production et du nombre d'équipes de travail la quantité de lait qui sera produite en pleine capacité est de :

$$4\ 000 \times (16 - 2) \times 300 = 16\ 800\ 000 \text{ litres par an}$$

A cet effet, il est à noter que cette capacité correspond à un pourcentage de 100%, autrement dit c'est la capacité théorique, et nous supposons qu'elle ne pourra pas être atteinte.

Toutefois, la capacité de production réelle (évaluée à 95%) ne pourra pas être atteinte dès la première année.

En effet, l'entrée en production de la nouvelle ligne de production sera progressive avec une montée en cadence de 03 ans, le temps nécessaire pour que le personnel s'habitue aux nouvelles technologies et que la clientèle se développe.

Elle se fera avec, pour la première année, une mise sur le marché de 14 280 000 litres, soit 75% de sa capacité. Cette quantité évoluera ensuite graduellement pour atteindre 85% pour la deuxième année, 95% pour la troisième année qui représentera ainsi la capacité réelle des moyens de production.

II.2.4.4. L'approvisionnement :

La SARL dispose de différentes sources d'approvisionnement en matière première, telles :

- o La matière première importée constituée essentiellement de lait en poudre et de cheddar (pour l'unité d'extension) se fait auprès de fournisseurs étrangers (Hollandais) très connus sur l'échelle internationale (une notoriété considérable);
- o La matière première locale constituée essentiellement de lait cru est collectée des éleveurs de la région de Shaoula. A cet effet, il est à signaler que la SARL a déjà signé avec les éleveurs de la région des accords de principe pour la collecte de plus de 5 000 litres de lait cru par jour.

Ainsi, nous pouvons constater que la SARL FROYAM n'a pas de problème d'approvisionnement.

II.2.4.5 Localisation :

Comme déjà cité ci-dessus, le projet se situe au niveau de la zone industrielle de Shaoula, un lieu qui présente toutes les commodités nécessaires pour une activité industrielle ; la proximité des grands axes routiers et surtout du lieu d'approvisionnement ceux qui constituent des avantages sûrs pour la réussite du projet, en matière d'approvisionnement, de distribution et commercialisation.

II.2.4.6 Moyens de production :

Le matériel de production déjà en exploitation ainsi que celui prévu (à acquérir pour la nouvelle ligne de production) est d'une technologie très moderne, il a été choisi de façon à atteindre les objectifs de production de la société.

Les moyens de transport nécessaires pour les besoins du projet en matière d'approvisionnement et de distribution existent déjà (l'entreprise est déjà rentrée en exploitation).

Il est à préciser que les équipements de production déjà acquis et mis en exploitation ainsi que ceux envisagés seront bien détaillée dans le volet suivant (analyse technique).

II.2.4.7 Planning de réalisation :

Le programme de réalisation reste tributaire de l'octroi du crédit bancaire. A cet effet, et selon les estimations du promoteur, ce dernier nous a remis le planning de réalisation suivant :

01/01/2004	Soumission du dossier à la banque pour étude
01/03/2004	Accord bancaire
01/04/2004	Signature du contrat d'équipement
01/06/2004	Mise en vigueur du contrat
02/06/2004	Démarrage du génie civil
01/06/2005	Fin des travaux génie civil
01/06/2005	Livraison des équipements au port d'Alger
01/10/2005	Fin du montage d'équipements
31/12/2005	Fin de la période d'essais et rentrée en exploitation

II.2.5. L'analyse des coûts:

L'analyse des coûts de l'entreprise se fera par une analyse des coûts de l'investissement envisagé, la présentation des de la structure de financement de cet investissement et à la fin une analyse des coûts d'exploitation de l'entreprise après mise en place du projet.

II.2.5.1 L'analyse des coûts de l'investissement :

Comme l'entreprise est déjà rentrée en exploitation, nous avons jugé important de présenter en plus des coûts du projet envisagé, les coûts de l'investissement déjà installé et ce afin de mieux connaître le capital productif (surtout les équipements de productions déjà installés) de l'entreprise.

1. Les terrains :

L'entreprise est locataire d'une assiette de terrain d'une superficie de $2\,500\text{ M}^2$ clôturée par un mur de 2m de haut et ce pour une période de 99 ans. Cette assiette de terrain abrite déjà une unité de production de lait pasteurisé, lait fermenté et de yaourt, comportant ainsi deux blocs d'une superficie totale de 700 M^2 .

Nous tenons à préciser que la nouvelle unité de production envisagée sera construite sur cette assiette et par conséquent la superficie construite sera plus élargie.

2. Les frais préliminaires :

Cette rubrique d'investissement qui se rapporte aux études et engineering intègre toutes les opérations préparatoires depuis l'étude du sol, l'ensemble des études pré-investissement telles que le dossier ANDI, études technologiques et économiques, cahier des charges.

Ainsi, le coût retenu pour cette rubrique est de : **500 KDA**.

3. Le génie civil :

L'unité de production déjà installée comporte deux blocs différents identifiés sur une superficie de 700 M^2 . Le premier est le bloc administratif, quant au second il représente l'unité de production proprement dite.

Le bloc administratif s'étend sur une superficie de 150 M^2 , et il comporte un rez-de-chaussée et un premier étage.

Le rez-de-chaussée comporte un compartiment abritant le service commercial (aménagé en guichet) pour accueillir la clientèle. Il comporte aussi un studio (14 M^2), des vestiaires avec douches (14 M^2).

Le premier étage abrite l'administration de la SARL, soit en total (04) bureaux à savoir : le bureau du gérant, le secrétariat, ainsi que le service comptable et financier et une salle de réunion.

L'unité de production est d'une superficie approximative de 550 M^2 , celle-ci abrite les équipements de production de yaourt et de lait (pasteurisé ou fermenté) qui seront présentés en détail dans le volet : *équipements technologiques et utilités acquis et à acquérir* (voir après)

Concernant la nouvelle unité, la SARL FROYAM a réservé pour l'accueil des nouveaux équipements de production de fromage, un espace d'une superficie de 120 M^2 et qui sera aménagé par une fois l'accord notifié.

Ainsi, le coût des travaux à entreprendre est évalué à **34 718 KDA**.

4. Les équipements technologiques et utilités acquis et à acquérir:

A. ~~Les équipements déjà acquis~~ : la visite sur cité nous a permis d'identifier les équipements suivants

i. Les équipements de processus de production :

- ^{3/4} un équipement de traitement lait local : réchauffeur, séparateur centrifuge (écrémeuse) ;
- ^{3/4} trois (03) tanks de préparation et reconstitution de 5.000 litres de capacité, en acier inoxydable, isolés avec leurs accessoires, agitateurs, vannes et robinetteries, équipements de nettoyage, trous d'homme, équipements de régulation de niveau et température,...etc ;
- ^{3/4} un groupe mélangeur de poudre (triblender) en acier inoxydable de 45.000 l/h de capacité, avec trémie tronconique ;
- ^{3/4} un (01) filtre double en acier inoxydable de 63.5 de diamètre ;
- ^{3/4} un réfrigérant à plaques avec l'ensemble de son équipement technologique, bac de lancement, régulation de T° et de débit, ... etc ;
- ^{3/4} huit (08) pompes centrifuges en acier inoxydable de 10.000 à 20.000 L/H de débit ;
- ^{3/4} un (01) homogénéisateur à double effet de 5.000 L/H à 150/200 bars, avec son armoire de commande et puissance ainsi qu'un (01) doseur de matières grasses ;

- ^{3/4} un (01) pasteurisateur à plaques en acier inoxydable de 5.000 L/H de débit avec l'ensemble de ses équipements technologiques tel que bac de lancement, équipement de régulation de débit et de température, vannes, robinets, etc ;
- ^{3/4} deux tanks verticaux isolés de stockage avant conditionnement de capacité de 5.000 litres avec leurs accessoires, agitateurs, vannes et robinetterie, équipement de nettoyage, trous d'homme, équipements de régulation de niveau et température,...etc ;
- ^{3/4} un (01) lot d'accessoires de tuyauterie, vannes robinetterie, tableau de pontage (de différents diamètres), support de tuyauterie et équipements, tous ces accessoires en acier inoxydable ;
- ^{3/4} deux machines de conditionnement 2.500 L/H ;
- ^{3/4} une (01) installation de lavage de casiers pour lait et lait fermenté (matériaux inox) ;
- ^{3/4} une chaîne de production de yaourt (conditionnement emballage) en pots et bouteilles avec deux chambres ; une de refroidissement à 5° C et une autre de fermentation à 45° C ;
- ^{3/4} une chambre froide pour le stockage du lait (pasteurisé ou fermenté) et du yaourt ;
- ^{3/4} un lot d'emballage recyclable.

ii. Les équipements des utilités :

- ^{3/4} une (01) centrale frigorifique complète de production l'eau glacée d'une puissance de 280.000 frigories/ heure ;
- ^{3/4} un (01) compresseur d'air comprimé de 50 m³/heure ;
- ^{3/4} une installation de traitement des eaux de process et des utilités de 15 m³/heure ;
- ^{3/4} un (01) générateur d'eau chaude de 500.000 kcal/heure ;
- ^{3/4} équipements électriques avec transfo de tension de 400 kva et équipements électrique de commande et de puissance tels que les armoires électriques inoxydables et autres équipements de régulation ;
- ^{3/4} une (01) installation CIP complète (nettoyage en place) avec sa cuverie en acier inoxydable (3 x 1.500 litres) et son système d'automation complet (le cycle de nettoyage est de 20mn ;
- ^{3/4} équipements de laboratoire ;
- ^{3/4} un (01) groupe électrogène de 250 kva ;
- ^{3/4} équipements frigorifiques pour les chambres froides (compresseurs et aéro-réfrigérants) ;
- ^{3/4} lots de tuyauterie de différents diamètres, vannes manuelles, vannes de régulation, coudes, tés, supports de tuyauterie en profilé, tous ces accessoires en acier noir.

B. Les équipements à importer :

Concernant les équipements à importer, et après consultation des factures pro forma, ces derniers ont été triés comme suit :

- ☐ une chaudière à vapeur alimentaire d'une capacité de 1 500 Kg/h, soit 10 bars de fromage/h. La valeur de cette chaudière est de **27 060 €** ;
- ☐ un cuiseur stérilisateur en continu pour fromage fondu type STRICHOC F P, d'une capacité de 250 à 2 000 Kg/H. Son prix est de **243 990 €** ;
- ☐ deux machines automatiques pour couler et emballer les portions de fromage fondu « KIMA-GH » avec étiqueteur, armoire électrique de protection selon les normes, pour portions 8/8 109 mm 140 gr, par boîte 17.5 gr par portion ou double couche, 16 portions 280 gr par boîte. La cadence maximum est de 240 articles/minute en fonction de la forme de la forme des articles et de la qualité du produit.
La valeur de ces deux machines est de **975 448 €** ;
- ☐ une conditionneuse pour fromage fondu en bloc-barre avec une cadence maximum de 30 barre/minute. Cet équipement intègre un système d'emballage, et un autre de dosage. Il est d'une valeur égale à **96 480 €** ;

- un broyeur à cylindre type « HOME 200 » en acier inoxydable, avec élévateur mécanique et d'une capacité de 5 000 Kg/h. Le prix total du broyeur est de **45 576 €** ;
- deux mélangeurs à double vis type AM en acier inoxydable avec pompe d'envoi et d'une capacité de 2 000 litres. Le prix total des deux mélangeurs est de **53 820 €** ;
- une machine à appliquer les bondes rondes en papier sur les boîtes ronds type 1 307 d'une cadence maximum de 75 boîtes/minute. Le prix affiché est de **119 126 €** ;
- une conditionneuse type EXIPAC 1 d'une capacité de 2 000 l/h avec accessoires. Son prix est de **39 750 €** ;
- une banderoleuse étiqueteuse pour boîte portions type CORAZZA EB 73 avec accessoires. Le prix affiché étant de **28 750 €**.

Le prix total de cet équipement, en euros, est de **1 630 000 euros**.

Ainsi, la contre valeur en dinars de ce montant est de **150 000 KDA dinars**.

5. Les moyens généraux:

Cette rubrique comporte les différents éléments relatifs au stockage des eux de sécurité, l'amenée de l'électricité, les équipements de protection du transfo avec les armoires principales et la ceinture de sécurité incendie et la circulation du gaz industriel.

Comme la présente demande de crédit a pour objet une extension de l'unité de production déjà installée, il à préciser donc que cette rubrique existe déjà.

6. Le montage des équipements de production:

Cette rubrique, quant à elle est estimée à : **3 000 KDA**

7. Les moyens de transport, de manutention et véhicules de liaison:

Cette rubrique reprend les différents moyens de transport indispensables pour l'activité de la SARL FROYAM.

A cet effet, nous précisons que l'entreprise dispose déjà de ces moyens de transport dont l'acquisition a été en totalité du marché local.

8. Le fret et l'assurance :

Les équipements envisagés pour la réalisation de ce projet ont estimés en FOB* port Européen.

Le coût du transport es des assurances depuis le port d'embarquement jusqu'au site de montage (qui est le lieu même de l'usine) est en fait inclus dans le prix de chaque équipement importé.

9. Les droits de douanes, taxes douanières et transit :

Les éléments concernés par cette rubrique sont principalement les équipements importés.

Les frais résiduels des droits de douanes, taxes douanières et les droit de transit sont estimés à 7.4 % du montant des produits importés (montant converti en dinars Algérien).

Ainsi, les frais générés par cette rubrique sont d'un montant estimé à **11 100 KDA**.

* Free on board (franco à bord) : c'est un terme de vente appartenant à la deuxième famille des incoterms et signifie que le vendeur doit livrer la marchandise à bord du navire au port de son pays. Tous les frais, taxes et risques sont à sa charge jusqu'au moment où la marchandise dépasse le bastingage du navire.

10. Les imprévus :

Cette rubrique est apparue nécessaire eu égard à la possibilité de survenance d'aléas. Ainsi, cette rubrique est estimée à 5 % du coût total du projet (hors BFR), soit : **9 966 KDA**.

11. Le besoin en fonds de roulement :

Le calcul du BFR total prévu pour les années à venir (les années d'exploitation) a déterminé sur la base du besoin en fonds de roulement de la dernière année d'exploitation (l'année 2003) puisque l'entreprise FROYAM est déjà rentrée en exploitation et ce pendant durant l'année 2003.

A cet effet, nous tenons à préciser que le mode de calcul du BFR sera présenté en détail lors de l'analyse financière de la SARL FROYAM et qui sera présentée dans le volet *Analyse de la rentabilité intrinsèque de l'entreprise*.

Le montant du *BFR prévisionnel total* est de : **19 548 KDA**.

Ainsi, le coût global du projet à réaliser (autrement dit, le montant des investissements restant à réaliser) s'élève à : **228 832 KDA**.

Le tableau suivant résume les différentes rubriques de l'investissement envisagé.

Coûts prévisionnels de réalisation du projet en KDA			
Rubriques	Locaux en MD	Importé contre valeur en MD	Totaux en MD
frais préliminaires	500		500
génie civil	34 718		34 718
équipement de production		150 000	150 000
frais de montage en Algérie	3 000		3 000
droits de douanes et frais de transit	11 100		11 100
divers et imprévus	9 966		9 966
besoin en fonds de roulement	19 548		19 548
TOTAL	78 832	150 000	228 832

12. La structure de financement :

Le promoteur envisage d'apporter une participation en numéraire d'un montant égale à **78 832 KDA** correspondant ainsi aux différentes rubriques de l'investissement à envisagé (frais préliminaires, génie civil, frais de montage et droits de douanes...etc) soit **34%** du coût global du projet à réaliser.

A cet effet, nous tenons à préciser une autre fois que le promoteur a déjà réalisé une partie du projet d'une valeur global de **81 398 KDA** et qui correspond à :

- ☐ l'acquisition d'une partie de l'équipement de production de l'unité de production de fromage fondu d'un montant de **26 226 KDA** ;
- ☐ la réalisation d'une partie des travaux de constructions des blocs de production de la nouvelle unité d'un montant de **55 172 KDA**.

Cette partie ne doit pas être négligée mais au contraire être prise en compte lors de l'analyse de la rentabilité du projet puisqu'elle représente un apport du promoteur en *nature* d'un montant total de **81 398 KDA**.

Le promoteur souhaiterait obtenir, pour la réalisation de son projet, un financement bancaire à hauteur de **66%** du coût du projet restant, soit un montant de **150 000 KDA**.

Ainsi, le montant global du projet qui reprend la partie réalisée et celle envisagée (à réaliser) est d'une valeur équivalente à **310 230 KDA**.

Remarque : le promoteur a aussi accepté de couvrir lui même le montant des intérêts intercalaires que nous n'avons pas intégrés dans le tableau reprenant les coûts globaux de l'investissement envisagé. En effet, ces derniers seront présentés au niveau du volet traitant *l'analyse de la rentabilité du projet après financement*.

Le projet tel qu'il est conçu, présente des perspectives très encourageantes étant donné que le promoteur est assez expérimenté dans le domaine des produits alimentaires. L'étude de la viabilité a su démontrer le sérieux de l'entreprise désirant initier le projet.

A cet effet, certaines remarques ont été soulevées en l'occurrence :

- ^{3/4} le projet s'inscrit dans un cadre général de développement et intervient pour consolider les infrastructures industrielles au niveau local ;
- ^{3/4} la localisation de l'entreprise est jugée favorable pour une bonne politique d'approvisionnement et de commercialisation des produits finis ;
- ^{3/4} le projet présente un impact socio-économique favorable pour le développement ;
- ^{3/4} les travaux de réalisation ont été déjà entamés ce qui prouve la volonté de l'entrepreneur à mettre en place l'unité envisagée ;
- ^{3/4} moyens de technologie très modernes ;
- ^{3/4} le marché des produits laitiers est très porteur surtout celui des produits dérivés sachant que le déficit est de 600 000 litres par jour.

En considération de toutes ces données ci-dessous, on peut conclure que le projet est dans la mesure de ne pas rencontrer de difficultés susceptibles de le mettre en péril, et par conséquent la *viabilité* ou bien la *faisabilité* de ce projet est quasiment certaine.

Section III

ETUDE DE LA RENTABILITE DU PROJET

L'objectif de l'analyse de la rentabilité du projet, et ce après une étude de la viabilité de l'affaire assez encourageante, est de savoir est ce que le projet initié par le promoteur est rentable.

A cet effet, nous essaierons d'analyser la rentabilité du projet présenté par le promoteur à travers :

- une analyse de la rentabilité avant financement du projet ;
- une analyse de la rentabilité après financement du projet.

Cependant, nous avons jugé important de procéder à une analyse financière de la situation historique de la SARL FROYAM et ce avant d'entamer l'analyse de sa rentabilité prévisionnelle.

II.3.1. L'analyse financière* de l'entreprise FROYAM

L'entreprise FROYAM, comme cela a déjà été dit, est entrée en exploitation pendant l'année 2003 et ce pour une période de six (06) mois. En effet, le début d'exploitation a été enregistré le 22/05/2003.

Le retraitement et le reclassement du bilan et du TCR de la SARL (documents comptables arrêtés au 31/12/2003) nous ont permis d'établir les tableaux présentés ci-après.

Le tableau suivant est le bilan financier. Il est à préciser que ce bilan a été établi à partir du bilan comptable de la SARL FROYAM correspondant au dernier exercice 2003. C'est un exercice qui s'est étalé sur une période de six (06) mois.

RETRAITEMENT DU BILAN 2003 en DA			
Actif		Passif	
Rubrique	Montant	Rubrique	Montant
Actif immobilisé	94 176 278	Fonds permanents	101 632 331
Investissements	91 635 289	Fonds propres	- 722 408
eq.de production	91 635 289	capital social	500 000
AVI	2 540 989	résultat conservé	7 674 144
créances d'investis	2 540 989	actif sans valeur	- 8 896 552
Actif circulant	17 577 606	DLMT	102 354 739
Valeurs d'exploit	11 086 924	dettes d'investis	3 908 445
m/ et fournitures	10 591 724	comptes courants ass	98 446 294
produits finis	495 200	Dettes à court terme	10 121 553
Valeurs réalisables	2 572 338	Dettes d'exploit	8 813 970
VR d'exploitation	1 037 803	Fournisseurs	8 813 970
clients	1 037 803	Dettes hors exploit	1 307 583
VR hors exploit	1 534 535	détention pour cpte	421 797
avances pour cpte	1 464 535	dettes d'exploitation	885 786
créances stocks	70 000	Dettes financières	-
Valeurs disponibles	3 918 344		
disponibilités	3 918 344		
TOTAL ACTIF	111 753 884	TOTAL PASSIF	111 753 884

Le bilan condensé et les valeurs structurelles sont résumés dans les deux tableaux suivants :

* Les documents comptables sur lesquels l'analyse financière a été établie sont insérés en annexe (B)

BILAN CONDENSE en DA			
ACTIF		PASSIF	
Rubrique	Montant	Rubrique	Montant
Actif Immobilisé	94 176 278	Fonds Permanents	101 632 331
Investissement	91 635 289	Fonds Propres	- 722 408
AVI	2 540 989	DLMT	102 354 739
Actif Circulant	17 577 606	Dettes à Court Terme	10 121 553
Valeurs d'Exploit	11 086 924	Dettes d'Exploitation	8 813 970
Valeurs Réalisables	2 572 338	Dettes Hors Exploitation	1 307 583
Valeurs Disponibles	3 918 344	Dettes Financières	-

Valeurs Structurelles en DA	
Fonds de Roulement	7 456 053
Besoins en Fonds de Roulement	3 537 709
Solde de Trésorerie	3 918 344

Commentaires :

- Le bilan financier de la SARL FROYAM révèle que cette dernière dispose de ressources à long terme plus importantes que son actif immobilisé. Par conséquent, un fonds de roulement positif a été généré, c'est une capacité potentielle de financement.

Cependant l'analyse approfondie des capitaux permanents de l'entreprise d'une part, révèle que ces derniers sont essentiellement composés de dettes à long et moyen terme. A cet effet, le rapport FP/DLMT est quasiment nul.

D'autre part, la consultation détaillée des DLMT montre qu'elles sont principalement constituées de comptes courants d'associés bloqués.

Sur ce point, nous conseillons la SARL d'augmenter ses fonds propres. Cela peut se faire si les associés de la SARL décident d'investir leur argent bloqué (LCAC) pour une période indéterminée et ce en augmentant avec, le capital social de l'entreprise (les associés décident de ne plus disposer de cet argent et le transformer au contraire en une ressource ne pouvant pas être distribuée).

- L'investissement de la SARL est principalement constitué de son équipement de production ce qui prouve que l'activité de l'entreprise est faiblement immobilisée.

- L'actif circulant de l'entreprise, étant constitué essentiellement de valeurs d'exploitation, n'est pas révélateur d'une bonne gestion des stocks de la SARL. En effet, l'augmentation massive de cette masse peut immobiliser l'activité de l'entreprise et la rendre très lourde.

Cependant, cette situation est qualifiée de conjoncturelle. Cela peut être expliqué par le fait que l'entreprise, avant le démarrage de l'activité, a prévu l'achat d'une quantité considérable de matières premières surtout la poudre de lait puisque cette dernière est un produit importé (pour éviter tout éventuel problème d'approvisionnement).

Le retard qu'a connu le démarrage de l'activité de l'entreprise a fait que cette dernière ne puisse pas utiliser en totalité ses stocks et qu'une grande partie de ces derniers soit provisionnée.

Les valeurs disponibles de la SARL sont importantes ce qui représente un gèle d'argent.

- Les ressources à court terme de l'entreprise révèlent que l'entreprise dispose de délais fournisseurs très important relativement à la masse totale ce qui est bénéfique pour la SARL puisqu'ils représentent des ressources gratuites.

L'absence de dettes financières dans le bilan de l'entreprise est aussi avantageux pour son activité.

□ Après six (06) d'exploitation, l'entreprise a pu généré un fonds de roulement positif et couvrant en totalité le besoins en fonds de roulement de la SARL. Une trésorerie positive a été générée ce qui n'est pas très bénéfique pour notre affaire (c'est une perte de financement potentiel).

Le tableau reprenant les différents soldes intermédiaires de gestion est présenté comme suit :

RETRAITEMENT DU TCR 2003	
Rubrique	Montant
production vendue	163 180 177
production stockée	495 200
matières et fournitures consommées	147 002 011
services 566	027
Valeur Ajoutée	16 107 339
frais personnel	3 466 473
Excédent Brut d'Exploitation	12 640 866
frais financiers	37 153
frais divers	706 178
dotations aux amortissements et aux provisions	2 542 132
Résultat d'Exploitation	9 355 403
produits hors exploitation	88
charges hors exploitation	1 681 347
Résultat Hors Exploitation	-1 681 259
Résultat Brut de l'exercice	7 674 144
IBS (entreprise exonérée)	0
Résultat de l'Exercice	7 674 144

L'analyse des soldes intermédiaires de gestion nous permet de constater que l'entreprise est arrivée à générer un chiffre d'affaire assez considérable après une exploitation qui n'a duré que six (06) mois.

Le même constat est élaboré pour le résultat de l'exercice. Les autres soldes sont aussi assez appréciables sauf que pour le résultat hors exploitation qu'est négatif ce qui prouve que l'entreprise n'est pas arrivé à générer des bénéfices hors mis ceux provenant de son exploitation mais au contraire l'importance des charges hors exploitation (non couvertes par des produits hors exploitation) a réduit d'avantage son potentiel de bénéfice.

Conclusion de l'analyse :

Pendant une période relativement faible, la SARL FROYAM est arrivé à générer un résultat bénéficiaire et ce malgré le retard que son activité a connu.

En plus de cela, l'équilibre financier de l'entreprise est assez appréciable malgré la faiblesse des fonds propres de cette dernière. En effet, l'entreprise est arrivée à générer un fonds de roulement suffisamment positif pour couvrir la totalité du BFR.

Cependant, l'entreprise est dans l'obligation d'augmenter ses fonds propres afin de faire face, d'une part, à ses actifs sans valeurs et d'autre part l'équilibre entre ses fonds engagés et les différentes dettes contractées.

II.3.2. L'analyse de la rentabilité de l'entreprise FROYAM

Nous tenons à préciser que l'étude de rentabilité du projet se fera sur une durée de dix ans (10) ans d'exploitation avec deux (02) année de réalisation du projet.

Nous rappelons une autre fois que la durée de vie comptable est différente de la durée de vie économique des équipements.

En effet, les dix ans correspondent à la durée de vie physique des équipements de production dont disposent la SARL.

II.3.2.1. Etude de la rentabilité avant financement :

1.Echéancier des investissements :

ECHEANCIER DES INVESTISSEMENTS en KDA				
Rubriques	2004	2005	2006	2007
Frais préliminaires	500			
Constructions	23 145	11 573		
Equipements de production		150 000		
Droits de douanes		11 100		
Montage		3 000		
Imprévus	9 966			
BFR		15 432	2 058	2 058
TOTAL	33 611	191 105	2 058	2 058

Il est à préciser que l'échéancier des investissements présenté reprend uniquement la partie du projet restant à réaliser.

A cet effet, nous rappelons une autre fois que le montant global du projet (avec les investissements déjà réalisés par le promoteur) s'élève à **310 230 KDA**.

Remarque :

Comme cela a déjà été dit, le BFR a été déterminée à partir du retraitement du bilan du dernier exercice (celui de l'année 2003).

A cet effet, le BFR présenté représente le Besoin en Fonds de Roulement Global, autrement dit il reprend aussi les différentes variations (voir le tableau précédent).

Le mode de calcul de ces différentes variations est présenté dans la page suivante.

2.Echéancier des amortissements :

Le tableau suivant (voir la page suivante) reprend l'ensemble des éléments amortissables de l'investissement envisagé.

En effet, la seule rubrique qui n'a pas été reprise est celle du BFR global.

ECHEANCIER D'AMORTISSEMENT (en KDA)									
Désignation	Montant	Durée	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Frais préliminaires	500	5	100	100	100	100	100	-	-
Génie civil	89 890	20	4 495	4 495	4 495	4 495	4 495	4 495	4 495
Equipements de p	176 226	10	17 623	17 623	17 623	17 623	17 623	17 623	17 623
Frais de douanes	11 100	10	1 110	1 110	1 110	1 110	1 110	1 110	1 110
Frais de montage	3 000	10	300	300	300	300	300	300	300
Imprévus	9 966	5	1 993	1 993	1 993	1 993	1 993	-	-
TOTAL	290 682		25 621	25 621	25 621	25 621	25 621	23 528	23 528

3. Détermination de la valeur résiduelle des investissements (VRI):

La VRI correspond à la valeur des investissements à réaliser non totalement amortis.

$$\begin{aligned} \text{Ainsi : } \text{VRI} &= \text{Investissement total} - \text{BFR} - \text{Montant déjà amorti} \\ &= (310\,230) - 19\,548 - 245\,742 \end{aligned}$$

$$\text{VRI} = 44\,940 \text{ KDA}$$

4. Calcul de la variation du Besoins en Fonds de Roulement:

Le BFR global a été calculé sur la base du BFR de l'année 2003 déterminé lors du retraitement du bilan de la SA

$$\begin{array}{lcl} 3\,538 \text{ KDA} & \longrightarrow & 163\,180 \text{ KDA (chiffre d'affaire correspondant au six mois d'exploitation)} \\ \text{BFR global KDA} & \longrightarrow & 901\,595 \text{ KDA (chiffre d'affaire correspondant à la vitesse de croisière)} \end{array}$$

$$\text{Cela implique : } \text{BFR global} = (901\,595 * 3\,538) / 163\,180$$

$$\text{BFR global} = 19\,548 \text{ KDA}$$

A partir de ce BFR nous allons déterminer les différentes variations de ce dernier. A cet effet, le tableau suivant

LA DETERMINATION DU BFR ET DE SA VARIATION (en KDA)					
Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaire		711 786	806 691	901 596	901 596
Pourcentage de variation du CA	75%	85%	95%	95%	
Besoin en fonds de roulement (BFR)		15 432	17 490	19 548	19 548
Variation du BFR	15432	2058	2058	0	

5. Le TCR avant financement:

Avant d'établir le TCR avant financement, nous avons jugé important de présenter en premier lieu l'évolution de la production, du chiffre d'affaire ainsi que celle des charges d'exploitation (matières premières et frais du personnel).

B. . L'évolution de la production et du chiffre d'affaire:

La production envisagée, pour une première année est évaluée à 75 % des capacités réelles de production de l'entreprise (étant de 95 % à atteindre la troisième année d'exploitation), commercialisée comme suit :

- ☐ 40 % en lait pasteurisé soit 9 942 000 litres à 23 DA ;
- ☐ 05 % en lait fermenté soit 1 125 000 litres à 24 DA ;
- ☐ 43 % en yaourt soit 10 800 000 pots à 6.5 DA ;
- ☐ 06 % en fromage fondu en barre soit 1 500 000 Kg à 200 DA ;
- ☐ 06 % en fromage fondu en portions soit 1 500 000 Kg à 58 DA.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHIFFRE D'AFFAIRE (en KDA)			
Année	1	2	de 3 à 10
Capacité de production	75%	85%	95%
Lait pasteurisé (litres)	9 942 000	11 267 600	12 593 200
Lait fermenté (litres)	1 125 000	1 275 000	1 425 000
Yaourt (unité)	10 800 000	12 240 000	13 680 000
Fromage fondu en barre (Kg)	1 500 000	1 700 000	1 900 000
Fromage fondu en boîte (boîte)	1 500 000	1 700 000	1 900 000
Chiffre d'affaire			
CA lait pasteurisé (prix u=23 DA)	228 666	259 155	289 644
CA lait fermenté (prix=24 DA)	27 000	30 600	34 200
CA yaourt (prix= 6.4 DA)	69 120	78 336	87 552
CA fromage fondu en barre (prix=200 DA)	300 000	340 000	380 000
CA fromage fondu en boîte (prix=58 DA)	87 000	98 600	110 200
CA TOTAL	711 786	806 691	901 596

B. l'évaluation des matières premières et emballages:

Les deux tableaux suivants reprennent les différentes charges de matières premières et d'emballages que la SARL doit assumer pendant la première année d'exploitation.

A cet effet, nous tenons à préciser que les matières premières que l'entreprise doit importer sont essentiellement *la poudre de lait, le cheddar, le polyéstaïre et le polystyrène*.

Leur valeur en monnaie étrangère a été directement convertie en monnaie locale.

Ainsi, le premier tableau regroupe les différentes matières premières :

EVALUATION DES MATIERES PREIERES (en KDA)			
Rubriques	quantité	prix U/DA	coût en KDA
Poudre de lait (Kg)	1 776 000	150	266 400
Cheddar (Kg)	1 035 000	250	258 750
Sucre (Kg)	16 200	38	616
Arome (L)	9 000	600	5 400
Ferment (L)	9 900	450	4 455
Sel de fonte (Kg)	38 400	215	8 256
Beurre (Kg)	8 400	170	1 428
TOTAL			545 305

Le second, recense les différents éléments d'emballage que doit acquérir l'entreprise pour son exploitation :

EVALUATION DES EMBALLAGES ET CONSOMMABLES QUANTIFIEES (en KDA)			
Nature	quantité	prix U/DA	montant KDA
Polyésthre (Kg)	141 750	155	21 971
Polystyrène (Kg)	14 175	150	2 126
Papier aluminium (Kg)	28 800	500	14 400
Bac à lait (U)	10 000	140	1 400
Carton d'emballage (Kg)	230 000	10	2 300
Aluminium 2° (Kg)	9 000	680	6 120
Etui (U)	750 000	4	3 000
Autocollant (U)	750 000	4	2 625
Carton groupage (U)	187 500	20	3 750
Aluminium 1° (Kg)	12 000	850	10 200
Boite (U)	1 500 000	4	5 250
Banderole (U)	1 500 000	0	600
Ficelle (U)	1 500 000	1	1 500
Etiquette (U)	1 500 000	2	3 600
Carton groupage (U)	37 500	30	1 125
Produit de nettoyage	FORFAIT	FORFAIT	3 000
Divers	FORFAIT	FORFAIT	3 000
TOTAL			85 967

Le montant des matières premières et des emballages évolue en fonction du chiffre d'affaire, autrement dit de la montée en cadence.

C. Les frais du personnel:

Le tableau suivant regroupe les différentes masses salariales de l'entreprise et ce pour une première année d'exploitation.

EVALUATION DES FRAIS DU PERSONNEL (en KDA)				
Catégorie professionnelle	salaire	nombre/agents	nombre/mois	Montant en KDA
Gérant 75	000	1	12	900
Cadre	50 000	5	12	3 000
Maîtrise	30 000	15	12	5 400
Exécution	20 000	24	12	5 760
TOTAL		45		15 060

Quant aux services et les frais divers, ils sont évalués respectivement à **4 995 KDA** et **2940 KDA**.

TCR AVANT FINANCEMENT (en KDA)							
Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaire	711 786	806 691	901 596	901 596	901 596	901 596	901 596
Matières premières et emballage	631 272	715 442	799 612	799 612	799 612	799 612	799 612
Services	4 995	5 661	6 327	6 327	6 327	6 327	6 327
Valeur ajoutée	75 519	85 588	95 657	95 657	95 657	95 657	95 657
Frais du personnel	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060
Impôts et taxes					22 540	22 540	22 540
Excédent brut d'exploitation	60 459	70 528	80 597	80 597	58 057	58 057	58 057
Frais divers	2 940	3 430	3 920	3 920	2 824	2 824	2 824
Dotations aux amortissements	25 621	25 621	25 621	25 621	25 621	23 528	23 528
Résultat brut d'exploitation	31 898	41 477	51 056	51 056	29 612	31 705	31 705
IBS (30 %)					8 884	9 511	9 511
Résultat de l'exercice	31 898	41 477	51 056	51 056	20 728	22 194	22 194
CAF	57 519	67 098	76 677	76 677	46 349	45 722	45 722

Commentaires :

- ^{3/4} L'importance du chiffre d'affaire relativement à celui de l'année précédente est, d'une part, due l'extension du marché à réaliser, et d'autre part, à la durée sur laquelle s'étale l'exercice de l'entreprise prévisionnel qui est de 12 mois au lieu d'une période de six mois.
- ^{3/4} Durant les trois premières années qui représentent la période de montée en cadence, l'affaire sera en progression (la valeur ajoutée augmente) qu'en matière de rentabilité (le résultat net augmente aussi).
- ^{3/4} A partir de la troisième année, lorsque l'affaire aura atteint sa période de croisière, la production s'opposera une rentabilité en régression.
En effet, nous remarquons une baisse brutale du résultat net en 2010 ce qu'est essentiellement due au passage de l'exonération fiscale prend fin en 2004. Cette baisse est en fait suivie d'une légère augmentation en 2011 et 2012 par les amortissements.
- ^{3/4} Il est à noter que malgré la chute qu'a connue le résultat net de l'entreprise ce dernier ainsi que la CAF restent positifs pendant la durée d'étude.

6. Le tableau emplois / ressources avant financement:

TABLEAU EMPLOIS/RESSOURCES AVANT FINANCEMENT (en KDA)								
Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<i>Ressources</i>								
CAF			57 519	67 098	76 677	76 677	46 349	45 722
Récupération du BFR								
VRI								
TOTAL RESSOURCES			57 519	67 098	76 677	76 677	46 349	45 722
<i>Emplois</i>								
Investissement initial	33 611	175 673						
Variation du BFR		15 432	2 058	2 058				
TOTAL EMPLOIS	33 611	191 105	2 058	2 058				
Flux de trésorerie	- 33 611	- 191 105	55 461	65 040	76 677	76 677	46 349	45 722
Flux de trésorerie cumulés	- 33 611	- 224 716	- 169 255	- 104 215	- 27 539	49 138	95 487	141 208
Flux actualisés (12 %)	- 33 611	- 170 657	44 202	46 308	48 766	43 476	23 499	20 666
Flux actualisés cumulés	- 33 611	- 204 268	- 160 065	- 113 757	- 64 991	- 21 515	1 984	22 650

Le taux d'actualisation ou bien le taux pondéré des ressources est déterminé à partir du taux brut d'emprunt pratiqué pour les crédits d'investissement) et le taux de rémunération des actionnaires.

Cependant, dans notre situation ce dernier ne peut être calculé en une seule fois et ce en prenant en compte les besoins nécessaires pour le financement du projet. Cette situation est due à l'exonération fiscale dont bénéficie la SARL F qui rend le Taux Net d'Emprunt [(égal au taux brut d'emprunt affiché par la banque multiplié par le coefficient d'actualisation devient variable pendant deux périodes distinctes de la durée d'étude.

Afin de nous simplifier le procédé de calcul et d'analyse de la rentabilité après financement du projet et de la rentabilité pour l'aimable lecteur, nous avons décidé de choisir un taux d'actualisation fixe égal à 12 % déterminé à partir de la méthode aux deux différentes périodes d'étude.

Taux d'actualisation = 12 %

Nous tenons à préciser que la distribution de dividendes a été malgré cela prise en compte et représente ainsi 20 %

7. Le calcul des critères de rentabilité avant financement:

A. Le délai de récupération (DR):

$$D.R = 3 \text{ ans} + (12 \text{ mois} \times 27\,539) / (27\,539 + 49\,138) \\ \approx 3 \text{ ans et } 4 \text{ mois.}$$

B. Le délai de récupération actualisé (DRA):

$$DRA = 4 \text{ ans} + (12 \text{ mois} \times 21\,515) / (21\,515 + 1\,985) \\ \approx 4 \text{ ans et } 11 \text{ mois.}$$

C. La valeur actuelle nette (VAN) :

$$VAN = 104\,026 \text{ KDA}$$

En ce qui concerne ce critère, nous constatons que ce dernier n'est pas le même que celui reporté sur le tableau des emplois et ressources avant financement.

Ceci est dû au fait que le montant de la VAN présenté ci-dessus a été calculé avec la fonction VAN dans Excel (ce dernier prend en compte toutes les décimales des coefficients d'actualisation) alors que la VAN présentée dans le tableau a été calculée sur la base de coefficients d'actualisations avec trois décimales.

D. Le taux de rentabilité interne (TRI) :

$$TRI = 23.06 \%$$

1. 7. e. L'indice de profitabilité :

Années 2004		2005	2006	2007
Investissement	33 611	175 673	-	-
Variation du BFR	-	15 432	2 058	2 058
Total investissements	33 611	191 105	2 058	2 058
Investissements actualisés à 12 %	33 611	170 657	1 640	1 465
Cumul des investissements actualisés	33 611	204 268	205 908	207 373

A partir du tableau précédent ; nous déterminons l'indice de profitabilité comme suit :

$$IP = 1 + (104\,026 / 207\,373) = 1,5.$$

8. L'appréciation des critères de rentabilité:

Après l'examen du tableau Emplois / Ressources par les critères de rentabilité ci-dessus, nous pouvons tirer les renseignements suivants :

^{3/4} La liquidité du projet peut être jugée acceptable puisque le délai de récupération et le délai de récupération actualisé sont assez courts, se situant même pas au milieu de la durée de vie du projet ;

^{3/4} La valeur actuelle nette dégagée est très importante. Elle atteste d'un projet rentable. En effet, l'entreprise connaîtra un enrichissement égal à cette VAN et ce, après récupération de la mise de fonds initiale ;

^{3/4} La rentabilité intrinsèque du projet exprimée par le TRI semble très importante. En effet, le TRI (environ 23 %) est largement supérieur au taux d'actualisation (12%).

De ce fait, le coût maximum des capitaux que peut supporter le projet est suffisamment élevé, il pourra aller jusqu'à 23%, ce qui signifie que le projet est solide et rentable et peut supporter des coûts très élevés ;

^{3/4} L'indice de profitabilité nous donne un rendement non négligeable des capitaux engagés. Ainsi, chaque dinar investi rapportera 50 centimes à la fin de la durée de vie du projet.

Ces données favorables de l'analyse avant financement nous ont indiqués que la rentabilité intrinsèque du projet est appréciable.

Il reste maintenant de mener une étude après financement afin d'estimer la rentabilité des capitaux investis, d'arrêter les conditions du crédit adéquates et de déterminer l'impact de ses conditions de financement sur la rentabilité du projet.

II.3.3. Etude de la rentabilité après financement :

II.3.3.1. Etude de la rentabilité après financement avec les conditions A :

1. La structure de financement :

Le tableau suivant recense l'apport du promoteur et l'emprunt que le promoteur souhaiterait avoir :

SCHEMA DE FINANCEMENT (conditions A)				
Rubriques	2004	2005	2006	2007
Apport	33 611	50 855	2 058	2 058
Crédit		150 000		
Total	33 611	200 855	2 058	2 058

Le financement de la banque est destiné à l'importation des équipements de production.

2. L'échéancier de remboursement :

ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT (en KDA)						
Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Encours	150 000		150 000	120 000	90 000	60 000
Principal			30 000	30 000	30 000	30 000
Intérêts (6,5 %)	9 750*		9 750	7 800	5 850	3 900
Annuité	9 750		39 750	37 800	35 850	31 950

* intérêts intercalaires correspondant à l'année de différé.

Remarque :

Nous tenons à rappeler que le client a sollicité un CMT de 07 ans dont 02 ans de différé et souhaite l'avoir dès la première année de réalisation.

Mais, vu le planning de réalisation qu'il a présenté, nous avons jugé plus raisonnable et rationnel de mettre en place le crédit la deuxième année de réalisation. Ainsi, nous avons jugé qu'une année de différé est largement suffisante comme le confirme l'étude menée ci-dessous.

Notre première étude de rentabilité après financement correspond aux conditions précédentes c'est-à-dire six (06) ans de crédit dont une année de différé de paiement. Ces conditions de financement sont désormais appelées *conditions A*.

3. Le tableau d'amortissement :

Le tableau suivant présente l'ensemble des nouvelles dotations aux amortissements de l'entreprise FROYA, les intérêts intercalaires qui représentent, comme cela a déjà été dit, les intérêts payés pendant la période de différé.

<i>Rubriques</i>	<i>Montant</i>	<i>Durée</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Anciennes dotations	290 682		25 621	25 621	25 621	25 621	25 621	23 528	23 528
Intérêts intercalaires	9 750	3	3 250	3 250	3 250				
Nouvelles dotations			28 871	28 871	28 871	25 621	25 621	23 528	23 528

4. Le TCR après financement :

A la différence du TCR avant financement, le TCR après financement reprend les frais financiers et les nouvelles dotations aux amortissements.

TCR APRES FINANCEMENT (en KDA) avec les Conditions (A)							
<i>Rubriques</i>	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaire	711 786	806 691	901 596	901 596	901 596	901 596	901 596
Matières premières et emballage	631 272	715 442	799 612	799 612	799 612	799 612	799 612
Services	4 995	5 661	6 327	6 327	6 327	6 327	6 327
Valeur ajoutée	75 519	85 588	95 657	95 657	95 657	95 657	95 657
Frais du personnel	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060	15 060
Impôts et taxes					22 540	22 540	22 540
Excédent brut d'exploitation	60 459	70 528	80 597	80 597	58 057	58 057	58 057
Frais divers	2 940	3 430	3 920	3 920	2 824	2 824	2 824
Frais financiers	9 750	7 800	5 850	3 900	1 950		
Dotations aux amortissements	28 871	28 871	28 871	25 621	25 621	23 528	23 528
Résultat brut d'exploitation	18 898	30 427	41 956	47 156	27 662	31 705	31 705
IBS (30 %)					8 299	9 511	9 511
Résultat de l'exercice	18 898	30 427	41 956	47 156	19 363	22 193	22 193
CAF	47 769	59 298	70 827	72 777	44 984	45 721	45 721
Dividendes distribués				9 431	3 873	4 439	4 439

Commentaire

Après la prise en compte du schéma de financement, le résultat et la CAF ont diminué. La diminution du résultat est due à la prise en compte des frais financiers et des dotations aux amortissements des intérêts intercalaires et l'importance des frais financiers.

5. Le tableau emplois / ressources après financement :

TABLEAU EMPLOIS/RESSOURCES (en KDA) APRES FINANCEMENT avec les c								
Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<i>Ressources</i>								
Fonds propres	33 611	50 855	2 058	2 058				
Emprunts		150 000						
CAF			47 769	59 298	70 827	72 777	44 984	45 000
Récupération du BFR								
VRI								
TOTAL RESSOURCES	33 611	200 855	49 827	61 356	70 827	72 777	44 984	45 000
<i>Emplois</i>								
Investissement initial	33 611	175 673						
Variation du BFR		15 432	2 058	2 058				
Intérêts intercalaires		9 750						
Remboursement de l'emprunt			30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	
Dividendes distribués						9 431	3 873	4 000
TOTAL EMPLOIS	33 611	200 855	32 058	32 058	30 000	39 431	33 873	44 000
Flux de trésorerie	-	-	17 769	29 298	40 827	33 345	11 112	1 000
Cumul des flux	-	-	17 769	47 067	87 893	121 239	132 350	173 350

Remarques :

Nous tenons à préciser que la prise de dividendes ne se fera qu'à partir de la quatrième (04) année d'exploitation et ce pour l'ensemble des associés de la SARL FROYAM.

En plus de l'apport initial, les promoteurs devraient présenter un nouvel apport d'un montant de **9 750 KDA** et ce pour la

Commentaires :

Suite à l'élaboration du tableau emplois/ressources de la SARL FROYAM et se sur la base des conditions (A) de financement, les flux de trésorerie sont excessivement excédentaires. A cet effet, nous devons revoir nos conditions de financement afin d'éviter

Pour cela, nous avons décidé de diminuer la durée de crédit et par conséquent les nouvelles conditions de financement de crédit dont une (01) année de différé de remboursement. Celles-ci sont appelées *les conditions B* de financement.

II.3.3.2 Etude de la rentabilité après financement avec les conditions B :

1. Le nouvel échéancier de remboursement :

Le tableau suivant nous montre que le remboursement du principal ne s'effectuera à partir de l'année 2006 et ce per

ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT (en KDA)					
Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Encours	150 000	150 000	112 500	75 000	37 500
Principal	-	37 500	37 500	37 500	37 500
Intérêts (6.5 %)	9 750	9 750	7 313	4 875	2 438
Annuité	9 750	47 250	44 813	42 375	39 938

2. Le nouveau tableau d'amortissement :

Le tableau d'amortissement demeure le même que celui présenté dans l'étude de la rentabilité du projet avec changer que la durée de remboursement et par conséquent les intérêts intercalaires sont les même que ceux déjà prése

3. Le nouveau TCR après financement :

TCR APRES FINANCEMENT (en KDA) avec les conditions (B)								
Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Excédent brut d'exploitation	60 459	70 528	80 597	80 597	58 057	58 057	58 057	58 057
Frais divers	2 940	3 430	3 920	3 920	2 824	2 824	2 824	2 824
Frais financiers	9 750	7 313	4 875	2 438				
Dotations aux amortissements	28 871	28 871	28 871	25 621	25 621	23 528	23 528	23 528
Résultat brut d'exploitation	18 898	30 914	42 931	48 618	29 612	31 705	31 705	31 705
IBS (30 %)					8 884	9 511	9 511	9 511
Résultat de l'exercice	18 898	30 914	42 931	48 618	20 728	22 193	22 193	22 193
CAF	47 769	59 785	71 802	74 239	46 349	45 721	45 721	45 721
Dividendes distribués				9 724	4 146	4 439	4 439	4 439

Le seul élément qui a changé est les frais financiers puisque le remboursement ne s'étale plus sur une période

4. Le nouveau TER après financement :

TABLEAU EMPLOIS/RESSOURCES (en KDA) APRES FINANCEMENT avec les con								
Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<i>Ressources</i>								
Fonds propres	33 611	50 855	2 058	2 058				
Emprunts		150 000						
CAF			47 769	59 785	71 802	74 239	46 349	45 72
Récupération du BFR								
VRI								
TOTAL RESSOURCES	33 611	200 855	49 827	61 843	71 802	74 239	46 349	45 72
<i>Emplois</i>								
Investissement initial	33 611	175 673						
Variation du BFR		15 432	2 058	2 058				
Intérêts intercalaires		9 750						
Remboursement de l'emprunt			37 500	37 500	37 500	37 500		
Dividendes distribués						9 724	4 146	4 43
TOTAL EMPLOIS	33 611	200 855	39 558	39 558	37 500	47 224	4 146	4 43
Flux de trésorerie	-	-	10 269	22 285	34 302	27 015	42 204	41 28
Cumul des flux	-	-	10 269	32 554	66 856	93 871	136 075	177 35

Commentaires :

Après l'établissement du tableau emplois / ressources après financement, nous constatons en premier lieu que période de réalisation ce qui signifie que tous les emplois ont été couverts par des ressources (le financement des inv

En second lieu, nous remarquons que ces flux sont restés positifs et assez consistants malgré la réduction de la du

Cette situation semble d'emblée encourageante et par conséquent les conditions de crédit (B) paraissent les plus a

Cependant, nous devons nous assurer que les conditions (B) sont celles qui permettent de générer, non seulement cela ils doivent être les moins importants ou bien consistants.

A cet effet, nous allons analyser la rentabilité du projet après financement avec les conditions de financement (C) (B) avec le financement du projet. Les conditions (C) reprennent quatre (04) ans de durée de crédit dont une (01) an

II.3.3.3. Etude de la rentabilité après financement avec les conditions (C) :

1. Le nouvel échéancier de remboursement :

Le nouvel échéancier de remboursement est le suivant :

ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT (en KDA)				
Rubriques	2005	2006	2007	2008
Encours	150 000	150 000	100 000	50 000
Principal	-	50 000	50 000	50 000
Intérêts (6.5 %)	9 750	9 750	6 500	3 250
Annuité	9 750	59 750	56 500	53 250

2. Le nouveau tableau d'amortissement :

Le tableau d'amortissement reste le même que celui établi avec les conditions de financement (B) et ce pour le

3. Le nouveau TCR après financement:

Le nouveau TCR après financement suivant les conditions de financement (C) se présente comme suit :

TCR APRES FINANCEMENT (en KDA) avec les conditions (C)							
Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Excédent brut d'exploitation	60 459	70 528	80 597	80 597	58 057	58 057	58 057
Frais divers	2 940	3 430	3 920	3 920	2 824	2 824	2 824
Frais financiers	9 750	6 500	3 250				
Dotations aux amortissements	28 871	28 871	28 871	25 621	25 621	23 528	23 528
Résultat brut d'exploitation	18 898	31 727	44 556	51 056	29 612	31 705	31 705
IBS (30 %)					8 884	9 511	9 511
Résultat de l'exercice	18 898	31 727	44 556	51 056	20 728	22 193	22 193
CAF	47 769	60 598	73 427	76 677	46 349	45 721	45 721
Dividendes distribués				10 211	4 146	4 439	4 439

4. Le nouveau TER après financement:

TABLEAU EMPLOIS/RESSOURCES APRES FINANCEMENT (en KDA) avec les c								
Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<i>Ressources</i>								
Fonds propres	33 611	50 855	2 058	2 058				
Emprunts		150 000						
CAF			47 769	60 598	73 427	76 677	46 349	45 721
Récupération du BFR								
VRI								
TOTAL RESSOURCES	33 611	200 855	49 827	62 656	73 427	76 677	46 349	45 721
<i>Emplois</i>								
Investissement initial	33 611	175 673						
Variation du BFR		15 432	2 058	2 058				
Intérêts intercalaires		9 750						
Remboursement de l'emprunt			50 000	50 000	50 000			
Dividendes distribués						10 211	4 146	4 439
TOTAL EMPLOIS	33 611	200 855	52 058	52 058	50 000	10 211	4 146	4 439
Flux de trésorerie	-	-	- 2 231	10 598	23 427	66 465	42 204	41 283
Cumul des flux	-	-	- 2 231	8 367	31 793	98 259	140 462	181 745

Commentaires :

L'établissement du tableau emplois/ressources selon les conditions (B) nous a révélé que les flux de trésorerie sont négatifs pendant la première année d'exploitation. Cette situation ne doit pas être tolérée d'autant plus ces flux ne précèdent.

A cet effet, nous pouvons affirmer que les conditions de financement B (*cinq ans de durée de crédit dont un an de grâce*) ne sont pas adéquates au financement du projet envisagé. Ainsi, les conditions (C) sont annulées et nous opterons pour les conditions (D).

Après avoir déterminé les conditions de financements les plus adéquates, nous procéderons dans ce qui va suivre à l'analyse de rentabilité après financement du projet envisagé.

5. Calcul et appréciation des critères de rentabilité après financement :

A travers cette partie, nous essayerons de déterminer la rentabilité des capitaux engagés, en l'occurrence celle du projet (projet) et celle de l'emprunt (crédit bancaire).

A. La rentabilité des fonds propres :

Le tableau suivant permet de déterminer les différents flux à analyser afin de déterminer les différents critères de rentabilité.

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Capitaux propres	33 611	50 855	2 058	2 058				
Flux de trésorerie			10 269	22 285	34 302	27 015	42 204	41 285
Dividendes						9 724	4 146	4 432
Flux à analyser	- 33 611	- 50 855	8 211	20 227	34 302	36 739	46 349	45 717
Flux cumulés	- 33 611	- 84 466	- 76 255	- 56 028	- 21 726	15 013	61 362	107 079
Flux actualisés à 12 %	- 33 611	- 45 414	6 544	14 402	21 816	20 831	23 499	20 666
Flux actualisés cumulés	- 33 611	- 79 025	- 72 480	- 58 079	- 36 263	- 15 432	8 067	28 733

i. Le délai de récupération actualisé des fonds propres (DRFP) :

DRFP = 4 ans + (12 mois x 15 432) / (15 432 + 8 067) \approx 4 ans et 8 mois.

ii. La valeur actuelle nette des fonds propres (VANFP) :

VANFP = 110 093 KDA.

La différence constatée entre la valeur de la VANFP présentée ci-dessus et celle reportée sur le tableau est due à la fonction VAN du tableur Excel et qui prend toutes les décimales des coefficients d'actualisation, alors que les coefficients d'actualisation à trois décimales. Nous avons opté pour la première VANFP puisque c'est elle qui est la plus précise.

iii. Le taux de rentabilité des fonds propres (TRIFP) :

TRFP = 29,84%

Commentaire:

Selon les critères de rentabilité calculés ci-dessus, les fonds propres seront récupérés en 4 ans et 8 mois. Au affichent une VAN très importante (110 093 KDA) supérieure à celle du projet, et un TRIFP très élevé (23,9%) lar

A travers ces critères de rentabilité, nous constatons aussi que la rentabilité des fonds propres est bien supér supérieur au TRI du projet. Cela signifie que nous sommes face à un effet de levier et par conséquent, nous pouv SARL FROYAM et par conséquent les promoteurs ont intérêts à s'endetter afin de fructifier d'avantages leurs ress

III.2. La rentabilité de l'emprunt :

Le tableau suivant permet de déterminer les différents flux à analyser afin de déterminer les différents critères

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Emprunt		150 000				
Remboursement d'emprunt			37 500	37 500	37 500	37 500
Flux de trésorerie	-	-	10 269	22 285	34 302	27 015
Flux à analyser	-	- 150 000	47 769	59 785	71 802	64 515
Flux actualisés à 12 %	-	- 133 950	38 072	42 567	45 666	36 580
Flux actualisés cumulés	-	- 133 950	- 95 878	- 53 311	- 7 645	28 935

Le tableau précédent nous a permis de constater que l'emprunt est bien récupéré avant la fin de la durée c conditions de financement choisies sont adéquates à la structure de financement du projet (les conditions B).

Nous tenons à signaler que le calcul du taux de rentabilité de l'emprunt [(TRIE = Taux brut d'emprunt x (1 - l'exonération de l'IBS dont bénéficie la SARL FROYAM et ce pendant les quatre premières années d'exploitatio

Cependant, ce dernier ne peut être en aucun cas supérieur au TRI déjà déterminé (23.16 %) puisqu'il e affiché par la banque étant à l'ordre de 6.5 %. Par conséquent, sans le calcul du TRIE, il paraît clairement q d'emprunt (6.5 %) donc supérieur au TRIE.

Ainsi, nous pouvons déduire la rentabilité de l'emprunt à partir de la formule donnée ci-après et qui est net des associés de la SARL FROYAM.

VANE = VANFP – VAN

VANE = 110 093 – 104 026

VANE = 6067 KD

Conclusion de l'étude de rentabilité du projet

L'analyse de la rentabilité avant et après financement ainsi que le diagnostic apporté aux différents critères de rentabilité nous a permis de conclure que le projet envisagé est en mesure de générer une rentabilité quasi-certaine et par conséquent un enrichissement pour les différents associés de l'entreprise.

A cet effet, certains constats méritent d'être relevés en l'occurrence :

- l'enrichissement au terme de la durée de vie du projet égal à 104 026 KDA (VAN) ;
- le TRI est très satisfaisant (23,16 %) ;
- l'IP du promoteur est très intéressant (1.5) ;
- le gain net du promoteur (VANFP) est de 110 093 KDA ;
- le TRIFP est aussi très important (29.84 %) ;
- Un effet de levier intéressant qui fera que la rentabilité financière du projet soit supérieure à sa rentabilité économique ce qui signifie que l'emprunt est bénéfique pour le promoteur.

La très forte rentabilité du projet démontrée par les données précédentes, fait de cet investissement une intéressante opportunité pour la banque d'accompagner la relation dans son développement dans un créneau porteur, et ainsi accroître les mouvements qui lui sont confiés.

Section IV

ETUDE DES RISQUES

Le projet est un investissement d'expansion des moyens de production qui vise la diversification des produits déjà offerts sur le marché régional. A cet effet, le résultat réalisé pendant l'exercice précédent laisse présager un avenir prospère pour le projet.

En plus de cela, la multitude des produits dérivés du lait étant envisagés à être commercialisés d'une part, et le lieu d'implantation assez bien réfléchi d'autre part, octroient à notre affaire un atout incontestable pour une bonne maîtrise du marché de la production laitière dans le centre du pays.

Néanmoins, la société devra faire face à la concurrence des laitières installées dans la région afin de pénétrer le marché, de gagner des parts de celui-ci et de les préserver par la suite.

Le principal risque à assumer par le promoteur est celui relatif au taux de change et pour lequel la SARL présente une surface assez importante lui permettant ainsi de faire face à ce genre de risques.

Les autres risques liés aux différents créanciers privilégiés sont à écarter comme l'attestent les documents présentés par le promoteur.

II.4.1. Conclusion de l'étude et avis personnel

L'étude du dossier aussi menée, montre que le projet d'extension de la laiterie FROYAM déjà entrée en exploitation et se localisant dans la région de Shaoula est un projet *économiquement viable et financièrement rentable*.

A cet effet, nous sommes d'avis favorable pour un accord de principe pour le financement du projet par un CMT équipement d'un montant de 150 000 KDA des conditions de financement de *5ans (05) de crédit dont une (01) année de différé de paiement*.

Il est à préciser que le crédit octroyé est destiné à relayer à 100 % un crédit documentaire pour l'importation d'équipements de production.

II.4.1.1 Les conditions

- Centralisation à 100 % du chiffre d'affaire au sein des guichets de l'agence BDL 111 ;
- Paiement des fournisseurs au niveau de nos guichets.

II.4.1.2 Les garanties

- Hypothèque de premier rang d'une villa appartenant au promoteur se trouvant dans la localité de Shaoula au montant du crédit sollicité ;
- Nantissement spécial du matériel relatif au projet à hauteur du crédit sollicité ;
- Caution des associés à hauteur du crédit sollicité ;
- Délégation sur assurance multirisque.

II.4.2. Comparaison avec la décision de la Banque

La banque a émis un avis favorable pour le financement du projet par un CMT équipement d'un montant de 150 000 KD avec des conditions de financement de 07 ans de durée de crédit dont 02 années de différé.

La similitude des avis quant à la décision d'octroyer le crédit sollicité est justifiée par la rentabilité qu'aura le projet si il serait réalisé comme prévu. Cependant, pour la durée de financement, la différence entre les deux durées proposée est due à deux raisons principales :

- ☐ Le chargé d'étude s'est contenté d'une étude de la rentabilité du projet selon le schéma de financement souhaité par le client et proposée dans l'étude technico-économique;
- ☐ le chargé du dossier n'a pas établi un échéancier d'investissement qui lui aurait permis de constater que le promoteur n'aura besoin de financement qu'en deuxième année de réalisation.

A cet effet, nous tenons à signaler que les méthodes d'analyse utilisées sont totalement différentes. Nous avons constaté que l'utilisation des techniques d'évaluation de projets est quasi-absente.

Les chargés des dossiers ont tendance à reprendre, sur les supports normalisés, les données fournies par les documents comptables, les apprécier et de calculer quelques ratios tels que le ratio de capacité de remboursement et le ratio de rentabilité financière, bien que *l'utilisation des ratios soit préconisée dans les études rétrospectives et non prévisionnelles*.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce présent mémoire, sanctionnant quatre mois de travail passés au sein de l'agence BDL Bir Mourad Raïs (Alger), nous avons essayé de présenter les différents produits et services proposés par la banque en matière de crédit et les principaux paramètres conditionnant leur octroi.

En sa qualité de bailleur de fonds, le banquier doit connaître parfaitement son vis-à-vis, à travers une analyse subjective et objective, et doit s'entourer d'un maximum de précautions afin d'assurer le remboursement de ses fonds prêtés et de minimiser le risque à encourir. Toutefois, cette notion de risque, qui constitue le maître-mot des dirigeants de la banque, reste inséparable de la fonction crédit. Ceci dit, le banquier doit savoir que pour faire le plus possible de bénéfices, il doit prendre un maximum d'engagements tout en sachant que le profit est contraire au besoin de sécurité.

L'octroi de crédits est un acte de gestion d'une portée considérable, eu égard aux enjeux économiques et financiers qu'il génère, tant sur le plan de création de richesses et d'emplois que sur le plan du développement économique. C'est ainsi que les banques doivent faire l'objet d'un savoir faire et d'une maîtrise globale des processus de gestion bancaire adoptés aux normes internationales.

Face aux mutations profonde et rapides qui s'opèrent dans le monde, la structure et le fonctionnement des banques se trouvent profondément modifiés. L'Algérie n'est pas en marge de cette nouvelle conception, néanmoins, son insertion dans cette dynamique de mondialisation de l'économie et de densification des échanges commerciaux nécessite des adaptations. Dans cette optique, le système bancaire algérien doit s'imposer et introduire une nouvelle politique pour être à la hauteur du rôle moteur qu'il doit assurer. La complexité croissante de l'activité bancaire et financière a mis en rude épreuve les systèmes de gestion archaïque hérités de la gestion administrée des entreprises nationales.

Enfin, malgré la volonté politique clairement affichée de le libéraliser en l'ouvrant à de nouvelles banques, le système bancaire algérien reste encore très fortement marqué par le passé. Il reste largement dominé par les banques publiques et le poids des nouvelles banques privées ou internationales reste très limité en matière de distribution du crédit à l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- 1- BENHALIMA A., **pratique des techniques bancaires - référence à l'Algérie**, *L. Dahleb*, Alger, 1997 ;
- 2- SOLINK Bruno ; « **Gestion financière et pratique** » 2^{ème} édition ; édition d'organisation ; Paris ; 2003 ;
- 3- BOUYACOUB F., **L'entreprise et le financement bancaire**, *Casbah Editions*, Algérie, 2000 ;
- 4- CHOINEL A. et ROUYER G., **La banque et l'entreprise techniques actuelles de financement**, 2^{ème} édition, *Editions BANQUES EDITIONS*, Paris, 2001 ;
- 5- HUTIN H., « **Toute la finance d'entreprise en pratique** », 2^{ème} édition, *Editions d'Organisation*, Paris, 2003 ;
- 6- VERNIMMEN P., **Finance d'entreprise**, 6^{ème} édition, *Editions DALLOZ*, Paris, 2005 ;
- 7- CONSO.P. **Dictionnaire de gestion financière** ; 3^{ème} édition ; DUMOND ; Paris ; 1984 ;

DOCUMENTS ECOLE SUPERIEURE DE BANQUE (E.S.B)

- 1- KHENIFSA, Cours d'analyse financière 2^{ème} année B.S.B ;
- 2- YAHYA CHERIF, Cours de techniques bancaires 2^{ème} année B.S.B ;
- 3- HAMDI K 'Cours d'évaluation de projets 2^{ème} année B.S.B ;
- 4- BOUFEKROUNE, Cours de système bancaire 1^{ème} année B.S.B ;
- 5- MIMOUNE, Cours de droit bancaire 2^{ème} année B.S.B ;
- 6- BELEHSEN, Cours de droit commercial 2^{ème} année B.S.B.

LOIS ET CODES

- 1- La loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la Monnaie et au Crédit ;
- 2- L'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003, complétant et modifiant la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit ;
- 3- Le Code Civil ;
- 4- Le Code de Commerce.

AUTRES DOCUMENTS

- 1- Documents internes à la BDL ;
- 2- Manuel « le crédit bancaire » SIBF.

ANNEXES

1. Bilans comptables de l'ATRCB pendant les années d'étude.....ANNEXE A.1
2. Tableau des comptes de l'ATRCB pendant les années d'étudeANNEXE A.2
3. Tableau des créances de l'ATRCB pendant les années d'étudeANNEXE A.3
4. Tableau des dettes de l'ATRCB pendant les années d'étude.....ANNEXE A.4
5. Tableau du remboursement d'emprunt, tableau des produits et tableau des charges
exploitation de l'ATRCB pendant les années d'étudeANNEXE A.5
6. Retraitement des bilans comptables de l'ATRCB selon une approche dynamique pendant
les années d'étudeANNEXE A.6
7. Bilan comptable et TCR de la SARL DROYAM de l'exercice 2003..... ANNEXE B

R.Sociale: ATRCB groupe	LES BILANS (ANNEXE A.1)				Um : KDA
ACTIF (2001)	M.BRUT	A/PROV	M.NET	PASSIF (2001)	MONTANT NET
frais préliminaires	32	32	-	fonds social	300 000
bâtiments	3 671	789	2 882	réserve légale	4 120
matériels et outillage	279 340	69 879	209 461	autres réserves	82 631
matériels de transport	388 346	144 733	243 613	bénéfices à réinvestir	
autres équipements de p/exp.	14 890	3 181	11 709	RIA	
équipements sociaux	1 405	324	1 081	emprunts bancaires	94 581
investissements en cours	16 252	-	16 252	autres emprunts	38 391
stocks	10 945	-	10 945		
créances d'investissement	206 152	-	206 152	comptes courants des associés	2 520
créances stocks	3 279	-	3 279	fournisseurs	28 137
créances associés s/a	60 000	-	60 000	impôts et taxes d'exploitation	104 109
clients	459 102	-	459 102	avances bancaires	7 642
autres avances d'exploitation	27 023	-	27 023	autres dettes d'exploitation	286 621
disponibilités	127 052	-	127 052	résultat de l'exercice	429 799
TOTAL ACTIF	1 597 489	218 938	1 378 551	TOTAL PASSIF	1 378 551
ACTIF (2002)	M.BRUT	A/PROV	M.NET	PASSIF (2002)	MONTANT NET
frais préliminaires	32	32	-	fonds social	500 000
bâtiments	22 606	1 418	21 188	réserve légale	30 000
matériels et outillage	508 717	119 884	388 833	autres réserves	166 969
matériels de transport	653 071	217 142	435 929	bénéfices à réinvestir	200 000
autres équipements de p/exp.	54 528	6 295	48 233	RIA	
équipements sociaux	2 577	507	2 070	emprunts bancaires	239 435
investissements en cours	4 962	-	4 962	autres emprunts	146 058
stocks	14 628	-	14 628		
créances d'investissement	466 291	-	466 291	comptes courants associés	100 000
créances stocks	11 965	-	11 965	fournisseurs	53 130
créances associés s/a	60 000	-	60 000	impôts et taxes d'expl	224 891
clients	675 187	-	675 187	avances bancaires	79 567
autres avances d'exploitation	97 122	-	97 122	autres dettes d'expl	343 536
disponibilités	99 575	-	99 575	résultat de l'exercice	242 410
comptes débiteurs P	13	-	13	comptes débiteurs A	
TOTAL ACTIF	2 671 274	345 278	2 325 996	TOTAL PASSIF	2 325 996
ACTIF 2003)	M.BRUT	A/PROV	M.NET	PASSIF (2003)	MONTANT NET
frais préliminaires	32	32	-	fonds social	500 000
bâtiments	34 101	4 253	29 848	réserve légale	30 000
matériels et outillage	860 628	208 104	652 524	autres réserves	267 079
matériels de transport	758 850	338 800	420 050	bénéfices à réinvestir	200 000
autres équipements de p/exp.	46 281	12 435	33 846	RIA	242 411
équipements sociaux	2 619	766	1 853	emprunts bancaires	333 045
investissements en cours	161 578	-	161 578	autres emprunts	65 647
stocks	73 406	-	73 406		
créances d'investissement	380 581	-	380 581	comptes courants associés	148 000
créances stocks	20 218	-	20 218	fournisseurs	54 504
créances associés s/a	60 000	-	60 000	impôts et taxes d'exp	220 057
clients	1 188 660	-	1 188 660	avances bancaires	303 271
autres avances d'exploitation	125 420	-	125 420	autres dettes d'expl	623 480
disponibilités	274 125	-	274 125	résultat de l'exercice	434 510
comptes débiteurs du P	2	-	2	comptes débiteurs A	107
TOTAL ACTIF	3 986 501	564 390	3 422 111	TOTAL PASSIF	3 422 111

ANNEXE A.2

LES TABLEAUX DES COMPTES DE RESULTATS				
ANNEES	2001		2002	
Rubriques	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Vente de marchandise				
Marchandise vendue				
MARGE BRUTE				
Production vendue		1 546 886		1 74
Prestation fournie		3 366		
Production de l'E pour elle-même		7 677		
Transfert de charges de production		13 268		10
Matières et fournitures consommées	534 375		696 555	
Sous-traitance	97 691		222 018	
Commissions- courtages rémunérations diverses	1 686		10 218	
Frets et transports	80 902		166 224	
Loyers et charges locatives	3 994		15 875	
Entretien et réparation des biens m/imm.	7 044		10 369	
Frais de PTT, Gaz, Electricité, Eau	2 138		5 516	
Frais de réception				
Publicité	2 074		7 929	
Frais de déplacement	1 780		2 558	
Autres services	2 197		307	
VALEUR AJOUTE		837 316		62
Produits divers (y compris dividendes)		1 577		
Transfert de charges d'exploitation		7 393		
Frais de personnel	46 227		60 461	
Impôts et taxes	5 175		6 578	
Frais financiers	39 845		37 916	
Frais divers	8 640		10 568	
Dotations aux amortissements	106 252		148 567	
Dotations aux provisions				
RESULTAT D'EXPLOITATION		640 147		37
Produits hors exploitation		18 747		2
Charges hors exploitation	44 896		52 435	
RESULTAT HORS EXPLOITATION	26 149		24 826	
RESULTAT BRUT DE L'EXERCICE		613 998		34
Impôts sur les bénéfices des sociétés (IBS) à 30%	184 199		103 890	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		429 799		24

ANNEXE A.3

TABLEAU DES CREANCES					
		Court terme			
Compte	Intitulé	2001	2002	2003	2004
42	Créances d'investissement				
424	Prêts aux filiales				
425	Avances et acompte sur investissement				
426	Cautionnement versé				
43	Créances sur stock	3 279	11 965	20 218	
430	Avances aux fournisseurs	3 279	11 965	20 218	
44	Créances sur ass et s/apparentées				
440	Créances sur associés et sociétés apparentées				
	Avances pour compte	24 180	32 228	41 252	
457	Taxes récupérables et précomptes	24 180	32 228	41 252	
46	Avances d'exploitation	2 843	64 894	84 168	
462	Avances sur services	13	5 932	25 802	
463	Avances au personnel	744	325		
464	Avances sur impôts et taxes		37 150	34 783	
465	Avances sur frais financiers		7 450		
468	Frais comptabilisés d'avance	517	2 799	3 046	
469	Dépenses en attente d'imputation	1 569	11 238	20 537	
47	Créances sur clients	459 102	675 187	1 188 660	
470	Clients	459 102	675 187	1 188 660	
48	Disponibilités	127 052	99 575	274 125	
485	Comptes bancaires	3 715	62 553	242 729	
487	Caisse	113 338	5 817	3 170	
488	Blocage de provisions	9 999	31 205	28 226	
40	Comptes débiteurs du passif		13	2	
400	Compte débiteur du passif		13	2	

ANNEXE A.4

TABLEAU DES DETTES					
Compte	Intitulé	Court terme			2001
		2001	2002	2003	
52	Dettes d'investissement				132
521	Emprunt bancaire				94
522	Crédit d'investissement				38
53	Dettes de stock	28 137	53 130	54 504	
530	Fournisseurs	28 137	53 130	54 504	
54	Détention pour compte	104 109	121 001	220 058	
543	Impôt sur le revenu global	9 086	184	580	
547	Taxes dues sur vente	95 023	120 817	219 474	
548	Droit de timbre payé sur ETAT			4	
55	compte courant des associés	2 520		48 000	
	LCAC				
550	Compte courant des associés	2 520		48 000	
56	Dettes d'exploitation	204 027	126 340	274 930	
562	Créditeurs de service	18 227	17 878	79 519	
564	Impôts d'exploitation dus	184 199	103 890	186 974	
566	Créditeurs de frais divers			739	
568	Organismes sociaux	1 601	4 572	7 698	
57	Avances commerciales	82 593	321 086	348 548	
570	Avances reçues des clients	82 593	321 086	348 548	
58	Dettes financières	7 642	79 567	303 272	
588	Avances bancaires	7 642	79 567	303 272	
50	Comptes créditeurs de l'actif			107	
550	Comptes créditeurs de l'actif			107	

ANNEXE A.5

TABLEAU DU REMBOURSEMENT D'EMPRUNT				
Compte	Intitulé	2001	2002	2003
	Total remboursement d'emprunt au 31/12	0	30988	

TABLEAU DES PRODUITS				
Compte	Intitulé	2001	2002	2003
77	Produits divers	1554	6105	
770	Produits divers	1554	3762	
779	Autres produits divers	0	2343	
79	Produits hors exploitation	18747	27609	
794	Retenues sur créances annuelles	0	0	
796	Reprises sur charges de l'exercice antérieur	18187	22227	
797	Produits des exercices antérieurs	560	5381	
798	Produits exceptionnels	0	1	

TABLEAU DES CHARGES HORS EXPLOITATION				
Compte	Intitulé	2001	2002	2003
69	Charges hors exploitation	44896	52435	
696	Charges des exercices antérieurs	9721	17797	
697	Reprises sur produits des exercices antérieurs	30001	34637	
698	Charges exceptionnelles	5174	1	

ANNEXE A. 6

ACTIF	2001	2002	2003
ACTIF IMMOBILISE	970 056	1 772 752	2 304 638
Investissements	703 904	1 246 461	1 864 057
bâtiments	3 671	22 606	34 101
matériels et outillage	279 340	508 717	860 628
matériel de transport	388 346	653 071	758 850
autres immobilisations	32 547	62 067	210 478
Autres Valeurs Immobilisées	266 152	526 291	440 581
créances d'investissement	206 152	466 291	380 581
créances sur associés et SA	60 000	60 000	60 000
ACTIF CIRCULANT	627 401	898 490	1 681 831
Valeurs d'Exploitation	10 945	14 628	73 406
stocks	10 945	14 628	73 406
Valeurs Réalisables	499 403	815 492	1 362 526
VR d'Exploitation	459 102	675 187	1 188 660
clients	459 102	675 187	1 188 660
VR Hors Exploitation	40 301	140 305	173 866
avances aux fournisseurs	3 279	11 965	20 218
détention pour compte	24 180	32 228	41 252
blocage provision	9 999	31 205	28 226
avances d'exploitation	2 843	64 894	84 168
compte créditeurs du passif	-	13	2
Disponibilités	117 053	68 370	245 899
caisse	113 338	5 817	3 170
banque	3 715	62 553	242 729
TOTAL ACTIF	1 597 457	2 671 242	3 986 469
PASSIF 2001		2002	2003
FONDS PERMANENTS	1 168 428	1 970 118	2 737 050
Fonds Propres	1 035 456	1 484 625	2 238 358
fonds social	300 000	500 000	500 000
réserves légales	4 120	30 000	30 000
autres réserves	82 631	166 969	267 079
benefice à réinvestir	-	200 000	200 000
résultat en instance d'affectation	-	-	242 411
résultat conservé	429 799	242 410	434 510
actif sans valeur	- 32	- 32	- 32
amortissements cumulés	218 938	345 278	564 390
Dettes à Long ou Moyen Terme	132 972	485 493	498 692
emprunt bancaire	94 581	239 435	333 045
crédit d'investissement	38 391	146 058	65 647
LCAC	-	100 000	100 000
dividendes à payer	-	-	-
DETTES A COURT TERME	429 028	701 124	1 249 419
Dettes d'Exploitation	110 730	374 216	403 052
fournisseurs	28 137	53 130	54 504
avances reçues	82 593	321 086	348 548
Dettes Hors Exploitation	310 656	247 341	543 095
détention pour compte	104 109	121 001	220 058
dettes fiscales et parafiscales	204 027	126 340	274 930
compte courant des associés	2 520	-	48 000
compte créditeur de l'actif	-	-	107
Dettes Financières	7 642	79 567	303 272
avances bancaires	7 642	79 567	303 272
TOTAL PASSIF	1 597 457	2 671 242	3 986 469

ANNEXE A. 6

VALEURS STRUCTURELLES			
	2001	2002	2003
fonds permanents	1 168 428	1 970 118	2 737 050
actif immobilisé	970 056	1 772 752	2 304 638
fonds de roulement	198 372	197 366	432 412
variation du ER	-	1 006	235 046
actif circulant hors trésorerie	510 348	830 122	1 435 932
passif circulant hors trésorerie	421 386	621 557	946 147
besoins en fonds de roulement	88 962	208 565	489 785
variation du BFR	-	119 602	281 223
trésorerie positive	117 053	68 370	245 899
trésorerie négative	7 642	79 567	303 272
solde de trésorerie	109 411	11 197	57 373
variation du solde de trésorerie	-	120 608	46 176

ANNEXE B

BILAN COMPTABLE 2003					
ACTIF			PASSIF		
Rubrique	Mt brut	Amortis	Mt net	Rubrique	Mt net
Investissements	93 010 183	1 023 974	91 986 209	Fonds propres	500 000
frais préliminaires	409 407	58 487	350 920	capital	500 000
Equipements de p	92 600 776	965 487	91 635 289	Dettes	112 476 292
Stocks	11 086 924	-	11 086 924	dettes d'investi	3 908 445
matières et fournitures	10 591 724		10 591 724	dettes de stocks	8 813 970
produits finis	495 200		495 200	détention pour cpte	421 797
Créances	17 577 303	-	17 577 303	dettes envers ass	98 446 294
créances d'investi	2 540 989		2 540 989	dettes d'exploit	885 786
créances stocks	70 000		70 000	Résultat	7 674 144
avances pour compte	1 464 535		1 464 535	résultat de l'exercice	7 674 144
avances d'exploit	8 545 632		8 545 632		
créances sur clients	1 037 803		1 037 803		
disponibilités	3 918 344		3 918 344		
TOTAL	121 674 410	1 023 974	120 650 436	TOTAL	120 650 436

TABLEAU DES COMPTES DE RESULTAT 2003		
Rubriques DEBIT		CREDIT
production vendue		163 180 177
production stockée		495 200
m/f consommées	147 002 011	
services	566 027	
Valeur Ajoutée		16 107 339
valeur ajoutée		16 107 339
frais personnel	3 466 473	
impôts et taxes	-	
frais financiers	37 153	
frais divers	706 178	
dots aux amortis	2 542 132	
Résultat d'exploitation		9 355 403
produits hors exploitation		88
charges hors exploitation	1 681 347	
Résultat hors exploitation	1 681 259	
résultat d'exploitation		9 355 403
résultat hors exploitation	1 681 259	
Résultat brut de l'exercice		7 674 144
IBS (entreprise exonérée)	-	
Résultat net de l'exercice		7 674 144